

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

TERRITOIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE
SUBSAHARIENNE : LE TERROIR VILLAGEOIS COMME ÉCHELLE
SPATIALE D'ANALYSE EN MILIEU RURAL

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT

PAR
JEAN CLÉMENT SAA MILLIMONO

Septembre 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

DÉDICACE

À

Sia Balöö TONQUINO,

Elle a été à la base de mon éducation, m'ayant inculqué le sens de la détermination de réussite et de succès. Elle a précocement quitté notre affection en 1984, que le seigneur lui reconnaisse son mérite dans son éternel silence et qu'il lui accorde sa grâce en récompense, "Amen"

REMERCIEMENTS

Au Programme Canadien de Bourse de la Francophonie (PCBF), qui nous a donné les possibilités d'entreprendre cette étude et de poursuivre cette recherche sous ses auspices, avec déférence à ses agences d'exécution : le Cégep Saint-Jean-Sur-Richelieu et l'Association des Universités et Collèges du Canada (AUCC), pour leur accompagnement administratif et technique tout au long de notre séjour.

Au Programme de doctorat de l'Institut des Sciences de l'Environnement et le Département de Géographie de l'UQAM pour le soutien apporté à la réalisation de cette recherche.

Au comité scientifique, mon directeur et co-directeur de thèse, Yves Baudouin et Robert Desjardins pour leur support, leur patience et leurs pertinentes critiques qui ont permis d'améliorer le contenu de ce travail.

À l'Association *Pour la Promotion Économique de Kindia*, dans son volet Agriculture (APEK-Agriculture), sa Direction Technique, l'Union des Producteurs de Samoukiri-Samayah, le Conseil Communautaire de Samayah, le Sous-préfet, autorités et responsables de groupements des villageois enquêtés, l'animateur de zone de l'APEK-Agriculture pour leur collaboration active durant la collecte de données.

À mes parents, en particulier, ma mère Madeleine Tewa Tolno, ce modeste travail reflète tant d'efforts et de sacrifices consentis, le soutien moral et matériel apportés à la poursuite de ce cursus.

À ma femme, Finda Louise Tolno, pour la compréhension et m'avoir tant soutenu et attendu avec dignité.

À mes enfants Madeleine Sia Balöö, Adolphe Saa Togba et Marguerite Koumba Thiamy, qui n'ont cessé de m'apporter la joie et le courage par leur attachement et leur tolérance.

Aux collègues et amis pour leurs remarques pertinentes tout au long de la rédaction de ce travail, particulièrement Fanta Mara, Marguerite Wotto, Koffi Banabessey Makoudjoyon, Alpha Issaga Pallé Diallo, Karim Samoura et Souleymane Dembélé.

À tous les amis de la Guinée et du Canada pour leurs soutien et encouragements.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	vii
LISTE DES TABLEAUX	ix
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	xi
RÉSUMÉ	xiv
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
CONTEXTE DE LA RECHERCHE	7
1.1 Développement durable et territoire	7
1.2 Problématique de recherche	11
1.2.1 Problématique spécifique	15
1.3 Cadre conceptuel de base	16
1.3.1 Développement rural : constance de contenu au XXI ^e siècle	16
1.3.2 Développement local : approche ou échelle de développement?	18
1.3.3 Terroir, notion polysémique en Afrique à caractère spatial	19
1.3.4 Le local : pour quelle perception?	20
1.3.5 Agenda 21 local, une obligation de contexte	23
1.4 Postulats de recherche	24
1.5 Objectifs de recherche	25
1.5.1 Objectifs spécifiques	25
CHAPITRE II	
TERRITOIRE ET ADMINISTRATION PUBLIQUE, DE L'ÉCHELLE À L'ACTEUR DE DÉVELOPPEMENT	26
2.1 Territoire et approches d'administration	26
2.2 Décentralisation en Afrique subsaharienne, choix de société ou option politique?	30
2.2.1 Contexte	30
2.2.2 Enjeux	32
2.3 Enjeux territorial de la réforme décentralisatrice	33

2.4 Configurations du local	34
2.5 Contextualisation socio-historique de la Guinée.....	35
2.5.1 Portrait de la Guinée	35
2.5.2 Approches de développement et modalité de gestion publique (1960-2006)	38
2.5.3 Décentralisation en Guinée.....	44
2.5.4 Expériences décentralisatrice de la Guinée, leçons à tirer	48
CHAPITRE III	
MÉTHODOLOGIE.....	56
3.1 Cadre opératoire	56
3.1.1 Recherche participative	57
3.1.2 Système d'information géographique (SIG)	66
3.1.3 Constitution des données météorologiques et administratives.....	69
3.2 Structure et traitement des données.....	69
3.2.1 Données qualitatives.....	70
3.2.2 Données quantitatives.....	72
3.2.3 Données cartographiques et satellitaires.....	75
CHAPITRE IV	
RÉSULTATS : CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ENVIRONNEMENTALES DE SAMAYAH. 81	
4.1 Présentation de la Collectivité rurale de Samayah	81
4.2 Milieu biophysique	86
4.3 Caractéristiques économiques.....	94
4.3.1 Agriculture et système de production.....	95
4.3.2 Élevage et système de production.....	99
4.4 Analyse des défis de développement de Samayah.....	104
4.5 Analyse spatiale de la CRD de Samayah et utilisation du territoire	109
CHAPITRE V	
PORTRAIT ENVIRONNEMENTAL DE SAMAYAH ET AXES DE DÉVELOPPEMENT....	118
5.1 Profil environnemental.....	118
5.1.1 Population et occupation du territoire	118

5.1.2 Territoire et milieu physique.....	125
5.1.3 Eau potable et santé environnementale	132
5.1.4 Professionnalisation agricole et pression foncière	133
5.1.5 Infrastructures.....	136
5.2 Axes de développement	137
5.2.1. Concilier la gouvernance locale émergente à la structure communautaire.....	139
5.2.2. Organisation et appui aux activités de production	140
5.2.3 Promouvoir la qualité des milieux de vie aux besoins spécifiques de la population	141
CONCLUSION GÉNÉRALE	143
ANNEXES	148
ANNEXE I	
GRILLES D'ENQUÊTE.....	149
ANNEXE II	
CARTES VILLAGEOISES DES RESSOURCES.....	152
RÉFÉRENCES	169

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
2.1 Structure administrative et territoriale de la Guinée.....	48
3.1 Participants à la réunion publique du 04 juillet 2006	61
3.2 Allocution du Sous-préfet.....	61
3.3 Programme de saisie et d'analyse de donnée RepGrid IV	72
3.4 Synthèse de la démarche méthodologique.....	80
4.1 Localisation de la CRD de Samayah	82
4.2 Diversité du territoire et installation humaine	85
4.3 Modélisation de la structure du relief de la CRD de Samayah.....	87
4.4 Caractérisation des saisons, diagramme de Gaussen ($P_{(min)} \geq 2T_{(°C)}$).....	88
4.5 Distribution journalière des précipitations de 1984 et 2000.....	89
4.6 Évolution temporelle (1971-2000) des variations interannuelles.....	89
4.7 Températures moyennes mensuelles de 1975-2004	90
4.8 Humidité relative moyennes mensuelles de 1974-2003	91
4.9-4.10 Detarium guineensis, parc à Parkia dans les champs	93
4.11-4.12 Galerie forestière savane herbeuse sur curasse	93
4.13 Agroforêt d'avocatiers.....	94
4.14 Utilisation du territoire : espaces-activités.	103
4.15 Analyse de regroupement des enjeux de développement de Samayah.....	106
4.16 Analyse en composantes principales des enjeux de développement de Samayah....	108
4.17 Territoire de Samayah, occupation du sol 2000	111

4.18	Territoire de Samayah, occupation du sol 1975.....	112
4.19	Territoire de Samayah, occupation du sol 1973.....	113
4.20	Dynamique d'occupation du sol de la CRD de Samayah	116
5.1	Diagramme de la structure d'installation humaine, enquête de terrain.....	119
5.2	Diagramme de la structure d'installation humaine au Sud-est, enquête de terrain	120
5.3	Taille des villages/district par nombre d'habitants	121
5.4	Ressources de la CDL, contribuables par district, recensement fiscal 2006.....	122
5.5	Proportion de contribuables par district en 2006, archive de la CRD.....	123
5.6	Acteurs territoriaux par village, enquête 2006.....	124
5.7	Territoire de Samayah, caractérisation de l'occupation du sol	128
5.8	Catégorisation des entités de terroirs villageois homogènes.....	131

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
2.1 Grille d'analyse des approches d'administration du territoire éprouvées en occident, répercussion en Afrique noire.....	27
2.2 Configuration territoriale et organisation administrative de la Guinée.....	47
2.3 Grille d'analyse des programmes d'appui au processus des réformes en Guinée.....	50
2.4 Grille d'analyse des principaux programmes d'accompagnement de la décentralisation : outils et acquis.....	53
3.1 Caractéristiques des images	68
3.2 Description des données collectées.....	69
3.3 Perception par la population de la problématique de développement de Samayah, "co-construction de groupe"	71
3.4 Synthèse des indices calculés et leur signification.....	74
3.5 Synthèse des données cartographiques, traitement et utilisation dans le SIG.....	79
4.1 Population par district, estimation 2004	84
4.2 Moyennes mensuelles des paramètres climatiques (1971-2000).....	91
4.3 Bilan hydrique annuel de 1995-2004	91
4.4 Principales spéculations agricoles et planification des activités de production.....	97
4.5 Structure et dynamique communautaire par village.....	98
4.6 Recensement par district du cheptel de 2000 (chiffres officiels).....	100
4.7 Effectif du cheptel bovin par village (estimation grossière des enquêtes).....	102
4.8 Élaboration des enjeux de développement de Samayah, éléments déterminants.....	104
4.9 Grille répertoire des enjeux et cadre d'action de développement de Samayah.....	105
4.10 Rapport de similarité se lon l'ordre d'importance générés par "Focus"	107

4.11	Classification par maximum de vraisemblance : résultat global.....	114
4.12	Classification par maximum de vraisemblance : matrice de confusion	114
5.1	Identification des principaux bas-fonds	126
5.2	Principaux défis au développement de la CRD de Samayah	138

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

BAG	Bloc africain de Guinée
BAP	Brigade attelée de production
BM	Banque Mondiale
BMP	Brigade mécanisée de production
CAM	Coopérative agricole moderne
CAP	Coopérative agricole de production
CCL	Code des collectivités locales
CER	Centre d'enseignement rural
CFU	Contribution foncière unique
CMRN	Comité militaire de redressement national
CMED	Commission mondiale pour l'environnement et le développement
CRAF	Centre de recherche agronomique de Foulayah
CRD	Communauté rurale de développement
CVEP	Comité villageois d'entretien des pistes
CSAO	Club du SAHEL et l'Afrique de l'Ouest
DPC	Diagnostic participatif communautaire
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERP	Évaluation rurale participative
FAPA	Ferme agropastorale d'arrondissement
FDL	Fonds de développement local
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FMI	Fonds Monétaire International
FTPP	Forest trees people program
GTV	Gestion de terroir villageois
GPS	Global positioning system
IDH	Indice de développement humain
ICLEI	International council for local environmental initiatives
IGN	Institut géographique national

IRAG	Institut de recherches agronomiques de Guinée
IRBAG	Institut de recherches biologiques appliquées de Guinée (Kindia)
INSEE	Institut national de la stratégie et des études économiques
LPDA	Lettre de politique de développement agricole
MAT	Mutuelle agricole des travailleurs
MSA	Mouvement social africain
NAFA	Écoles de la deuxième chance
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisations non gouvernementales
OP	Organisation paysanne
OPA	Organisation professionnelle d'agriculteurs
OPE	Organisation professionnelle d'éleveurs
PACV	Programme d'appui aux communautés villageoises
PADSE	Projet d'appui au développement socio-économique
PAIB	Programme d'appui aux initiatives de base
PAS	Programme d'ajustement structurel
PCAIB	Programme cadre d'appui aux initiatives de base
PCG&D	Programme cadre genre et développement
PDG	Parti démocratique de Guinée
PDL	Plan de développement local
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
PNDH	Programme national de développement humain
PNIR	Programme national d'infrastructures rurales
PNSA	Projet national de services agricoles
PPCB	Péripneumonie contagieuse bovine
PRA	Parti du rassemblement africain
PRA	Pouvoir révolutionnaire d'arrondissement
PRC	Pouvoir révolutionnaire central
PRCI	Projet de renforcement des capacités institutionnelles

PRL	Pouvoir révolutionnaire local
PRR	Pouvoir révolutionnaire régional
RARE	Réseau des agences régionales de l'énergie et de l'environnement
RDA	Rassemblement démocratique africain
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitat
RIO 1992	Conférence des Nations Unies tenue à Rio de Janeiro au Brésil en 1992
SAG	Stratégie d'assistance à la Guinée
SAS	Système d'analyse sociale
SFD	Système financier décentralisé
SIG	Système d'information géographique
SIRS	Système d'information à référence spatiale
SIT	Système d'information du territoire
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté
TPU	Taxe professionnelle unique
UICN	Union internationale de la conservation de la nature
USAID	United States Agency for International Development
UPSS	Union des producteurs de Samoukir-Samayah
UTM	Universal transverse mercator

RÉSUMÉ

Les préoccupations de développement durable en milieu rural procèdent du premier principe de Rio qui envisage le droit aux êtres humains à une vie saine et productive en harmonie avec la nature étant donné le niveau de détérioration continue des écosystèmes. Les perceptions qui estiment que chaque territoire détient les ingrédients d'une réponse locale à ses propres enjeux de développement circonscrivent ainsi *a priori* les besoins de développement d'une collectivité au patrimoine de son territoire. Appréhender la problématique du développement d'une collectivité dans ce contexte revient à effectuer une lecture territoriale des enjeux. Dès lors, il se pose le problème d'échelle d'analyse. Aussi, l'Action 21 de Rio repose, à son chapitre 28, sur la responsabilité de la compréhension des enjeux ainsi que des initiatives à entreprendre pour améliorer les conditions de vie des communautés résidentes. La population devient ainsi incontournable pour toute recherche scientifique. L'articulation de méthodes favorisant l'implication de la population visée par la recherche est nécessaire. Cette thèse se veut d'apporter une contribution sur les deux aspects.

Le développement rural en Afrique subsaharienne en général et en Guinée en particulier, est d'abord et avant tout un enjeu politique. En effet, la politique de désengagement qui a précédé et celle de décentralisation induite au début de 1992, responsabilisent les collectivités rurales par rapport à leur développement. Ceci constitue à la fois une rupture avec les politiques centralistes et une aventure dans une politique nouvelle qui remet en cause le système de gouvernance administrative et territoriale. Autant la typologie des acteurs qui entrent en jeu, leur caractérisation, leur engagement ainsi que l'articulation du pouvoir sont des déterminants des assises territoriales et environnementales. Elle constitue le cadre théorique développé dans cette thèse à travers une recherche documentaire et une analyse critique de la littérature.

Dans le cadre d'une approche globale qui intègre le contexte et les différentes préoccupations du développement, l'analyse des enjeux de développement d'une collectivité rurale en rapport avec les principes de Rio à l'échelle de terroir est l'objectif principal de cette thèse. Il s'agit : (1) de cerner la construction sociale du terroir et (2) d'appréhender le territoire dans sa diversité biophysique pour relever les enjeux de développement et d'identifier les axes d'intervention qui s'inspirent des orientations de l'Agenda 21 local.

La première démarche s'appuie sur les approches d'implication de la population dans la recherche. Elle est formalisée sous le paradigme de recherche participative. Basé sur des concertations à deux niveaux : (i) la réunion publique, regroupant l'ensemble des acteurs pour une analyse globale de la situation à l'échelle locale et (ii) des entretiens par entités communautaires élémentaires pour obtenir la compréhension détaillée de la situation. La seconde démarche concerne l'appréhension du territoire et sa dynamique environnementale. Elle emploie les enquêtes de terrain, la télédétection et le SIG.

La réalisation de cette thèse constitue une contribution à l'appréhension du spatial et de l'environnement qui sont essentielles à la réalisation du développement communautaire dans une perspective de développement durable. Elle donne une compréhension d'ensemble des enjeux du développement en milieu rural et identifie les grands chantiers à poursuivre. Elle permet, en outre, la prise en compte systématique des enjeux environnementaux, socioéconomiques et territoriaux qui respectent les orientations de l'Agenda 21.

Mots clés : développement durable, Afrique subsaharienne, territoire, terroir, collectivités rurales, échelle d'analyse, enjeux, Agenda 21, décentralisation, développement local.

INTRODUCTION

Une recherche sur le thème : *Territoire et développement durable en Afrique subsaharienne : le terroir villageois comme échelle spatiale d'analyse en milieu rural*, trouve sa justification dans le contexte fort promis, de la responsabilité des collectivités locales en matière de développement durable, au chapitre 28 de l'Action 21 de Rio. Les collectivités sont invitées au principe 22, à assurer la cohésion et l'équilibre des actions affectant leur milieu, leur mode et niveau de vie par des approches concertées mettant à profit leur connaissance du milieu et leurs pratiques traditionnelles, un des défis majeurs à relever du développement durable. La priorité dans cet élan est réservée à la population qui doit préciser ses objectifs et la manière de les atteindre, dans un programme d'action dit Agenda 21 local. Très tôt, le concept d'Action 21 est focalisé sur ses appréhensions locales. Ce faisant, la prise en compte des spécificités contextuelles est devenue la principale piste à explorer pour l'application du concept de développement durable. Loin d'être une ligne directrice, l'Agenda 21 local devrait faire ressortir, suite à un diagnostic global de la collectivité, des orientations et des actions à mener qui répondent à une philosophie choisie et au vécu contextuel. Il est question d'effectuer un diagnostic du terroir et de faire ressortir la vision de son développement. La dimension du territoire occupe ainsi une place de choix (Comelieu, *et al.* 2001) qui pousse certains auteurs, traitant de la question du territoire et développement, à envisager le développement durable comme une autre politique pour les territoires (Réseau des Agences Régionales de l'Énergie et de l'Environnement, 2000, 2004). Ils défendent l'hypothèse que «chaque territoire détient les ingrédients d'une réponse locale à ses propres enjeux de développement». Ces aspects présentent, dans le contexte de l'Afrique subsaharienne, des appréhensions profondes, à la fois historiques et actuelles.

L'objet de cette recherche porte sur l'appréhension et la compréhension de la dimension territoire au développement durable en milieu rural à l'échelle du terroir villageois sur une collectivité rurale de développement (CRD). Une recherche en sciences de l'environnement s'intéresse à la fois à la portée politique de son cadre, ses assises

socioéconomiques historiques et actuelles et ses spécificités environnementales. L'étude est réalisée à travers une articulation d'un cadre théorique sur le territoire, gouvernance et développement à la fois comme paradigme et comme approche ainsi que celle d'une recherche de terrain portant sur l'appréhension du territoire et des enjeux socio-environnementaux réalisés sur la CRD de Samayah de 800 km², une des 304 collectivités rurales que compte la Guinée. Pays situé dans le golfe africain, la Guinée a connu, sous la deuxième République, après vingt sept ans de pouvoir révolutionnaire centraliste, un revirement politique en 1984, favorable au pluralisme politique et au libéralisme économique. Cette mutation politique et économique présentait pour la première fois, une ouverture de la Guinée à la politique internationale. Les réformes des années 1990, sous l'impulsion des institutions de *Bretton Woods*, ont été favorablement accueillies. Les programmes de réforme économique et politique lancés les uns à la suite des autres à intervalle de temps relativement court, sont considérés comme complémentaires. Ils sont, dans l'ensemble appelés à concourir au rayonnement de la démocratie locale et à la promotion du développement local.

Considérations historiques

Le développement en Afrique, au Sud du Sahara, est au centre des problèmes de société. Essentiellement basée sur la production des secteurs primaires, la mise en valeur des ressources jusqu'alors, n'a pu contribuer à la création de richesses pour l'ensemble de la population. À l'époque coloniale, la fourniture de matières premières à l'industrie occidentale a globalement favorisé l'érosion des ressources et instauré la misère dans la population. Au lendemain des années 1945, l'analyse de l'économie mondiale du président américain Truman, faisait le constat du développement inégal. Les pays africains se trouvaient rangés sous les qualificatifs de sous-développés et jugés à la marge (non alignés) des valeurs présentées comme universelles. Il s'agissait de l'imposition d'un système "néo-modernisateur occidentalocentrique et économiciste" (NDiaye, 2005). Sous cette indication, la sortie du joug colonial au début des années 1960, a eu pour principale ambition l'affirmation politique et la constitution d'un système économique propre. Cependant, les injonctions occidentales de croissance économique imposées et l'obligation d'adopter l'économie de marché ont maintenu la dominance du marché occidental. Les jeunes États indépendants ont dans

l'ensemble nourri un système d'économie extravertie, soutenue par la traite de la production primaire pour des marchés occidentaux. L'agriculture, principale activité de production était pratiquée sur des cultures prioritaires d'attrait du marché étranger. La course effrénée aux capitaux étrangers de l'État pour alimenter la bourgeoisie de son système, a davantage favorisé la paupérisation de la population et la fragilité de ses conditions d'existence, dont les maux sont aujourd'hui : pauvreté, famine, insécurité alimentaire et sanitaire, malnutrition, crises sociales fratricides.

Les privilèges pris par l'État de son administration centraliste se sont estompés rapidement par l'effet conjugué de la détérioration des termes d'échange et du marasme économique mondial des années 1973 et 1979. Le déclin de l'État sur le plan économique a été suivi de sa mise à genoux politique par le déferlement du néolibéralisme suite à la chute du communisme (Eyene Mba, 2001). Sous la pression des institutions internationales, des règles de conduite, notamment l'ajustement structurel, défonctionnalisation, sont imposées à l'État au début des années 1990 pour le relever de la récession économique. Cette réforme économique a eu pour conséquences, la remise en question de l'administration du territoire par le désengagement des structures de l'État. Les collectivités locales, appelées à prendre le relais de l'État, doivent assumer leur destin. Le mouvement communautaire des collectivités à fort particularisme territorial s'est positionné comme régulateur de crise et s'active sur la mobilisation sociale pour le développement. Les collectivités sont aussitôt considérées dans ce débat sur la relance du développement comme principaux acteurs par des institutions nationales et internationales. Cependant, leur vocation dans le système de création de richesses ainsi que dans les structures et modalités de régulation économique et politique restait marginale (NDiaye, 2005). Les revendications de reconnaissance formelle des collectivités ont été à l'origine de la grogne sociale contre l'État dans la première moitié des années 1990. La pression sociale intérieure a coïncidé avec la demande de réforme politique formulée par les institutions internationales aux États africains. Il s'agissait du début d'un élan réformateur de la politique de gestion des affaires publiques et de l'organisation de l'administration du territoire. Cela n'aura été, durant des décennies, qu'un intérêt de l'État-Nation au pouvoir sous prétexte de défense de l'unité nationale. L'exigence de réformes politiques, administratives et environnementales généralisée à l'ensemble des pays de

l'Afrique subsaharienne, constitue une des principales préoccupations de la Région pour le XXI^{ème} siècle.

Quelques constats

Le territoire et sa gouvernabilité pour le développement sont devenus le centre du débat pour le millénaire. Admettre sa durabilité, c'est entrevoir l'efficacité d'une réponse immédiate aux problèmes dont on doit se préoccuper pour l'avenir. Depuis une décennie, des circonscriptions et collectivités territoriales sont instituées. Elles sont envisagées comme des acteurs territoriaux sur lesquels reposent désormais, le développement de la localité. Les qualificatifs local et territorial attribués à la collectivité sont à l'origine des considérations politique et technique ou juridique que l'on lui attribue. Le local à connotation politique désigne l'administration de base. Le territoire est à la fois à connotation technique, définissant des normes de son découpage et juridique pour la prise en compte des textes légaux de sa constitution (Boeuf et Magnan, 2004). En considérant l'hypothèse qui envisage que "chaque territoire détient les ingrédients d'une réponse locale à ses propres enjeux de développement", la problématique du développement durable se pose en une question de lecture territoriale des enjeux. De là découle toute la problématique d'acteur pertinent de développement. L'absence de considération d'acteurs pertinents est du reste, un des paradoxes indexé du développement rural en Afrique subsaharienne. Les acteurs qui interagissent ne peuvent se définir qu'en rapport avec leur support territorial, du contexte duquel ils adviennent et dont ils influencent fortement la configuration (Lussault, 2007). Ainsi, le territoire est à la fois lieu, comportant des aspects identitaires et matériels et acteur, se distinguant par l'organisation et la dynamique ses acteurs. Il associe les acteurs humains aux acteurs biophysiques qui définissent son contexte. Il résulte de ce fait, d'une construction socio-territoriale historique à l'origine d'emprise d'innovations porteuses d'entrepreneuriat communautaire pouvant renouveler les modalités et structures de régulation économique et politique enclin par le processus de réformes. Toutefois, les collectivités territoriales ne disposent pas de souveraineté et par conséquent, ne sauraient se doter d'organes nouveaux. Elles restent en rapport de dépendance avec l'État (Boeuf et Magnan, 2004)

La diversité et la multiplicité des enjeux liés à l'utilisation du territoire pour subvenir aux demandes soutenues des besoins variés, présentent un défi grandissant de la gestion du territoire public et de ses ressources. Les orientations de l'Action 21 se discutent aujourd'hui sous l'angle territorial. Le développement territorial est conditionné à la fois par des facteurs économiques, sociaux et environnementaux. Une des questions majeures qui se pose est : comment appréhender ces facteurs pour relever les bénéfices potentiels escomptés de la population d'un territoire public pour appuyer le développement actuel de leur collectivité, tout en garantissant celui des générations à venir. Un premier élément de réponse, à notre avis, est la meilleure compréhension de la dynamique d'utilisation actuelle du territoire.

Le développement rural, de plus en plus espoir d'essor du développement global en Afrique subsaharienne malgré ses déviations sémantiques historiques, n'est qu'une approche locale de développement (Perrin, 2003). La considération spatiale de ses enjeux a fait l'objet de plusieurs approches distinctes. Les plus récemment éprouvées sont le développement local et la gestion de terroir. Le premier intervient sur un processus régional, le second sur de l'espace déterminé. Les approches étaient voulues, par ailleurs, pour induire un développement territorial qui malheureusement, ne représentait pas une préoccupation des États. À part la différence d'échelle d'action, les deux approches se fondent sur la dynamique des talents, des initiatives et des connaissances des habitants à faire intervenir le développement à l'échelle d'action. Leur but est de réduire la dépendance de la localité de l'extérieur pour subvenir à ses besoins, autrement dit, endiguer les effets du marasme économique (Polèse et Coffey, 1982). Le développement local se prétendait en outre, induire les bases d'une responsabilité locale des collectivités en réponse aux mutations politiques et administratives. Il s'agissait de la préoccupation d'une gouvernance locale en prévision de la délocalisation des rapports sociaux (Bassand, 1992; Mengin, 1989). En intégrant l'approche gestion de terroir, l'approche développement local visait la coordination pour une gestion unifiée des unités d'action décentralisées. Cependant, c'est la vision individualiste qui, finalement dominera l'approche en mettant en place des projets qu'étaient espérés devenir des entreprises rentables.

La responsabilité au territoire, reconnue comme facteur d'efficacité des actions à intervenir, est davantage recherchée pour l'application du développement durable. Celle-ci se

trouve naturellement requise par l'espace vital duquel s'identifie un groupe humain : le terroir. Le terroir, correspond à cet espace en milieu rural pour lequel s'identifie individuellement et collectivement chaque entité sociale. Il s'agit, comme le défend Calame *et al.* (2005), dans le cadre de la démarche d'Agenda 21 local, de déterminer la pertinence du territoire par rapport à l'enjeu de développement.

La thèse est structurée en cinq chapitres. Le chapitre I présente le contexte de la recherche, en précisant la problématique générale, la problématique spécifique, le contenu sémantique des concepts de base et les objectifs poursuivis. Le chapitre II aborde la construction théorique des enjeux du territoire et développement, en général considérés comme le reflet de la gouvernance. Une recension de la littérature est effectuée, par la suite, l'accent est mis sur le processus de décentralisation en tant que cadre d'organes émergents et du développement en Guinée. Une synthèse est élaborée du parcours déjà réalisé. Le chapitre III décrit la démarche méthodologique qui est faite du couplage de la recherche empirique sur le savoir traditionnel et la recherche classique, et le cadre opératoire de la recherche. Les fondements méthodologiques et le cadre de leur application y sont décrits. L'approche méthodologique s'inscrit principalement sur la recherche participative et les systèmes d'information géographique. Le chapitre IV présente les résultats de la caractérisation socio-environnementale de Samayah, la CRD d'étude et l'analyse des entités territoriales appréhendées. Le chapitre V dresse un portrait environnemental de Samayah et discute des axes de développements qui devraient lui être associés. La conclusion souligne les enseignements tirés du cadre théorique et de la recherche empirique pour la durabilité du développement communautaire en milieu rural sur la politique qui a vu naître les collectivités territoriales comme acteurs endogènes formels. En revenant sur la principale contribution de cette recherche, cette partie présentera ses limites, les perspectives de recherche ainsi que des recommandations.

CHAPITRE I

CONTEXTE DE LA RECHERCHE

Le problème du territoire et du développement en milieu rural à l'échelle du terroir villageois est un sujet à la fois vague et d'actualité à l'ère de la durabilité du développement. Il alimente encore davantage en ce troisième millénaire, comme dans le passé, les débats scientifiques disciplinaires (sciences sociales, politiques, économiques, humaines, environnement, etc.). Une particularité cette fois se note; la globalisation cognitive de la problématique développementaliste. Elle nécessite l'usage d'approches holistiques d'appréhension à travers des innovations méthodologiques. La spécification d'approches ou le choix du champ d'analyse est désormais orienté en termes d'échelles. En choisissant d'aborder la question en milieu rural, elle est examinée de façon globale à l'échelle spatiale du terroir. Ce chapitre circonscrit la répercussion de la dimension territoire sur la notion du développement et pose la problématique de la recherche. Par la suite, il clarifie les fondements conceptuels de la recherche en relevant et en discutant de la portée des concepts clés qui la sous-tendent. Il pose également les postulats et définit les objectifs de l'étude.

1.1 Développement durable et territoire

La nécessité d'instaurer le développement durable est un constat affirmé par les réactions des scientifiques durant la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Suite à l'accélération de la dégradation récurrente des écosystèmes, des scientifiques remarquables sont montées au créneau pour attirer l'attention de l'opinion mondiale sur les conséquences éventuelles. Dès lors, les scientifiques explorent la possibilité de concilier le progrès économique et social avec le respect de l'environnement et la maîtrise des ressources naturelles. On assiste à un développement conceptuel sans précédent où le concept du développement durable a pris le dessus (Zuindeau, 2000). Ce concept est employé pour la première fois par l'UICN en 1980, dans son rapport "*World Conservation Strategy*". Il le défendait comme «un développement qui permet la conservation des ressources vivantes, la préservation de la diversité génétique

et le maintien des équilibres écologiques essentiels» (Ballet et Bazin, 2004). Dans le même cadre, les réflexions du Club de Rome (Meadows *et al.*, 1972) et les recommandations de la conférence des Nations Unies de Stockholm de 1972 ont ouvert le débat sur l'environnement et le développement économique. L'environnement étant désormais vu, comme l'ensemble des éléments qui forment les cadres, les milieux et les conditions de vie de l'homme et de la société tels qu'ils sont ou tels qu'ils sont ressentis.

Après le manque de compromis aux retrouvailles de Nairobi, les Nations Unies ont institué en 1983 une commission chargée de poursuivre en toile de fond, le débat environnemental et de préparer la tenue des retrouvailles de 1992, dénommée Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED). La publication de leur rapport de travail "*Our common future*" en 1987, consacre le concept du développement durable en le présentant comme la prise en compte des besoins actuels tout en prévoyant aux générations futures de répondre aux leurs (CMED, 1998). Cette perception interprète des préoccupations purement naturalistes de l'UICN en termes de satisfaction de besoins dont la possibilité de satisfaction prolongée dans le temps sous-entend, le maintien des équilibres biologiques. Le concept est alors introduit, à la sortie des travaux de Rio de 1992, dans tous les domaines scientifiques. À ce sommet, la teneur des débats remettait en cause le slogan "*think globally act locally*" de René Dubois, Conseiller de la conférence des Nations Unies sur l'environnement humain de 1972. Les participants sont arrivés avec leur position plutôt qu'attendre de la penser globalement, conférant ainsi une place prépondérante à la dimension territoire. Ainsi, le groupe d'Afrique au Sud du Sahara défendait la précarité chronique de leurs conditions de vie et soutenait l'urgence de poursuivre le développement. Les années suivantes, l'opinion internationale s'est rendue compte qu'elle devait pousser plus en avant la réflexion sur la corrélation existant entre l'environnement et les ressources naturelles et les problèmes socioéconomiques posés par la pauvreté et le sous-développement (Debbbarh, 2004). À Johannesburg 2002, le concept de développement durable est convenu non plus comme objectif à atteindre mais plutôt un cadre général s'imposant à la réflexion publique sur le développement (Ramonet, 2003). En visant le respect simultané de l'efficacité économique, l'équité sociale et l'environnement, le concept répond à trois principes : (i)- le principe de solidarité : le développement doit profiter à tous, (ii)- principe de précaution : se

donner la possibilité de revenir sur des actions lorsque les conséquences sont aléatoires ou imprévisibles, (iii)- principe de participation : associer la population aux prises de décisions. C'est une déviation sémantique qui a permis d'alléger des connotations globales du concept pour celles locales, évitant ainsi de laisser les grands acteurs politiques et économiques, conduire seuls les mutations à intervenir (Calame, *et al.* 2005). Dès lors, l'engouement des États du développement durable qui s'est traduit par un déploiement de politiques, conventions et conférences internationales et nationales devrait acquérir une portée à l'échelle locale (Di Castri, 2002). La déclaration politique issue du sommet précisait que désormais, le développement durable s'appuie sur trois piliers interdépendants et complémentaires, développement économique, développement social et protection de l'environnement, qu'il convient de mettre en place aux niveaux local, national, régional et mondial. Par la suite, a été mis en exergue, la dimension territoriale et ses implications dans la mise en œuvre du concept de développement durable.

La dimension territoriale du concept du développement durable est introduite par l'analyse de la portée de la durabilité. Celle-ci est appréhendée à la fois comme un fait et une norme (Zuindeau, 2000). La durabilité est un fait, elle marque l'état de destruction et d'amélioration de l'équilibre d'un écosystème naturel et une norme, permettant de juger de la qualité d'un développement. En fusionnant les deux aspects, le concept n'appréciait la durabilité d'un mode de développement économique que par le maintien dans le temps d'un certain nombre de paramètres économiques, écologiques et sociaux. Ainsi, le développement durable apparaissait comme une problématique s'interrogeant principalement sur la dimension temporelle puisqu'elle «s'intéresse aux conditions de maintien dans la durée des systèmes économiques et sociaux, en tenant compte des contraintes environnementales» (Zuindeau et Vivien, 2001). La signification des contraintes économiques, sociales et écologiques qui affectent la durabilité de la génération d'un système de développement n'a du poids que lorsqu'elle a une référence spatiale. Dans leur analyse de la portée territoriale du développement durable Laganier *et al.* (2002), estiment que, le souci du sort, ou pour le moins la considération des intérêts des générations futures, n'a de sens que s'il prend en compte la génération présente dans la variété de ses situations. À cet égard, les niveaux respectifs de bien-être suivant les territoires constituent une variable de première importance.

En soutenant leur analyse, ils ressortent deux atouts de la dimension territoriale : (i) la concrétisation des décisions prises au niveau international et (ii) le niveau de responsabilité partagé à tous les échelons territoriaux conféré par le processus de décentralisation. Sur le plan spatial, la durabilité sur un territoire limité, renvoie essentiellement à des normes sociales qui impliquent une modification de ses règles internes (Zuindeau, 1996; Zuindeau, 2000). Les règles se recomposent de façon complexe ou perdent leur cohérence en fonction de la répartition hétérogène des ressources sur les territoires, des capacités différenciées d'assimilation des milieux et des flux naturels ou de pollution qui transitent entre ces territoires. Pour atteindre un développement durable sur des territoires de taille différente et, à terme, sur la planète, il est nécessaire d'établir une meilleure articulation entre les échelles spatiales, puisque l'échelle spatiale où sont ressentis des problèmes ne correspond pas nécessairement à l'échelle où ceux-ci doivent être traités.

La concrétisation du développement durable passe donc par l'application du principe de subsidiarité, doublé d'une cohérence de décision et d'action entre les différentes échelles spatiales et administratives. Mais, passer de la vision globale du développement, généralement théorique à la vision locale, pratique, nécessite la prise en compte des spécificités contextuelles. Prendre en compte les éléments du contexte amène à distinguer deux formes d'appréciation des enjeux du développement durable : (1) les pays en développement marqués par une situation sociale et économique assez désespérée ; (2) les pays développés où les problèmes environnementaux sont prépondérants. Ces formes débouchent sur des appréciations factuelles différentes entre les deux catégories. La réalité contextuelle favorise dans les pays en développement le sentiment de ne devoir compter que sur soi et de devoir trouver des solutions concrètes et à court terme. Cependant, dans les pays développés, la réalité contextuelle est favorable au développement progressif, institutionnel et politique. Elle met l'accent non pas sur les actions concrètes, mais sur la définition de mécanismes et procédures décisionnels basés sur la participation et sur une perspective à long terme (Roche, 2004). De toutes ces répercussions, comment pourrait-on définir la notion de territoire ?

La définition plurielle qu'offre la géographie à la notion de territoire semble être la plus complète (Auriac et Brunet, 1986; Brunet et Dollfus, 1990; Laganier *et al.*, 2002; Le Berre, 1995). Elle prend en compte les trois dimensions qu'il recouvre :

- *une dimension identitaire* : le territoire est une entité spatiale dotée d'une identité propre caractérisée par son nom, ses limites, son histoire et son patrimoine, mais aussi par la manière dont les groupes sociaux qui l'habitent se le représentent, se l'approprient et le font exister au regard des autres ;
- *une dimension matérielle* : le territoire est un espace doté de propriétés naturelles définissant des potentialités ou des contraintes de développement, ou de propriétés matérielles résultant de l'aménagement de l'espace par les sociétés. Ces propriétés physiques des territoires sont caractérisées par leurs structures et leurs dynamiques temporelles et spatiales ;
- *une dimension organisationnelle* : le territoire est une entité dotée d'une organisation des acteurs sociaux et institutionnels, elle-même caractérisée par des rapports de hiérarchie, de domination, de solidarité et de complémentarité.

Cette définition cerne toute la dimension de notre intérêt de recherche. Les différentes dimensions s'appréhendent comme nos postulats de recherche. La prise en compte de cette complexité de la notion de territoire et ses répercussions sociales aide à nuancer l'ambiguïté du concept du développement durable. Elle précise le concept de développement durable en y introduisant des éléments conceptuels facilement appréhensibles. Elle permet également à terme, de parvenir à l'établissement des équilibres territoriaux (Sachs, 1994). La problématique générale de la recherche est sous-tendue par ces enjeux.

1.2 Problématique de recherche

La problématique de cette recherche porte sur la durabilité du développement en milieu rural. Elle nécessite l'analyse simultanée du cadre théorique, du contexte socio-historique et méthodologique. Elle est formulée ainsi:

Les communautés rurales en Afrique au Sud de Sahara restent, en ce troisième millénaire, tributaires de la régénération naturelle des ressources. Elles en tirent l'essentiel de leurs moyens de subsistance. Cette dépendance laisse entrevoir la précarité des conditions d'existence en milieu rural eu égard à l'état de dégradation des ressources. La capacité de production de biens et services de la population et la participation de celle-ci aux flux des échanges y reste fortement assujettie. Une réalité qui résulte des conceptions historiques du monde rural. La première formulation de programme d'activité en direction du monde rural remonte à l'époque coloniale. Du fait de l'étendue de l'espace, l'abondance et la diversité de ses ressources, les métropoles coloniales ont fait du monde rural, une zone d'approvisionnement et de production de matières premières. De vastes étendues de cultures d'intérêt au développement industriel étaient exploitées. La monoculture à l'usage, pour répondre aux besoins de croissance économique, est réalisée sur des régions entières. Les cultures de subsistance sont abandonnées et l'espace est mise en valeur pour répondre aux exigences du pouvoir colonial. C'est la période de l'érosion massive des ressources et de la fragilisation des conditions de vie des communautés rurales.

Au lendemain des indépendances, le monde rural est aussi vu comme principale source de recherche de capitaux sur le marché étranger. Calquées sur l'héritage colonial, les actions publiques en direction du monde rural consisteront principalement au soutien des produits d'attrait commercial. La monoculture est poursuivie sur les cultures prioritaires d'exportation (arachide, tabac, cacao, café, etc.). Il s'est développé ainsi un système d'économie extravertie, dite de traite. En faveur du système, la coopération au développement se met en place. Les programmes d'agriculture axés sur les aspirations étrangères sont proposés et exécutés par le pouvoir public. Il s'est développé un partenariat public dont l'État est resté le principal acteur. Le déclin du système a été provoqué par la chute des prix des produits agricoles sur le marché extérieur. L'État, affaibli financièrement, se désengage des actions agricoles entreprises. De réformes en réformes, on s'aperçoit de la nécessité de promouvoir l'ancrage socio-territorial pour prendre la relève de l'État. On entend par ancrage socio-territorial, une relation imprégnée de sollicitude et d'intégrité morale envers le territoire où l'on vit et qu'on veut garder comme patrie (Meyer-Abich, 2003). Au courant des années 1980, des approches participatives ont été élaborées. La conduite des

programmes de gestion de terroir est faite sur la base de ces approches. Fondées sur l'entrepreneuriat communautaire, des actions de développement plutôt agricole sont multipliées à travers un clivage territorial. Les multiples projets isolés jettent des initiatives de développement ne prenant pas forcément en compte des réalités contextuelles. Les principaux acteurs responsables des actions, le pouvoir public et les bailleurs de fonds, ne se préoccupent pas des retombées locales des actions exécutées en termes de bien être. La mise en valeur des ressources se fait sur la base du terroir. Mais, la création des richesses est restée réservée à l'État et/ou au marché des grands centres urbains. L'ancrage socio-territorial recherché n'a pu être réalisé. L'entrepreneuriat communautaire qui devrait lui donner naissance requiert une finalité dissymétrique. On a conféré à l'entrepreneuriat un caractère individuel sur des dimensions marchandes ayant favorisé le clientélisme étatique. Cependant, le milieu communautaire, ne relevant pas des intérêts de l'État, a été laissé dans son schéma traditionnel. Les ressources que l'on y prélève ne lui sont pas distribuées de même que des profits qu'elles génèrent.

À la lumière de ce qui précède, le constat demeure amer. Les résultats des politiques de développement et du libéralisme économique jusqu'alors restent mitigés. Étant donné que les crises économiques consécutives persistent, l'Afrique subsaharienne se maintient de plus en plus dans la dépendance de concours extérieurs. La pauvreté s'est installée et s'est généralisée avec pour foyer et réceptacle le milieu rural. Malgré les programmes de réduction de la pauvreté des institutions internationales (BM, FMI etc.), la pauvreté s'accroît et devient multiforme. Elle est aujourd'hui en Afrique un indicateur, servant à apprécier à la fois, l'état de détérioration du bien être de la population, de dégradation du milieu biophysique et de l'échec de la transition du régime d'accumulation de rente à celui de l'économie de marché. C'est alors le mode de régulation économique et sociale qui est compromis. Le mode de régulation post colonial n'aura donc pu se frayer une voie. De ces tentatives frileuses, la réforme du pouvoir public s'est avérée nécessaire au courant des années 1990. On est rentré dans l'ère du développement territorial. Des collectivités territoriales sont constituées et l'autorité locale établie. Une politique qui responsabilise dorénavant les collectivités dans le développement social et économique de leur localité. Sur le plan administratif, les jalons sont bien posés.

Cependant, sur le plan technique, en matière du développement territorial, l'expertise reste assez limitée. Les programmes de développement sont encore parachutés sans qu'ils ne répondent nécessairement à une analyse du développement territorial. En milieu rural, comme dans le passé, on exprime des préoccupations d'ordre sectoriel et sous sectoriel; eau potable, épizooties, conflits agriculteurs/éleveurs, soins de santé, etc. Cependant, l'ensemble des activités socioprofessionnelles sur une localité donnée restent inter-liées car elles utilisent le même support, qui est le territoire. Une analyse globale sur un territoire distinct permet d'appréhender à la fois les interrelations des activités de production et leurs répercussions sur l'espace et de poser des jalons sur le cadre de responsabilité des acteurs émergents. Le terroir est une entité spatiale, un espace approprié par la population, délimité par le cadastre traditionnel, régit par un ancrage socio-territorial fort et respecté en général par le découpage territorial administratif.

Dans le contexte de la Guinée, partagé par ailleurs avec la plupart des pays africains, la réforme territoriale suit l'architecture territoriale traditionnelle. Cette politique perçoit le développement communautaire comme la voie de lutte contre la pauvreté. Les réformes administrative et territoriale en font une option de choix. Dès lors, la gestion du territoire en milieu rural implique deux niveaux intégrés; les terroirs villageois et leur ensemble qui constitue la communauté rurale. Celle-ci représente le regroupement des unités de terroirs distinctes que sont les Secteurs ou villages. Les Secteurs représentent des acteurs territoriaux qui s'affirment davantage après leur reconnaissance par les pouvoirs publics. Le développement de la communauté résulte de l'articulation cohérente des pratiques et logiques d'action de l'ensemble des terroirs villageois.

Appréhender la dynamique de cet espace sociopolitique, oblige de s'interroger à la fois sur les activités de production, les stratégies de développement, la diversité du territoire et le cadre de sa gestion communautaire. C'est la dualité de cet espace, marqué par un passé colonial défavorable, un vécu contemporain méprisant et lésé mais appelé à assumer son auto-développement à l'ère du développement durable, qui justifie l'intérêt d'étudier le terroir comme unité autonome et dynamique des systèmes et pratiques d'exploitation de l'espace et des ressources. Les enjeux de développement de ce milieu découlent de la dynamique de sa mise en valeur et de son potentiel naturel. La détermination de la question et

des objectifs de recherche est guidée par ces postulats. Notre intérêt de recherche se pose de la façon suivante :

L'application du développement durable requiert des acteurs territoriaux. Le terroir villageois constitue-t-il un acteur territorial en tant que tel ? Comment apprécierait-on sa dynamique d'autopromotion socio-économique dans un contexte de précarité socio-écologique ?

1.2.1 Problématique spécifique

Les résultats des expériences de développement en Guinée, vus sous l'angle de développement durable, restent très mitigées. Le premier régime après l'indépendance a défendu, durant plus de deux décennies le communautarisme nationaliste qui a favorisé l'hégémonie de l'État. L'organisation du territoire connaissait une certaine structure de décentralisation technique mais sans autonomie de pouvoir. Les entités territoriales servaient plutôt à l'État, de force à la valorisation et à la mobilisation des ressources sans nécessairement en bénéficier. Le découpage territorial avait pour dernier échelon le Pouvoir Révolutionnaire Local (PRL). Celui-ci était pris pour base de développement national.

À l'avènement de la deuxième République, les réformes engagées ont davantage eu recours au local. Ainsi, les structures locales ont été astreintes de combler la place du vide d'acteurs, développement laissé par le désengagement de l'État. Dès lors, elles se révèlent des acteurs incontournables de développement tant pour les institutions nationales qu'internationales. Les initiatives de relance des actions de développement ciblent la promotion de l'ancrage socio-territorial, une option générale à l'époque en Afrique subsaharienne, comme facteur de réussite. Pour consolider cet élan de renouveau sociopolitique, la révolution de l'administration du territoire et du pouvoir est intervenue avec une double préoccupation : (i) l'enraciner dans les solidarités naturelles, donnant une place de choix aux structures locales encore non légitimées et (ii) renforcer la jeune démocratie initiée. Ces orientations politiques se heurtent à la réalité quotidienne de la population, la pauvreté. Le nouveau cadre de réforme adopté en 1986, la décentralisation, se donnait deux objectifs : (i) la gouvernance et (ii) la lutte contre la pauvreté. L'étendue du travail imposa la nécessité

de définir au préalable les axes de conduite du processus de réforme. Ainsi, de concert avec les partenaires du développement, les thématiques de décentralisation et de développement local sont retenues comme fondamentales. Plus d'une décennie depuis le lancement du processus, les actions élaborées sont encore conduites en phase pilote sur une portion du territoire national.

Au terme des premières phases d'activité, les évaluations jugent globalement favorables les actions menées sur le plan organique et institutionnel mais émettent des réserves sur le plan du développement local et de la prise en compte des enjeux environnementaux (Ministère du Plan, 2004; Ministère du Plan et de la Coopération, 1988). La question qui se pose, à notre avis, est de savoir : sur quels aspects, la responsabilisation des collectivités peut être acquise pour le développement local et durable? Un premier élément à explorer est la circonscription de la responsabilité territoriale d'une collectivité. Celle-ci se pose en termes d'échelles et de niveaux que cette recherche vise à aborder de façon prospective sur la collectivité rurale de développement (CRD) de Samayah.

1.3 Cadre conceptuel de base

Cette rubrique analyse le contenu sémantique des concepts clés abordés dans cette recherche. Il s'agit de passer en revue leur fondement et la portée qu'ils revêtent de nos jours avec le débat que suscite le développement durable et au contexte africain.

1.3.1 Développement rural : constance de contenu au XXI^e siècle

Le développement rural est la spécification d'objectifs de développement destinés à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural. La subjectivité de la démarche réside surtout dans l'appréhension de ce qui constitue le rural. Généralement perçu comme un espace complémentaire de l'espace urbain, le rural se définit suivant un seuil relatif de peuplement de l'agglomération, 2 000 habitants en général et 10 000 habitants aux États Unis (l'INSEE, 1846, cité par Perrin, 2003). La référence tant à l'urbain qu'à la démographie introduit d'autres dimensions. Une première, économique, est en lien avec les activités de

production. Une deuxième est relative à l'espace. Ces deux dimensions se retrouvent dans la perception de l'OCDE du rural qui correspondrait exactement au contexte de l'Afrique subsaharienne. Les zones rurales englobent l'ensemble de la population, du territoire et des autres ressources des campagnes et des petits centres de peuplement situés en dehors de la sphère d'influence économique directe des grands centres urbains (Huillet, 1994). Une troisième dimension ressort de l'évolution de cet espace : la dimension temporelle. La portée des trois dimensions caractérisent et précisent les enjeux du développement rural en Afrique.

Le développement rural en Afrique subsaharienne reste un sujet à la fois ancien et actuel. Une première vision de ce développement remonte à l'époque coloniale (Jewsiewicki, 1985). Les sociétés traditionnelles d'Afrique subsaharienne ont été intégrées au système d'économie capitaliste suivant les objectifs économiques coloniaux (Gregory *et al.*, 1989). Ciblé comme moteur de mobilisation de capitaux, le développement rural a été basé sur des cultures d'exportation. La production agricole y était essentiellement axée sur ces cultures, instaurant un système d'économie de traite (Amin, 2005). Beaucoup d'auteurs imputent les problèmes actuels du développement rural en Afrique subsaharienne, aux effets pervers qu'a laissés ce système dans le monde rural (Ela, 1982, 1994, 1998; Gosselin, 1980; Lele, 1975; Schwarz, 1980).

Après l'accession à l'indépendance, les États ont poursuivi une politique presque similaire. La production agricole a été soutenue sur les cultures prioritaires d'exportation (cacao, coton, etc.) ayant un attrait commercial sur le marché étranger. Le développement rural est alors pris au sens strict du développement agricole de ces cultures. C'est seulement à partir des années 1990, que le concept de développement rural est ramené dans son contexte le plus large (Perrin, 2003). Il est devenu une approche locale dans laquelle les habitants des régions rurales et éloignées collaborent et font des prévisions en vue de prendre des décisions équilibrées qui permettront d'améliorer les conditions humaines, sociales, économiques, culturelles et environnementales de leur collectivité. Il est voulu une organisation ordonnée, harmonieuse et satisfaisante des activités humaines dans toutes les régions d'un pays autre que les villes (Poirier, 1979). Cette distinction ne s'aurait s'appliquer en Afrique subsaharienne où plus de 80% de la population vit en milieu rural. Parler du développement

rural revient dans ces conditions à parler de développement tout court. Il se résumerait, tout simplement à la démocratisation du développement national (Kingué, 1979).

1.3.2 Développement local : approche ou échelle de développement?

Le développement local est le processus de développement régional assumé et soutenu par la population de la localité. Il est impulsé de ce fait, par les talents, les initiatives et les connaissances des habitants de la région. Le but du processus est de réduire la dépendance de la région de l'extérieur (Polèse et Coffey, 1982). Le développement local est alors intervenu comme une option destinée à prendre le relais du développement territorial suite aux difficultés de l'État à investir dans ce secteur. L'option consistait à rechercher des alternatives locales de développement. Le «localisme», devient un élément fondamental de toute approche de développement (Latouche, 1994).

Comme approche, le développement local est une vision globale et continue des interventions structurables permettant aux sociétés astreintes à des changements de s'adapter à des déstructurations et restructurations (Mengin, 1989). Le processus se fondant alors sur la disposition dans les régions d'un potentiel local d'entrepreneurship qui devrait aboutir à une large délocalisation des rapports sociaux (Bassand, 1992). En termes de politique, le développement local se donnait pour objectif d'appuyer des groupes ou individus qui dans un territoire délimité y en font la demande (Polèse et Coffey, 1982). La notion a très tôt été influencée par les enjeux du marasme économique. Elle est traduite sous des vocables, du développement économique local, du développement économique communautaire ou du développement communautaire (Tremblay et Fontan, 1994). Toutefois, la portée économique attribuée au concept a permis de mieux cerner et de circonscrire sa particularité, notamment en ce qui concerne, le poids des efforts endogènes, la mobilisation d'acteurs, la dimension sociale de l'intervention et la détermination de la clientèle cible, les défavorisés (Assogba, 1998; Proulx, 1994; Vachon, 1994; Vachon et Coallier, 1993). De façon pragmatique, l'approche se voulait d'élargir la démarche de gestion de terroir au niveau inter-villageois. Il s'agissait de poursuivre, surtout d'organiser et soutenir le transfert de responsabilités aux collectivités locales (Rochette, 1997). La décentralisation y était déjà annoncée comme un

cadre essentiel à la réalisation du développement local. Elle devait permettre une gestion à la fois décentralisée et unifiée des unités rurales dispersées dans l'espace à partir des possibilités matérielles et humaines des localités. Cependant, c'est la vision plutôt individualiste qui dominera l'approche. Elle visait dès lors l'implantation d'entreprises rentables à travers les projets de développement local (Polèse et Coffey, 1982). Se focalisant sur la rentabilité, les besoins des centres urbains, consommateurs potentiels, deviennent la priorité. Les politiques du développement rural adoptées par les États cherchaient à répondre à ces besoins (Ela, 1990). Les projets qui en découlaient étaient exécutés en conséquence. Les États n'ont pas favorisé un développement local au service des collectivités territoriales cibles. Dans la pratique, les raisonnements positivistes, "si alors, plus souvent", des experts ne permettaient pas de faire intervenir les réflexions des acteurs ruraux. Leur responsabilisation était convenue auprès de leurs représentants. Il s'agissait, d'un localisme "hétérodirigé" (Assogba, 1998).

1.3.3 Terroir, notion polysémique en Afrique à caractère spatial

La notion de terroir est fortement dominée par la notion d'espace ou d'étendue. On attribue plusieurs connotations au terme selon qu'on s'attache à ses aptitudes agricoles physiques originelles ou acquises par aménagement humain, à la relativité de sa taille, à la continuité de l'espace et son appartenance à une communauté humaine. (Ciparisse, 1999; Clément, 1998; Sautter, 1968). Certains auteurs, relèvent les particularités du territoire qui renvoient au terroir, notamment, la conception situationniste qui fait de lui le fruit d'un processus comportemental (Nzisabira, 1997). Il est une valeur différentielle reflétant l'espace relationnel (Raffestin, 1997).

Cette analyse retrace l'évolution du concept de terroir. Parti des considérations purement physiques (milieu physique et biophysique), on y a intégré le milieu humain et le contrôle que porte l'homme sur ce milieu physique et biophysique. La trajectoire récente du concept reflète ainsi le passage d'un déterminisme naturaliste quasi exclusif à l'intégration progressive des dimensions sociales et culturelles, des lieux et productions (Bérard *et al.*, 2005). Tout en gardant son contenu polysémique, le concept de terroir est de plus en plus d'usage sous ses différentes significations, selon la lecture des disciplines scientifiques

(science de la vie et de la terre, agronomie, ethnologie, géographie et environnement) et selon qu'il est employé par tel ou tel acteur (agriculteur, environnementaliste, etc.). Les caractères initialement relevés des conditions agro-écologiques, sont maintenant considérés comme la résultante de l'interaction entre un groupe humain et le milieu qu'il habite. Le contenu actuel du concept du terroir peut se résumer à « *une portion de l'espace physique habituellement ou coutumièrement occupée par les habitants d'un village (le cas échéant d'un groupe de villages), liés par des relations de solidarité, des intérêts communs et par une certaine organisation pour l'exploitation des ressources agricoles, forestières, pastorales, cynégétiques et halieutiques* » (Pointevin, 1990).

Le terroir, malgré les mutations sémantiques qu'il a connues à travers le monde, garde toujours en Afrique subsaharienne son acception originelle de Sautter de 1964 (Bérard *et al.*, 2005). Il traduit une portion de territoire appropriée à un groupe humain qui y réside et l'utilise pour retirer ses moyens d'existence. Il témoigne de ce fait, des relations entre l'homme et son environnement. Il constitue aujourd'hui, un concept global. Dans chaque unité physionomique délimitée, il associe les acteurs, leur histoire, leurs organisations sociales et leurs activités (Ndao, 2003). Il reste de ce fait objet d'unité par le « concernement » de tous ses acteurs, se constituant ainsi en une société locale (Bérard *et al.*, 2005). Ainsi, le terroir au contexte de l'Afrique subsaharienne s'articule bien avec la vision du concept de développement durable. En lui affectant la notion de projet, il traduirait la localisation de l'espace dans lequel une société locale cherche à résoudre le problème de mise en valeur du territoire (Bérard *et al.*, 2005).

1.3.4 Le local : pour quelle perception?

Le local, une dimension territoriale qui refait surface au XXI^e siècle avec plusieurs attentes. Il bénéficie aujourd'hui d'un large crédit tant auprès des chercheurs et des acteurs politiques que des militants de la coopération non gouvernementale. Le qualificatif « local » aura été auparavant objet de connotations négatives. Il était appréhendé comme le lieu des particularismes, des coutumes, des traditions, de la reproduction des préjugés et des inégalités. À ces connotations on y attribuait également des attributs méprisants, l'esprit de

clocher, de chauvinisme, auxquels s'opposait la notion proprement temporelle et de progrès (Leclerc-Olive, 2006). S'arracher aux atavismes locaux constituait la voie à l'émancipation politique et de référence à l'universel. À cette stigmatisation du local était corrélée le plus souvent l'idée que le public est avant tout ce qui relève de l'État. Ce dernier, du fait, prenait les habitants des localités pour des administrés plutôt que des citoyens. Dès lors, la conception du politique confine les sphères locales du «monde à ma portée» (Schutz, 1962), les «voisinages» à la marge de son champ d'action (Appadurai, 2001). Du fait, l'échelon local est resté durant des décennies en Afrique subsaharienne, comme le point d'application des orientations décidées par des instances de niveau national (Leclerc-Olive, 2006).

Les significations et les valeurs associées au "local" ont connu des transformations importantes au cours des dernières décennies (Leclerc-Olive, 2006). Des connotations implicites affiliées au concept configurent son entendement actuel. Le local aujourd'hui, reflète une aspiration à des liens sociaux plus denses et plus intenses. Il se présume, comme le projetait Schutz (1962), synonyme de solidarité, de transparence, de maîtrise, face à la complexité du monde irrémédiablement «hors de ma portée». Il est de ce fait placé au centre de la problématique du développement, lorsque ce dernier est entendu comme la valorisation des ressources disponibles dans une localité par la population qui y habite. C'est de là que toutes les attentes se multiplient sur le local et se formulent en termes d'espoir pour les différents acteurs. Leclerc-Olive (2006), relève que la plupart des usages actuels du «local» sont indissociables du réseau lexical qui prévaut dans la coopération internationale. Les notions principales dans cette sphère sont celles de société civile, de gouvernance, et de participation. Ainsi, le local voit son intérêt conforté. Il est estimé comme un système de régulation et d'espoir du développement et est au centre de toutes les réformes en cours en Afrique subsaharienne, notamment, la décentralisation. Les chercheurs qui s'interrogent sur les points d'établissement de ponts entre les multiples failles de développement, de croissance, espèrent y voir par le local, la société se refaire, l'expérience politique se constituer, le monde de demain se fabriquer. Quant aux agences de développement, elles espèrent y trouver dans le local, les germes d'un développement qu'elles veulent "local", "durable", qu'elles n'ont pas pu atteindre par les grands programmes qu'elles ont soutenus. Tandis que les acteurs locaux eux mêmes déterminés, espèrent pouvoir prendre en main les

affaires qui les concernent. Ce sont toutes ces attentes qui complexifient le processus de réforme en Afrique subsaharienne et qui laisse son opérationnalisation à désirer. Il demeure dès lors complexe d'analyser «le local». Il est conseillé d'analyser le local au même titre que les notions dans lesquelles on l'utilise (développement durable, société civile, gouvernance, démocratie, participation etc.). Sur cette base, (Koselleck, 1990) propose de l'appréhender, comme un concept programmatique, un projet politique et en même temps de prendre en compte la prétention descriptive qu'assume le terme.

Le local, malgré la portée qu'il peut refléter, reste dominé par la caractéristique spatiale. Cependant, le paradigme demeure assez théorique. La notion est fondamentalement relationnelle, envisagée comme qualificatif d'un maillage territorial par opposition à une autre échelle spatiale qu'elle prend sens. Elle s'aperçoit alors comme une partie d'un tout qui reflète un intérieur qui ne s'identifie qu'en précisant l'extérieur qui lui est affilié. Le terme "local" opposé au "national" n'aurait donc pas le même sens lorsqu'il est contrasté avec le "global". Toutefois, cette topologie est simpliste, souvent dichotomique qui par inclusion, est formée d'espaces distincts emboîtés auxquels s'identifient des groupes humains précis. Du fait, il est envisagé sur le plan technique d'appréhender le local à la fois pour une étendue du territoire à laquelle s'identifie une communauté humaine. Dans cette perspective, il se pose une question majeure. Comment appréhender la configuration de l'étendue dans sa diversité géophysique et caractériser son anthropisme socioéconomique et environnemental?

À travers le concept de décentralisation, une attente principale se dégage, celle de révolutionner la perception centraliste du local. L'État, localise par décret et parfois par le recours direct à la force dans le souci de reproduire les formes d'allégeance et d'affiliation à son contrôle. Il ne conçoit pas que les localités soient articulées dans leurs différences par une forme de localité qui transcende en deçà de toute médiation étatique. Ce qui est à l'origine de sévères contraintes et des obstacles dans la survie de la localité. Au lieu que la localité soit dépendante du contexte, elle reste elle-même, génératrice de contexte (Appadurai, 2001). Les réformes décentralisatrices devraient aborder pour le local :

- le style politique à donner aux problèmes par une approche "localiste";
- le ou les domaines où la production des normes doit rester ou peut devenir locale;

- le cadre de transgression des "affaires individuelles" en "affaires locales";
- la condition pour que l'expérience locale du politique contribue à l'ouverture d'un espace public qui transcende la simple gestion des affaires communes.

La décentralisation apporterait ainsi, des clarifications aux enjeux politiques soulevés par la considération ou la reconnaissance de la notion –le local – tout en respectant la complexité du concept. La compréhension de "ce que font les gens dans leur localité" et de leur vécu en général, permet d'affiner les problématiques en présence pour cerner les styles politiques qui s'y appliquent. Ces appréhensions constituent à la fois le poids du local pour l'application de l'Agenda 21 mais aussi les difficultés de son opérationnalisation.

1.3.5 Agenda 21 local, une obligation de contexte

En guise de bref rappel historique, la nécessité d'élaborer un cadre consensuel d'action est apparue suite à la rapide évolution des préoccupations environnementales induites par les crises écologiques des années 1970. L'élaboration du cadre a eu pour préalable l'application d'une approche holistique sur la perception écologiste des enjeux environnementaux. Les travaux de la commission mise en place à cet effet par les Nations Unies, ont abouti à la présentation d'un rapport au titre rassembleur "Notre avenir à tous" qui a été le cadre des débats au sommet de la terre à Rio de 1992. Les conclusions du sommet ont portées notamment, sur la popularisation du concept de développement durable et la publication des déclarations qui l'accompagne dont celle du cadre d'action consensuelle en 21 orientations dite "Action 21". Elle a été par la suite préférée sous le vocable d'Agenda 21 pour rappeler les responsabilités qui incombent aux adhérents.

Le flou du contenu de l'Agenda 21 est très tôt découvert par les institutions ad hoc mises en place pour faciliter son application (Réseau des Agences Régionales de l'Énergie et de l'Environnement, 2004). Le principal handicap relevé est son manque de référence à la dimension territoriale d'autant plus que le contenu de ses principes interpelle les spécificités contextuelles. Ainsi, la considération de la dimension du territoire s'est alors révélée incontournable à l'application l'Agenda 21. Le local est présenté, selon les auteurs, comme un projet de territoire ou un processus multisectoriel destiné à atteindre les buts de l'Agenda

21 en fonction des enjeux locaux et prioritaires de développement durable. Il est également placé dans le cadre de la responsabilité qui incombe aux collectivités, au chapitre 28 de l'Action 21, d'assumer la réalisation de l'Action 21 à l'échelle de leur collectivité (Comeliau, 1994; Doyle, 1998). En fonction des multiples répercussions qu'il traduit sur le territoire, le développement durable se perçoit aujourd'hui comme un cadre général qui s'impose à la réflexion publique sur le développement. Cependant, l'ancrage social et la complexité d'appréhender le territoire par rapport à la portée culturelle et son extension géographique et politique rendent davantage complexe la concrétisation du développement.

De cette complexité, certains penseurs préfèrent disséquer le développement ou la durabilité en ses aspects sensibles que sont : la dimension sociale (exige une autre vision), économique (défend une meilleure répartition et gestion des ressources avec plus d'efficacité), écologique (interpelle à minimiser les atteintes aux systèmes naturels), spatiale (nécessite un meilleur aménagement du territoire), culturelle (favorise la recherche de la pluralité de solutions locales qui gardent l'harmonie de la continuité culturelle). Et c'est là que son applicabilité, au contexte du terroir se justifie en Afrique subsaharienne, en quête d'approche sur mesure. Ces diverses visions font qu'il ne puisse exister de rationalité dans la concrétisation du développement durable sur le territoire et encore moins dans sa déclinaison locale. La réalisation de l'Agenda 21 à l'échelle locale requiert une démarche participative voire populaire et doit s'appuyer essentiellement sur la gouvernance locale. (Comeliau *et al.*, 2001; Heweitt, 1995; Torres, 2000).

1.4 Postulats de recherche

Pour donner une orientation à notre recherche, comme réponse anticipée, nous formulons deux postulats.

- la disparité territoriale détermine des spécificités socioéconomiques et environnementales qui conditionnent les possibilités du développement local;
- la dynamique des écosystèmes et leur mise en valeur entraînent une modification des pratiques traditionnelles rurales.

1.5 Objectifs de recherche

L'objectif de cette recherche porte d'abord sur l'analyse des enjeux de développement d'une communauté rurale en rapport avec les principes de Rio, notamment celui qui défend le droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature aux êtres humains. Dans le même cadre, il s'agit d'examiner les possibilités d'application des principes de l'Agenda 21 au chapitre 28, en matière de développement économique, social et de la conservation des ressources naturelles, suite à l'analyse de la dynamique écologique et environnementale des terroirs villageois. Cet objectif est réalisé à partir d'une étude de terrain ayant pour site d'application la Communauté Rurale de Développement (CRD) de Samayah. Elle est une CRD en position périlittorale et périurbaine n'ayant pas bénéficié de l'encadrement des programmes d'accompagnement de la politique de décentralisation en Guinée (PDLG, PACV, PRCI), dont le processus suit le court administratif de l'État.

1.5.1 Objectifs spécifiques

Pour saisir les différents aspects de la question de notre intérêt de recherche, nous avons défini deux objectifs spécifiques.

- a) comprendre et analyser l'impact des fragmentations territoriales à l'origine des disparités socioéconomiques qui individualisent les terroirs. Il s'agit de cartographier des espaces-ressources, en fonction de leur physionomie actuelle, pour faire ressortir la configuration des différentes typologies de l'espace, caractériser les ressources qu'ils portent et les systèmes de mise en valeur qu'on leur applique.
- b) appréhender et jeter les bases d'un ancrage socio-territorial et apprécier son opérationnalisation sur la gouvernance locale.

CHAPITRE II

TERRITOIRE ET ADMINISTRATION PUBLIQUE : DE L'ÉCHELLE LOCALE À L'ACTEUR DE DÉVELOPPEMENT

L'Agenda 21 est désormais, une construction, sur un territoire local, des orientations de RIO 1992. Cette rubrique prend du recul sur l'administration du territoire en occident qui constitue en fait le référentiel des pays en développement. Par la suite, elle analyse la préoccupation philosophique d'administration du territoire à la limite des approches à travers la décentralisation. Elle retrace l'avènement de cette idéologie en Afrique subsaharienne et présente de façon spécifique ses enjeux sur les réformes politique, économique et territoriale en Guinée.

2.1 Territoire et approches d'administration

Les turbulences sociales des années 1930 ont marqué un tournant décisif dans la vie politique et économique mondiale. Les fragmentations territoriales et clivages sociaux induits par les crises sociopolitiques ont constitué les principales préoccupations d'administration publique. Des politiques volontaristes de reconstruction nationale, de modernisation de la gestion du territoire, de la régionalisation du territoire à l'intervention des politiques supranationales du système monde, le territoire demeure une réalité complexe pour les politiques publiques. Pour mieux introduire l'analyse de cette réalité sur les politiques publiques actuelles à l'œuvre en Afrique subsaharienne, nous prenons du recul sur la synthèse des leçons apprises de la dynamique idéologique et politique éprouvée en occident (tableau 2.1). À chaque contexte politique dégagé, la vision au territoire est relevée, son objectif et les conséquences tirées de sa mise en œuvre par l'État. Il est établi un parallèle entre les leçons tirées et les mouvements sociopolitiques en Afrique subsaharienne.

Tableau 2.1 Grille d'analyse des approches d'administration du territoire éprouvées en occident, répercussion en Afrique noire

Contexte politique	Vision politique au territoire	Objectif	Leçon à tirer	Répercussion en Afrique subsaharienne
-fièvre de guerre 1939-1945 -action volontariste de l'État -doctrine keynésianisme -création des instances internationales dont BM et FMI	Reconstruction nationale (1945-1960)	Consolider l'unicité de la nation	-légitimité réservée du pouvoir -dominance d'un acteur socioéconomique -unicité de centre de décision -monopole de l'État des affaires d'intérêt général -création de territoires d'influence stratégique	-revendications d'autonomie territoriale -mouvement des indépendances
-austérité économique relative -révolution industrielle successive -déséquilibres économiques -remise en cause du modèle de pouvoir centralisé de l'État -influence des instances internationales sur les options politiques nationales	Modernisation de la gestion du territoire (1960-1970)	Restructurer l'État et prendre en compte les instances territoriales émergentes	-défaillance du pouvoir absolu de l'État -émergence spontanée de collectivités territoriales -responsabilité formelle des collectivités sans légitimité juridique -institutions territoriales prises de sous systèmes de l'État -rapport tendu État et collectivités	-accession aux indépendances -préoccupation d'intégrité territoriale -réduction du pouvoir traditionnel -système d'"État fort" comme modèle d'administration publique
-choc pétrolier des années 1970 -marasme économique général -revendication Sociales à caractère territorial -menaces de clivage territorial -déclin du bloc communiste et universalisation politique néolibérale	Régionalisation du territoire (1970-1990)	Contre le clivage territorial : «régionalisme»	-faible influence du pouvoir central de l'État sur l'organisation du territoire -nécessité de régionalisation administrative -réconfort des dispositifs décentralisés issus de la modernisation -institution du « local », pris pour échelle privilégiée de gestion et de régulation économique -État se consigne du rôle d'«accompagnateur»	-autorité absolue de l'État : État-Nation -recours au développement économique volontariste -détérioration des termes de l'échange -déséquilibre économique -affaiblissement de l'État
-globalisation économique et politique	Système monde (1990 et plus)	Accompagner l'État dans les nouvelles réalités économiques qui s'imposent à lui	-prépondérance des institutions internationales BM et FMI -prévalence des visions BM-FMI sur celles de l'État -État obligé de se structurer et de définir ses rapports au territoire -territoire perçu en terme d'échelles -défend la décentralisation comme cadre du processus de mutations -fractionnement de la gestion unifiée -désengagement de l'État et partage de prérogatives avec des institutions émergentes	-prise du dessus des politiques BM-FMI sur les politiques nationales -exigence du pluralisme politique et du libéralisme économique -obligation de démocratie, de séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire -réformes économiques, ajustement structurel -réformes administrative et territoriale

Les fragmentations territoriales sont en général une conséquence de la réalité sociopolitique. À l'origine, les différences de vision entre le politique et l'économique sont les principaux facteurs d'intervention des inégalités territoriales artificielles. La formation des espaces économiques par le vecteur du marché induit des territoires d'influence qui déséquilibrent son administration. Ainsi, l'effondrement des régimes fascistes dominants en occident s'est accompagné d'un ébranlement profond du libéralisme économique. Dès lors, est apparue la nécessité de s'orienter désormais vers une économie mixte (Eyene Mba, 2001). Ce rapprochement jugé incontournable est devenu une obligation pour les États occidentaux après les années d'austérité dites les «trente glorieuses». Réconcilier la vision centralisée de l'État aux réactions spontanées du marché fragilise les systèmes politiques et amène à leur remise en cause. Comme le montre le tableau 2.1, malgré la totalité des forces politique et économiques que s'est attribué l'État pour défendre l'unicité du territoire par l'appartenance de tous à un seul centre d'influence, ce dernier n'a pu empêcher la fragmentation du territoire (Baguenard, 2004).

La seconde entrée du tableau est une tentative de réponse de l'État à l'émergence des fragmentations constatées. Il envisage une option économique pour contrer les inégalités territoriales par des investissements massifs. L'option n'aura cependant pas de temps de la faire avec l'intervention de la révolution industrielle. Les déséquilibres économiques induits affaiblissent la capacité d'intervention de l'État. Le *statu quo* laissé au plan local, structure la fragmentation en entités spécifiques par territoire : les collectivités. Il ne sera plus question de réduire les collectivités. On discute plutôt du cadre de leur responsabilisation. Cette attitude est perçue comme le début d'une politique nouvelle (Delbo, 2005). La centralisation du pouvoir est révolutionnée; les collectivités deviennent ainsi dépositaire et obtiennent la reconnaissance du rôle dans la régulation du système économique et social. Ce rôle de régulation restait une vocation strictement économique. Les collectivités sont chargées d'investir dans leur localité sans en avoir la légitimité juridique. Celle-ci relevant du ressort de l'État le met en position de structure de contrôle. L'État place du fait, l'autorité territoriale sous tutelle directe ou indirecte de la représentation du pouvoir central. Il s'agit d'une mainmise qui transforme les institutions territoriales en sous systèmes de l'État. Il s'est

développé, entre les deux entités, des rapports tendus dont l'évolution a relancé le débat idéologique sur centralisation et décentralisation.

Les rapports tendus entre les collectivités territoriales et l'État sur la régulation publique se sont transformés très rapidement en revendications sociales à caractère territorial. L'État envisage l'éventualité d'un imminent régionalisme des collectivités. Il propose comme moyen pour endiguer la menace de fragmentation, un programme de régionalisation de l'administration publique (Delbo, 2005). Il s'agissait du soutien délibéré du dispositif territorial décentralisé de régulation mis en place par la politique de modernisation de la gestion du territoire. Le local est alors considéré comme lieu privilégié de gestion et de régulation du système général. L'emprise de l'État sur le territoire est contrainte désormais au respect du processus de concertation et de partage de responsabilités. Les actions à envisager devront dorénavant répondre aux règles d'une planification stratégique.

La multiplicité des acteurs publics et le mode d'exercice du pouvoir public demandent aux instances internationales d'intervenir en arbitre. C'est l'ère de la globalisation. Le système monde ou "mondialisation", s'impose à l'État unitaire. Les fragmentations non maîtrisées au plan national sont maintenant une préoccupation planétaire. On assiste à un certain assujettissement du système État au système monde, devenant exécutant des politiques du Fond monétaire international (FMI), de la Banque mondiale (BM), de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), etc. (Klein, 1998). Les institutions internationales ont pris position en faveur du processus de structuration engagé à travers des dimensions locales et régionales. Elles obligent, dans ce contexte, l'État à se redéfinir, et par conséquent, à redéfinir ses rapports au territoire. La dimension territoire, prise en compte ici par le système monde, se complexifie et se pose en terme d'échelles sur des domaines différents. La construction de l'option locale est perçue comme le principal défi du système monde pour soutenir la nouvelle vision des politiques publiques. La décentralisation est ramenée comme un cadre permettant l'intervention de la gouvernance d'échelle.

La dernière colonne du tableau (2.1), présente les répercussions de la vie politique en Afrique subsaharienne. Les États issus des mouvements d'indépendance, sans conviction idéologique, ont eu les mêmes préoccupations qu'en occident. De l'organisation du territoire

national à la régulation économique centralisée, l'État débouche à l'ébranlement de son système suite aux répercussions des effets des systèmes politiques et économiques occidentaux. La décennie de plein exercice de l'État a été caractérisée par le syndrome d'"État-fort". Seul souverain, l'État a procédé à une réduction des structures sociales traditionnelles et s'est attribué la propriété juridique du territoire et des ressources du patrimoine. Cependant, l'apparente structure acéphale imposée n'a pu affecter les assises socio-territoriales traditionnelles. L'influence politique absolue de l'État favorisée par l'enthousiasme de l'indépendance acquise n'a pas eu d'effet sur la responsabilité traditionnelle de la gestion du territoire. L'influence des politiques du système monde est intervenue sur cette réalité. Leur contenu en faveur de la reconnaissance des entités territoriales a constitué un levier des revendications sociales. Les réformes à l'œuvre ont favorisé l'émergence des fragmentations territoriales dont la principale préoccupation est l'efficacité de leur articulation au besoin de développement. Ceci donne au cadre de la décentralisation un contenu spécifique. Il nécessite d'en faire une analyse critique, étant donné que la mise en place de cadres territoriaux, même à l'échelle mondiale, permettant de contrôler les forces économiques activées et intensifiées par le système monde est largement embryonnaire.

2.2 Décentralisation en Afrique subsaharienne, choix de société ou option politique?

2.2.1 Contexte

La décentralisation, option de gouvernance à l'œuvre des politiques publiques en occident depuis des décennies, a fait son avènement en Afrique sur fond de crises économique, sociale et politique. L'analyse de la situation de crise par les agences de coopération et d'aide au développement mettait en exergue deux préoccupations majeures. La première a trait au système de bon gouvernement et prenait pour cible l'État et son appareil. La seconde, se rapporte au problème de maintien de développement qui trouvait pour alternative, l'action locale (Banque Mondiale, 1998). Il s'agissait là du recours à une réalité que l'État s'est efforcé d'ignorer durant des décennies : l'existence des fragmentations territoriales au profit d'unicité territoriale et la reconnaissance du mérite des collectivités

locales comme acteurs de développement. L'implication des collectivités était plutôt perçue comme une reconnaissance formelle de leur rôle essentiel dans le système productif. Très tôt, le processus est poursuivi par les institutions internationales à deux vitesses. L'action développementaliste est privilégiée sur celle de bon gouvernement. Il était question de promouvoir la participation active de la population à la conception et à la réalisation de projets de développement. Le vocabulaire de "développement participatif" est employé par l'OCDE pour parler de la libération des énergies pour le développement. La démarche est aussitôt assimilée à une option de lutte contre le sous-développement. La Banque Mondiale, de façon proactive, conditionne l'octroi de l'aide au développement à l'engouement des États à appliquer la "décentralisation". Le concept est mis de l'avant et présenté dans une nouvelle conception de la coopération, comme une voie de sortie de sous-développement par les institutions de *Bretton Woods*. Cette première décentralisation a consisté principalement à asseoir le cadre de recours aux collectivités locales comme interlocuteurs direct de développement. L'État conserve la totalité du pouvoir de décision.

Le second aspect du concept de décentralisation laissé au point mort sera relancé par l'œuvre des revendications sociopolitiques des mouvements africains. Ils en font sens de la décentralisation et alimentent leur plate-forme revendicative. La décentralisation, de diverses modalités, est inscrite dans les projets de société des acteurs sociopolitiques émergents : syndicats, associations et partis politique. Leur orientation bénéficie *a priori* du soutien total des agences au développement. L'État s'est vu alors obligé de s'assimiler pour pouvoir contrôler le jeu. Il adhère à l'idéal et proclame sa foi décentralisatrice. La décentralisation gagne un consensus politique et n'affichera plus d'adversaire. Cependant, le contenu à lui donner restera de divergence de vues (Mback, 2003). L'avènement de cette nouvelle donne en Afrique de l'Ouest, est considérée comme un phénomène politique, favorisé à la fois par la fin de la guerre froide et l'émergence du processus démocratique (CLUB DU SAHEL ET L'AFRIQUE DE L'OUEST (CSAO), 2005).

2.2.2 Enjeux

La réalité contextuelle à travers laquelle s'est fait l'avènement de la décentralisation en Afrique a aidé à lui donner une portée autre que celle du législateur. Les attentes espérées pour la sortie des crises sociopolitiques et économiques ont influencé le contenu attribué au concept. Sur le plan politique, c'est la remise en cause des régimes au pouvoir depuis des décennies. Ils sont contestés par une société civile en émergence. Des revendications territoriales affichées ont justifié des aspirations au pluralisme politique. Les mouvements de revendication insistent sur la participation de la population à l'élaboration des politiques publiques concernant la gestion des problèmes qui touchent à leur vie quotidienne. Autrement dit, de promouvoir des gouvernements locaux, la société civile et leur capacité à gérer leurs propres affaires. Le principal objectif visé est de révolutionner la perception centraliste du local. L'échelon local, est souhaité désormais, le lieu où les acteurs locaux identifient leurs priorités de développement et les mettent en œuvre plutôt que comme le point d'application des orientations décidées par des instances de niveau national (Samoura, 2005).

Les éléments du contenu de la décentralisation en Afrique subsaharienne sont donc : (i) le local et ses acteurs, (ii) la responsabilisation et le cadre d'action pour le développement des acteurs locaux. Il s'agit d'un processus qui doit conduire à l'institutionnalisation du local pour ses occupants et à la définition des compétences à lui attribuer. Ceci a conféré au concept deux dimensions : (1) l'une territoriale qui lui est fondamentale et (2) l'autre, administrative, qui lui est essentielle. Globalement qualifiée de réforme de l'État, elle repose sur deux réformes : (1) celle du territoire et (2) celle de l'administration centrale. Il s'agit de la reconnaissance ou l'établissement des entités territoriales distinctes (décentralisation territoriale) et la constitution du cadre de leur administration (décentralisation administrative). Dans la démarche, certains pays ont choisi d'opérer de façon progressive par érection d'entités pilotes (Guinée, Burkina) et d'autres de façon directe et totale par institution à la fois de toutes les entités existantes (Mali). Tant dans l'une que dans l'autre, le schéma n'est pas figé, puisque le niveau à atteindre ne peut être déterminé d'avance et de façon définitive.

L'évolution du concept de décentralisation en Afrique subsaharienne tient particulièrement aux solutions que l'on lui souhaite d'apporter aux problèmes séculaires

laissés pour compte. Il s'agit de l'organisation du territoire qui réponde à la réalité, de permettre une administration de proximité, de favoriser la participation de la population à la prise de décision, d'instituer les acteurs territoriaux pour le développement. En résumant ces enjeux, Mback (2003) fait ressortir que les réformes décentralisatrices en Afrique au cours des années 1990 ont comporté essentiellement deux enjeux, un politique, c'est à dire la démocratie locale et l'autre économique, à savoir le développement local. Ainsi, la décentralisation est devenue un concept composite ou intégrateur. Nous allons dans le cadre de cette recherche, analyser ses répercussions sur l'aménagement du territoire, sur le développement local, sur la bonne gouvernance et démocratie locale, qui constituent un centre d'intérêt de l'étude.

2.3 Enjeu territorial de la réforme décentralisatrice

En rapport avec la décentralisation, le territoire est appréhendé en fonction de la communauté qui s'y identifie. La constitution des communautés par la décentralisation passe par la définition de leur espace géographique. Tout l'enjeu du processus est représenté par le passé politique récent de l'Afrique subsaharienne. Le quadrillage du territoire obéissait aux objectifs strictement politiques visant la maîtrise du territoire par le pouvoir central. Aménager le territoire revenait à administrer un périmètre dont l'évolution pouvait être facilement contrôlée (Coll, 2005). Il était plus question de morcellement du territoire en espaces, que de la considération de celui-ci. Au cours des trois dernières décennies, les réformes de territoire se voient obligées de prendre en compte des réalités autres que celles politiques. En effet, il n'y a plus de superpositions ou de correspondance entre les périmètres des espaces de gestion administrative et politique avec la réalité vécue des territoires. Il se développe à l'intérieur de ces nouveaux espaces des nouvelles activités et de nouveaux pouvoirs. Le problème à résoudre est de rechercher les formes d'adéquation entre l'organisation réelle des territoires et les normes de gestion politico-administrative. Cette préoccupation débouche sur la problématique de constitution des acteurs territoriaux. Il s'agira d'instituer la dimension territoriale de l'action publique (Coll, 2005). Cet aspect est qualifié par les politologues de gouvernance et appréhendé par les économistes comme un

modèle de coordination des acteurs qui intègre à la fois les proximités géographiques et institutionnelles et le rapport local/global (Pecqueur et Zimmermann, 2003; Salais, 1998; Williamson et Winter, 1991).

À travers la décentralisation, le territoire est une circonscription politique institutionnalisant dans l'espace l'organisation des activités d'intérêt. Rattaché au développement, il traduit l'inscription d'une société dans un espace donné. De ce fait, promouvoir un processus de développement consiste à prendre appui sur les handicaps et les potentialités d'un espace investi par des acteurs.

2.4 Configurations du local

Les réformes de la décentralisation en Afrique ont porté et même portent pour l'essentiel, sur la configuration territoriale et politique des collectivités locales. Il s'agit de la redéfinition des contours des collectivités, leur rôle dans l'exercice de la souveraineté nationale. Elles ont induit des innovations qui nécessitent d'être consolidées et éventuellement d'être ajustées par la suite. Les innovations dans la configuration des centres de l'administration locale soulèvent deux grandes préoccupations:

- le risque de créer ou de consolider les identités locales pouvant mettre en danger la cohésion nationale. Il y a là une nécessité de rechercher un équilibre entre, d'une part, le principe constitutionnel d'unité et d'indivisibilité du territoire et, d'autre part, le pluralisme organique et territorial introduit par le principe de la libre administration des collectivités locales;
- la conception renouvelée de la décentralisation qui associe la participation des populations à la gestion de leurs collectivités. La participation de la population a un but surtout politique.

À ces problèmes classiques, s'ajoute le problème contemporain et d'importance majeure, du droit de parole que revendiquent les autorités coutumières. Dans son essence, le droit à la parole, pose le problème du local qui est, mais qui a du mal à se faire prendre en

compte dans le cadre de la décentralisation (Mback, 2003). La pertinence de ce problème amène à mettre une réserve sur les approches globales de développement, comme l'approche bassin versant. Si elle parvient à résoudre le difficile problème d'intégration de normes hétérogènes inter-États, elle s'affiche cependant auprès de la population rurale comme une superstructure, lointaine et difficilement accessible à leurs préoccupations, particulièrement, celles concernant leur participation aux décisions de gestion quotidienne et la prise en compte de leurs connaissances et préoccupations environnementales (Coly, 2005).

2.5 Contextualisation socio-historique de la Guinée

Cette partie est consacrée aux approches de la gestion publique en Guinée, pays où se situe notre site d'étude. Il s'agit, après un portrait général du pays, de relever les points saillants des politiques publiques mises en œuvre depuis son accession à l'indépendance de 1960 à 2000.

2.5.1 Portrait de la Guinée

Pays du golfe africain, la Guinée se situe à la lisière de la zone sahélienne. Elle bénéficie d'une position écologique stratégique, comprenant les écotypes soudanien, foutanien et guinéen bien distincts. Le relief y est très varié, allant des plaines littorales à basses altitudes aux zones montagneuses de l'intérieur du pays, culminant à 1 500 m. Le contraste écologique a amené à la division grossière du pays en quatre régions naturelles, Guinée Maritime (36 208 km²), Moyenne Guinée (63 608 km²), Haute Guinée (96 666 km²) et Guinée Forestière (49 375 km²). Le contraste écologique inter-régions y est cependant très prononcé. L'indice d'aridité¹ de 1961 à 1990 par région est de 2.08 en Basse Guinée, 1.97 en Guinée Forestière, 1.30 en Moyenne Guinée et 1.01 en Haute Guinée (Wade *et al.*, 2006). D'une superficie de près de 246 000 km² avec plus de 300 km de côte sur l'Océan Atlantique, la Guinée est délimitée au Nord par le Sénégal, au Nord-est par le Mali, au Nord-ouest par la

¹ Le rapport entre la hauteur moyenne des précipitations annuelle (mm) et la moyenne annuelle des températures (°C)

Guinée Bissau, à l'Est par Côte d'Ivoire, au Sud et Sud-est par la Sierra Leone et le Liberia et à l'Ouest par l'Océan Atlantique. La figure 2.1 présente la structure du pays en régions administratives et le découpage territorial des Collectivités Rurales de Développement (CRD) ou Sous-préfectures.

Sur le plan démographique, la Guinée présente les caractéristiques les plus typiques des pays africains au Sud du Sahara. Une explosion démographique remarquable, le taux d'accroissement de la population est passé de 2,5% aux années 1970 à 3,1% de 1983 à 1996. Sur cette base, cette population doublerait tous les 22 ans avec une espérance moyenne de vie de 54 ans. D'après le dernier recensement général de 1996, la population guinéenne s'élevait à 7 156 406 habitants. Elle était estimée en 2005 à 9 276 000 habitants, soit une densité de 38 habitants au Km², dont 52,5% de femmes et 47,5% d'hommes. Cette population est extrêmement jeune : 44,7% des personnes ont moins de 15 ans et 4,8% seulement des individus sont âgés de 65 ans ou plus. Ainsi, un guinéen sur deux a moins de 18 ans² (Wade *et al.*, 2006). La population est essentiellement rurale, à plus de 70%. La population active était estimée en 1992 à 3 335 400 habitants, dont les 72% sont des agriculteurs, 20% sont associés aux activités industrielles et commerciales et 8% à des services divers.

L'économie du pays est essentiellement primaire, dominée par le secteur rural et l'exploitation des minerais de bauxite. Les deux secteurs représentent respectivement 18% et 19% du PIB. Le secteur rural assure l'emploi et les moyens de subsistance à la majorité des populations. Il connaissait une croissance moyenne de 3,0% en 2005. L'analyse des valeurs ajoutées des sous secteurs du secteur primaire montre une régression des taux de croissance mettant en évidence une situation de précarité du secteur. La croissance est passée des taux de 4,0% à 2,7% en 2004 pour le sous secteur de l'élevage; de 3,0% à 2,4% en 2004 pour le sous-secteur de la pêche. Le sous secteur de la sylviculture et forêt a connu une relance de croissance après la levée de l'interdiction de l'exploitation. Il est passé de 1,0% en 2003 à 4,2% en 2004 (Wade *et al.*, 2006). Cette analyse laisse entrevoir les contraintes économiques de la Guinée. La balance économique reste largement déficitaire et tributaire du secteur minier, principal pourvoyeur de devises. Il représente à lui seul 72% de recettes d'exportation de biens et services et participait en 2002 à 25% à la constitution des revenus propres. La

² Report N° 32822-GN, Guinée Diagnostic de la pauvreté du 29 Juin 2005, World Bank, EIB et EIBEP

croissance économique du pays en 2003 n'a été que de 1,2% avec un déficit budgétaire de 7,9%³. Le pays a été placé parmi les 32 pays les plus pauvres du monde, classé au 156^{ème} rang (PNUD, 2005), avec une régression de la croissance per capita 0,4% contre 1,6% en 1999.

La pauvreté en Guinée, d'après les chiffres de l'analyse du profil de pauvreté du document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) de janvier 2002, est essentiellement rurale et se pose de façon endémique. Le milieu rural est le foyer de la pauvreté à 87,5% de la pauvreté nationale. Sur toutes les variables socioéconomiques d'appréciation de l'indice synthétique de la pauvreté, les zones rurales dominent. En fonction des zones de résidence, l'incidence de pauvreté est deux fois plus élevée en zone rurale (52,5%) qu'en zone urbaine (25%), et près de 8 fois plus élevée par rapport à Conakry la capitale. L'extrême pauvreté touche 18% de la population rurale, contre 0,3% à Conakry et 5,6% des autres centres urbains. L'indice de la pauvreté⁴ serait de 23,5% en milieu urbain contre 59,9% en milieu rural. En fonction des activités socioprofessionnelles et les revenus qui en résultent, le milieu rural abrite encore davantage le réservoir de la pauvreté pour les différentes catégories.

Les activités agricoles procurent l'essentiel des revenus (79%) aux populations rurales. Cette activité qui se fait principalement sur le vivrier constitue l'élément important du maintien de l'état de pauvreté (68%). Le sous-secteur occupe l'essentiel de la population active à 61% mais abrite 80% de pauvres dont 53,39% de femmes. Sur le plan des services sociaux, le milieu rural a été en général lésé où se relève toujours des chiffres préoccupants. La faiblesse des postes de soins de santé de première nécessité favorise les taux de mortalité infanto-juvénile élevés 210,6‰ contre 148,7‰ en zone urbaine. Pour la même période en 1999, pour le système éducatif, les taux de scolarisation faisaient ressortir des écarts importants. En milieu rural, les taux d'alphabétisation étaient de 25% pour les hommes et 6% pour les femmes contre respectivement 60% et 36% en zone urbaine. Le PNUD a établi un lien entre le degré d'instruction de chef de famille et le niveau de pauvreté. En Guinée, parmi les familles dont le chef de ménage était illettré, 62% se situaient en dessous du seuil de pauvreté contre 42% pour ceux ayant le niveau primaire et seulement 5% pour ceux ayant le

³ Cadrage macro-économique annuel 2004 du 15 Juillet 2005, DESME/MPLAN

⁴ Indice de pauvreté est le pourcentage de personnes dans un pays qui manque de biens nécessaires pour vivre.

niveau universitaire. Toutes les variables (santé, instruction et conditions de vie) utilisées pour évaluer l'indice synthétique⁵ de la pauvreté indiquent des indications négatives en milieu rural. Elles traduisent les caractéristiques générales du déficit des infrastructures et d'équipements de production et de communication, la faible concentration de services de santé, d'enseignement et d'agriculture. Cette situation qui compromet le bien être de la population rurale et se pose avec plus d'acuité aujourd'hui a des origines lointaines. Ceci justifie l'importance de procéder à l'analyse des stratégies de développement et de gestion publique post coloniale mise en œuvre en Guinée.

2.5.2 Approches de développement et modalité de gestion publique (1960-2006)

Plusieurs stratégies de développement ont été initiées en Guinée. Principalement inspirées du modèle du système communiste, les stratégies, de façon globale, retracent le schéma que l'on retrouve dans tous les pays africains (NDiaye, 2005). Elles se caractérisent en trois grandes périodes :

- 1960-1983 : le modèle populiste-nationaliste d'un État interventionniste;
- 1984-1990 : le revirement politique et des programmes d'ajustement structurel; le «moins d'État, le mieux d'État»;
- année 2000 : les politiques de développement, synonymes de lutte à la pauvreté.

2.5.2.1 Le modèle populiste-nationaliste d'un État interventionniste : 1960-1983

Jouissant d'une popularité absolue au lendemain du 2 octobre 1958, le nouvel État soutien ses actions en intervenant dans tous les secteurs dans le cadre d'un plan triennal qualifié de "neutralisme positif" durant lequel il ne se définira aucune orientation politique (Benot, 1984). Durant les trois années, le pays a vécu en autarcie politique, économique et sociale. Le Parti Démocratique de Guinée (PDG) au pouvoir s'est conféré, sous le slogan

⁵ Indice synthétique de pauvreté est l'expression normalisée du PNUD qui intègre les principales composantes dans l'évaluation de la pauvreté globale.

révolutionnaire, la totale notoriété en brisant les assises traditionnelles, alors très fortes (Rivière, 1971).

Sur le plan politique, le neutralisme positif a servi à forger un "consensus" politique qui a aboutie au scénario de parti unique, à la faveur du Parti Démocratique de Guinée (PDG). La phagocytose politique a ramené toute la vie politique du pays au cadre et à l'idéal du PDG affilié au Rassemblement Démocratique Africain (RDA). Le PDG bénéficiant du soutien de masse, ouvre la voie du parti communiste. Il a imposé un centralisme démocratique et mis en place un régime présidentiel avec séparation des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire). Il s'est donné les privilèges de poursuivre la direction du nouvel État. De ses acquis populaires, il a donné à l'État une orientation politique à la doctrine du socialisme africain basé sur le "communautarisme négro-africain" (NDiaye, 2005). Le communautarisme guinéen était calqué sur celui du communisme russe, duquel il s'inspirait. Le cadre théorique restant tout de même identique à celui de ses voisins, dominé par le paradigme de la dépendance (NDiaye, 2005). Son cadre opérationnel a épousé le modèle de gestion dirigiste et centralisé. Le gouvernement, se prévalant de ses prérogatives, opte pour la relance de la politique de développement basée sur le développement agricole.

Asseoir la politique de développement sur du développement agricole se justifiait à la fois par des raisons politiques, issues de l'indignation à la France rejetée; économique, facteur d'obtention de capitaux sur le marché étranger, et symbolique, reflétant l'action propre de l'État. Le secteur agricole, rendu obsolète au départ des Français (unités de production et machinisme sabotés), prenait un nouveau départ en se reposant sur la production primaire artisanale. Le premier objectif visé par les initiatives a été en faveur de l'autosuffisance alimentaire, contrairement à la plupart des pays voisins qui ont soutenus l'économie de rente (NDiaye, 2005). La politique de développement agricole était exécutée suivant l'architecture administrative qui répondait à une parfaite délocalisation du pouvoir central.

La politique agricole cible pour principale zone de production les pouvoirs révolutionnaires locaux (PRL). L'État développe comme stratégie de relance du secteur, la

promotion des coopératives de production (Doumbouya, 2007). Plusieurs structures coopératives ont été mises en place, entre autres :

- coopérative agricole de production (CAP) en 1960;
- centres d'enseignement rural (CER) en 1966;
- brigades de production de type A et B en 1973;
- mutuelles agricoles des travailleurs (MAT) et les coopératives paysannes modernes (CPM) en 1974;
- brigades mécanisées et attelées de production (BMP et BAP) en 1975;
- fermes agropastorales d'arrondissement (FAPA) en 1979.

Les FAPA ont été les dernières structures en activité jusqu'à l'avènement de la deuxième République en 1984. Les fermes prenaient appui sur les PRL. Cependant, elles n'ont pas pu refléter les attentes escomptées à cause des méthodes coercitives du modèle dirigiste *top down*. Les programmes ont dans l'ensemble échoué dès le premier plan quinquennal de développement avec des résultats mitigés en fonction du coût de l'investissement.

L'État déchu, instaure des mesures astreignant le productivisme familial. Il impose le système d'imposition en nature à la population, chaque contribuable étant tenu de payer les normes administratives d'impôt par les fruits de ses activités de production. La décision constituait un fardeau sur la paysannerie guinéenne. Elle a eu pour conséquence de freiner la diversification des activités de production. Les producteurs évitaient de se donner plusieurs activités pour ne pas se voir réclamer autant à payer pour l'impôt. Ceci a été à l'origine, particulièrement au sud du pays, de l'abandon des plantations fruitières (café, banane, etc.), pour lesquelles la Guinée tenait la tête de la production dans la Sous-région (Denis, 1976).

2.5.2.2 Le revirement politique et programmes d'ajustement structurel 1984-1990

Le pouvoir révolutionnaire absolu en Guinée a été fortement ébranlé dans la seconde moitié des années 1970. Les revendications sociales fragilisent l'autorité de l'État. La révolte des femmes en 1977 contre la police économique a vu l'assouplissement du pouvoir

économique. Les modes de gestion publique étaient dans l'ensemble visés. Les contestations sociales ont explosé sous la tourmente politique. La mort surprise du Président Sékou Touré en 1984 a été synonyme de la mort du PDG et de son régime.

L'armée s'empare du pouvoir le 3 avril 1984 et institue le Comité militaire de redressement national (CMRN). En faveur de la pression des institutions internationales et la grogne sociale, le CMRN opte en décembre 1985 pour une économie libérale et de l'entreprise privée et pour le pluralisme politique. Cette orientation marquait un revirement politique profond en Guinée. Le changement d'orientation se percevait comme la seule voie de sortie de l'impasse et de renouement au développement économique et social viable (Doumbouya, 2007). Il consistait, en fonction des exigences des institutions financières, à la redéfinition des fonctions de l'État. Il s'agissait pour la BM et du FMI, d'appliquer le désengagement de l'État du secteur productif, la restructuration des administrations et la politique volontariste en matière de décentralisation (Colle, 1997). Le CMRN se confrontait ainsi à un double défi, la construction d'une démocratie pluraliste et la réalisation de la transition vers l'économie de marché. Le pouvoir militaire entreprend des redressements d'ordre économique, politique, et de l'administration territoriale. La mainmise de l'État sur l'économie est levée par la suppression des entreprises étatiques. Le marché et le libre échange sont officialisés et soutenus à travers la politique prônée de libéralisme économique. Les principaux programmes de développement, notamment les réformes agraires (ferme agricole de production-FAPA et les normes d'imposition en nature) sont marqués du sceau de caducité et suspendus (Doumbouya, 2007). Les entreprises privées naissent et le secteur informel se développe à grand pas à travers l'ordonnance 05/PRG/SGS/88 du 10 février 1988. Sur plan politique, le CMRN renoue avec la coopération et les institutions internationales. Au plan social, la nouvelle orientation du CMRN a favorisé la reconstitution du droit coutumier. Aujourd'hui, le droit traditionnel est une force sociale, particulièrement en milieu rural où il a tendance à l'emporter sur le droit civil (Doumbouya, 2007).

Simultanément à cette révision idéologique nationale, le CMRN donne la priorité à l'application des programmes d'ajustement structurel de la Banque Mondiale et du FMI (Willams, 1996). Malgré leur recoupement avec les réformes amorcées par le pouvoir militaire, comme cela a été en général le cas de tous les pays en Afrique subsaharienne, les

PAS ont été plutôt subis que négociés par l'État guinéen (NDiaye, 2005). L'application des stratégies de stabilisation et d'ajustement est exécutée *in situ* sans intégrer harmonieusement les préoccupations soulevées par la nouvelle orientation économique et politique de la deuxième République. Les stratégies visaient en général les objectifs prédéfinis. Il s'agissait notamment, de corriger les déséquilibres macroéconomiques provoqués par les politiques économiques nationalistes postes coloniales et de restaurer les conditions d'une croissance économique équilibrée. Les principaux buts visés, étaient entre autres de maîtriser l'inflation, contenir la demande en articulant les dépenses aux ressources nationales, réduire le déficit des finances publiques et stimuler l'offre privée à travers des conditions favorables au libre jeu du marché favorisant ainsi, la libéralisation de l'économie (Diagne et Daffé, 2002; Seck, 1997). Globalement, les programmes d'ajustement structurel s'arrimaient avec l'option libérale de l'État. Ils n'envisageaient cependant aucune dimension sociale.

La conduite du programme s'est imposée en faveur des mesures coercitives conditionnant le financement des bailleurs de fonds. Sur le plan institutionnel, les programmes d'ajustement structurels (PAS) ont mis en place un environnement incitatif au marché. Cette orientation a confirmé la prédominance du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) comme acteurs stratégiques dans la définition des politiques économiques et dans la configuration des modalités de gestion publique (Diop, 2002).

Se prévalant de leur prédominance, les institutions de *Breton Woods* ont non seulement étouffé les stratégies nationales étatiques, mais de plus ont été à l'origine des déviations aux objectifs des PAS (Osmont, 1995). La vague des privatisations devient le premier mot d'ordre pour le FMI et la BM et est adjointe aux PAS comme objectif prioritaire. En faveur des capitaux privés, tous les services stratégiques (eau, électricité, télécommunication et transport) sont transférés entre les mains des entrepreneurs ou promoteurs privés. La primauté réservée au secteur privé face aux réalités administratives ne s'y prêtant pas, cela a entraîné l'aggravation des déséquilibres dans le système régulation économique que les PAS étaient censés corriger (NDiaye, 2005). Progressivement, cette situation a installé la Guinée, à l'instar de la plupart des pays africains dans une gestion de l'enlisement (Chossudovsky, 1998; Duruflé, 1990; Noula, 1995). Les conséquences furent

fâcheuses, notamment sur la vie économique et sociale : la fermeture d'entreprises parapubliques, l'augmentation sans précédent du chômage par la réduction drastique du personnel de la fonction publique, la baisse du pouvoir d'achat et l'enchérissement des prix des denrées de première nécessité, la suppression de la gratuité de l'accès aux soins de santé. Ces conséquences ont eu pour corollaires, la paupérisation de la population, et la détérioration des conditions de vie.

Le système productif agricole a également été fortement affecté par la fragilisation du tissu agricole local avec la suppression des subventions à la production agricole (Ndiaye, 2005). Les séquelles sont aujourd'hui édifiantes, notamment la dépendance des pays aux importations pour répondre aux besoins en céréales. Les PAS auraient renforcé l'effritement du tissu industriel en construction et du système productif en général, favorisant la précarisation. La plupart des auteurs jugent cet état de fait à l'origine des pratiques de la corruption généralisée et de la mal gouvernance (Bartoli, 1999; NDiaye, 2005; Stiglitz, 2003)

2.5.2.3 Les politiques de développement synonyme de lutte à la pauvreté (2000)

L'impact apporté par les PAS dans la reprise de la croissance et dans l'assainissement du cadre macroéconomique n'aura été qu'un feu de paille. Le secteur privé qui a été ciblé pour être le moteur de l'économie par les PAS n'a pu se positionner au niveau national. Il est resté de plus en plus dépendant et n'a pu se détacher du cordon ombilical, favorisant le système extraverti avec son corollaire de pauvreté (Ndiaye, 2005). Cet échec présentait deux significations. D'une part, il démontre, une fois de plus, que la croissance économique n'induit pas automatiquement un meilleur accès des pauvres aux ressources stratégiques ou aux services sociaux de base. Il démontre également que les réformes structurelles visant à stabiliser et à ajuster le cadre macroéconomique se font souvent au détriment des populations démunies par ce qu'elles sont porteuses de coûts sociaux préjudiciables qui ne sont généralement pas pris en compte, d'autre part. Avant la fin de la seconde phase du programme de facilité d'ajustement structurel renforcé, les critiques de plus en plus vives à l'échelle internationale dénonçaient l'effet dévastateur des PAS sur l'état de pauvreté

engendré. Pour réagir à ces critiques, les institutions *Bretton Woods*, ont mis en place le programme de «Stratégie de réduction de la pauvreté».

La nouvelle politique à mettre en œuvre dans le pays sous ajustement se démarque de l'objectif des PAS. Au lieu de se préoccuper de la correction des déséquilibres macroéconomiques et des distorsions du marché, elle met l'accent sur une stratégie qui vise en priorité les populations démunies. Le programme a pris le dessus sur les actualités et a fait rapidement l'objet d'exigences de gestes concrets par l'élaboration de «Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DRSP)». Il s'agit de concevoir une nouvelle politique présentant l'orientation stratégique du développement en fournissant le cadre structurel à l'intervention des bailleurs de fonds et des organismes de développement international. Fidèles à leur approche les institutions *Bretton Woods* conditionnent l'élaboration de DRSP comme préalable pour bénéficier du crédit ou de l'ensemble des appuis de la part des bailleurs de fonds. Le DRSP élaboré est présenté comme directive d'intervention et suscite beaucoup de polémiques, étant donné que la cible visée ne reflète pas de caractère statique. La pauvreté est à la fois relative et relationnelle, dépendant du contexte et influencée par des facteurs sociaux et environnementaux. Définir un degré transversal de pauvre sur le territoire se révèle source d'iniquité. Hormis les biais dans l'évaluation de l'indice et l'incidence de la pauvreté, les mouvements de populations suite aux différents conflits, rendent caducs les résultats de l'étude avant leur publication. Cette réalité est aujourd'hui particulièrement d'actualité en Guinée. Sur la base des cadres formels élaborés notamment, le DSRP, la stratégie d'assistance en Guinée (SAG), l'étude prospective Guinée vision 2010, l'ensemble des programmes de développement et la réforme de décentralisation y prennent référence. À la fin de la rubrique qui suit, nous allons dresser une grille d'analyse critique des différents programmes pour résumer l'expérience à tirer des réformes en Guinée.

2.5.3 Décentralisation en Guinée

La République de Guinée a une longue tradition de décentralisation. Les phases courtes de son intervention et les circonstances de son interruption n'ont cependant pas permis d'en faire une accumulation d'expériences. Les premières esquisses de

décentralisation remontent à l'époque coloniale. Colonie française de l'Afrique Occidentale française, le territoire de la Guinée a été régi sur le plan municipal par la loi française n°55-1489 du 18 novembre 1955 (Samoura, 2005). Par cette loi, les premières communes ont été instituées dans les localités de Conakry, Kindia, Mamou et N'Zérékoré. Elles avaient le statut de communes de plein exercice. Pour communes rurales, un Décret de 1957 donnait le pouvoir au Gouverneur du territoire de les créer. Le Décret précisait de doter ces communautés de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Suite aux événements politiques, ce Décret n'a pas connu d'applications réelles.

Au lendemain du 02 octobre 1958, l'administration coloniale est remise en cause par le "NON" référendaire. Le processus colonial de décentralisation est arrêté et aboli. Le régime centralisateur du parti-État s'est installé. En 1980, le parti-État à l'image des autres pays, notamment la Côte d'Ivoire, a opté pour rapprocher l'administration des administrés (Kessy, 2004). En faveur de cette réforme, un projet expérimental de décentralisation est initié. Le projet concernait uniquement la Région de Conakry. Les trois bureaux fédéraux de Conakry ont été érigés en Communes populaires de plein exercice (CPPE). Il s'agissait de communes pilotes placées sous la tutelle administrative de la Région de Conakry. L'administration régionale bénéficiait alors du statut d'autorité municipale (Samoura, 2005). Cette expérience a eu particulièrement pour impact l'augmentation des recettes fiscales. La mobilisation de la contribution au développement Préfectoral (CDP) a connu des améliorations assez significatives. Par contre, l'augmentation des recettes n'a entraîné aucune amélioration des investissements. Il y a eu en conséquence accumulation des excédents budgétaires massifs sans aucune fourniture de services urbains (Samoura, 2005). Ce bilan, plutôt décevant a été imputé au manque d'expérience des jeunes structures dans la gestion des services urbains. Le pouvoir central justifiait de fait, la nécessité pour le service de tutelle de jouer le rôle d'autorité municipale à cause de son expérience antérieure dans la gestion des services urbains. Conséquemment, il n'était plus question de conférer aux communes la libre administration et l'autonomie financière. Cependant, la réalité à l'époque de la force de la révolution, réservait toute décision à prendre au pouvoir central (État). Toute initiative d'une autorité territoriale, surtout le fait de planifier un investissement, était passible d'être considéré comme un acte antirévolutionnaire. La philosophie politique n'envisageait pas

d'échelles de pouvoirs mais plutôt une représentation du pouvoir central sur le territoire. Cette expérience n'aura vécu que trois ans.

De nouveau, à l'occasion du changement de régime en 1984, des mutations importantes sont opérées tant sur le plan territorial, politique, qu'administratif. La réforme territoriale a d'abord consisté en la création des Préfectures à la place des communes et la transformation des Régions administratives en provinces. Il s'agissait en fait de l'annulation du processus expérimental de décentralisation qu'avait initié le régime précédent sur la ville de Conakry. Le processus général de réforme a été entamé en 1986 par une décentralisation progressive. Il s'est traduit d'abord par une réorganisation de l'administration du territoire et l'institution des collectivités décentralisée en mars 1986 par l'Ordonnance n°079/PRG/86 du 25 mars 1986. Trois niveaux d'administration ont été créés : (i) administrations Régionale, (ii) Préfectorale et (iii) Sous-préfectorale. La structure administrative a été soutenue par une déconcentration du pouvoir accompagnée du déploiement des agents de la Fonction publique à près de 70% des effectifs. Au début des années 1990, l'organisation des premières élections locales complétait l'autre phase de la décentralisation politique. L'ensemble du processus a été validé par la loi *L/2001/029/AN du 31/12/2001, portant principes fondamentaux de création, d'organisation et de contrôle des services publics*. La loi spécifie cinq types de services publics : (i) les services centraux, (ii) les services déconcentrés (territoriaux, rattachés et extérieurs), (iii) les collectivités décentralisées, (iv) les établissements publics administratifs et (v) les projets publics (PNUD, 2004). Les deux processus formalisés simultanément ont présenté une imminente nécessité d'opérer une décentralisation du pouvoir. Cette dernière, appelée à renforcer la jeune démocratie initiée, devrait prendre racine dans les solidarités naturelles. La décentralisation du pouvoir est projetée au niveau des collectivités dont le schéma distinguait trois niveaux qui cohabiteraient avec les circonscriptions administratives mise en place par déconcentration. Ce sont :

- les districts ruraux : regroupant des villages et hameaux et correspondant aux quartiers urbains. Leur taille, fixée au départ à 200 habitants, est passée à 500 habitants;

- les communautés rurales de développement (CRD) : correspondant à l'aire géographique des Sous-Préfectures et les communes urbaines constituées de quartiers et des districts périurbains des centres urbains;
- la ville de Conakry : à statut particulier, étant à la fois collectivité décentralisée et collectivité déconcentrée.

L'exécution de l'ensemble du processus a été planifiée dans un programme pluriannuel (1986-1992) sous la responsabilité de la Direction Nationale de la Décentralisation (DND). Les premières collectivités expérimentales ont été créées en 1988, une commune urbaine (C.U) à Coyah et une Communauté Rurale de Développement (CRD) à Forécariah. L'année suivante (1989), deux autres CRD pilotes ont été mises en place à Timbi Madina et à Pita. Au début de l'année 1990, douze CRD ont été créées, à raison de trois CRD par Région naturelle. En 1991, les cinq Provinces de la ville de Conakry ont été érigées en Communes urbaines. Les premières élections municipales ont été organisées la même année pour ces communes. À la fin de cette expérimentation progressive, le processus a été généralisé à la dernière année du programme (1992) pour l'ensemble du territoire national.

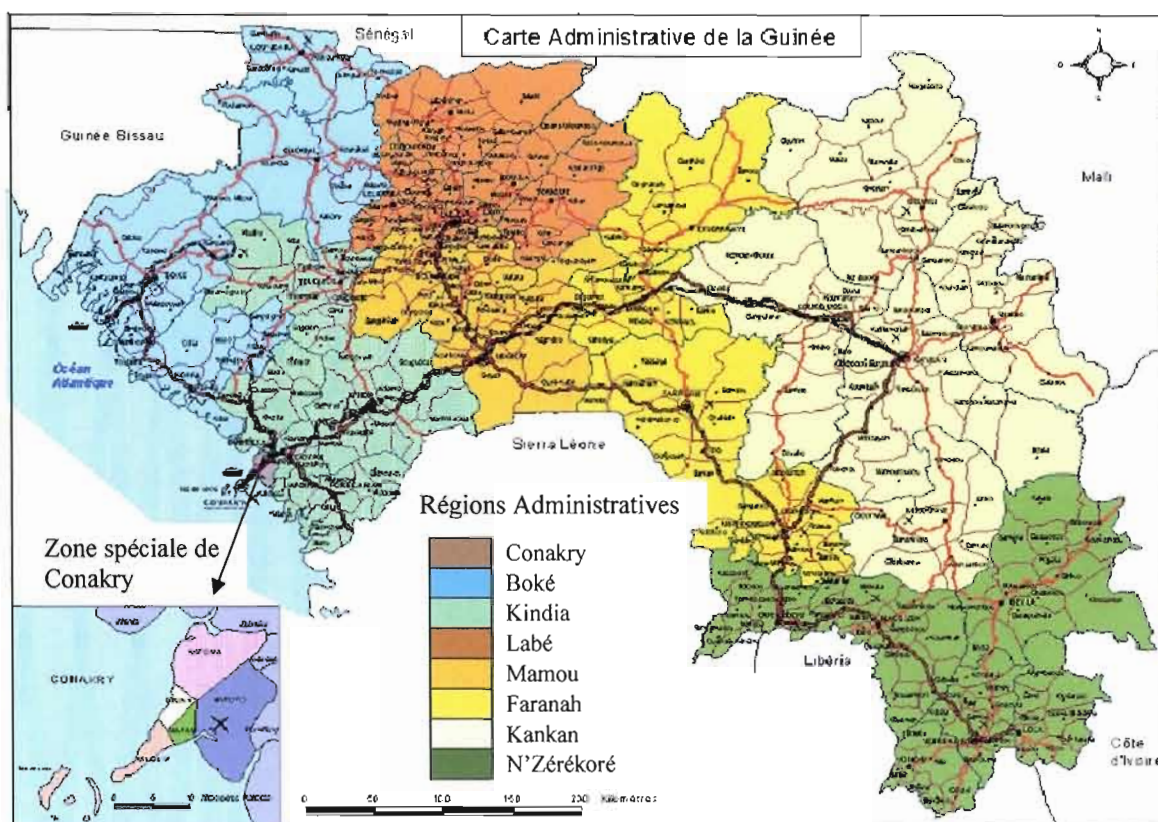
La configuration actuelle du territoire (Tableau 2.2; et figure 2.1) est régie par le texte de l'Ordonnance n°079/PRG/86. Des révisions importantes sont en cours de validation

Tableau 2.2 Configuration territoriale et organisation administrative de la Guinée.

Découpage territorial Dénomination (nombre)	Identité		Organes		
	Collectivité territoriale	Circonscription administrative	Délibérant	Exécutif	Déconcentré de tutelle
Région Administrative (7)	Non	Oui	-	-	Gouverneur
Ville de Conakry (1)	Oui	Oui	Conseil de ville	Gouverneur	-
Préfecture (33)	Non	Oui	-	Préfet	Gouverneur
Commune urbaine (38)	Oui	Non	Conseil communal	Maire	Préfet
Sous-préfecture (304)	Non	Oui	-	-	Préfet
Communauté rurale (304)	Oui	Non	Conseil communautaire	Président de Conseil	Sous-préfet
Quartiers (270)	Oui	Oui	Conseil de Quartier	Chef de Quartier	Préfet
Districts ruraux (1700)	Oui	Oui	Conseil de District	Chef de District	Sous-préfet

- : disposition qui ne s'applique pas.

Source : adapté de Samoura (2005)



Source: adapté DSRP en Guinée, janvier 2002

Figure.2.1 Structure administrative et territoriale de la Guinée

2.5.4 Expérience décentralisatrice de la Guinée, leçons à tirer

La décentralisation amorcée en 1986 a incité l'enthousiasme national et international. Le processus a bénéficié et bénéficie encore de plusieurs programmes d'accompagnement. Appelé à faciliter la validation des différentes dispositions de la décentralisation, les programmes ont à charge l'exécution des tous aspects qui en découlent. Après plus d'une décennie d'activité, nous faisons une présentation descriptive des principaux programmes (tableau 2.3) et une grille d'analyse de leurs réalisations pour relever les leçons à tirer (tableau 2.4).

La plate forme des réformes politique, sociale et économique en Guinée comprend quatre documents principaux. Chacun aborde de façon thématique des exigences ou

contraintes sectorielles spécifiques sur la base de plusieurs études. En général, les investigations et la synthèse des informations se sont déroulées de 1990 à 1996. La prise de décision et la mise en application des initiatives se sont effectuées de 1997 à 2000. Ainsi, les éléments de la plate forme adoptés en 1997 comprennent entre autres :

- la lettre de la politique nationale du développement humain (PNDH), qui s'appui sur l'étude du profil de pauvreté de 1994/1995;
- "Guinée vision 2010", donne les grandes lignes des orientations sur la base de l'étude prospective de 1996;
- la stratégie d'assistance à la Guinée (SAG), en fonction des orientations définies, le gouvernement oriente les partenaires multi et bilatéraux sur les volets et les besoins d'assistance;
- la stratégie de réduction de la pauvreté (SRP), une forme du plan d'action qui répond à la question *"Du pourquoi du développement t'est?"* en précisant le cadre des programmes de réforme et le contenu de "Guinée vision 2010".

L'ensemble de cette plate forme stratégique repose essentiellement sur deux aspects : la gouvernance et la lutte contre la pauvreté. Certains aspects ont été fusionnés avec la vision des partenaires, notamment l'accord sur la prise en compte simultanée des programmes cadres du gouvernement et du PNUD liés au programme national du développement humain (PNDH) (PNUD, 2004). Ainsi, il a été convenu de conduire les réformes sur les thématiques de décentralisation et de développement local (Dion *et al.*, 2007). L'opérationnalisation des actions s'est faite à travers plusieurs projets et programmes d'accompagnement, soutenus en général par les partenaires multilatéraux et la coopération bilatérale (PNUD, 2002). Les objectifs préliminaires ont été réalisés à travers la coopération bilatérale, notamment française (Ministère du Plan et des Affaires étrangères, 2003).

Tableau 2.3 Grille d'analyse des programmes d'appui au processus des réformes en Guinée

Titre	Année	Objectif	Partenariat	
			multilatéral	bilatéral
Programme national de renforcement des capacités et de gouvernance (PNRCG)	2002	Renforcement de capacités managériales, humaines, matérielles et judiciaires	PNUD	
Programme d'appui aux collectivités villageoises (PACV)	2000	Application des contenus de la décentralisation	BM	
Programme de renforcement des capacités institutionnelles (PRCI)	2000	Renforcement de capacités institutionnelles de l'administration publique	BM	
Programme de développement local de Guinée (PDLG)	2000	Démontrer l'efficacité de la dévolution des fonctions et ressources du pouvoir central aux collectivités locales sur leur développement, approche régionale	BM	
Amélioration de la gouvernance locale et nationale	1998	Promotion de la participation effective de la population à la prise de décision et à la gestion économique et sociale du pays		USAID
Programme cadre genre et développement (PCGeD)	1997	Concrétisation de la politique nationale de la promotion féminine (iniquité, marginalisation de la femme.)	PNUD	
Projet de renforcement des capacités de prestation de service	1997	Renforcement de capacité et de responsabilités financières des agences administratives centralisées et décentralisées	BM	
Programme cadre promotion de la décentralisation et renforcement de la capacité de la société civile	1997	Coordination des interventions en faveur de la politique de décentralisation	PNUD	
Projet d'appui aux paysans et aux femmes en milieu rural	1994	Intégration formelle du genre (femme) dans les politiques sectorielles	BM	
Projet d'appui à la restauration du système judiciaire	1992	Mise en place des éléments de base au fonctionnement régulier du système judiciaire		France
Appui au processus de décentralisation (APRODEC)	1987	Meilleur fonctionnement des institutions locales		France

Comme le montre le tableau 2.3, l'identification et les objectifs assignés aux programmes d'accompagnement du processus de décentralisation visent à asseoir un cadre de responsabilisation des collectivités au développement territorial. Tous les partenaires se sont focalisés sur la problématique de gouvernance et du développement local. La disproportion entre les actions sur le terrain et l'action gouvernementale a été à l'origine de l'instauration d'un climat conflictuel entre le gouvernement et les partenaires internationaux. L'État met

des réserves sur l'impact des activités des projets des partenaires sur l'action gouvernementale. Il freine en quelque sorte leur évolution. Le partenaire, en quête du résultat, n'apprécie pas de telles attitudes, il se rétracte. Certains projets ont été arrêtés dans ces conditions, notamment avec la coopération française; les projets de restauration du système judiciaire et d'appui au processus de décentralisation, et tout dernièrement (2005) avec l'USAID à travers son organisme d'intervention CLUSA, le programme de bonne gouvernance. Les contradictions survenues entre les partenaires bilatéraux et le gouvernement ont mené à la paralysie des programmes de réforme. Ils n'ont pu être relancés que par l'intervention de la coopération multilatérale en 1999 qui a ficelé quatre principaux programmes : (i) le programme du développement local de Guinée (PDLG), (ii) le programme d'appui aux collectivités villageoises (PACV), (iii) le programme de renforcement de capacités institutionnelles (PRCI) et (iv) le programme national de renforcement de capacités et de gouvernance (PNRCG).

Les programmes multilatéraux se sont appuyés sur la nécessité de promouvoir le développement à la base en fonction des spécificités territoriales. Ainsi, le problème d'accès aux services (infrastructures) de base en milieu rural et la responsabilité des collectivités villageoises pour leur développement constituent l'axe central du PACV. Le programme alimenté en grande partie par le fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) est planifié sur 12 ans en trois phases de quatre ans. La première dite pilote envisageait couvrir de façon progressive cent (100) CRD. Avec un décalage de deux ans, elle est arrivée à terme seulement en 2006 et a couvert 146 CRD sur 304 que compte le pays. Dans la Préfecture de Kindia qui abrite le site de notre étude, cette phase a touché cinq (5) CRD sur neuf (9) : Molota et Madina Oula en 2001; Souguéta et Friguiagbé en 2002 et Bangouya en 2003. Le PDLG, élaboré sur la base d'une approche régionale, vise la prise en compte des spécificités contextuelles. Il prévoyait, sur la base du critère de pauvreté, de couvrir deux Régions naturelles, la Moyenne et la Haute Guinée qui reflétaient les plus fortes incidences de pauvreté, 51% et 62% respectivement. Finalement, le programme ne s'est investi que sur deux préfectures en Haute Guinée, Kouroussa et Siguiri et a couvert 23 CRD. Il a expérimenté la réalisation des actions de développement communautaire sur une approche dévolutive. Le

PRCI s'attaque à instituer les affaires publiques pour les collectivités rurales, une démarche également dévolutive, les affaires publiques constituant un domaine exclusif de l'État.

La flexibilité de l'État aux exigences des institutions onusiennes et le soutien populaire qu'il bénéficiait via les programmes de réformes envisagés ont favorisé les actions des bailleurs de fonds. Cependant, le manque d'orientations sur les spécificités territoriales et les actions envisageables génère des contradictions entre l'État et les bailleurs de fonds. L'État défend la référence à l'étude prospective et le document stratégique "Guinée vision 2010" alors que les partenaires remettent en cause la crédibilité des documents qui non seulement n'ont pas été restitués aux collectivités territoriales, mais aussi qui n'ont pas abordés les particularités régionales et n'ont pas été largement diffusés. Malgré tout, les actions menées par les programmes correspondaient à la plupart des objectifs stratégiques du gouvernement. Les contradictions sont alors analysées comme un problème de coordination des acteurs et des interventions. Pour prendre en compte cette analyse jugée objective, un nouveau programme destiné au renforcement des capacités et de gouvernance des acteurs (PNRCG) a été élaboré en 2002. Le PNRCG a reçu pour mission, à l'échelle nationale, de promouvoir le renforcement des capacités managériale, humaine, matérielle et judiciaire du processus de réforme.

Les résultats de la première phase d'exécution de ces programmes constituent l'essentiel des acquis de la mise en marche des différents processus de réformes et du développement communautaire en Guinée. Le tableau 2.4 présente les principaux résultats issus des évaluations des programmes, notamment l'évaluation de la stratégie de développement socioéconomique "Guinée vision 2010" de mai 2005 (Sagno *et al.*, 2005); l'évaluation finale du PDLG de juillet 2007, l'étude sur les projets et programmes de gouvernance en Guinée de juin 2004, le PNRCG de février 2002.

Tableau 2.4 Grille d'analyse des principaux programmes d'accompagnement de la décentralisation : outils et acquis

Programme (étendu)	Stratégie	Structure d'intervention	Outils développés	Acquis
PDLG (23 CRD)	Capacité de gestion et maîtrise d'ouvrage des CRD par SAFIC	Processus de planification local (PPL) Fonds de développement local (FDL) Cadre de concertation locale (CCL) Dispositif d'appui conseil (DAC) Suivi évaluation Comité de pilotage Cellule d'appui technique (CAT)	Comité de développement de district (CDD) Comité de développement communautaire (CDC) Comité de financement local (CFL) Forum de CRD Fonds d'investissement local (FIL) Fonds d'investissement villageois (FIV) Fonds d'investissement inter CRD (FIC) Plan de développement communautaire (PDC) Plan investissement local (PIL) Budget communal annuel (BCA)	Compétences locales Mobilisation des ressources locales
PACV (146 CRD)	Infrastructures de base pour et par les CRD, promotion du développement local	Fonds d'investissement local Capacités en développement local Réfection, entretien des pistes rurales Examen, clarification et opérationnalisation de textes relatifs à décentralisation	Manuel de procédure d'élaboration de projets Manuel de procédure montage et suivi de projets Manuel de procédure de passation de marchés Validation du cadre législatif et réglementaire Adoption de nouveaux textes : - code des collectivités locales - réorganisation des circonscriptions territoriale Manuel fiduciaire et nomenclature budgétaire Fonds d'investissement villageois (FIV) Fonds d'appui à l'innovation (FAI) Plan de développement local (PDL) Plan annuel d'investissement (PAI) Comité villageois d'entretien des pistes (CEVP)	Planification participative du développement local Décentralisation opérationnelle
PRCI (24 CRD)	Capacité de prestation de services publics	Décentralisation financière Gestion et budgétisation financières Prestation et administration de services Pérennisation à long terme	Conseil préfectoral de développement (CPD) Système de prestation de service Mécanisme de concertation prestataire/collectivité Nomenclature budgétaire préfecture/CRD/CU Fonds de soutien à la performance (FSPDPS)	Cadre administratif local Cadre de concertation Transfert de ressources
PNRCG (échelle nationale)	Promotion, suivi et capitalisation de pratiques de bonne gouvernance	Renforcement de capacités Développer, renforcer la compétitivité Appui à la bonne gouvernance Documentation, diffusion de résultats	Harmonisation des approches Coordination des acteurs ministériels Harmonisation des priorités régionales Convergence des actions des acteurs	Concertation des acteurs et harmonisation des objectifs

Cette synthèse témoigne davantage de la portée d'action du contenu de la décentralisation. Les différents projets et programmes d'accompagnement du processus recherchent des réponses concrètes aux problèmes réels de la population. L'accès aux services de base, notamment les infrastructures routières et les services sociaux, principale revendication des populations rurales a été la porte d'entrée des programmes. Les actions formulées en programmes de développement local s'appréhendent plutôt en une démarche d'expérimentation du processus. La réalisation des actions est voulue pour adapter le contenu réglementaire de leur conception. Les stratégies d'opérationnalisation des outils développés sont affinées pour réadapter le cadre formel du processus de décentralisation, particulièrement en ce qui concerne la responsabilité civile et financière des collectivités locales, un pilier central au développement communautaire. La démarche est proactive. Toutefois, sa réussite reste conditionnée par la volonté du gouvernement d'y collaborer par l'approbation des amendements identifiés et formulés. C'est particulièrement à ce niveau que l'opérationnalisation de la démarche se bute. Malgré le pas pris par la Guinée, le processus de décentralisation connaît, comme le soutient d'ailleurs le rapport de l'"Étude sur les projets et programmes de gouvernance en Guinée" (Ministère du Plan, 2004), beaucoup de faiblesses, entre autres :

- la lenteur de l'exécutif pour la promulgation de textes adoptés par le législatif, notamment le code des collectivités qui constituent aujourd'hui l'architecture institutionnelle de la décentralisation;
- les interfaces prévues au niveau régional, le comité régional de développement et la commission régionale de la décentralisation, n'ont jamais pu être opérationnelles par manque de textes d'application;
- les cadres de concertation interministériels créés par le Décret n°189/PRG/87 du 12 novembre 1987, ne sont toujours pas fonctionnels par manque de textes d'application;
- les pratiques conservatrices par le système de parti majoritaire, du parti au pouvoir;
- cohérence de la procédure et le respect du mandat électif.

Ce dernier point fait intervenir la problématique de directive que défendent les partenaires dans la réalisation de leurs orientations. Les partenaires ont été particulièrement à l'origine de l'application du principe d'élection au suffrage universel en 2005. Les

évaluations le présente comme une avancée majeure du processus, l'élection au suffrage universel étant un élément fondamental de l'axe organique et juridique de la décentralisation. Cependant, c'est une appréciation subjective, les dernières communales et communautaires ont occasionné une paralysie générale de l'élan pris par le processus. Les élus à la présidence des CRD et les conseils constitués ne bénéficient d'aucune confiance de la majeure partie des populations des collectivités. La conséquence en est le blocage en dynamique mobilisatrice de la population et à la mobilisation des ressources locales, notamment l'acquittement du paiement de la contribution au développement local (CDL).

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE

L'atteinte des objectifs visés par cette recherche nécessite de mobiliser des données actuelles et diverses que la recherche conventionnelle, disciplinaire ne peut explorer seule. L'approche méthodologique choisie découle de cette particularité. Elle cherche à appréhender, sous une portée environnementale, le vécu de la population par sa dimension temporelle, sa dimension spatiale et ses dimensions organisationnelles. Notre approche intègre deux méthodes de recherche : (1) celle connue sous le nom de recherche participative ou collaborative qui est une méthodologie de recherche axée sur l'action, par conséquent, sur le vécu et (2) celle géographique d'analyse du milieu, le système d'information géographique (SIG). Ce chapitre présente, d'une part, le cadre opératoire de la recherche à travers chaque aspect méthodologique, les données collectées et, d'autre part, les démarches et méthodes de traitement des données. Les résultats du traitement sont présentés dans la caractérisation socio-environnementale de Samayah, au chapitre suivant.

3.1 Cadre opératoire

Notre recherche s'intègre au cadre de la recherche-action qui semble particulièrement adaptée pour aborder de façon holistique les problématiques de développement d'une communauté. Elle représente un travail de réinvestissement des acteurs, partenaires et chercheurs confondus, sur un objet de pensée qui débouche sur l'identification d'enjeux sur lesquels il faut agir pour améliorer la situation actuelle (Dubost et Lévy, 2003). Ceci justifie par ailleurs, notre intérêt d'aller à la découverte du vécu de la population pour aborder la question de la viabilité du développement en milieu rural. De ce fait, les communautés ciblées doivent être protagonistes de la recherche. Il s'agit de favoriser la discussion avec les populations concernées de leurs enjeux de développement. Le but est de générer une compréhension élargie des enjeux qui posent défi (Lammerink et Wolffer, 1998; Morin,

1991). Nous ambitionnons de venir à bout de cette finalité en lui conférant la dimension territoriale. Celle-ci est essentielle au débat sur le développement et la pertinence des enjeux environnementaux, et justifie la deuxième répercussion au volet conventionnel de cette recherche. Le choix de mener l'étude à l'échelle d'une communauté rurale de développement répond au souci de satisfaire à la portée heuristique de l'étude qui se veut globale sur une entité territoriale déterminée. Il justifie la sélection de la Communauté Rurale de Développement (CRD) de Samayah, n'ayant pas bénéficié des actions des programmes pilotes d'appui au développement communautaire en Guinée. Notre méthodologie se développe en deux approches : (i) la recherche participative et (ii) le système d'information géographique (SIG).

3.1.1 Recherche participative

La recherche participative, comme la recherche qualitative en général, a connu un développement fulgurant suites aux préoccupations scientifiques pour la compréhension des changements sociaux au début des années 1960. Née des controverses sur des approches de développement, particulièrement en Afrique au début des années 1980, la recherche participative est perçue comme une alternative méthodologique qui permet de réaliser la recherche de concert avec les acteurs concernés et promouvoir un développement participatif (Anadón et Couture, 2007). Réaliser la recherche de concert se justifie d'une part, par le fait que les différents enjeux de développement sont inter-liés et mettaient ainsi en exergue les limites de la recherche disciplinaire. Et d'autre part, il s'agissait de reconnaître les connaissances des praticiens et des acteurs locaux afin de leur accorder la place qu'elles méritent dans la production des connaissances scientifiques (Collon *et al*, 2001). Induire la valorisation des savoirs pratiques amène à une évolution des ancrages épistémologique, théorique et méthodologique de la recherche. Les chercheurs se doivent d'accompagner le changement dans les professions, les formations, le développement local, etc. Plusieurs chercheurs y prennent position sous différents vocables dont le précurseur est "la recherche-action" du groupe Dewey et Lewin (Noffke, 2002).

Comme paradigme, la recherche participative regroupe des approches de recherche qui répondent à l'exigence d'établir un lien entre la recherche et l'action, entre la théorie et la pratique, entre la logique du chercheur et celle des praticiens. Les approches envisagent le sujet dans son contexte et tentent de comprendre la signification et les implications du problème de recherche et de sa solution pour la communauté (Anadón et Couture, 2007). Elles brisent les conceptions faisant de la recherche un « un monde à part » de spécialistes éloignés du terrain et obligent à repenser les rapports traditionnellement vus comme étant ceux de l'expert (le chercheur) d'une part et du néophyte (l'utilisateur, le praticien ou autre), d'autre part (Collon *et al.*, 2001). Elles défendent un « dialogue des savoirs » construits et portés par différents acteurs sans action préétablie. Cependant, il n'y a pas de consensus quant au partage de responsabilité entre chercheur et praticien selon les disciplines. Dans les sciences de l'éducation ou la recherche participative est de plus en plus d'usage sous le vocable de "recherche collaborative", le mélange des expertises ne devaient impliquer que chercheurs et praticiens accomplissent les mêmes tâches à toutes les étapes de la recherche. Dans les sciences de gestion, l'exploration collaborative supposerait que toute la responsabilité des chercheurs soit partagée par les praticiens préférant de ce fait, le vocable d'"investigation collaborative" (Heron, 1996). En définitive, la recherche participative repose sur la nécessité de partir de la complexité du terrain et de s'y adapter en mettant à contribution différentes expertises valorisant l'exploration inductive, la pluralité des valeurs et l'élaboration d'une connaissance holistique de la réalité. Il s'agit de transformer la découverte de la complexité en méthode de la complexité (Morin, 1991)

Les approches participatives de recherche comme stratégie méthodologique de recherche n'ont cependant pas un fondement philosophique propre. Elles épousent leur fondement philosophique de trois courants scientifiques : (1) l'herméneutique, qui défend le fait que chaque compréhension et connaissance est déjà formée par une préconnaissance de l'environnement historique et social de recherche en sciences sociales et humaines et remet en cause des explications positivistes indépendantes; (2) l'existentialisme, qui accorde de l'importance à la liberté de la décision humaine ; (3) la phénoménologie, qui introduit la subjectivité comme base de la production des savoirs, "*on the primacy of immediate subjective experience as the basis of knowledge* " (Goyette et Lessard-Hebert, 1987): La

phénoménologie considère la subjectivité essentielle à la compréhension du phénomène humain. Elle privilégie l'expression de la conscience humaine et met l'accent sur l'étude de l'expérience de vie et de la quotidienneté ni rationalisée, ni catégorisée faisant prévaloir de l'authenticité et de la franchise (Anger et Bouchard, 1978). La phénoménologie est le principal courant philosophique opérationnel des approches participatives de recherche. En admettant que les contenus subjectifs du phénomène humain sont partie constitutive de la réalité étudiée, la phénoménologie oriente la portée épistémique de la recherche participative (Anger et Bouchard, 1978). Plutôt descriptive, la recherche phénoménologique se distingue de celle participative par la rigueur de la finalité des approches participatives qui associent à la recherche l'action qui en découle pour produire des savoirs praxéologiques.

La stratégie de recherche participative est basée essentiellement sur la concertation communautaire publique d'où leur qualification de recherche de "plein air" (Lerond *et al.*, 2003). Le recours à cette approche répond à une considération fondamentale : que le projet de recherche aborde le « problème » qui s'enracine dans la communauté elle-même et que son but vise à améliorer fondamentalement la vie de la population cible à travers des transformations structurales (Hall, 1981). Ceci s'identifie comme un cadre de recherche de solution à la problématique de développement qui se pose aujourd'hui, en termes d'acteurs concernés et du potentiel des ressources du territoire et justifie l'emploi de la recherche participative. La démarche se déroule en deux étapes : (i) la réunion publique de l'ensemble des acteurs concernés et (ii) la collecte d'informations complémentaires auprès de chaque acteur distinct.

3.1.1.1 Réunion publique

Elle a consisté à réunir les principaux acteurs de la CRD de Samayah en atelier quotidien pour débattre ensemble, globalement de la problématique de développement de leur localité. Son but est de susciter le débat au sein des acteurs concernés sur les enjeux de développement tels qu'ils les ressentent et qu'ils les formulent. La mobilisation des acteurs a nécessité, avec l'appui de l'ONG APEKagriculture, notre structure d'accueil, des missions de prises de contact auprès des responsables du Conseil communautaire, de la Sous-préfecture,

de l'Union des producteurs pour se convenir de la tenue de l'atelier. La tenue de l'atelier convenue, un communiqué radio a été diffusé à la radio rurale de Kindia durant trois jours, informant la population de Samayah de la tenue de la rencontre et invitant à sa participation massive. Pour mobiliser davantage les producteurs, l'Union des Producteurs de Samoukiri-Samayam (UPSS), organisation faîtière des acteurs de la CRD, a envoyé des convocations personnelles à ses différents représentants dans les villages; les membres de groupements et associations d'entraide.

La maison de jeunesse de la CRD a servi de cadre à cet atelier. Les participants délégués par village comprenaient entre autres, le chef de secteur (village) et les responsables de groupements ou d'associations de producteurs. Il y a eu une mobilisation, sur l'ensemble des quatorze districts, de quatre vingt cinq (85) participants (figure 3.1). L'atelier, introduit par l'allocution du monsieur le Sous-préfet (figure 3.2) et la présentation du projet de recherche, s'est déroulé autour de la question d'appréhension des enjeux que pose le développement de Samayah et des pistes d'actions envisageables. Il s'agit là d'interroger la consciences des acteurs locaux, exploiter leur capacité d'analyse et leur faculté d'anticiper les événements. Les participants ont été invités à *"identifier les enjeux que pose le développement de leur collectivité et les solutions envisageables"*. Cette question représente l'axe central de la recherche. Elle devrait refléter l'engagement *a priori* des participants dans la réflexion comme l'exige la démarche méthodologique (Pluye et Nadeau, 2001).

Présentée sous l'angle d'apprentissage des réalités vécues au quotidien, la question n'a souffert d'aucune difficulté de compréhension auprès de la population. Unaniment, les participants ont choisi démocratiquement de se concerter par groupe de travail et de procéder à la restitution et débat en salle. Laissé à leur discrétion, sans directive particulière, les participants se sont eux mêmes constitués en cinq groupes qui reflétaient leur entendement. Chaque groupe constitué s'est retiré dans un coin, au pied d'un manguier, pour se concerter. Dans l'ensemble, chaque groupe a désigné un rapporteur chargé de restituer à l'assemblée le travail du groupe. Les travaux de groupe ont duré environ une heure de temps. En salle, les groupes se sont identifiés en fonction de la spécificité spatiale : (i) résidents en altitude, (ii) résidents derrière-retendue, (iii) résidents des bas plateaux, (iv) résidents samayah centre et alentours et (v) riverains du sud. Les résultats restitués et débattus sont présentés dans le

tableau 3.3 à la rubrique 3.2. La fin de la journée a été clôturée par un repas qui a été servi aux participants. La préparation du repas a été prise en charge par l'APEKagriculture, la structure d'accueil, en collaboration avec le bureau de l'UPSS.



Figure 3.1 Participants à la réunion publique du 04 juillet 2006



Figure 3.2 Allocution du Sous-préfet, à sa droite, le Président de CRD et le Secrétaire Communautaire.

3.1.1.2 Collecte d'informations

À la suite de la réunion publique, des enquêtes, principalement sur la base de concertations communautaires, ont été menées dans les 16 villages. Le but est d'appréhender, en détails, des aspects spécifiques des enjeux dégagés à chaque entité. Les enquêtes se sont déroulées en diagnostic participatif communautaire. Les populations sont amenées à évaluer les réalités de leur terroir. Cette méthode de collecte d'information s'identifie également à l'évaluation rurale participative (ERP) (*participatory rural appraisal*) (Mwagiru *et al.*, 1998). Elle exploite des savoirs et aptitudes de la population sur des réalités sociales, organisationnelles, environnementales, spatiales et activités de production de leur agglomération. L'enquête se déroule au sein de "focus groups" sous forme de débats publics avec l'ensemble de la population du village. L'annonce faite aux participants à la clôture de l'atelier des missions dans les villages a été la principale stratégie de préparation des enquêtes et de mobilisation de la population. Il a été demandé à chaque délégation au retour dans sa localité de passer l'information pour la tenue de l'enquête et d'aider à la mobilisation de personnes ressources. Les responsables des groupements de producteurs se sont en général chargés de l'accueil de l'équipe d'enquête et de son introduction auprès de la notabilité de leur village. La mission s'est déroulée suivant trois axes principaux pour l'ensemble des villages enquêtés : Komoyah-Missira (Kourou) ; Komoyaha-Missira (Nènyèyakhory) ; Komoyah-Waliya et Komoyah-Dantoumayah-Kondoya.

Dans chaque village, à travers un guide d'enquête (annexe I), quatre catégories d'informations étaient explorées : (i)- données spatiales ; (ii)- données temporelles ; (iii)- données sociales et (iv)- données techniques. La démarche et les outils utilisés de collecte sont décrits pour chaque catégorie de données.

a) Collecte de données spatiales

Les habitants du village procèdent à la configuration mentale de leur territoire dans le but d'appréhender la représentation qu'ils en font de leur milieu et des éléments cartographiques qu'ils considèrent. Celle-ci est réalisée à main levée sur papier *free sharp* lors de la réunion communautaire (annexe 2). Il s'agit de la représentation par les villageois de la disposition spatiale des détails physiques et économiques (rivières, lignes de crêtes,

bowal, bas-fond, et infrastructures) et la délimitation du territoire de leur village. Par observation participante, les aspects spécifiques sont relevés dans un bloc note de terrain. La configuration assortie du débat est qualifiée pour cette raison de carte villageoise des ressources. Le tracé est contradictoire, à chaque qu'un habitant fait une objection, le débat est ouvert et les amendements pris en compte dès qu'il y a consensus. La configuration est acceptée sur approbation populaire.

Par la suite, sur le fond de la configuration villageoise, l'équipe d'enquête réalise un transect sur une coupe transversale de la carte élaborée. Cette représentation séquentielle sur les détails du milieu physique relevés, identifie les types d'utilisation du sol. On discute aussi, pour chaque utilisation distincte, les contraintes qui s'y rapportent et les solutions envisageables par la communauté. Au cours de cet exercice, les participants distinguent des sous-zones ayant des caractéristiques particulières et qui méritent de l'attention. Les informations recueillies sont complétées par des observations directes sur le terrain lors du déplacement de l'équipe d'enquête. Les bas-fonds, principale zone agricole de production intensive, d'une superficie importante sont enregistrés sur une fiche d'inventaire (annexe 1) indiquent le nombre d'exploitants, les types d'exploitations actuels et les formes de mise en valeur possible.

b) Collecte de données temporelles

En prenant un certain recul dans le temps, en général sur les trois dernières décennies, on relève les principaux phénomènes naturels qui ont eu lieu dans le village, leur causalité et les alternatives utilisées pour les gérer. Il s'agit d'identifier de mémoire d'homme, les phénomènes naturels et les risques environnementaux. Le sujet est abordé par une question ouverte. On demande aux participants de retracer la succession des événements marquants (heureux et malheureux) que retient la mémoire collective du village. On aborde aussi, la récurrence des enjeux environnementaux et des problèmes de santé publique (animale et humaine) endémiques. Les problèmes de gestion de la fertilité du sol sont discutés à travers la pratique de la jachère et l'évolution de sa durée au cours des années. La pression sur le foncier agricole et le système de régulation de l'accès à la terre sont appréciés à travers les enjeux de la mise en jachère.

Les calamités naturelles constituent le véritable facteur limitant pour la reproduction de la société en milieu rural. Elles conditionnent la stabilité de la population sur un territoire donné. Souvent associées à des superstitions, les calamités sont à l'origine des migrations écologiques ou de l'observation des tabous traditionnels de régulation biophysique. On retiendra la préservation d'une bande riveraine de forêt interdite d'exploitation pour raisons de pare feu suite aux incendies catastrophiques qu'a connu le village ou l'interdiction d'élevage d'espèces (porc) qui ont été vecteurs de pandémie d'épizootie grave : charbon bactériologique. Aussi, l'analyse de ces informations permet d'apprécier la vulnérabilité environnementale de la localité ou la sensibilité de la population aux aléas naturels et le savoir traditionnel qu'elle y attache. Ces phénomènes étant en général cycliques, il faut les apprécier dans la détermination des axes d'intervention. La mise en jachère est la principale technique traditionnelle de contrôle de la fertilité. Elle est un indicateur pertinent de la pression foncière et des pratiques agricoles. Le respect de sa durée oblige le développement de la coopération inter-villageoise dans le cas échéant, des conflits fonciers. Ils constituent un aspect déterminant sur l'appréciation des composantes de terroir.

c) Collecte de données sociales

On explore la structure sociale du village et ses assises communautaires. Le profil historique du village est retracé à travers quelques repères clés : la provenance du fondateur, sa profession, les raisons de son installation, de la date (approximative) de fondation, la succession des familles de peuplement, les grandes familles. Le profil est complété par des aspects structurels (structure et organisation sociale), la taille du village (nombre de ménages), propriété et accès à la terre et systèmes de régulation, le nombre de contribuables, est abordé, par la suite, la problématique des flux d'échange (les principaux centres d'approvisionnement et d'échanges), les organisations socioprofessionnelles. Cette étape est animée à partir d'un guide (annexe 1) composé de huit questions ouvertes.

L'exploration du profil socio-structurel d'une communauté permet d'apprécier des appréhensions sur ses relations avec la collectivité dans l'ensemble, son harmonie et sa cohésion interne à travers sa structure d'organisation sociale. La contribution au développement local (CDL) représente la principale recette facilement mobilisable de la CRD. Le nombre de contribuables par village détermine le poids de celui-ci dans le

développement qui lui est reconnu en proportion de ristourne de CDL accorder par le Conseil communautaire. Le flux des échanges est un facteur essentiel à la valorisation et à la régulation de la pénurie endémique des produits agricoles. L'analyse de ces éléments aide à cerner les possibilités économiques du village et à prendre en compte dans la définition des axes d'intervention.

d) Collecte de données techniques

Ce sont des données qui concernent les secteurs techniques (agriculture et santé). Les discussions sont ouvertes sur la disponibilité et la qualité de l'eau, les maladies hydriques, les exploitations agricoles et la disponibilité des terres agricoles, l'utilisation des techniques et de matériels agricoles modernes. Les informations relatées par la communauté sont complétées par des données documentées par les services techniques, notamment les statistiques agricoles, le recensement du cheptel, les relevés météorologiques, collectées auprès des services techniques locaux (postes et centres de santé, le service développement rural, les centres et laboratoires de recherche etc.). Aussi, on aborde les aspects d'organisation du travail, la mobilisation de la main d'œuvre et la gestion des récoltes, au niveau du ménage. Une évaluation rapide est faite, auprès du chef du ménage allant du niveau d'instruction aux produits de cueillettes en passant par la composition du ménage, les différentes spéculations agricoles, productions obtenues et la destination du produit. Les informations assorties de ces éléments servent à caractériser le milieu biophysique et les activités de production.

En définitive, les enquêtes dans 16 villages se sont déroulées par les concertations communautaires (semi-structurées) appliquant les différents outils de recherche participative, notamment, le profil historique, la carte des ressources, le transect, le calendrier saisonnier, les événements marquants. Les entretiens communautaires ont été appuyés par des conversations informelles et l'exploitation des informations documentées, notamment, le code des collectivités locales (CCL) de 2005, le Plan de développement local (PDL) de Samayah de 2004 de l'ONG Guinée 44 et le diagnostic agraire de 2003 de Samayah de l'ONG APEK Agriculture.

3.1.2 Système d'information géographique (SIG)

Les systèmes d'information géographique (SIG) résultent des recherches sur les préoccupations d'appréhension du territoire dans la seconde moitié du XX^e siècle. Le système d'information du territoire (SIT) développé dès les années 1970 par la Fédération Internationale des Géomètres en a été le précurseur (Chevallier, 1983). Il comprenait une base de données se rapportant au sol du territoire et des procédures techniques de mise à jour systématique, de traitement et de diffusion de ces données (Hamilton et Willanson, 1984). La contribution des chercheurs québécois a permis par la suite, de relativiser la vision strictement technique de la Fédération internationale des géomatiques de la compréhension du territoire. La notion de système à référence spatiale (SIRS) qu'ils introduisirent, défend la prise en compte des ressources humaines et matérielles pour mieux connaître le territoire (Gagnon et Coleman, 1990).

La gestion environnementale du territoire que nécessite aujourd'hui le développement durable répond plus à la philosophie du SIRS. Elle emploie des approches territoriales qui associent des acteurs à la négociation au tour d'enjeux spatialisés (Barge et Joliveau, 1996). Les systèmes d'information géographique (SIG) intégrés dans ces approches se donnent pour finalité de représenter spatialement à la fois l'espace du problème et les territoires d'acteurs en cause (Joliveau et Etliche, 1998). Les SIG, dans ce contexte constituent un outil qui rassemble l'ensemble des numériques pour structurer des informations à référence spatiale d'un territoire donné et d'en extraire l'information utile d'aide à la décision (Didier et Bouveyron, 1993; Steinberg, 2000; Thériault, 1995). La cartographie qui en résulte révélera les potentialités et les contraintes du territoire face à des projets de développement. Il s'agit essentiellement des modifications rapides de l'occupation et de l'utilisation du sol qui justifie par ailleurs l'emploi du SIG dans cette recherche. Les informations géographiques sur la CRD Samayah, dans le cadre de notre démarche méthodologique, sont composées de quatre types : i) les documents graphiques (cartes topographiques); ii) les entités de terrain (éléments morphologiques) relevées au GPS; iii) les représentations spatiales villageoises et iv) les données satellitales. Les rubriques ci-après détaillent la description, le traitement et l'utilisation des données.

3.1.2.1 Constitution et prétraitement des documents cartographiques

Les données cartographiques de base sont constituées des documents géométriques de la prise de vue de 1951 de l'Institut Géographique National (IGN), publiée en 1957. La couverture du territoire de la Communauté rurale de Samayah est déterminée sur l'index cartographique de la Guinée. Quatre feuillets au 1/50 000 ont été identifiés pour l'ensemble du territoire : Télémélé NC-28-XVII-2b ; Télémélé NC-28-XVII-2d ; Conakry NC-28-XI-4d ; Kindia NC-28-XVIII-1a.

Ces cartes proviennent du Service technique de la cartographie thématique de la Direction Nationale des Eaux et Forêts à Conakry. Elles sont transformées par scannage en fichier informatique puis subissent des transformations géométriques (calage) pour être mises sous MapInfo. L'image est calée sous la projection WGS 84, UTM 28, en table MapInfo. L'extraction des informations géographiques par attributs est envisagée en plusieurs couches cartographiques : piste, sentier, rivière, ligne de crête, plantation, retenue d'eau et fleuve/mare.

3.1.2.2 Géoréférencement des entités morphologiques de terrain

Les caractéristiques du milieu biophysique ont été géoréférencées à l'aide d'un système de positionnement global (GPS), *Waypoints* (villages, sommets d'altitude) au cours des enquêtes et des observations de terrain. Aussi, pendant le déplacement, on procède au levé du cheminement des différentes pistes et sentiers parcourus au GPS sous la même projection. Chaque entité ainsi raccordée au système de coordonnées terrestre est spécifiée par son nom ou son identification, la toponymie. Les informations sont ensuite intégrées dans le SIG, sous MapInfo à travers le logiciel de transfert MNDR du GPS Gaming 76.

3.1.2.3 Intégration des informations cartographiques des représentations spatiales

Il s'agit d'intégrer dans le SIG, sous MapInfo les éléments cartographiques des 16 représentations spatiales villageoises établies lors des enquêtes (annexe 2). On procède, à partir des attributs extraits des données géométriques et des données transférées, à la génération des données complémentaires à référence spatiale, notamment, la délimitation des

contours géométriques des étendues (terroir, bowal, rocheuse, retenue d'eau). Cette étape utilise essentiellement des fonctions d'édition de MapInfo, notamment le voisinage, la fusion, et la mise à jour colonne.

3.1.2.4 Utilisation images satellitaires et mise à jour du SIG

L'imagerie satellitaire permet d'actualiser les informations cartographiques mobilisées sur le territoire en disposant des informations cartographiques des images. C'est du reste, dans notre cas, le principal apport de la télédétection aux systèmes d'information géographique. La base de données géométriques et les données descriptives intégrées dans MapInfo sont en général dépassées (cartes IGN de 1957) et il existe des incertitudes au niveau du GPS, notamment la faible résolution et la perte ponctuelle de connexion satellitaire a. Les cartes seront mises à jour en utilisant les images satellitaires. Les images sont acquises de l'organisation *Global land cover facility* sur le site de son Centre, *Institute for Advanced Computer Studies*, associé à l'*University the Maryland* et à la NASA⁶. En fonction de la disponibilité et de la qualité des images trois scènes ont été retenues, une de mai 1973, début de la saison pluvieuse, une de mars 1975, pleine saison sèche et une de décembre 2000, début de la saison sèche et plus récente, disponibles sur le site. Ce sont des orthoimages, rectifiées en format GEOTIFF. Elles sont téléchargées avec l'ensemble des canaux (4 pour Landsat 2 et 9 canaux pour Landsat 7) et leurs fichiers de géoréférencement. Le tableau 3.1 présente leurs caractéristiques spectrales.

Tableau 3.1 Caractéristiques des images

Image	Date de prise de vue	Capteur	Coordonnées	Satellite	Résolution Pixels (m)
Scène 2000	19-12-2000	ETM+ ^a	035-900	Landsat 7	30
Scène 1975	25-03-1975	MSS ^b	022-630	Landsat 2	80
Scène 1973	01-05-1973	MSS	044-154	Landsat 1	80

^a Enhanced Thematic Mapper plus;

^b Multispectral scanner

⁶ NASA Landsat Program, 2003. Landsat ETM+ scene L71008058-05820031026, SLC-off, USGS, Sioux Falls

3.1.3 Constitution des données météorologiques et administratives

Les relevés des indices climatiques, les précipitations journalières et mensuelles, la température, l'évaporation, l'humidité relative ont été enregistrés sur trente ans. Ils sont utilisés pour caractériser le climat et la dynamique des principaux indices climatiques. Aussi, des données documentaires ont été collectées auprès des services techniques, notamment, les statistiques agricoles et d'élevage, les politiques agricoles, de décentralisation et développement local. Le tableau 3.2 présente la synthèse des différentes données collectées.

Tableau 3.2 Description des données collectées

Données	Source	Type	Année	Nature
Relevés météorologiques	Météo - Kindia	Alphanumérique	1975- 2004	Brutes - Archivé
Statistiques agricoles	SNSA	Alphanumérique	2001	Monographie
Statistiques d'élevage	SNSE	Alphanumérique	2000-2004	Base de donnée
Administratives	C.U, Section Plan	Descriptive	1990, 2004	Monographie
Nouvelle nomenclature	PACV	Descriptive	2006	Monographie
Manuel fiduciaire	PACV	Descriptive	2006	Monographie
Cartes IGN	Eaux et Forêts, CRAF	Géométrique	1957	Papier et fichiers numériques
Images satellites	Global land cover facility	Thermiques	2000, 1975, 1973	Landsat 7, 2 et 1 en MSS, ETM+
Relevés GPS	-	Géographiques	-	Données primaires
Cartes villageoises	Communauté	Géométriques	-	Données primaires
Enquête de terrain	Communauté	Descriptive	-	Données primaires
Rapports d'activités	PACV, DND	Descriptive	2000	Monographie
LPDA2	M.A.E.E.F	Descriptive	1997	Monographie
LPDA (2006-2015)	MAEEF	Descriptive	2006	Monographie
PAN lutte contre désertification	PNUD	Descriptive	2006	Monographie
Plan cadre NU en Guinée	PNUD	Descriptive	2007	Monographie
Stratégie de réduction de la pauvreté en Guinée	MAEEF	Descriptive	2002	Monographie
Observatoire national d'aménagement du territoire	MAT	Descriptive	2000	Monographie

3.2 Structure et traitement des données

Cette rubrique organise et structure les différentes données disponibles en fonction des traitements qu'elles nécessitent. Les données sont regroupées en trois catégories : (i) les données qualitatives, (ii) les données quantitatives et (iii) les données cartographiques. Pour chaque catégorie, une grille d'analyse a été établie comportant chacune des méthodes spécifiques de traitement et employant différents programmes de validation.

3.2.1 Données qualitatives

Elles représentent les informations issues de la réunion publique et des enquêtes dans les villages. Nous avons eu recours aux systèmes d'analyse sociale (SAS) pour établir deux méthodes de traitement des données qualitatives. La première, l'analyse de construits s'applique à l'information collectée lors de la réunion publique (tableau 3.3). Elle a consisté, dans le cadre de cette étude, à structurer le matériel verbal restitué par la population, consigné dans le tableau 3.3, qui dans la démarche méthodologique, représente la co-construction du groupe (Bourassa *et al.*, 2007). Elle reflète la perception que la population a des enjeux et des pistes d'actions au développement de la CRD. Par la suite, les différents aspects du contenu du tableau sont évalués pour dégager les éléments clés que la méthode qualifie de "signifiés" et représente le deuxième niveau de construction, qui est réservé au chercheur. Il s'agit des aspects distinctifs de la méthode pour traiter l'information de façon collaborative entre le chercheur et les participants (Dubost et Lévy, 2003). Les enjeux élaborés et les orientations retenues sont ensuite mis en rapport dans une *grille répertoire* pour une évaluation statistique de la perception de la population des enjeux liés au développement de leur localité et des orientations qu'elle se donne.

La grille répertoire est une sorte de cadre de référence bipolaire qui ressort les principaux aspects de la discussion à mettre en examen (Shaw et Gaines, 1992). En général, la méthode comporte trois modes d'élaboration de la grille : individuel, celui de groupe et le mode hybride qui alterne les deux. Ce dernier mode est privilégié car il permet au chercheur de réinvestir son analyse de construit dans celle du groupe pour la rendre plus explicite (Bourassa *et al.*, 2007). Il est celui adopté dans la présente démarche. L'évaluation statistique la *grille répertoire* pour la validation sociale des enjeux de développement est réalisée dans le logiciel d'application du SAS "RepGrid IV" (figure 3.4). Le logiciel est téléchargé gratuitement du site <http://repgrid.com/SAS/> sous Windows. À travers ses commandes "Focus" et "PrinGrid" (figure 3.4), on effectue respectivement l'analyse de regroupement et l'analyse en composantes principales de la grille répertoire.

Tableau 3.3 Perception par la population de la problématique de développement de Samayah, "co-construction de groupe"

Groupe de travail	Principaux éléments restitués : enjeux	Solution envisagée
Résidents en altitude	<ul style="list-style-type: none"> - enclavement (impraticabilité de la piste) - difficultés d'écoulement et perte des récoltes - problèmes de santé animale et humaine - manque d'eau potable en saison de pluie - s'estiment lésés par la réalisation de services sociaux - divagation animale 	<ul style="list-style-type: none"> - ouvrages de franchissement - reprofilage des pistes - aménagement point d'eau et forage - services et personnel
Résidents derrière - retenue	<ul style="list-style-type: none"> - manque de dispositifs de transports des produits et personnes saison sèche, saison pluvieuse - manque de dispositifs de conservation de produits maraîchers et de la pêche - mévente des produits agricoles - attaque virale des cultures maraîchères - mauvaise utilisation des ristournes CDL - divagation animale 	<ul style="list-style-type: none"> - moteur hors bord - carrosserie d'attelage - chambre froide - grande embarcation - ristourne CDL par Secteur - semences rustiques et produits phytosanitaires
Résidents bas plateaux	<ul style="list-style-type: none"> - s'estiment en détachement avec le centre - pistes coloniales de liaison refermées - échanges et approvisionnement à Baadi-Mambia et Falisadé - divagation animale - manque infrastructure, services sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> - piste rurale - transport personne - aménagement aire de pâturage - investissement public
Résidents centre Samayah et alentours	<ul style="list-style-type: none"> - conflits agriculteurs/éleveurs - insuffisance des services sociaux - problèmes de gestion post-récoltes - vétusté des bâtiments administratifs - manque de retombés directs sur la CRD des installations hydroélectriques - manque d'aire de jeux des jeunes - manque d'établissement d'enseignement secondaire - manque de maison d'accueil - faible disponibilité en eau potable - outillage agricole et fonds de roulement 	<ul style="list-style-type: none"> - électrification - restauration de bâtiments administratifs - aménagement du marché hebdomadaire - magasin de conservation - collège et personnel - hydraulique villageoise - mobilisation des recettes
Riverains du Sud	<ul style="list-style-type: none"> - manque de terres cultivable - vol d'animaux d'élevage (caprins et ovins) - perte de fertilités des sols - exode des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> - réforme des domaines du contentieux Français - intrants agricoles - sécuriser petit élevage

Source : synthèse de la restitution des travaux de plénière



Figure 3.3 Programme de saisie et d'analyse de données RepGrid IV

La seconde méthode, l'analyse de contenu, s'applique au matériel verbal collecté au cours des concertations communautaires. L'analyse de contenu, est un ensemble d'instruments méthodologiques s'appliquant à des «discours» dont le contenu et le contenant sont extrêmement diversifiés. Elle se base principalement sur de l'herméneutique contrôlée, fondée sur la déduction : l'inférence (Bardin, 1989). L'animation des concertations communautaires en groupes focalisés pousse les débats jusqu'à l'obtention d'éléments qui concluent le tour de la question. Le traitement de cette information concerne l'appréhension de la présence ou de l'absence d'une caractéristique de contenu ou d'un ensemble de caractéristiques dans les fragments de messages à prendre en considération (Bardin, 1989). Il s'agit d'inférer sur les relations des collectivités afin de saisir les enjeux, les contraintes, les acquis, la cohésion sociale et les assises territoriales pour le développement communautaire. De façon pragmatique, les spécialistes de l'approche la qualifient, d'analyse des «signifiés».

3.2.2 Données quantitatives

Les paramètres pris en compte pour le traitement des données climatiques brutes obtenues à la station météorologique de Kindia sont : les précipitations, les températures (maxima et minima), l'évaporation potentielle, et l'humidité relative (moyenne mensuelle).

Le traitement de ces données consiste à relever des indices pertinents à la caractérisation des conditions écologiques de la zone d'étude.

Les précipitations constituent un paramètre essentiel pour la caractérisation du climat en milieu tropical. Les relevés météorologiques sont analysés pour apprécier l'alternance des saisons et appréhender la dynamique des fluctuations saisonnières. En général, une saison des pluies se caractérise par la quantité décadaire, mensuelle et annuelle des précipitations, le nombre de jours de pluie par décade, par mois et par an; le début et la fin des précipitations. Les récentes recherches sur le climat ont défini des indices pour caractériser la variabilité et les extrêmes du climat (Gachon *et al.*, 2007). Les programmes établis permettent le calcul des indices à travers des algorithmes standards à l'échelle internationale (Gachon *et al.*, 2005; Karl et Ghazi, 1999; Peterson *et al.*, 2001). Dans le cadre de cette recherche, nous nous sommes inspirés du programme à l'usage à OURANOS⁷, prenant en compte plusieurs variables dans le calcul :

- le nombre de jours de précipitations : P_{rcpl} en % de jours;
- la hauteur totale des précipitations quotidiennes (P_{ij}) du jour (i) de la période (j). On ne considère que le nombre de jours où $P_{ij} \geq 1$ mm de précipitations;
- l'intensité quotidienne simple : $SDII$ en mm/jour de pluie;
- la hauteur totale de précipitation quotidienne (P_{wj}) des jours de pluie (w avec $P = 1$ mm) de la période (j);
- le nombre de jours de pluie (W) de la période (j);
- le nombre maximum de jours consécutifs secs : CDD en jour;
- le maximum de précipitation totale pendant 3 jours consécutifs (R_{3days} en mm);
- la hauteur de précipitation totale chaque 3 jours (P_{3j}) pendant la période j .

Les indices pris en compte ici sont calculés suivant des expressions mathématiques. La synthèse des expressions utilisées et leur signification sont présentées dans le tableau 3.5. Les résultats obtenus des différents indices pris en compte sont décrits dans le tableau 4.3.

a) L'intensité de la précipitation

⁷ OURANOS, consortium de recherche sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques créé en février 2006

$$SDII_j = \frac{\sum_{w=1}^W P_{wj}}{W}$$

b) Nombre maximal de jours consécutifs secs

$$CDD = \max (P_{ij} < 1 \text{ mm})$$

c) Maximum de précipitation totale pendant 3 jours consécutifs

$$R3dj = \max (P3j)$$

d) Précipitation totale (PrcTOT en mm)

$$PrcTOT = \sum_{i=1}^I P_{ij}$$

e) Précipitation moyenne (MOY : mm/j)

$$MOY_j = \frac{\sum_{i=1}^I P_{ij}}{I}$$

avec : I = le nombre total de jour de pluie de la période (j)

Tableau 3.4 Synthèse des indices calculés et leur signification

Indice	Valeur exprimée	Signification	Unité
SDII	Intensité	Intensité moyenne de précipitation par jour humide ($P_{ij} \geq 1 \text{ mm}$)	mm/j
CDD*	Fréquence	Nombre maximum de jours secs consécutifs ($P_{ij} < 1 \text{ mm}$)	jour
R ₃ days*	Extrême	Maximum de précipitation cumulée sur trois jours	mm
PrcTOT	Moyenne	Précipitation totale (mensuelle ou saisonnière)	mm
MOY	Moyenne	Précipitation moyenne (mensuelle)	mm/j

* jours compris pendant la saison des pluies ($P \geq 2T$).

Les relevés quotidiens des températures minima et maxima sont calculés en moyennes mensuelles et annuelles par le principe de la moyenne algébrique. Les résultats sont synthétisés dans le tableau 4.2. Les valeurs mensuelles des relevés de l'humidité relative et l'évaporation potentielle, suivant la disponibilité des données, sont analysées en moyennes annuelles de 1974-2003 pour l'humidité et de 1995-2004 pour l'évaporation. Avec l'évaporation, on établit le bilan hydrique de la décennie, en soustrayant l'évaporation potentielle annuelle des précipitations de l'année (tableau 4. 3).

3.2.3 Données cartographiques et satellitaires

Elles comprennent les cartes papier IGN, les images satellitaires et les représentations spatiales de terrain. Leur traitement a consisté, d'une part, à leur conférer la projection de la zone d'étude et les rendre éditables sous les logiciels de cartographie. Et, d'autre part, à l'emploi des algorithmes pour en extraire des informations cartographiques (tableau 3.5). La démarche d'extraction d'informations cartographiques utilise deux méthodes : (i) la numérisation des cartes IGN et (ii) la classification des images satellitaires.

La numérisation a consisté à définir des catégories d'informations à extraire en tables cartographiques. Cinq catégories d'informations ont été définies : rivières, pistes, villages et relief, altitude. Sur l'image IGN affichée, les différents attributs sont numérisés à l'écran en style polyligne ou points et sauvegardés en couches éditables.

Le traitement d'images satellitaires repose sur deux types de classifications : (i) la classification dirigée et (ii) non dirigée (Caloz et Collet, 2001).

- La classification dirigée s'applique à des échantillons de zones test précédemment identifiées par l'analyste-interprète. Celui-ci doit avoir une bonne connaissance préalable de la zone concernée. Par la suite, il utilise des algorithmes pour établir une signature spectrale par classes et produire une spatialisation thématique de l'image;
- La classification non dirigée procède d'abord sans intervention de l'analyste par une classification spectrale à travers des algorithmes. L'analyste intervient par la suite pour établir des classes d'informations. Bien que non supervisée, cette approche nécessite toujours l'analyste pour soit spécifier des paramètres statistiques lors du calcul (nombre de classes (N), distance entre les classes (D) ou variance dans les classes (V), etc.), soit combiner ou séparer des classes.

La différence entre les deux approches de classification, dirigée et non dirigée, réside dans le fait que la classification non supervisée utilise les classes spectrales de spatialisation thématiques identifiées statistiquement par les algorithmes avant de les associer à des classes d'information utiles à l'analyste, qui requièrent son ajustement. La classification dirigée, elle s'appuie sur des classes d'utilité ou classes d'informations prédéterminées par l'analyste qui

par la suite servent à la détermination des classes spectrales de l'ensemble de l'image en spatialisation thématique.

Dans le cadre de notre recherche, nous avons utilisé la méthode de classification dirigée. Nous l'avons voulu dirigée, d'une part, parce que nous estimons avoir une bonne connaissance de la zone d'étude et, d'autre part, pour la possibilité de reprise nécessaire offerte par cette approche. Nous avons défini cinq classes thématiques : surfaces bâties, eau, forêts, savane et affleurement rocheux. La classification consiste à identifier sur l'image les différents thèmes retenus par échantillonnage de sites d'entraînement. Un certain nombre de sites d'entraînement sont sélectionnés sur l'image pour chaque thème à travers lesquelles le logiciel PCI poursuit le traitement en utilisant l'algorithme de maximum de vraisemblance (*maximum likelihood*). Le maximum de vraisemblance fait l'unanimité chez les spécialistes quant à sa pertinence et sa fiabilité (Caloz et Collet, 2001; Provencher et Dubois, 2007). En fonction de la résolution radiométrique des canaux, une composition colorée a été appliquée aux images sur les canaux 4-3-2 pour une meilleure interprétation visuelle. Pour Landsat 7, les canaux thermiques (6 et 8) ont été éliminés. Après une évaluation visuelle de la représentativité des zones échantillonnées, on procède à la généralisation de la classification sur l'ensemble de l'image. Le processus se résume en dix (10) étapes (Caloz et Collet, 2001; Provencher et Dubois, 2007) :

1. Formulation des classes thématiques à extraire.
2. Analyse et évaluation de l'existence de correspondance.
3. Sélection de zones d'échantillonnage, représentatives des classes déterminées.
4. Scinde des zones d'échantillonnage en deux groupes : un groupe pour établir la signature spectrale à partir de sites d'entraînement et un autre groupe pour vérifier la procédure en classes attendues ou zones test dans un but de validation.
5. Établissement de la signature spectrale par thèmes ou classes.
6. Analyse des signatures spectrales pour évaluer leur pouvoir discriminant et voir si elles sont disjointes dans l'espace spectral.
7. Choix de l'algorithme de classification.
8. Classification des zones d'entraînement et évaluation de la qualité de la classification à l'aide d'une matrice de confusion entre les différentes classes d'occupation du sol.

9. Classification des zones test à l'aide de la matrice de confusion pour améliorer la représentativité des classes thématiques.
10. Généralisation de la classification sur l'ensemble de l'image

L'évaluation des résultats de la classification d'image satellitale se fait à travers des indices statistiques s'attachant soit à une classe, soit à l'ensemble des classes (Caloz et Collet, 2001). Les indices mettent tous en relation les pixels bien et mal classés par rapport à des zones tests et valident la classification par des pourcentages générés. Dans le cas du présent travail, l'algorithme de *maximum de vraisemblance*, utilisé pour restituer la zone d'étude à travers les signatures spectrales échantillonnées, est évalué par le coefficient Kappa et la matrice de confusion.

a)- Le coefficient Kappa (\hat{K}) est un estimateur de qualité (Congalton, 1991; Girard et Girard, 1999). Il apprécie de façon cardinale les erreurs dans la classification en lignes et en colonnes du pixel. Il mesure, l'exactitude observée à celle prévue ou accordée au hasard de 0 à 1 par l'expression :

$$Kappa = \left| N \sum_{i=1}^l x_{ii} - \sum_{i=1}^l (x_{i+} \times x_{+i}) \right| / \left[N^2 - \sum_{i=1}^l (x_{i+} \times x_{+i}) \right]$$

Où : l : nombre de lignes, et x_{ii} est le nombre d'observations dans la ligne i et colonne i (sur le diagonal principal), x_{i+} est le total des observations dans ligne i, x_{+i} est le total des observations dans colonne i, et N : nombre total d'observations.

Kappa s'applique, comme dans le cas d'une classification dirigée, à *un échantillonnage au hasard* pour une *comparaison de pixels* (Gaillard, 2001; Girard et Girard, 1999; NZeukou, 2002). Il exprime la réduction proportionnelle de l'erreur obtenue par une classification, comparée à l'erreur obtenue par une classification aléatoire. Ainsi, un Kappa de 0,75 signifie que 75% de la classification ne sont pas dus au hasard. De façon pragmatique, lorsque la classification est dirigée, le Kappa estime l'exactitude des objets de référence échantillonnés par l'interprète aux caractéristiques spectrales de l'image.

b)- La matrice de confusion est un tableau à double entrée, une *table de contingence* (Caloz et Collet, 2001). Elle est générée en comparant les données classées avec des données de

référence, différentes de celles ayant servi à réaliser la classification (Girard et Girard, 1999). Comme le Kappa, la matrice de confusion se construit en mettant respectivement sur les lignes et sur les colonnes les données de référence et la classification, permettant de calculer différents paramètres :

- *la précision totale* : nombre de pixels bien classés divisé par le nombre total d'individus ;
- *l'erreur d'excédents* : pourcentage de pixels d'une classe issue de la classification qui appartient, en fait à d'autres classes dans les données de référence ;
- *la précision pour l'utilisateur* : pourcentage de pixels d'une classe issue de la classification correspondant à la même classe dans les données de référence. Elle est égale à (100% - erreur d'excédents) ;
- *l'erreur de déficits* : pourcentage de pixels d'une classe de référence affecté à d'autres classes par la classification ;
- *la précision pour le réalisateur* : pourcentage de pixels d'une classe de référence affectés à la même classe par la classification. Elle est égale à (100% - erreur de déficits) ;

En somme, la matrice de confusion affiche les statistiques de la précision de classification d'une image, notamment le degré de classification erronée parmi les diverses classes. Elle est toujours générée, avec, pour chaque classe, les risques de confusion avec telle ou telle autre classe qui fait objet spécifique de cette étude pour l'appréhension de territoire.

L'image classifiée en catégories thématiques est convertie en polygones pour réaliser des analyses thématiques. La démarche de traitement a été réalisée à travers trois logiciels : (i) PCI, pour la préparation des images (changement de format et assemblage des canaux), accentuation (composition colorée); la classification et la transformation en polygones; (ii) ArcGIS, pour la manipulation des images (couper la zone d'intérêt), définition de la projection (ArcCatalog) et le traitement des polygones (lissage), et (iii) MapInfo, pour la finalisation du SIG, l'analyse spatiale et la production des cartes thématiques. L'ensemble de la démarche méthodologique est synthétisé à la figure 3.5.

Tableau 3.5 Synthèse des données cartographiques, traitement et utilisation dans le SIG

Type de données	Données	Prétraitement	Traitement	Utilisation
Documents cartographiques IGN 1957 au 1/50000	-TélééléNC-28-XVII-2b -TélééléNC-28-XVII-2d -ConakryNC-28-XI-4d -KindiaNC-28-XVIII-1a	Scannage Calage	Numérisation	Couches cartographiques
Relief	Couches hypsométriques	Découpage site d'étude	Analyse <i>Vertical Mapper</i>	Gradients de relief
Relevés GPS de terrain	Itinéraire Villages Repères physiques	Transfert en fichier informatique Stockage format cartographique	Projection géographique et nettoyage	Couches cartographiques
Représentations spatiales villageoises	Cartes villageoises	Report du plan sur papier A4	Report du plan sur papier A4	Délimitation contour Toponymie
Images satellitales	Orthoimage (GEOTIFF) : 1973, 1975, 2000	Téléchargement et transformations	Classification Vectorisation	Occupation du sol Relief Cartes thématiques

Objectif : Évaluer, par une approche terroir, des enjeux de la viabilité de développement d'une communauté rurale en rapport avec les principes de l'Action 21.
Postulat : les disparités territoriales suite à la dynamique socio-écologique conditionnent les possibilités de développement local.

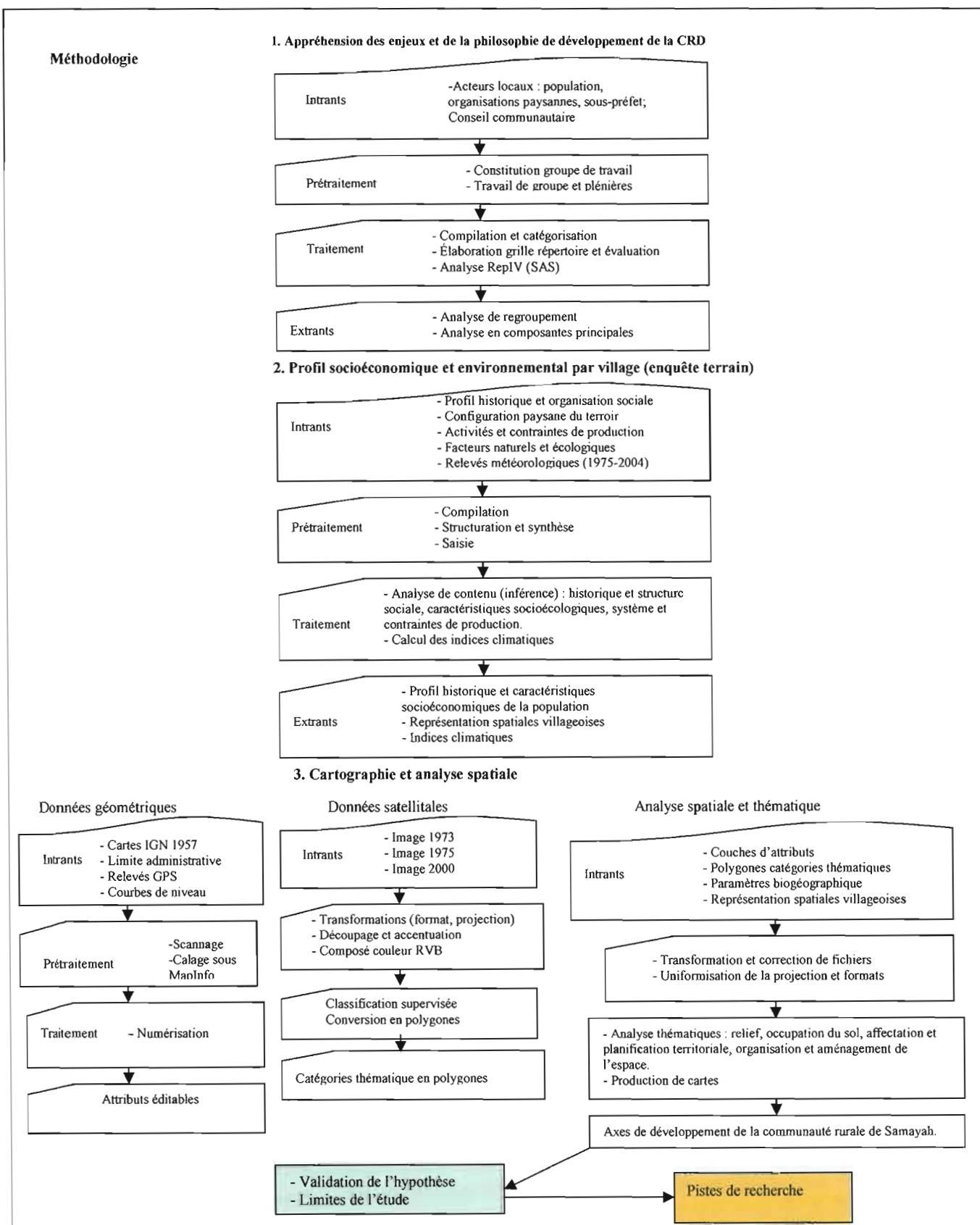


Figure 3.4 Synthèse de la démarche méthodologique

CHAPITRE IV

RÉSULTATS : CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ENVIRONNEMENTALES DE SAMAYAH

Comme le défend le Réseau des Agences Régionales de l'Énergie et de l'Environnement (2004), les enjeux de développement d'une localité ont un fort déterminant territorial qui nécessite la recherche d'une réponse locale. La recherche des potentialités d'une réponse locale aux enjeux de développement passe par l'appréhension du territoire en question dans sa diversité sociale et environnementale. La compréhension des assises socio-territoriales demeure un élément essentiel à cette appréhension. Ce chapitre présente la communauté rurale de développement (CRD) de Samayah et son milieu biophysique, les résultats de l'analyse des défis qui préoccupent le développement de la population, et la diversité de son territoire. Ces résultats constituent la base de la discussion sur la viabilité du développement de la CRD qui sera abordée au chapitre suivant.

4.1 Présentation de la Collectivité rurale de Samayah

Le premier foyer d'occupation de la localité de Samayah est Yembéta, du nom du fondateur Manga Yembé, guerrier de Manga Kindi, installé à Kindia. Le village est situé au nord-est du sommet de la chaîne de montagne "dounia ma todé", se traduisant en français par "voir le monde". Le territoire du Manga Yembé était compris entre le cours naturel de la rivière Samou et la ligne de crête de la chaîne de montagne, désignée de ce fait par "samoukiri", autrement dit délimité par la Samou. Le territoire de Samoukiri a été, sous l'administration coloniale, érigé en Canton, placé sous la direction d'un Chef de Canton. Les Cantons ont été reconvertis, au lendemain de l'indépendance, en postes administratifs. Le poste administratif de Samoukiri est alors identifié du nom de son chef-lieu, Samayah. Les postes administratifs ont été structurés dans le découpage territorial de 1968 en

Arrondissement, composé de pouvoirs révolutionnaires locaux (PRL), dernier maillon du découpage. Les réformes administratives et territoriales intervenues au début des années 1990 par la politique de décentralisation a suivi cette architecture territoriale. Elles ont abouti à la coexistence des organes décentralisés avec ceux déconcentrés. Ainsi, depuis 1992, la Sous-préfecture, cadre de la déconcentration de l'administration centrale, est à la fois Communauté Rurale de Développement (CRD) et collectivité territoriale constituée de circonscriptions territoriales : les Districts.

La CRD de Samayah est l'une des neuf collectivités rurales décentralisées de la Préfecture de Kindia. Elle est située à environ 44 km du chef-lieu de la Préfecture au Nord-ouest, limitée au Nord par la CRD de Bangouya, à l'Ouest par la CRD de Falissadé dans la Préfecture de Dubreka, à l'Est par les CRD de Friguiagbé, de Damankanya et la Commune Urbaine de Kindia et au Sud par les CRD Mambia et Kouriah dans la Préfecture de Coyah (figure 4.1). La collectivité composée anciennement de huit (8) circonscriptions territoriales est passée, par décision préfectorale en 2003, en application de la nouvelle norme administrative de leur reconnaissance (500 habitants), à quatorze (14) Districts. Elle couvre une superficie de près de 800 km².

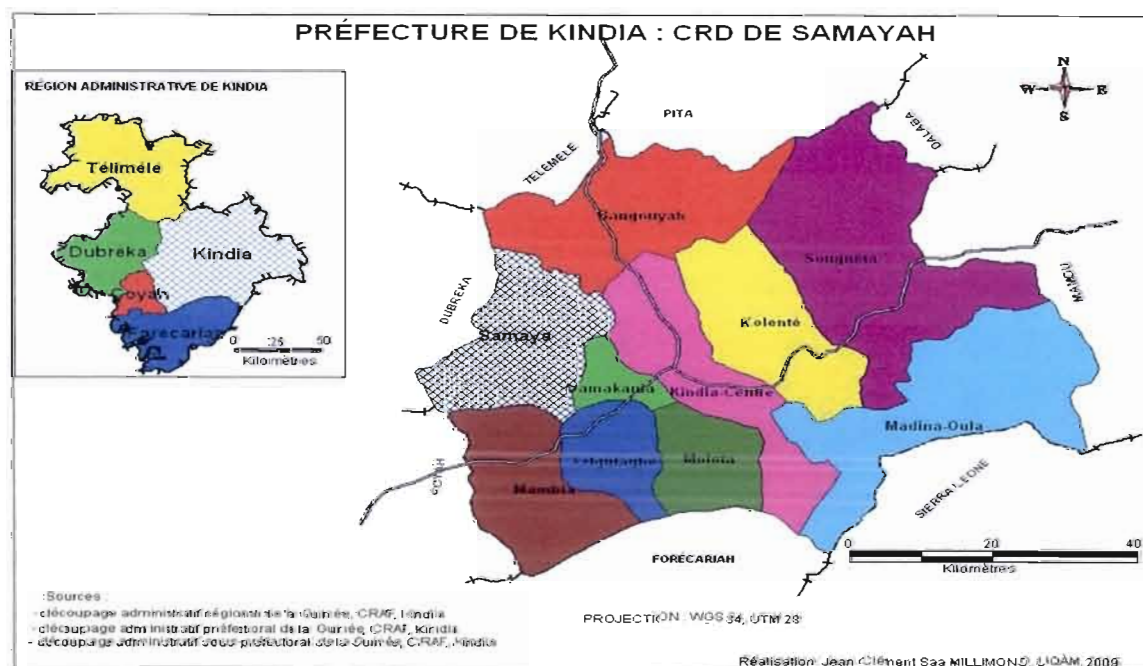


Figure 4.1 Localisation de la CRD de Samayah

La structure sociale actuelle de Samayah est le résultat du choc migratoire du moyen âge. Les premiers occupants de la Région de la Basse Guinée, Baga, Landouma et Mikiforès ont été repoussés vers la côte maritime par les mouvements de population occasionnés par le déclin de l'empire Mandingue. Les populations résidant sur le territoire de Samoukiri-Samayah résultent du processus du choc migratoire dans la vague du groupe Manga Kindi Camara, roi et fondateur de la ville de Kindia. Leur installation à Samayah et à Kindia a eu lieu récemment, il y a deux siècles.

Le peuplement de la CRD après l'installation des premiers émigrants Djallonkés qui ont marqué le territoire de leur nom, Manga Yembé et Manga Sama, s'est fait à la suite de phénomènes sociaux circonstanciels. La drastique campagne d'islamisation a déversé davantage la population Djallonké vers les territoires sous contrôle de leurs confrères guerriers. Les zones Nord, Nord-ouest et Sud-ouest ont été peuplées par cette vague d'émigration de deuxième ordre. La seconde phase de peuplement a concerné particulièrement le Sud de la CRD par le concours de deux phénomènes : le passage du chemin de fer Kankan-Conakry en 1912 et l'implantation des exploitations agricoles coloniales. Cette population étant plutôt cosmopolite, pour mobiliser de la main d'œuvre les fermiers recrutaient aux quatre coins du pays. La dernière phase de peuplement s'est produite dans la seconde moitié du XIX^e siècle par la migration des éleveurs peuhls à la recherche du pâturage. De mémoire des anciens, le premier foyer de provenance des éleveurs transhumants peuhl est Timbi Touni dans la Préfecture de Télémélé. La population est en général très homogène dans le nord-est, le nord et le nord-ouest. Les localités du sud et du Centre sont plutôt hétérogènes et fortement peuplées. La population est musulmane à 99%.

D'après le recensement général de la population de 1983, Samayah était peuplée de 11 088 habitants dont 5 641 femmes. Cette population est passée, au dernier recensement de 1996 à 13 152 habitants dont 6 852 femmes, constitués de 2 073 ménages ordinaires, soit une densité de près de 16 habts/km² (Ministère du Plan et de la Coopération, 1999). Elle fait un taux de croissance de 1,4% (MPCI, 1988). Les estimations de la Direction préfectorale du Plan de Kindia de 2004 l'évaluent à 18 138 habitants dont 9 532 femmes, soit une densité de 23 habts/km². Cette population est composée majoritairement de Soussous suivi de Peuhls, de

Malinkés et quelques groupes ethniques de la Région forestière. Elle est très inégalement répartie, les plus fortes densités de la population se concentrent le long de l'axe routier Koliagbé-Samayah et les zones fruitières montagneuses du nord (Maléya). Les bas plateaux de l'ouest sont par contre très faiblement peuplés. Le tableau 4.1 présente l'estimation de la population par Districts en 2004.

Tableau 4.1 Population par district, estimation 2004

Districts	Nombre de Secteurs	Hommes	Femmes	Total
Comoyah	5	1081	1171	2252
Samayah Centre	7	1006	1093	2099
Waliya	2	748	914	1662
Kondoya	6	636	694	1330
Maléya	3	634	697	1331
Kaporo	2	597	655	1252
Missira-Kourou	2	556	611	1167
Sorondon	4	553	609	1162
Kondetta	3	545	601	1146
Yembéta	2	525	578	1103
Dantoumaya	3	474	522	996
Yattiakhory	2	464	511	975
Khoniya	3	420	462	882
Denki-Madina	1	367	414	781
Total	45	8606	9532	18138

Source : Archive du Conseil communautaire de Samayah

La population est très inégalement répartie. Les 68% de la population sont concentrés sur les plateaux, plus ou moins continus, d'altitude moyenne de 400 m, du centre, de l'Est et du sud de la CRD. Le sud-ouest n'est habité que par 6% de la population, aux alentours des zones humides de basse altitude, dans deux principales agglomérations, Missira-Kourou et Dar ès Salam-Siéfoulou. Au nord, sur de petits plateaux, sont dispersées plusieurs agglomérations encaissées, Sorondon, Fanguéta, Maléyah, Khonoya, Kondeta, Khonoyakhory et Missira-Nèyènyakhory, abritant 25% de la population (tableau 4.1). Le haut plateau de mont "Douniamatodé", en rouge, depuis le gradient de 700 m d'altitude, n'abrite pratiquement, aucune agglomération permanente à part des hameaux saisonniers d'activités agricoles (figure 4.2). La figure 4.3 présente, en trois dimensions, la structure du relief et décrit les grandes entités physiographiques.

4.2 Milieu biophysique

Le milieu physique de Samayah se caractérise en deux grandes unités. Une partie montagneuse au relief accidenté, marquant le début des contreforts du Fouta-Djalon, formant de larges talwegs et de grands effondrements qui créent de nombreuses falaises. Le point culminant avoisine les 1 100 m d'altitude, atteignant pratiquement le sommet du mont Gangan, qui culmine à 1 117 m. Une partie de bas plateaux, vallonnée, appartenant au plateau de Kindia, l'altitude variant entre 300 à 450 mètres. La structure du relief comprise entre la côte maritime à l'Ouest et des contreforts du Fouta djallon au Nord est irrégulière et très accidentée. Les chaînes de montagne au Nord ont imposé au reste du territoire une structure fortement ondulée. Il se dessine quatre principaux rabattelements (figure 4.3) : (i) la ravine à l'Est, qui s'étend du centre et au Sud-est avec une altitude moyenne de 400 m, se terminant en aval sur un sommet de 550 m, (ii) la ravine à l'Ouest, encaissée, les gradients de pentes chutant jusqu'à 100 m, (iii) les plateaux du centre et du sud-ouest avec une altitude moyenne de 300 m qui scindent au sud-est une colline de 750 m, (iv) l'escarpement au centre-sud déversant sur la Samou, avec une altitude de 100 m. (figure 4.3).

La pédologie de la CRD se compose, selon des zones, de deux types de sols (Rossi *et al.*, 2001). Les sols ferrallitiques se localisent dans les zones de basses altitudes. Ils sont peu profonds, plus ou moins indurés et gravillonnaires, avec ou sans tâche de Gley, plus ou moins soumis à l'hydromorphie. Ces sols sont issus des altérites sur grès ou roche éruptives. Ils portaient des formations forestières climaciques avec une importante biomasse. Aujourd'hui, la dégradation prononcée du couvert végétal, les maintient dans un état appauvri. Ils possèdent en général, une valeur agronomique faible sur coteau (faible valeur en matière organique, faible rétention en eau). Dans les zones de plaines ou dans les bas-fonds, on peut observer des sols aux qualités agronomiques élevées (sols sablo-argileux) mais aux capacités de drainage faibles. Ils ont parfois des acidités très élevées avec le $\text{pH} \leq 5$. Les sols squelettiques, sur cuirasse ou éboulis de cuirasse se localisent dans les zones d'altitudes. Ces cuirasses affleurantes ou sub-affleurantes, reposant directement sur les grès non altérés et au potentiel productif quasiment nul. Néanmoins, des sols meubles d'origine colluviale peuvent s'observer sur cette zone. Leur profondeur est, par contre, relativement faible (quelques

centimètres). Sur les versants, des sols d'éboulis de cuirasse sont favorables au développement des ligneux.

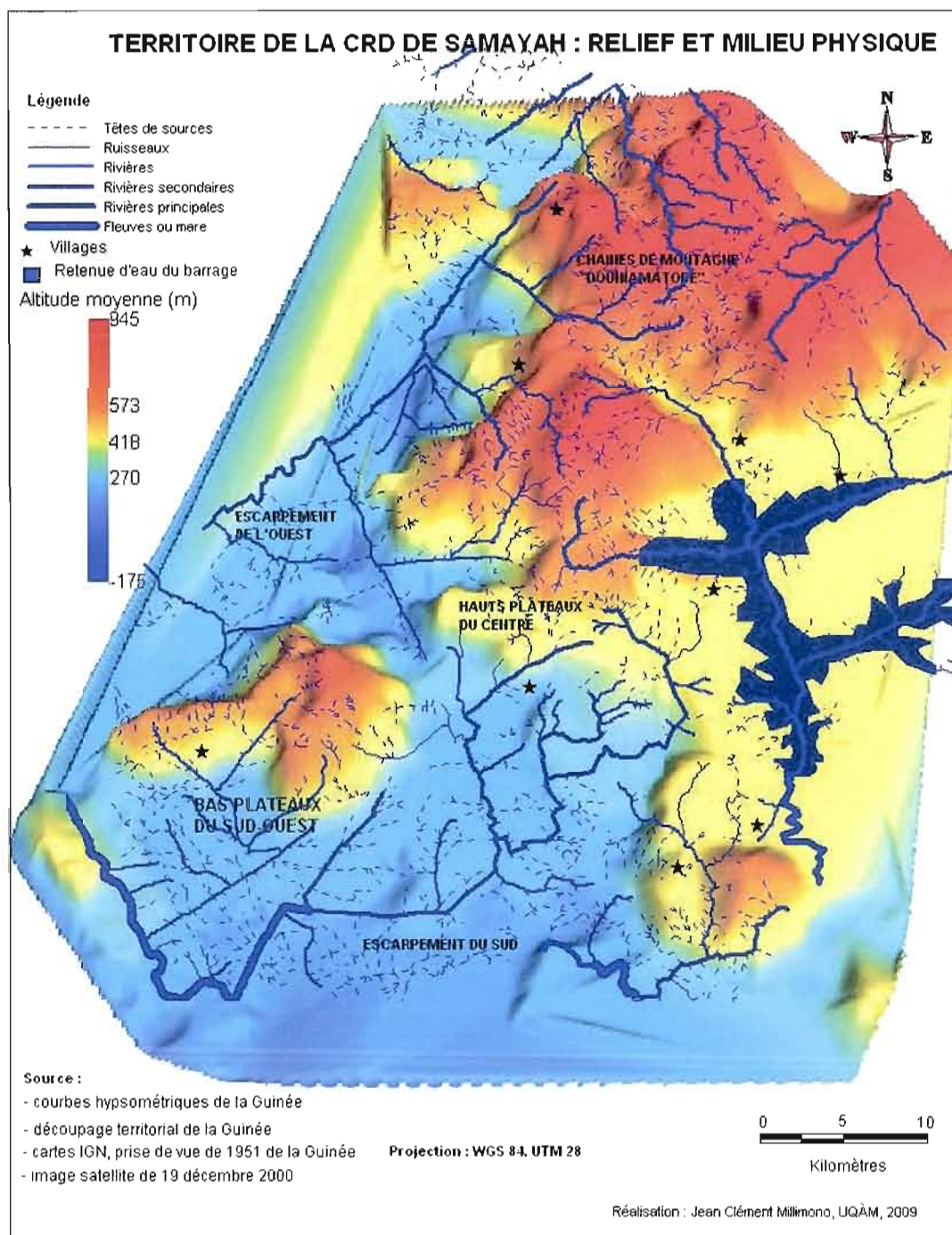


Figure 4.3 Modélisation de la structure du relief de la CRD de Samayah

Les caractéristiques climatiques de la CRD sont celles de la Commune urbaine de Kindia. Le climat est chaud et humide caractérisé par deux saisons de durée inégales. En fonction des relevés météorologiques de 1975 à 2004, la saison sèche s'étale de novembre à mai et la saison des pluies de juin à octobre (Figure 4.4). La durée des précipitations est essentiellement caractérisée par le mouvement de la mousson. Ce vent chaud et humide atteint le continent en avril faisant un balayage d'Ouest en Est et Sud-ouest au Nord-est. Elle apporte de l'air frais en avril et le début des précipitations. Les précipitations deviennent régulières et abondantes de juin à octobre correspondant à la saison des pluies. Le maximum pluviométrique est enregistré en août (plus de 400 mm) avec une hauteur annuelle dépassant 2 000 mm pour un nombre total de 115 jours pluvieux (où $P \geq 1\text{mm}$). Le territoire est globalement bien arrosé avec une moyenne 66 jours consécutifs de pluie en 3 jours et 5 jours de séquences sèches. Cependant, il y a des variations interannuelles significatives (max_3d) et d'importantes séquences sèches au cours de la saison humide (avril-octobre) (jours-sec). Ces séquences sont particulièrement significatives sur la distribution journalière des précipitations (figure 4.5). Leur évolution dans le temps (1971-2000) est en général irrégulière, plus accentuée avec le maximum de 3 jours consécutifs de pluie et plus ou moins monotone pour les jours secs (figure 4.6)

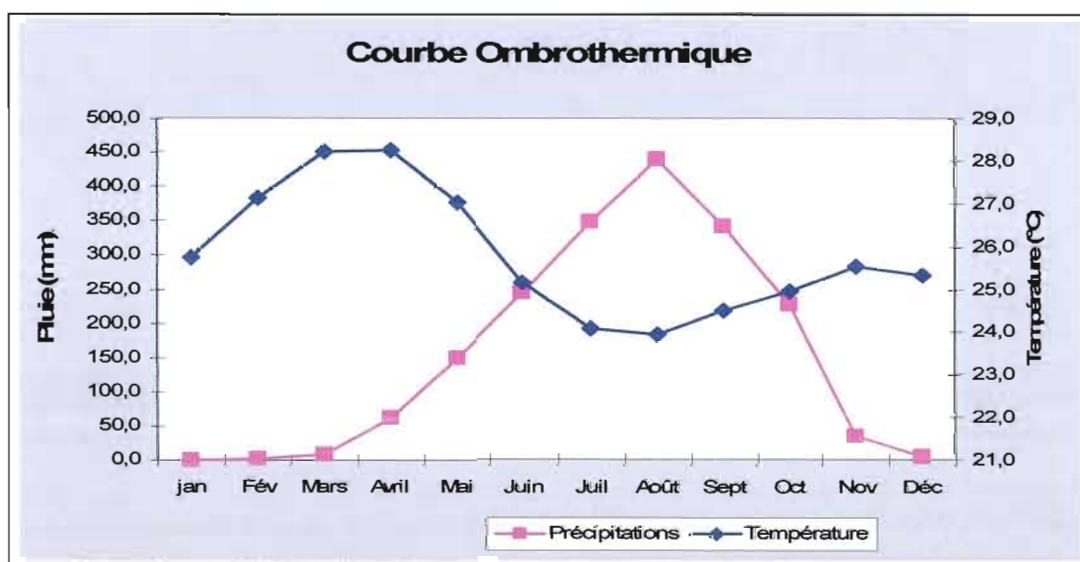


Figure 4.4 Caractérisation des saisons, diagramme de Gaussen ($P_{(mm)} \geq 2T_{(°C)}$)

Source : station météorologique de Kindia, données brutes.

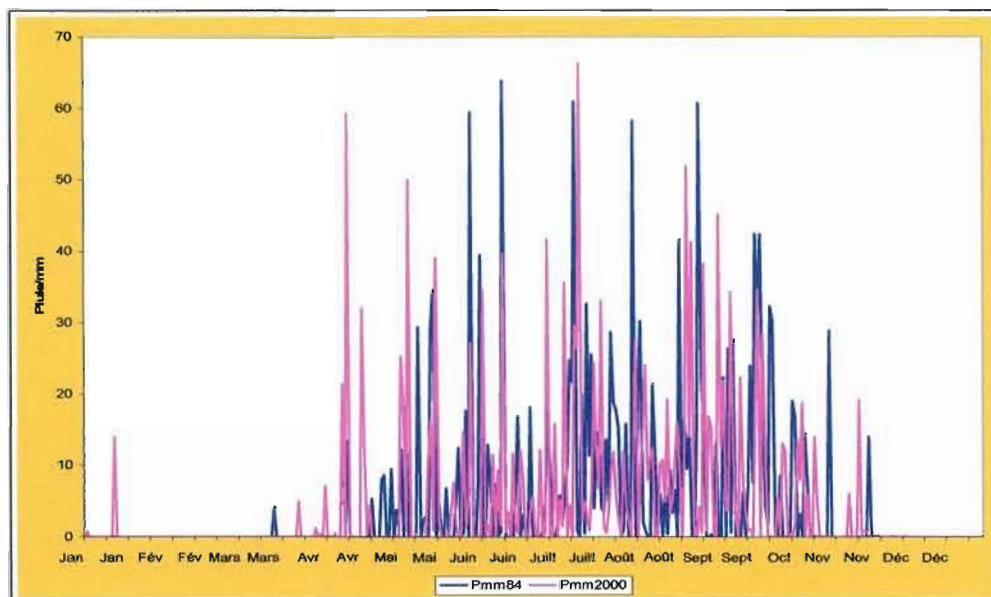


Figure 4.5 Distribution journalière des précipitations de 1984 et 2000

Source : station météorologique de Kindia, données brutes.

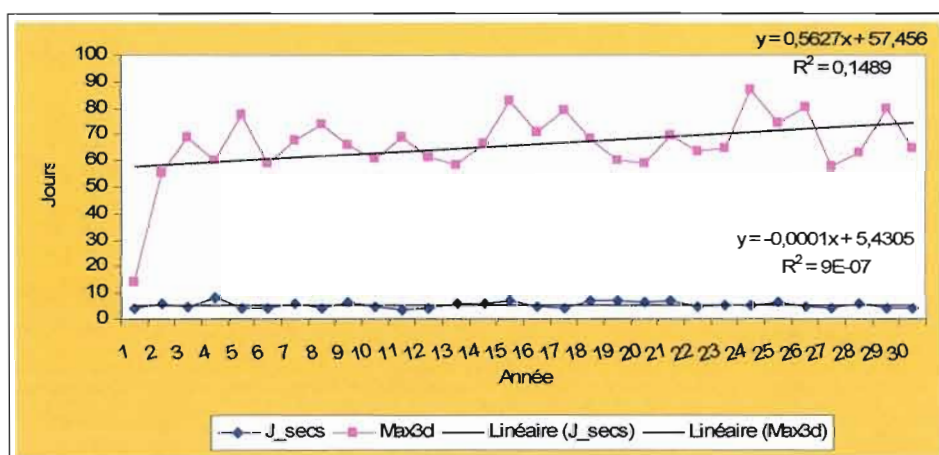


Figure 4.6 Évolution temporelle (1971-2000) des variations interannuelles des précipitations

Source : station météorologique de Kindia, données brutes.

Les températures sont caractéristiques des conditions tropicales. Elles restent élevées durant toute l'année avec une moyenne annuelle de 25°C. Les amplitudes thermiques des moyennes mensuelles sont de 24°C en juillet-août et de 29°C en mars-avril (tableau 4.2). Les

variations saisonnières atteignent 1°C à 3°C par mois. Les maxima de températures s'observent en mars-avril avec 35°C et les minima en décembre-janvier avec 19°C (Figure 4.7).

L'humidité relative moyenne annuelle est de 68%. Les valeurs mensuelles se maintiennent au dessus de la moyenne sauf pour les mois de janvier, avril et décembre. Les maxima atteignent 97% et se maintiennent constants de juin à octobre. Les minima sont en général observés en mars avec 22% (figure 4.8). L'évaporation potentielle suit le même schéma que l'humidité relative. Elle est excessive en mars avec 242 mm et s'adoucit de juin à novembre avec la plus basse perte en août (34 mm). Le bilan hydrique annuel est généralement positif (tableau 4.3). Il arrive de connaître des années avec un stress hydrique aigu exprimé par les valeurs négatives du bilan traduisant un déficit pluviométrique. Au cours de notre décennie d'observation, le stress hydrique a été vécu et en 1999 avec un déficit prononcé, 96 mm en valeur absolue, (tableau 4.3). Le déficit pluviométrique se traduit sur le plan agronomique par la perte des semis et sur le plan environnemental par l'explosion des maladies virales et hydriques affectant tant les humains que le cheptel domestique.

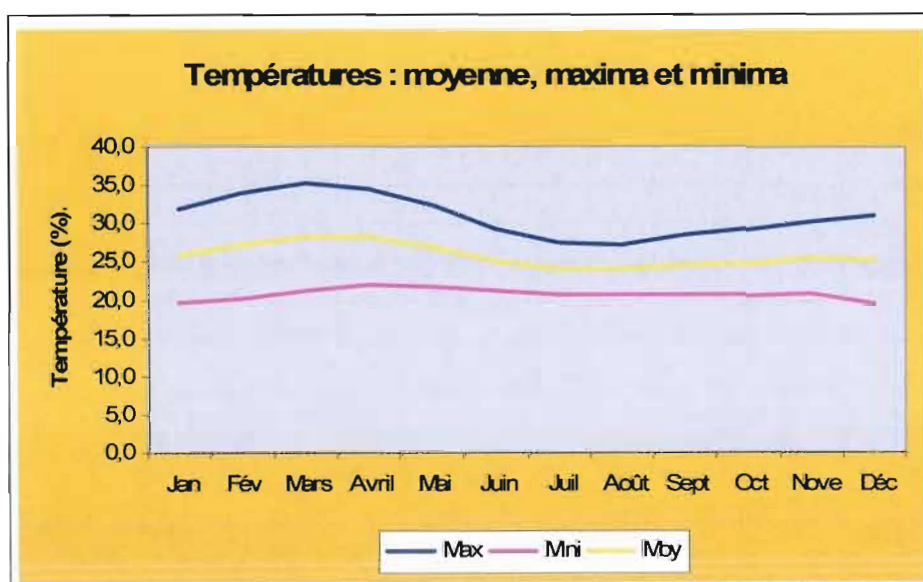


Figure 4.7 Températures moyennes mensuelles de 1975-2004

Source : station météorologique de Kindia, données brutes.

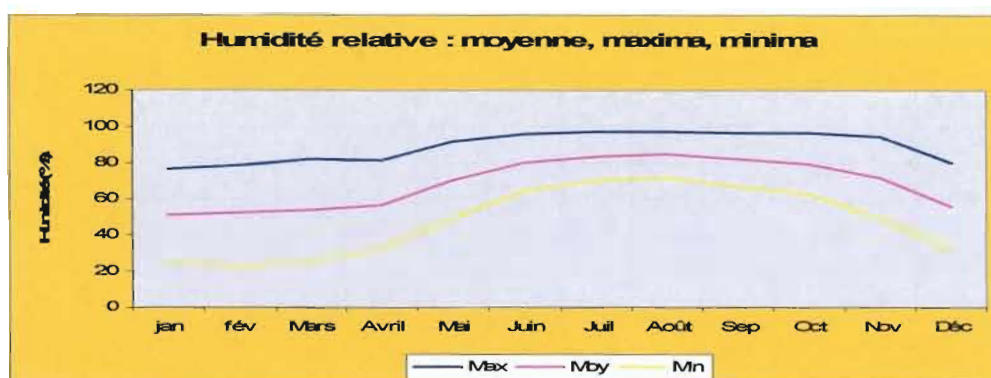


Figure 4.8 Humidité relative moyennes mensuelles de 1974-2003

Source : station météorologique de Kindia, données brutes.

Tableau 4.2 Moyennes mensuelles des paramètres climatiques (1971-2000)

Indices	Jan	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Pluviométriques												
Total pluie (mm)	0,6	1,2	7,6	62,9	149,2	244,9	347,6	439,5	341,7	226,2	35,2	4,0
Intensité (mm)	9,9	7,9	9,9	15,6	15,2	16,8	16,2	17,8	16,6	14,1	11,3	13,6
Max3d (mm)	0,7	1,7	6,4	31,2	50,0	62,2	82,6	92,7	81,8	62,7	21,6	2,9
Max_jour-sec	30	28	26	16	7	4	2	2	3	4	19	28
Jours_pluie	0	0	1	4	10	15	21	25	21	16	3	0
Humidité												
Maxima (%)	77	79	82	81	92	96	97	97	97	96	94	80
Minima (%)	26	22	25	32	49	64	71	72	67	63	50	31
Moyenne (%)	51,1	52,2	53,7	56,8	70,7	79,8	83,7	84,6	81,9	79,5	72,0	55,6
Températures												
Maxima (°C)	32,0	34,1	35,3	34,6	32,3	29,2	27,5	27,2	28,4	29,3	30,3	31,0
Minima (°C)	19,5	20,2	21,1	21,9	21,7	21,1	20,7	20,7	20,6	20,7	20,8	19,6
Moyenne (°C)	25,8	27,1	28,2	28,2	27,0	25,1	24,1	23,9	24,5	25,0	25,6	25,3
Évaporation (mm)	195,4	216,5	241,6	206,4	132,9	57,8	40,9	33,8	46,7	58,5	81,7	225,4

Source : station météorologique de Kindia, données brutes.

Tableau 4.3 Bilan hydrique annuel de 1995-2004

Année	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Précipitation (mm)	2040	2143	1953	1942	2278	1718	2006	1844	2109	2147
Évaporation (mm)	1594	1442	1493	1523	2374	1365	1362	1619	1479	1256
Bilan (précipitation – évapo)	446	701	459	419	-96	353	644	225	630	891

Source : station météorologique de Kindia, données brutes.

L'évolution des paramètres évalués durant les deux ou trois dernières décennies traduit une fluctuation significative sur la caractérisation globale de la climatologie de la zone d'étude. Il se manifeste un resserrement de la saison pluvieuse. Habituellement, la saison

pluvieuse qui débute, après la pénétration de la Mousson, au mois de mai, est passée, d'après le diagramme ombrothermique de Gaussen, au mois de juin (figure 4.4).

Les réseaux hydrologique et hydrographique de Samayah sont très denses, répartis plus ou moins uniformément sur l'ensemble du territoire (figure 4.14). La principale rivière est la Samou dont le cours est alimenté par de nombreux ruisseaux et marigots à débit temporaire ou permanent. Ils sont à l'origine de la formation de plaines et bas-fonds hydromorphes sur les plateaux. La Samou présente, sur son cours des chutes aménageables, ayant déjà abrité trois barrages hydroélectriques. Le premier barrage, "Grandes chutes" a été réalisé en 1958, dans la CRD de Mambia. Le deuxième barrage, "Kalé", en amont du premier, a été réalisé en 1968. Le troisième barrage, "Banéya", en amont du deuxième, dans le territoire de Samayah, a été réalisé en 1970. Ce dernier barrage a connu l'implantation de deux turbines de 2,5 MW chacune en 1985. La construction de ce barrage a occasionné une perte importante en terre par la grande montée de la hauteur des eaux, 264 hm³. Le village Banéya a été effacé de la carte. La perte des terres agricoles a favorisé un exode massif de la population vers le centre urbain. Par contre, la retenue d'eau a permis le développement des activités de pêche artisanale chez les populations riveraines.

Le panorama composé de formations climaciques jadis est très dégradé et fortement anthropisé (figure 5.8). Les biotopes montagnards sont composés de reliques de forêts de montagne sur les pentes abruptes ou encaissées à *Afzelia africana*, très épars et de savanes arbustives à arborées à *Dialium guineense*, *Parkia biglobosa*. Sur les bas plateaux, la flore est composée de jeunes et vieilles jachères avec des espèces dominantes conservées soit pour de l'ombrage : *Detarium guineensis*, *Parinari excelsa* (figure 4.9) soit pour les fruits : *Parkia biglobosa*, *Anosphylla laurena* et des palmiers naturels. Les peuplements forment par endroit des parcs arborés assez denses (figure 4.10). Il existe des galeries forestières le long des cours d'eau à *Milicia excelsa* et *Antiaris africana*, particulièrement à l'Ouest et au Nord de la CRD (figure 4.11). Le reste du paysage est couvert de savanes herbeuses sur curasse peu profonde (figure 4.12). L'arboriculture fortement développée au nord forme d'immenses étendues d'agroforêts d'avocatiers et d'orangers, sur pentes raides (figure 4.13).



Figure 4.9 *Detarium guineensis*

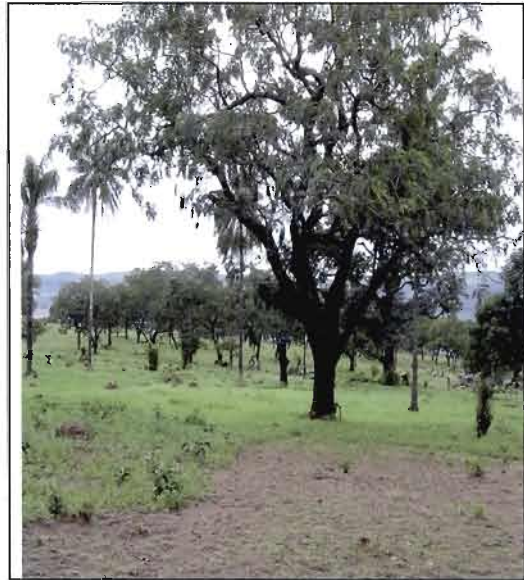


Figure 4.10 Parc à *Parkia* dans les champs



Figure 4.11 Galerie forestière

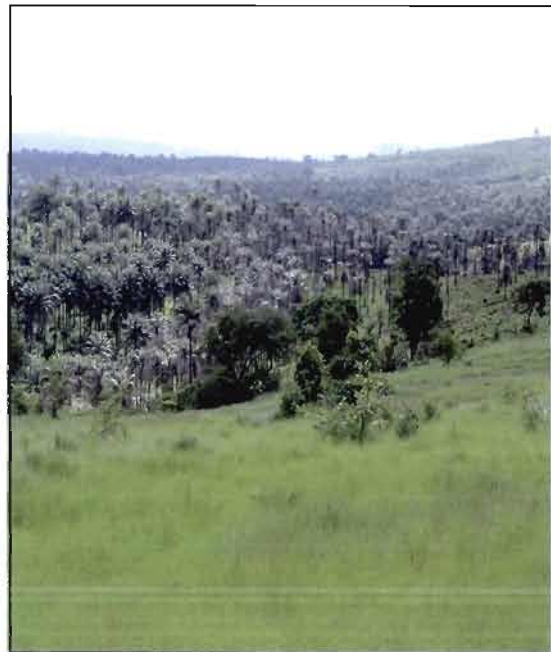


Figure 4.12 Savane herbeuse sur curasse



Figure 4.13 Agroforêt d'avocatiers

La faune est quasiment inexistante dans ces formations forestières. On retrouve des singes sur les montagnes, des rongeurs et des petites antilopes dans les jachères arborées et les galeries forestières.

4.3 Caractéristiques économiques

L'économie de la CRD de Samayah est essentiellement agropastorale. L'agriculture et l'élevage sont les deux piliers économiques auxquels s'ajoute le commerce des produits agricoles et de pêche. Les principales activités de production sont pratiquées dans la Région de Kindia à 98,5% pour l'agriculture, 29,6% le maraîchage, 49,3% l'élevage, 3,8% la pêche, et une part non négligeable de cueillette (2,4%) et chasse (2,9%), d'après les statistiques de la campagne agricole 2000-2001 (MEEF, 2004). Les échanges se font à travers trois marchés hebdomadaires : Samayah, Maléya et Kondoya. Les marchés se déroulent respectivement : dimanche, jeudi et samedi. Les trois centres sont reliés par le principal axe routier Koliagbé-Maléya. Si le tronçon Koliagbé-Samayah a une praticabilité satisfaisante, celui de Samayah-Maléya est impraticable, sans ouvrages de franchissement. Cet axe, très excentré, n'est relié au reste du territoire que par chemins pédestres (figure 5.7).

4.3.1 Agriculture et système de production

L'agriculture, de type extensif sur défriche-brûlis, se pratique sur les coteaux et de plus en plus dans les bas-fonds avec du matériel rudimentaire (daba, coupe-coupe, etc.), sans ou avec peu d'apport d'intrants. Les exploitations sont familiales, dépassent rarement 0,5 ha (MEEF, 2004). Les principales spéculations sont les céréales (riz, mil, fonio et maïs), les tubercules (manioc, patate, igname, etc.), les légumes (piment, oignon, aubergine, tomate, etc.), les fruits (avocat, banane, mangue, oranges, ananas, etc.). L'arboriculture est particulièrement développée en zone d'altitude au Nord. Les zones du Sud, du centre et riveraine de la retenue du barrage gardent les rênes du maraîchage. Les productions servent essentiellement à l'autoconsommation et en général en deçà des besoins familiaux. Les produits mis sur le marché, qui procurent un certain revenu aux producteurs sont ceux de l'arboriculture, du maraîchage et de la cueillette (mokè, néré, kiri, kinkirissi, etc.).

L'accès à la terre demeure encore du ressort du pouvoir coutumier. L'espace est contrôlé par les grands groupes familiaux, les lignages, que l'on nomme en langue locale Soussou "fokhèdé". Le "fokhèdé" est une approche décentralisée de gestion de l'espace à travers les familles installées sur le territoire du village. En fonction de la structure de peuplement de la localité de Samayah, l'accès à la terre a relativement évolué en rapport avec les systèmes politiques. Le droit foncier coutumier jadis, reposait exclusivement sur le principe de droit du premier occupant. Il incarnait le droit d'usage, de transmission et de gestion de l'accessibilité aux terres du territoire. Le propriétaire de terres a la notoriété reconnue sur la gestion du patrimoine. Cette reconnaissance se conserve dans la famille et se transfère aux descendants. Dès lors que les revendications foncières se font légitimées par l'antériorité historique du peuplement, celle-ci devient un enjeu primordial. Pour prendre en compte cet enjeu, nous avons analysé, lors des enquêtes, la structure actuelle de l'exploitation de l'espace. L'exploitation de l'espace est structurée, comme nous venons de le dire, par les grandes familles ou "clans" (fokhèdé). Les Fokhèdé se chargent de l'intégration spatiale de nouveaux arrivants, de la gestion du système foncier et de la régulation de conflits fonciers. Ils s'identifient en général par le nom ou le surnom de famille du groupe ethnique.

Le système coutumier traditionnel a été reconsidéré par la loi foncière de 1932 du régime colonial. La loi distinguait trois types de propriétés : (i) la propriété traditionnelle; (ii)

la propriété privée et (iii) la propriété publique. Cependant, c'est seulement les deux derniers types qui ont une valeur juridique. Ainsi, les terres acquises par fermiers par alliance avec les chefferies traditionnelles échappent au système coutumier et constituent le domaine privé. Comme c'est le cas à Samayah, au sud de la CRD, il y a dès lors superposition des régimes fonciers coutumiers traditionnels et juridiques. Au lendemain de l'indépendance l'État abolit la loi foncière de 1932 et se constitue en propriétaire unique du patrimoine national. Les propriétés privée et coutumière étant désormais, théoriquement levées. La loi foncière émanant de cette considération n'envisage pas du droit traditionnel. Elle a, après règlement pacifique, de ce qui était qualifié de contentieux franco-guinéen, consigné les exploitations agricoles coloniales propriété juridique de l'État. La même loi a cependant réservé la reconnaissance de la propriété aux résidants guinéens qui ont bénéficié du transfert de propriété par les fermiers occidentaux. L'emprise foncière coutumière n'a par conséquent pas été réellement bouleversée pour autant. Les exploitations revenant à l'État ont été les principaux chantiers d'application des programmes collectivistes de développement de l'État (BAP, BMP, FAC et FAPA). La délimitation des territoires collectifs ne réservait aucune référence au système foncier. Les entités territoriales sont restées régies par des règles de gestion traditionnelle qui en assuraient la viabilité du système de défriche brûlis et la logique de maintien de la fertilité. À l'avènement de la deuxième République, la Guinée s'est dotée d'un nouveau code foncier en 1986. Il admet l'attribution de la propriété foncière par l'émission de titre foncier. Le code n'est jusque là pas effectif en milieu rural. Toutefois, il a été saisi par les bénéficiaires de titre fonciers coloniaux pour revendiquer leur propriété. Il constitue la seule source véritable de conflits fonciers dans notre zone d'étude.

En dehors de ce qui constitue une particularité au sud, la gestion foncière dans la CRD de Samayah est en général tenue par les structures foncières lignagères. On retrouve des formes institutionnalisées de gestion du foncier par l'institution dans certains villages, d'une instance de gestion foncière constituée par des mandateurs lignagers respectifs. Celle-ci organise l'accès à la terre, statue sur la durée de la jachère et des zones protégées et agit pour la régulation des conflits.

La production agricole est tributaire du système d'agriculture extensive sur le défriche brûlis. Il y a une uniformité des modalités d'exploitation des différentes

composantes de la toposéquence du point de vue groupe ethnique et spéculations. Le seul critère discriminant est la physiographie qui, elle, est très contrastée. Elle servira de principal facteur de zonage spatial. De façon vulgaire et du vocabulaire coutumier, on distingue deux zones physiographiques aux caractéristiques physiques et agronomiques différentes : (i) la zone de montagne et (ii) la zone de plaines. La première est composée en majorité de coteaux pentus possédant de nombreux affleurements rocheux (bowé) et de replats et dépressions plus ou moins humides suffisamment drainés. Les caractéristiques agronomiques de la zone sont assez variables. On y distingue des sols profonds sablo-argileux, riches en matières organiques dans des cuvettes et des dépressions sur lesquelles se pratique de l'arboriculture, à des sols lessivés sur pentes raides. Ces derniers sont mis en valeur, en général, pour la culture du riz pluvial et les cultures fruitières. Cette zone se démarque naturellement de la zone de plaines par d'importantes falaises. La zone de plaines est composée d'étendues de coteaux aux pentes faibles et de bas-fonds. Les bas-fonds peuvent exister perchés aux sommets de collines et sont étroits et courts ou au pied de collines où ils sont plus larges (Raunet, 1985). La zone est mise en valeur pour la riziculture inondée et du maraîchage de saison et de contre saison à cause de leur bon drainage et l'humidité du sol. Les principales spéculations agricoles sont le riz, en tête de rotation culturale, l'arachide, le fonio, le sorgho, le manioc etc., pratiquées en culture pure ou associée. Le tableau 4.4 présente le calendrier agricole des principales spéculations établi par les producteurs lors de nos enquêtes.

Tableau 4.4 Principales spéculations agricoles et planification des activités de production

	Mois et activités											
	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Riz pluvial		défriche-brûlis		labour	semis	désherbage		récolte				
Riz inondé				pépinière	labour - repiquage					récolte		
Arachide				labour	semis			récolte				
Fonio				labour	semis			récolte				
Manioc	2 ^{ème} récolte			1 ^{er} buttage/semis			1 ^{ère} récolte			2 ^{ème} buttage/semis		
Maïs				En culture associée avec la plupart des spéculations								
Piment	récolte			2 ^{ème} semis (couteau)				1 ^{er} semis (humide)				récolte
Aubergine	récolte							pépinière/semis				
Gombo	récolte									semis		

Le matériel rudimentaire qui caractérise la pratique de l'activité agricole à Smayah et en milieu rural en général en Guinée nécessite, même pour les cultures intensives (maraîchage), une main d'œuvre importante. La moyenne des actifs par exploitation familiale est de trois personnes (MEEF, 2004). La mobilisation de la main d'œuvre représente, au contexte familial traditionnel de production, un aspect crucial et reste le principal facteur limitant de l'augmentation des rendements. Pour satisfaire l'exigence que leur impose le calendrier naturel des travaux agricoles, les ménages ont de plus en plus recours à la main d'œuvre externe. Sur une approche travailliste, les producteurs emploient différentes alternatives de mobilisation de la force de travail complémentaire à celle familiale. Il s'agit en général, de regroupements informels d'entraide, le "kilé" et le "landji". Le kilé, constitué d'un groupe d'une dizaine d'adhérents, est une main d'œuvre d'appoint. Le landji, regroupement structuré d'une dizaine d'adhérents, est une entente "formelle" de constitution d'une main d'œuvre disponible pour une campagne agricole. Les groupes d'entraide peuvent être villageois, constitués uniquement des producteurs actifs d'un village ou inter-villageois, constitués avec des producteurs actifs des villages voisins. Le tableau 4.5, présente la structure et le dynamisme communautaire par Districts.

Tableau 4.5 Structure et dynamique communautaire par village

District	Nombre secteur	Nombre groupement	Membres			% femme
			H	F	Total	
Kondetta*	3	1	10	12	22	55
Kaporo	2	1	13	12	25	48
Maléya	3	1	26	8	34	24
Waliya	2	1	13	28	41	68
Khonia*	3	1	20	23	43	53
Yembetta*	2	1	21	22	43	51
Kondoya	6	1	7	40	47	85
Samayah	7	1	10	42	52	81
Denki-Madina	1	2	60	2	62	3
Missira-Kourou*	2	3	45	64	109	59
Yattiakhory	2	1	75	74	149	50
Dantoumaya*	3	1	60	100	160	63
Sorondon*	4	4	65	113	178	63
Komoyah	5	6	63	138	201	69
Total	45	25	488	678	1166	58

* : Districts émergents en attente du nouveau découpage territorial

Source : Archives de l'ONG APEKAgriculture

Le dynamisme communautaire dans les villages se traduit par le nombre de groupements de producteurs que compte le villageois. Les groupements sont à la perception des membres, une sorte de "landji" structuré et bénéficiant d'une reconnaissance formelle tant auprès des autorités administratives que des organismes de développement (ONG). Le regroupement est à vocation agricole. Leur objectif est à la limite, social, les productions sont commercialisées aux membres et non membres du village à des prix avantageux et les gains obtenus sont investis pour la réalisation d'infrastructures sociales (école, mosquée).

Il y a eu récemment, en l'an 2000, l'implantation au sud de la CRD de deux fermes agricoles modernes dans le District de Kondoya sur les domaines des anciennes plantations coloniales. Il s'agit de la ferme "FABIK" de madame Sylla de 72 ha et du complexe agricole de "Futur-Agri" de monsieur Sylla de 250 ha. Les domaines ont été attribués par le Ministère de l'Agriculture. Les fermes utilisent des moyens mécanisés de production (tracteurs, charrues, motopompe, etc.). Elles développent des approches d'intégration de l'agriculture et de l'élevage dans l'exploitation agricole.

La structure du relief a imposé à la population résidente, à chaque gradient d'altitude, des activités spécifiques (figure 4.14). Le nord est dominé par l'arboriculture fruitière et les tubercules. L'agriculture céréalière se pratique en petites exploitations sur les plateaux culminants. En général, les exploitants y campent durant toute la campagne agricole. Le centre-est, depuis la réalisation du barrage hydroélectrique à Baneya et les pertes de terres subies, est dominé par les cultures maraîchères et la pêche artisanale. Le centre-sud et le sud-ouest sont dominés par les cultures céréalières. Cependant, la pression sur le foncier est plus forte au centre-sud, à cause de la densité élevée de la population, qu'au sud-ouest où il y a une très faible démographie.

4.3.2 Élevage et système de production

L'élevage est un secteur très florissant dans la CRD dominé par le cheptel bovin. L'activité d'élevage a connu un développement important sur l'ensemble du territoire de Samayah dans la dernière décennie. Du type traditionnel, l'élevage est pratiqué sur les différents espaces-activités identifiés sur la figure 4.4 dans des proportions assez variées. Le

cheptel dont les seuls chiffres officiels disponibles sont ceux de la Sous-préfecture du recensement 2000, est très inégalement réparti sur l'ensemble de la CRD (tableau 4.6). Le cheptel bovin est particulièrement concentré au centre et à l'ouest où se trouvent des éleveurs professionnels. Le petit ruminant est surtout élevé au Sud de la CRD. Cette répartition semble être influencée par la contrainte spatiale. Le gros bétail est élevé dans les zones de faible densité de population et le petit ruminant dans les zones de fortes densités. La taille des parcs est fonction de la disponibilité du pâturage et du relief. On rencontre de grands parcs à l'Ouest à partir de Yatiakhory et de petits parcs familiaux dispersés dans les zones d'altitude du Nord.

Tableau 4.6 Recensement par district du cheptel de 2000

District	Nombre d'éleveurs	Effectif		
		Bovins	Ovins	Caprins
Denki-Madina	10	0	30	26
Maléya	80	2113	571	638
Yattiakhory	82	2108	542	641
Waliya	86	254	529	562
Komoyah	96	1164	684	752
Samayah	106	930	1194	1118
Kaporo	114	1480	456	563
Kondoya	149	733	1145	1268
Total	723	8782	5151	5568

Source : Archive du Service communal d'élevage de Samayah.

L'installation récente des bouviers dans le Nord a surtout été causée par l'aménagement du barrage hydroélectrique à Banéya. La perte de terres a poussé les éleveurs à rejoindre les montagnes avec leur troupeau. Le manque de zones de pâturage a contraint certains éleveurs à se reconvertir en simples agriculteurs. Ainsi, on distingue dans la CRD, deux types d'éleveurs : (i) les éleveurs sédentaires, qui sont des agro-éleveurs qui gardent un petit troupeau sur leur exploitation agricole et (ii) des éleveurs semi-nomades qui gèrent par transhumance de grands troupeaux et pratiquant l'élevage comme activité principale.

Les rênes de cet élevage sont tenues par des pasteurs Peulhs. Les Sousous ne sont pas par tradition des éleveurs. Certains en font actuellement une profession mais le plus souvent, ils achètent quelques couples de bêtes, pour des raisons de capitalisation, qu'ils confient

ensuite aux pasteurs Peulhs. Ceci justifierait les effectifs de l'estimation grossière du cheptel par rapport au nombre d'éleveurs par village enquêté présenté dans le tableau 4.6.

La conduite du troupeau se fait de façon extensive, à travers la gestion de la transhumance. La transhumance, principale technique de gestion du bétail, est à l'origine des dégâts agricoles suite au déplacement incontrôlé des animaux. La transhumance saisonnière dans des zones humides cause des dégâts agricoles dans les terroirs traversés par les animaux, des infections épizootiques et des dégâts agricoles durant leur séjour dans les terroirs de destination finale. Le sud-ouest, les bas plateaux de la Samou et ses principaux affluents (Baki, Kobakha, Katala, Kolifon et Khouregbé), est la principale zone de migration du bétail en saison sèche. Les animaux empruntent deux principaux corridors de migration : (i) au sud, le long de la Kobakha à partir du village Denki-Madina et (ii) au nord-ouest, le long de la Baki à partir du village Khonoyakhory. Ce dernier corridor est emprunté par des animaux en provenance des districts de la CRD de Bangouya.

La transhumance et les conflits entre agriculteurs et éleveur font l'objet d'une attention administrative particulière. Un Arrêté conjoint n°A/2005/4960/MATD/MAE/SGG du 20 octobre 2005 réglemente l'organisation de la transhumance et la gestion des conflits agriculteur et éleveur. L'Arrêté admet la création dans toutes les circonscriptions territoriales, de comités de district, de sous-préfecture, de préfecture et de région de gestion de la transhumance et définit et fixe les droits, taxes et amendes de règlement des conflits. Cependant, si sur le plan structurel, les organes sont mis en place, sur le plan pénal, les dispositions en vigueur souffrent encore du manque d'application et souvent ignorées par la population.

Sur le plan économique, l'élevage constitue un maillon important. Les sous produits (lait et beurre) de l'élevage constituent une source de revenus substantiel des ménages de bouviers. La vente des bêtes est ponctuelle et se fait en général sur pied. L'abattage de bêtes est organisé par le groupement des éleveurs le jour du marché hebdomadaire, et ne dépasse pas en général une bête par jour.

Sur le plan organisationnel, il existe depuis 1995, dans la CRD, un groupement d'éleveurs composé de 150 membres. Il est structuré en délégations par zone ou localité. Il a

pour principale mission de faciliter aux éleveurs l'accès aux soins vétérinaires, la résolution de conflits liés à la divagation, la gestion de la transhumance (définition de corridors, mise en quarantaine d'animaux malades, collecte de la taxe de transhumance.) et l'organisation des abattages. L'apport de soins aux animaux est l'objectif premier de l'association à cause du principe collectiviste qu'impose la tradition aux éleveurs peulhs.

Tableau 4.7 Effectif du cheptel bovin par village
(source : estimation grossière des enquêtes de terrain)

Village	Statut administratif	Nombre éleveurs	Nombre de têtes
Dantoumaya*	District	3	200
Denki-Madina	District	1	100
Khonia*	District	1	200
Komoyah	District	15	4 000
Kondetta*	District	6	200
Kondoya	District	1	200
Maléya	District	7	200
Missira-Kourou*	District	6	200
Siénta	Secteur	1	400
Sorondon*	District	1	30
Waliya	District	3	100
Yattiakhory	District	15	2 500
Total		60	8 330

Les chiffres du tableau 4.7 représentant une estimation grossière du cheptel au cours des enquêtes, ont été ramenés au district, en prenant en compte le découpage préfectoral (marqué de l'astérisque). Une distinction a été faite pour le secteur Séinta où il y a un nombre important du cheptel dans le District de Komoyah. Les effectifs un peu plus élevés que ceux officiels du recensement 2000 (tableau 4.6), font ressortir l'inégalité de la répartition du cheptel dans les mêmes proportions. En ajoutant les effectifs des trois autres districts (Samayah centre, Kaporo, incluant Yembetta), respectivement de 930 et de 1 480, le cheptel bovin serait estimé à 10 740 têtes, soit un taux de charge de 13 bœufs au km².

4.4 Analyse des défis de développement de Samayah

Les défis de développement de la CRD sont analysés à partir des relations faites par la population sur les préoccupations qui posent défi au développement de la collectivité dans le tableau 3.3. Le contenu du tableau est évalué pour juger, par recoupement de la perception relatée par la population, de la pertinence des préoccupations et des orientations et d'y élaborer les enjeux et des cadres d'action. Le tableau 4.8 présente les enjeux construits, les orientations retenues et les déterminants qui ont servi à leur élaboration.

Tableau 4.8 Élaboration des enjeux de développement de Samayah, éléments déterminants

Construits : enjeux	Éléments déterminants	Orientations
Disparité du territoire	Identification des groupes de travail	Pistes rurales, ouvrages de génie
Eau potable	Pénurie d'eau potable généralisée	Aménagement point d'eau, hydraulique villageoise
Maladies virales	Récurrence des problèmes de santé animale et humaine	Produit manufacturés, aménagement point d'eau
Production agricole	Besoin en intrants et matériel de production, faiblesse des rendements	Outillage et intrants agricoles
Intégrité du territoire	Mauvaise répartition des investissements et des infrastructures sociales.	Mobilisation et valorisation des ressources
Centre d'échange	Difficulté d'accès aux produits manufacturés, difficulté d'écoulement et mévente des produits agricoles	Marchés hebdomadaires
Équité/ utilisation des ressources	L'absence des retombées des installations industrielles (barrage hydroélectrique, fermes privées)	Investissements
Gestion des récoltes	Pertes de récoltes, manque de dispositifs de stockage et de conservation	Magasins de stockage, chambre froide, matériel d'emballage, infrastructures sociales d'intérêt public
Services sociaux	Insuffisance et/ou mauvaise répartition des services sociaux (écoles, postes de santé), manque d'équipement techniques et du personnel	
Gestion du domaine	Conflits des producteurs (éleveurs/agriculteurs), manque d'espace agricole, perte de fertilité du sol, divagation animale.	Réforme du domaine, emplois agricoles

L'analyse structure, dans la grille répertoire les enjeux et les cadres d'action et évalue leur rapport par une pondération sur l'échelle de Likert de 1 à 5 (tableau 4.9). La pondération reflète la perception de la population sur le rapport d'importance des enjeux élaborés et des cadres d'action envisagés.

Tableau 4.9 Grille répertoire des enjeux et cadre d'action de développement de Samayah

Enjeux	Disparité territoriale	Eau potable	Maladie virale	Production agricole	Intégrité territoire	Centre d'échange	Équité/ utilisation ressource	Gestion des récoltes	Services sociaux	Gestion du domaine
Cadre d'action										
Pistes rurales/ Ouvrages génie Hydraulique/ Aménagement. point d'eau	5	5	4	5	3	2	1	2	1	3
Magasin de stockage/ Chambre froide	4	5	5	4	1	1	3	1	3	1
Mobilisation des Ressource/ Investissement	1	1	3	2	3	4	5	5	3	1
Outillage agricole/ Intrants agricoles	5	4	4	5	5	3	5	3	5	1
Association. Éleveurs/ Aménagement. zones pâture	4	2	2	3	2	1	2	2	1	1
Marchés hebdomadaires/ Produits. manufacturés	5	4	3	5	3	1	3	1	2	5
Réforme. Domaine/ Emplois agricoles	5	1	1	1	5	5	3	1	3	1
	5	1	1	3	5	2	4	1	2	5

Légende : 1= moins important et 5 = plus important

La grille est évaluée par deux analyses. L'analyse de regroupement, "focus", regroupe les enjeux suivant les valeurs attribuées et indique sur les dendrogrammes, les pourcentages de similarité entre les problématiques et entre les pistes d'action (figure 4.15). L'analyse en composantes principales, "pringrid", génère, sur un graphe cartésien, les principales composantes constituées par des enjeux et des pistes d'action dans une disposition spatiale et précise leur rapport de proximité en pourcentage. Le graphe présente des enjeux "construits", en points rouges et des cadres d'action "élément", en lignes bleues (figure 4.16). Il propose différents scénarii. La distance entre les éléments indique la relation entre l'enjeu et la piste d'action, plus les éléments sont proches plus ils établissent une relation forte.

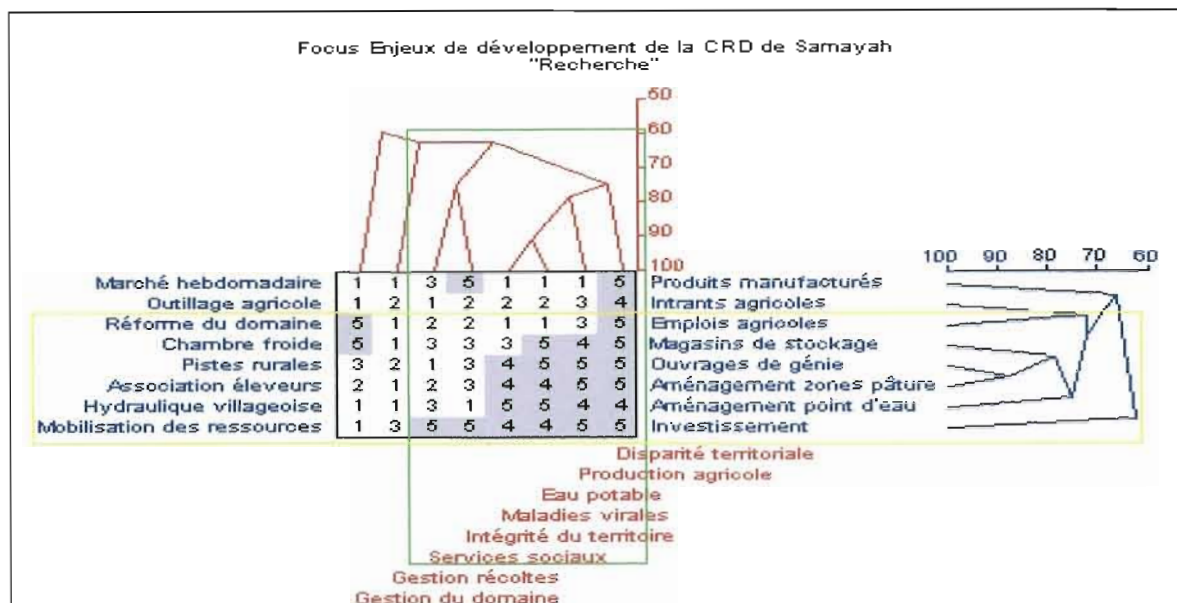


Figure 4.15 Analyse de regroupement des enjeux de développement de Samayah

Sous le graphique, les enjeux de développement et à la verticale, les pourcentages de similarité relié au réseau de lignes qui associe les enjeux entretenant un fort niveau de similitude dans la distribution des valeurs accordées. À l'horizontal, les cadres d'action, les pourcentages de similarité reliés par le réseau de lignes. Les rapports de similarité sont calculés par la formule : $100 - ((SD/[VM-1]) \times C) \times 100$, où SD est la somme des différences des valeurs, VM, la valeur maximale de l'échelle et C, le nombre de construits contenus dans les rangées (Bourassa *et al.*, 2007).

La requête "Focus", regroupe, en fonction de l'ordre d'importance des valeurs attribuées, six enjeux qui présentent une préoccupation cruciale (rectangle vert) et six pistes prioritaires d'action (rectangle jaune). Les enjeux entretenant une certaine similitude sont évalués statistiquement par paire. Ainsi, les problématiques *maladies virales/eau potable* sont les plus préoccupantes à 92%. Les deux problématiques qui s'équivalent par ordre d'importance sont aussi étroitement associées à la *production agricole* (80%) et à la *disparité territoriale* (75%). La seconde paire de problématiques est l'*intégrité du territoire* et *services sociaux*, exprimées à près de 78%. Cette paire de problématiques est aussi en lien avec la *gestion des récoltes* (65%) et la *gestion du domaine* (58%). Pour le cadre d'action à

entreprendre, les couples réalisation de *pistes rurales/ouvrages de génie* et *association éleveurs/aménagement zone pâture* sont de première importance à 89%. Ils sont reliés à ceux de *magasins de stockage/chambre froide* (78%) et *hydraulique villageoise/aménagement de points d'eau* (75%). Le second groupe d'action est *outillage agricole/intrants agricoles* et *réforme du domaine/emplois agricoles*, exprimé à 72%. Ce groupe d'action s'associe à *marché hebdomadaire/ produits manufacturés* (65%) et *mobilisation des ressources/investissement* (60%) (tableau 4.10).

Tableau 4.10 Rapport de similarité selon l'ordre d'importance générés par "Focus"

Problématiques	%	Cadre d'action	%
. maladies virales/eau potable	92	. pistes rurales/ouvrage de génie . association éleveurs/aménagement zone pâture } . magasin de stockage / chambre froide	89
. production agricole	80		78
. disparité du territoire	75	. hydraulique villageoise/aménagement point d'eau	75
. intégrité du territoire/services sociaux	78	. outillage agricole/intrants agricole . réforme du domaine/emploi agricole } . marché hebdomadaire/produits manufacturés	72
. gestion des récoltes	65		65
. gestion du domaine	58	. mobilisation ressources/investissement	60

L'évaluation statistique de la problématique de développement de la collectivité de Samayah distingue deux catégories d'enjeux majeurs. La catégorie de première importance est celle des problèmes des maladies virales et d'eau potable qui prend de l'ampleur avec les facteurs liés à la production agricole et à la disparité territoriale. Les actions à entreprendre, par ordre d'importance, devront porter sur : (i) le désenclavement par la réalisation des pistes rurales et des ouvrages de franchissement, (ii) la gestion de l'élevage par la mise en association des éleveurs et l'aménagement d'aire de pâturage, (iii) la gestion post récolte par la construction des unités stockage et de conservation, (iv) l'hydraulique villageoise et/ou l'aménagement des points d'eau. La seconde catégorie est celle liée aux considérations d'intégrité du territoire et de services sociaux qui prend en compte des problèmes de gestion du domaine et des récoltes. Les actions à entreprendre reposent sur : (i) l'amélioration des facteurs de production, (ii) la réforme du domaine et la valorisation des emplois agricole, (iii) l'implantation et la valorisation des centres d'échange et d'approvisionnement, (iv) la dynamisation de la mobilisation des ressources et des investissements. Cette analyse statistique est illustrée graphiquement de façon spatiale, dans un espace bidimensionnel de composantes principales par la figure 4.16.

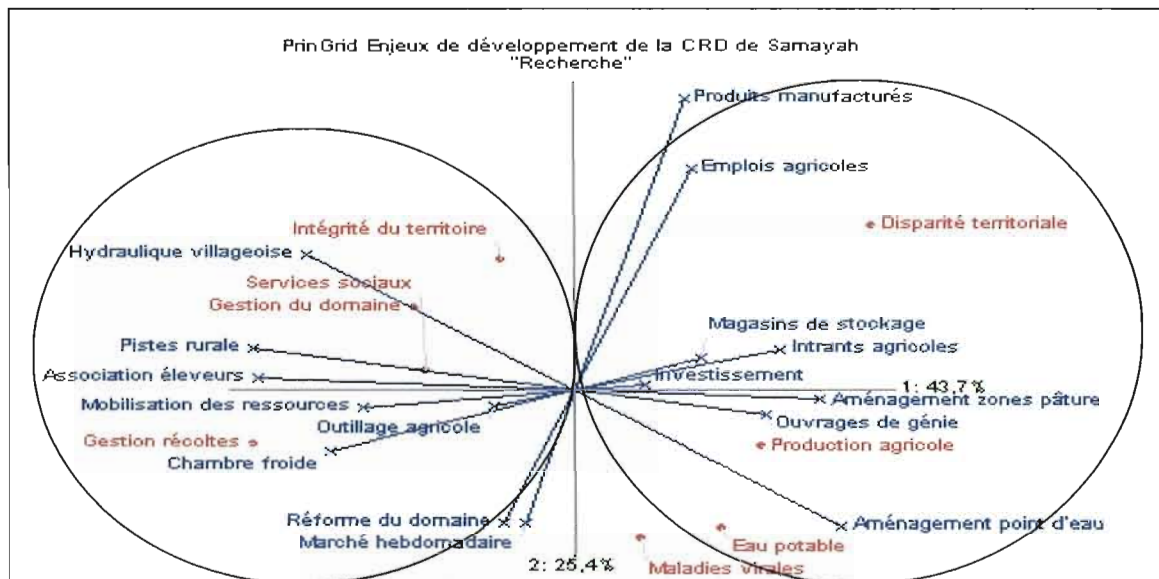


Figure 4.16 Analyse en composantes principales des enjeux de développement de Samayah

La requête PrinGrid, représente graphiquement les interactions entre les problématiques relevées et les pistes d'action identifiées pour le développement de la collectivité de Samayah. Elle met en exergue quels cadres d'action interagissent avec quels enjeux de développement et les catégorise en composantes principales. Les pôles d'actions à entreprendre sont reliés par les axes portant aux extrémités les concepts qui présentent, pour le groupe, un rapport d'opposition. Et, plus un enjeu est proche du pôle, plus il entretient un rapport d'interaction fort avec ce pôle. Les axes centraux représentent les composantes principales qui expriment le pourcentage d'interaction. Analyser cette représentation spatiale de la matrice revient à repérer les rapports d'interaction qu'entretiennent les enjeux et les actions.

Ainsi, les actions polarisées *pistes rurales/ouvrages de génie* par exemple, traduisent que le désenclavement nécessite par endroits, la réalisation des pistes ou l'implantation des ouvrages de franchissement sur les bretelles existantes. La dispersion des enjeux et des actions sur les deux composantes principales, en fonction des rapports de proximité, forment deux "grappes" portées par le pôle *hydraulique villageoise/aménagement des points d'eau*. La grappe du pôle hydraulique villageoise associe trois enjeux de développement, *intégrité du territoire, services sociaux, gestion du domaine*. L'enjeu gestion des récoltes apparaît aussi

important interagissant avec plusieurs pôles d'actions. Elle représente la seconde composante principale avec corrélation de 25,4%. La grappe du pôle aménagement des points d'eau, associe également trois enjeux développement, *maladies virales*, *eau potable*, *production agricole*. Et l'enjeu de *disparité du territoire* lui confère davantage de l'importance car, il interagit avec plusieurs pôles d'actions. Cette grappe est la première composante principale, La dispersion des quatre enjeux de développement suit l'axe de huit pistes d'action avec lesquelles sont corrélés à 43,7%. Dans cette composante, le problème d'*eau potable* et la prévalence de *maladies virales* sont des enjeux qui ont les mêmes portées. Les deux composantes rendent compte du plus haut degré d'interaction, 69,1%, entre les enjeux et les pistes d'action.

4.5 Analyse spatiale de la CRD de Samayah et utilisation du territoire

Le territoire de la collectivité rurale de Samayah est très hétérogène. Globalement, la superficie du territoire est répartie à 11% d'altitude variant entre 700m à plus de 900m, 11% entre 600m à plus de 700m d'altitude, 33% entre 400m à plus de 600m d'altitude et 44% à une altitude de moins de 400m (figure 4.3). Il se dégage une certaine logique entre l'agressivité du territoire et la mise en valeur anthropique de celui-ci. En effet, il existe une relation étroite entre les gradients de relief, l'installation et les activités humaines, le type de sol et la végétation et les enjeux environnementaux et économiques. Une analyse de la corrélation territoire, installation et activités humaines et enjeux environnementaux est présentée au chapitre V afin d'établir le portrait environnemental et identifier les axes de développement.

Les types de sol se catégorisent par gradients de relief. Les sols squelettiques sur les hauts plateaux, fortement lessivés portent des savanes arbustives à arborées faiblement denses. Les sols argileux sur les flancs de montagne, plus ou moins profonds, portent des agroforêts arborées denses au nord-ouest (cf. figure 4.11). Les sols latéritiques sur les bas plateaux du centre et à l'ouest avec de l'horizon induré plus ou moins profond, jusqu'aux curasses (bowé) affleurant au sud-ouest. Les rocheuses ou sol à cuirasse constituent également des sols à hydromorphie temporaire par leur structure compacte. Ils gardent des

flaques d'eau étendues, enherbées, pendant la saison pluvieuse, entrecoupées de bouquets épars d'arbustes.

Pour appréhender et analyser la diversité écologique du territoire nous avons utilisé trois images satellitales. Le traitement d'images a permis de dégager les grands ensembles d'occupation du sol et retracer leur dynamique spatiotemporelle. L'évaluation de la dynamique d'occupation du sol est faite à travers la classification dirigée des images de 1973, 1975, 2000. Les zones de référence sont échantillonnées par polygones par types de classes définit. L'échantillonnage des zones de référence a nécessité une bonne connaissance préalable du territoire que nous avons acquise à travers les différentes configurations villageoises du territoire et notre parcours de terrain. Les classes thématiques sont déterminées en fonction de la physionomie de la couverture floristique du territoire. Cinq classes thématiques : (i) surface bâtie, désignant toutes les agglomérations humaines, (ii) eau, prenant en compte les étendues d'eau, (iii) affleurement rocheux, désignant toutes les surfaces dénudées et en général de la curasse, (iv) forêt, regroupant l'ensemble des formations boisées, (v) savane, comprenant toutes les formations arbustives et/ou herbacées y compris les jachères et les champs. L'échantillonnage des zones de référence terminé, l'algorithme *maximum de vraisemblance*, généralise l'identification de chaque classe sur l'ensemble de l'image (figure 4.17, 4.18 et 4.19).

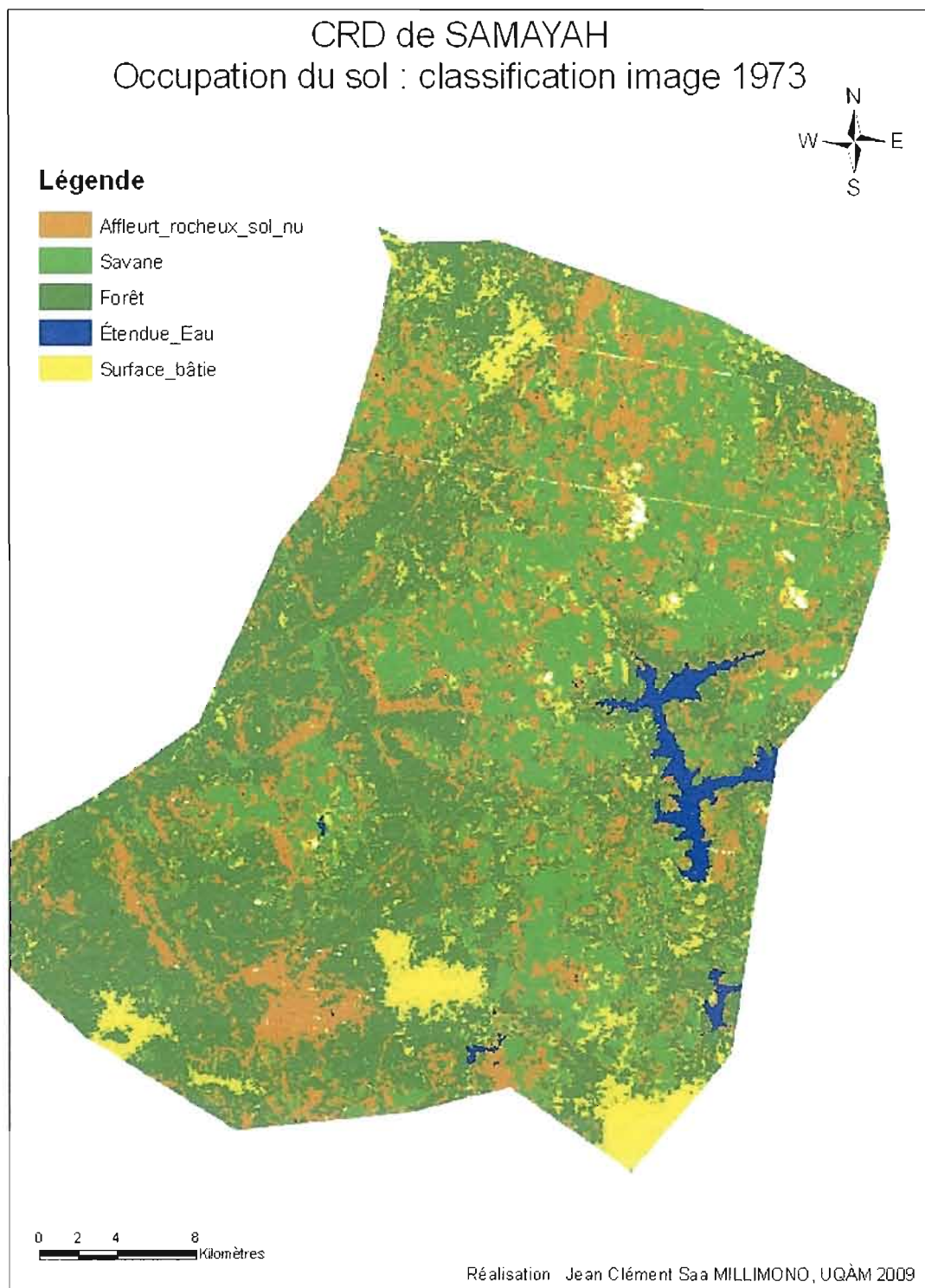


Figure 4.17 Territoire de Samayah, occupation du sol 1973 (source : Landsat 1)

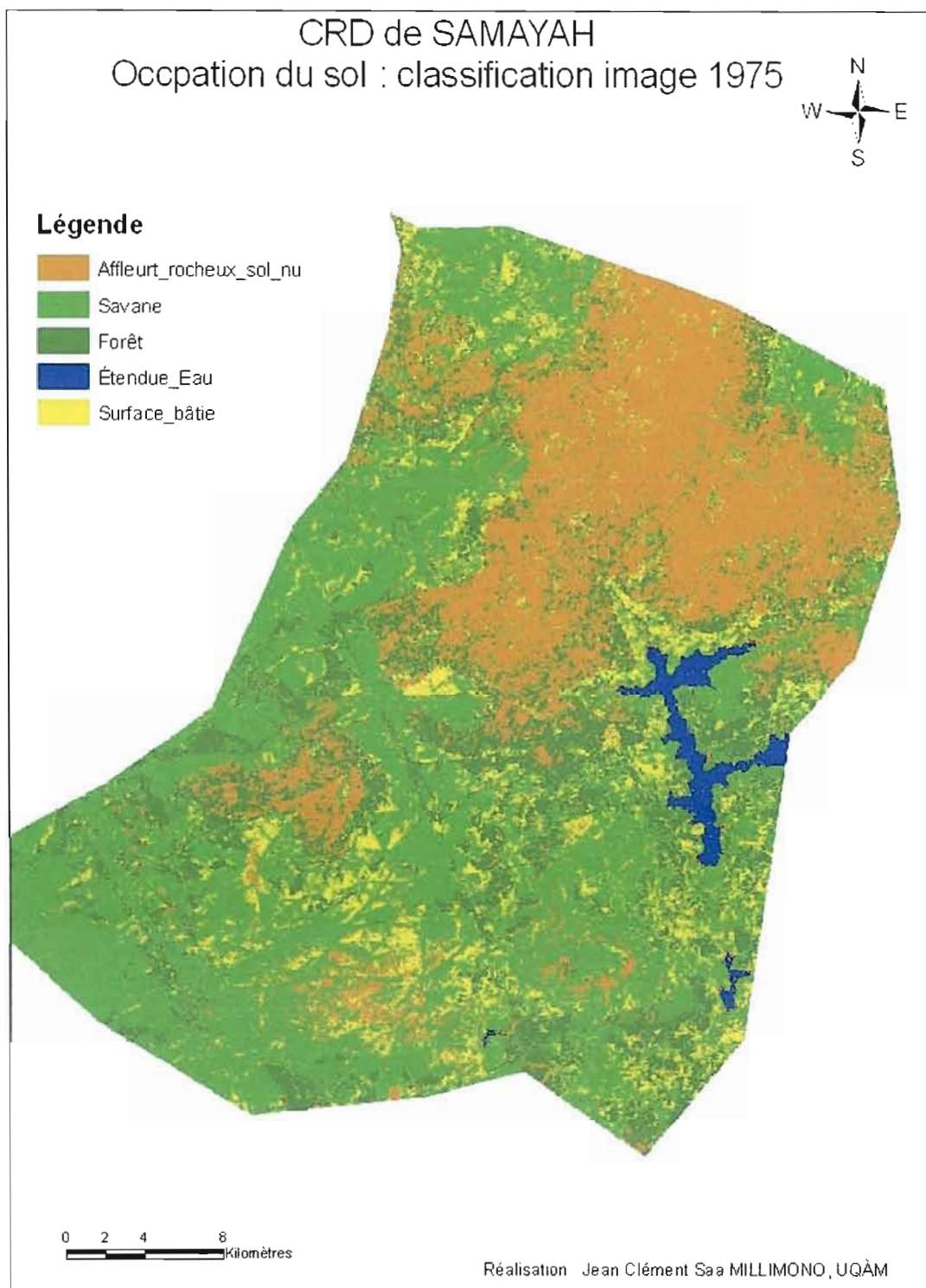


Figure 4.18 Territoire de Samayah, occupation du sol 1975 (source : Landsat2)

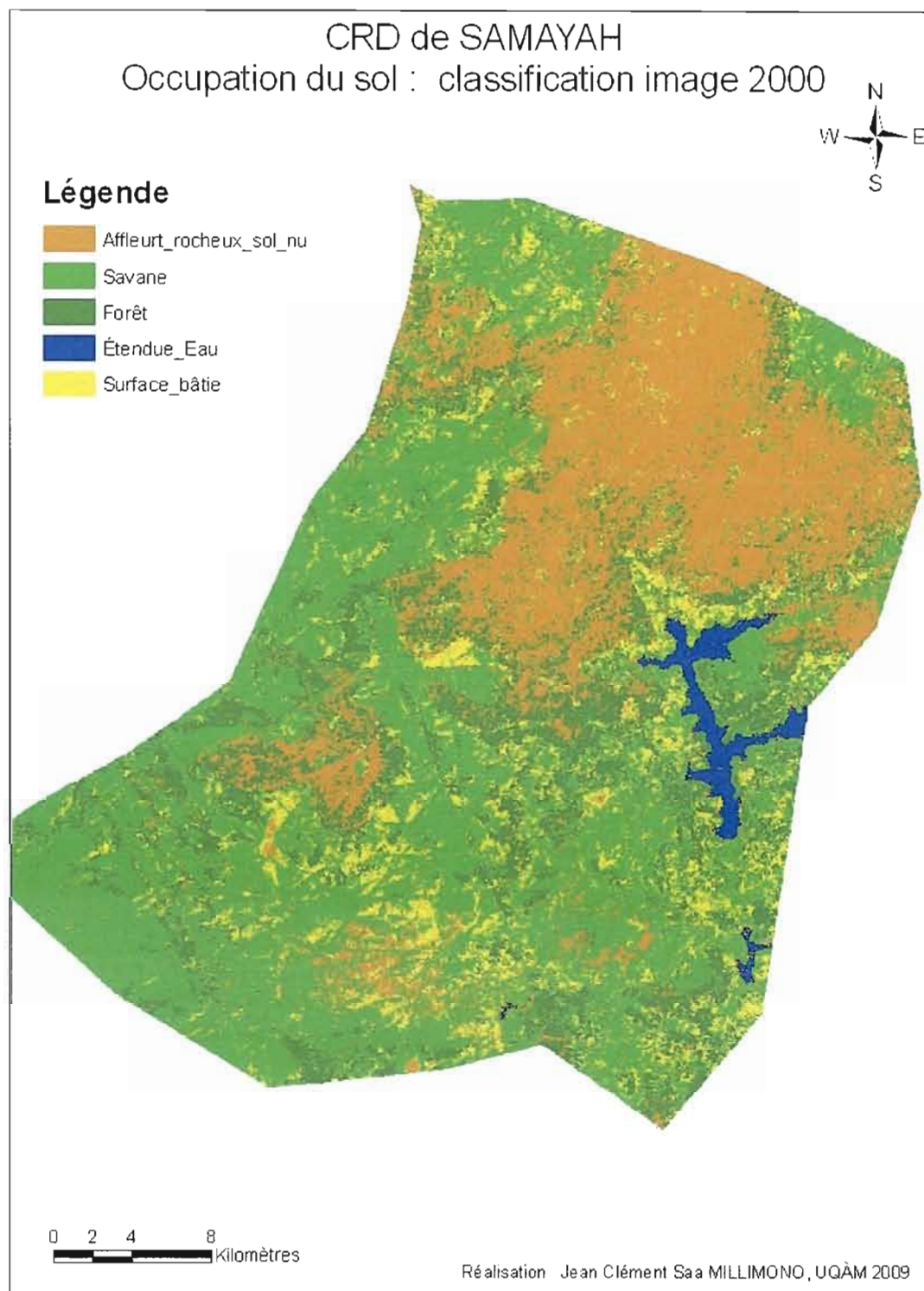


Figure 4.19 Territoire de Samayah, occupation du sol 2000 (source : Landsat 7)

L'évaluation globale de la qualité des résultats de la classification est réalisée, pour chaque image, par les indices Kappa et la matrice de confusion. Les résultats générés par "*maximum de vraisemblance*" sont présentés dans les tableaux 4.11 et 4.12 ci-dessous.

Tableau 4.11 Classification par maximum de vraisemblance : résultat global

Types d'occupation du sol	Code	Image 2000		Image 1975		Image 1973	
		Pixel	% image	Pixel	% image	Pixel	% image
Surface bâtie	1	2074311	21,77	1179997	7.55	1964	0.08
Eau	2	27741	0.29	247942	1.59	4167	0.17
Affleurement rocheux	3	57464	0.60	3972703	25.43	99881	4.19
Forêt	4	2557450	26.84	3560651	22.79	883516	37.10
Savane	5	2924823	30.69	857541	5.49	395786	16.62
Pixels non classés	0	1887441	19.81	5805390	37.16	996326	41.83
Total		9529230	100	15624224	100	2381640	100
Coefficient KAPPA		0.92		0.80		0.94	

Le tableau 4.11 présente, pour chaque classe thématique, le nombre de pixels classés et le pourcentage occupé sur l'image. Ainsi, pour l'image 2000, pour la classe surface bâtie, 2074311 pixels ont été classifiés et y occupent une proportion de près de 22% sur l'image. Cependant, une part significative de pixels n'a pas été classifiée à cause de la confusion de certaines bandes spectrales, elle n'influence pas la précision des classes échantillonnées. L'exactitude avec laquelle les classes thématiques sont restituées en fonction de la signature spectrale échantillonnée est déterminée par l'estimateur Kappa. Les cinq classes définies sont restituées avec une précision de 92%, 80% et 94% respectivement sur les images 2000, 1975 et 1973, dans les pixels classés. Kappa est un indicateur de centralité, il ne se prononce pas sur les pixels non ou mal classifiés. Pour davantage analyser l'évaluation des résultats de la classification nous avons considéré la matrice de confusion. Elle est un indicateur de dispersion qui affiche pour chaque classe, le nombre de pixels des autres classes qui lui ont été anormalement affectés. Le tableau 4.12 présente la table de contingence des incertitudes.

Tableau 4.12 Classification par maximum de vraisemblance : matrice de confusion

Type d'occupation du sol	Code	Image 2000					Image 1975					Image 1973				
		1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
Surface bâtie	1	89,82	0,00	0,61	3,05	3,67	69,46	0,00	22,72	5,98	1,1	97,89	0,00	0,00	0,00	0,00
Eau	2	0,00	95,74	0,00	0,00	0,00	0,86	89,76	0,56	7,72	0,00	0,00	96,03	0,00	1,25	0,00
Aff- rocheux	3	2,77	0,00	94,35	0,05	0,47	18,89	0,00	71,76	4,58	3,24	0,00	0,00	97,6	0,00	0,00
Forêt	4	1,93	0,00	0,00	93,8	0,83	0,46	2,44	5,94	87,85	0,59	0,00	0,00	0,00	92,76	3,39
Savane	5	5,78	0,00	0,41	1,11	91,27	0,14	0,00	3,3	0,14	94,7	0,00	0,00	0,00	3,37	95,18

Le tableau 4.12 relève le degré de séparation des différentes classes d'occupation du sol. Globalement, l'occupation du sol est classifiée avec une bonne pertinence. Les types d'occupation du sol (surface bâtie, eau, affleurements rocheux, forêt, savane), se distinguent respectivement dans les proportions 89.82%, 95.74%, 95.35%, 93.80% et 91.27% sur l'image de 2000. Sur l'image de 1975, les proportions sont de 69.46%, 89.76%, 71.76%, 87.85%, et 94.70%. Pour l'image de 1973, les classe d'occupation du sol sont classifiées avec des précisions respectivement de 97.89%, 96.03%, 97.60%, 92.76%, et 95.18%. Le degré de séparation est particulièrement significatif sur l'image de du 25 mars 1975. En pleine saison sèche, le degré de confusion est d'autant plus grand, atteignant 19% à 23%, qu'il n'est pas facile de distinguer les affleurements rocheux et terrain bâti pour la classe de surface bâtie et affleurement rocheux. L'image du 1^{er} mai 1973 restitue le plus haut degré de pertinence des classes d'occupation de sol. La netteté avec laquelle les entités sont classifiées malgré la faible résolution de l'image (80m), serait due en grande partie à la reprise de la végétation après le passage de la Mousson à la mi-avril. L'image du 19 décembre 2000, de plus grande résolution (30m), prend en compte plus de détails physiques ayant engendré un léger degré de mélange dans chaque type d'occupation de sol.

Le résultat global de la classification résumé dans le tableau 4.9 dégage la dynamique temporelle d'utilisation de l'espace des trois années. La première année, 1973, est la dernière année de la grande sécheresse dans la région. Elle est également l'année de fin de la réalisation du barrage hydroélectrique à Baneya dont la retenue a occasionné de grandes mutations socio-écologiques à Samayah. La dynamique d'occupation du sol est évaluée après deux ans (1975), puis après deux décennies (2000) à la suite de ces mutations. La figure 4.20 ci-dessous illustre les différentes tendances.

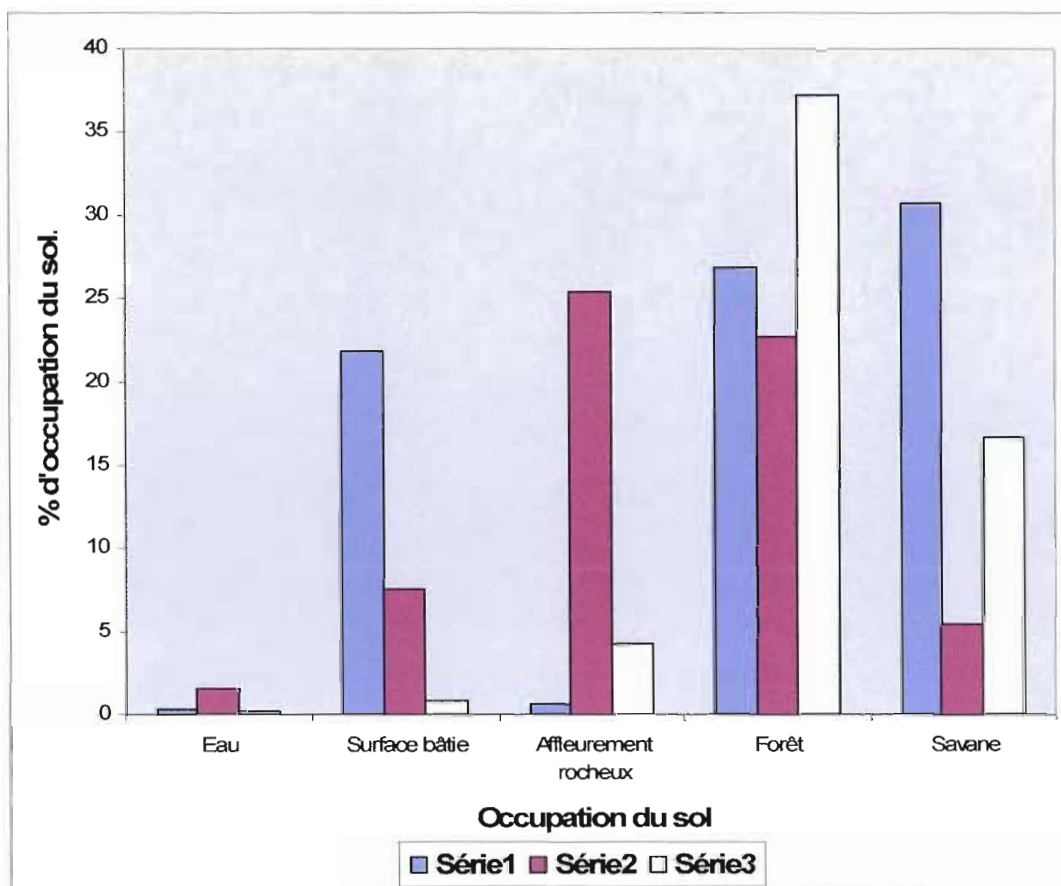


Figure 4.20 Dynamique d'occupation du sol de la CRD de Samayah

La figure 4.20 illustre, par type d'occupation du sol, des fluctuations très prononcées. La superficie de l'espace bâti varie de fort à très fort. Jusqu'en 1973, et avant la réalisation du barrage hydroélectrique à Baneya, moins de 1% de superficie du territoire était bâtie. Les agglomérations humaines restaient principalement concentrées le long de la Samou. La perte des terres au centre-est, dans la vallée des ruisseaux qui déversent du mont "Douniamatodé", immergées par les eaux de la retenue, a occasionné le développement de nouvelles agglomérations plus en retrait. De près 8% de superficie bâtie en 1975, le taux d'occupation est passé à plus de 22% en 2000. L'étendue d'eau a connu une montée importante du niveau des eaux dans la retenue en 1975, jusqu'à atteindre les 2% du territoire. Elle pourrait s'expliquer par la reprise des précipitations après des années sécheresse et par une forte rétention des eaux en surface due à la compacité du sol. Le débordement des eaux a été

l'origine d'importantes inondations. La superficie des affleurements rocheux a cru rapidement en 1975 et a diminué fortement durant les décennies pour n'occuper qu'une proportion de 0,60%. Les superficies de forêts ont connu une diminution brusque en 1975 et n'ont connu qu'une légère croissance après deux décennies, 27% contre 23% en 1975. Les superficies de savanes, après une diminution significative en 1975, connaissent une augmentation forte qui se maintient constante jusqu'en 2000 pour atteindre 31%.

En analysant globalement la dynamique d'occupation du sol sur le tableau 4.9, différentes tendances se distinguent par année d'observation. En 2000, le territoire s'est largement couvert de savanes (31%) au détriment de la couverture forestière (27%). Au début de 1973, la couverture forestière était abondante (37%). Cette mutation s'explique différemment d'une année à l'autre. L'importance des étendues de savane en 2000 est la résultante d'une mise en culture ou d'une exploitation anthropique à grande échelle des formations forestières. La régénération naturelle a souffert en 1975 du stress induit par des effets de sécheresse de 1973. Le recul de la couverture forestière (23%) n'a pu être compensé par le développement des savanes (5%), les superficies sont restées à dominance nues (25%). Le pourcentage élevé (37%) des superficies forestières en 1973 reflète le faible impact des effets de la sécheresse de 1972 sur le paysage. Les superficies de sols nus sont encore assez faibles, seulement (4%) et le taux d'occupation humaine n'a pas connu un développement important, moins de (1%). Ceci permet d'affirmer que l'état actuel de la dégradation du couvert végétal résulterait de l'effet conjugué des activités humaines et des mutations écologiques, principalement, le déficit pluviométrique, comme l'illustre l'analyse des indices pluviométriques au chapitre IV.

CHAPITRE V

PORTRAIT ENVIRONNEMENTAL DE SAMAYAH ET AXES DE DÉVELOPPEMENT

Ce chapitre dresse à partir des résultats de la caractérisation socio-environnementale du chapitre IV, un portrait environnemental de la Collectivité rurale de développement de Samayah. En fonction de l'interprétation des résultats du portrait élaboré, des axes de développement envisageables sont discutés. Les axes sont formulés comme des principaux chantiers de développement à promouvoir pour réaliser le développement local de la CRD de Samayah.

5.1 Profil environnemental

Le profil environnemental est établi à travers les réalités socio-environnementales étudiées de Samayah. Chaque rubrique passe en revue, de façon critique, l'analyse faite au chapitre précédent pour les principaux facteurs de développement, ressortant les acquis et les défis que le facteur soulève pour la localité.

5.1.1 Population et occupation du territoire

La structure démographique de Samayah est globalement homogène. Le principal groupe ethnique, Soussou, est à l'origine de l'installation humaine sur ce territoire. Dans un passé récent, le foyer de cette installation était Yembéta, village perché sur les hauts plateaux du Nord-est. Yembéta garde sa réputation du village-mère de la localité, créé jadis à cet emplacement au relief contraignant pour des raisons stratégiques à l'époque des grandes guerres tribales. Le déploiement progressif de la population sur le territoire sous emprise de Yembéta s'est effectué suite à la croissance démographique et/ou à la nécessité de partition

de l'espace vital. Pour la totalité des villages, l'origine des premiers occupants (fondateurs) se réfère à Yembéta, marquant une certaine harmonie sociale. Les assises sociales traditionnelles, notamment la solidarité, y sont observées avec rigueur. L'occupation du territoire prend de ce fait une structure radiale (figure 5.1). Comme le montre le schéma ci-dessous, seulement deux agglomérations ; Seinta et Missira-Kourou qui auraient connues un développement secondaire par rapport à Yembetta.

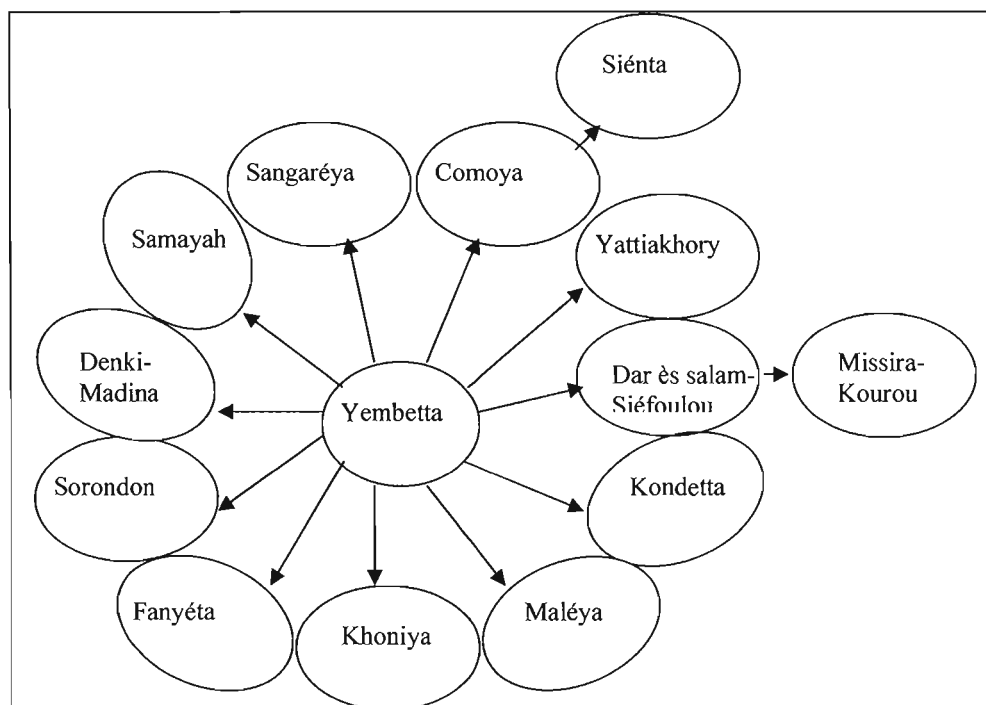


Figure 5.1 Diagramme de la structure d'installation humaine (source : enquête de terrain

Cette disposition radiale est plutôt excentrique au sud-est du territoire (figure 5.2). La population, fortement cosmopolite, nuance l'installation clanique d'origine. Généralement, à la recherche de terres agricoles, certains résidents de la CRD voisine, Friguiagbé, auraient traversé la rivière Samou et s'y sont installés. Les premiers occupants des villages au sud du territoire de Samou-Kiri et à l'extrême centre-est (Waliya) seraient tous en provenance de Friguiagbé (cf figure 4.16). En plus de cette position excentrique, la proximité de la nationale 1 et de la Commune urbaine de Kindia (cf figure 4.1 et 4.2), marquent aussi fortement les

échanges et les mouvements de la population dans la zone. La population jouit, de ce fait, des avantages d'agglomérations riveraines.

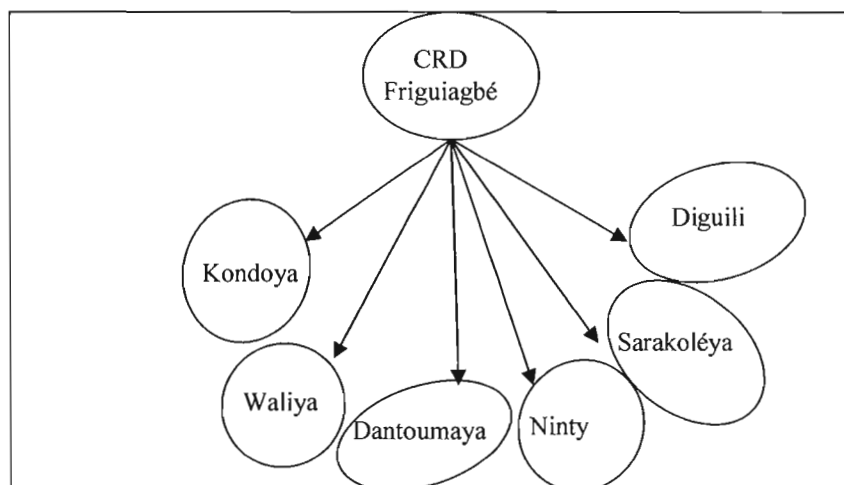


Figure 5.2 Diagramme de la structure d'installation humaine au Sud-est, (source : enquête de terrain)

La population de Samayah est très inégalement répartie sur l'ensemble du territoire. Les chiffres officiels de la population dans les archives de la RCD (tableau 4.1) sont une estimation de la population en 2004 des résultats du dernier recensement général de la population en Guinée de 1996. Leur fiabilité, une décennie plus tard, laisse à désirer. Pour les besoins de l'étude, nous avons effectué une estimation grossière de la population résidentielle basée sur le dénombrement donné par le Chef de secteur dans les villages enquêtés. L'estimation de la population est faite spécifiquement par village unitaire (terroir) enquêté sans considération du découpage administratif. Le village unitaire comprend, en général, l'agglomération principale et les hameaux qui relèvent de son espace coutumier. En confrontant les chiffres estimés au cours des enquêtes à ceux des archives de 2004, la distribution du nombre d'habitants par village/district se présente comme suit (figure 5.3).

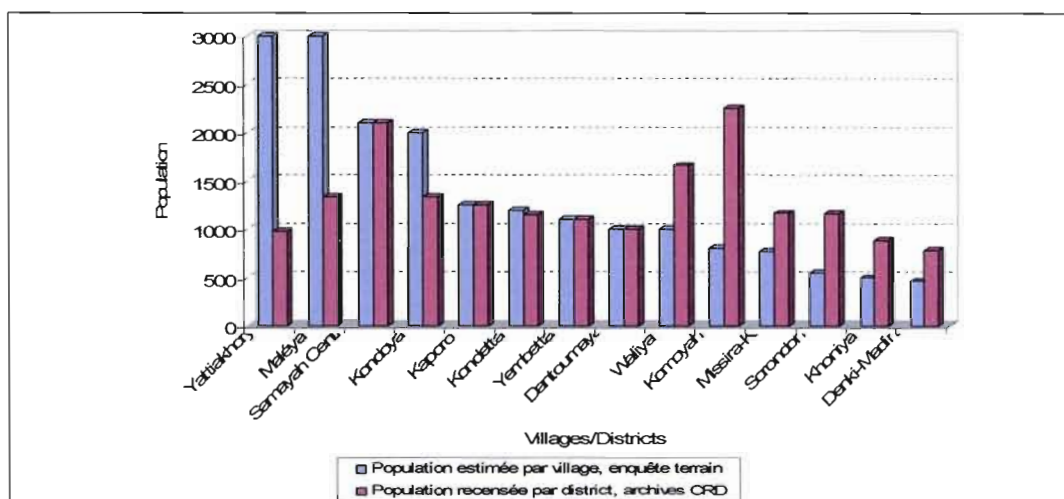


Figure 5.3 Taille des villages/district par nombre d'habitants

La taille des agglomérations, comme nous le verrons à la rubrique (5.1.2), est en lien avec la disponibilité des terres et la prospérité des activités agricoles. Les agglomérations de 3 000 habitants (Yattiakhory et Maléya) sont particulièrement propices à l'agriculture. Elles constituent les principaux greniers céréaliers de la CRD. Le centre administratif (Samayah) et le centre des fermes agricoles (Kondya) viennent au deuxième rang de peuplement. Cependant, si l'on considère la population globale par district, en rouge, la distribution inverse les tendances. Comoyah, carrefour et principal centre d'affaires, est le district le plus peuplé avec plus de 12% de population. Il est suivi de près par le centre administratif Samayah (11,57%). La structure de la taille des autres districts répond à peu près à celle de la population estimée des enquêtes. Le district de Waliya où prospèrent l'agriculture, le maraîchage et la pêche artisanale est fortement peuplé (9%). Il est suivi de près par Kondoya et Maléya avec près de 7%.

La non maîtrise de la démographie de la part des services administratifs de la CRD est bien illustrée à Yattiakhory. Le village de Yattiakhory, qui constitue en lui seul, un district composé de deux "quartiers", se retrouve, pour les chiffres officiels, à l'avant dernier rang de peuplement. Il est en effet, la plus grande agglomération en termes de population selon le dénombrement de villageois, justifiant ainsi la réserve faite sur la fiabilité de l'estimation administrative de la population.

La population représente un maillon fondamental de développement communautaire. En plus d'être le principal acteur, elle est un facteur essentiel de développement en milieu rural. Elle représente, du moins pour le moment, la ressource financière facilement mobilisable par le Conseil communautaire. Elle est définie dans la politique fiscale guinéenne, comme la contribution des citoyens au développement local (CDL). La CDL est la première ressource propre transférée par l'État aux collectivités dont la matière imposable est clairement définie. Elle est une contribution financière individuelle annuelle par habitant de plus 14 ans et moins de 60 ans définie par la loi des finances. La CDL est Classée dans la catégorie "autres impôts" perçus au profit des collectivités par le Code général des impôts de la Guinée. L'identification du contribuable est à référence territoriale, le lieu de résidence habituelle. Le nombre de contribuables par village représente ainsi un indice qui détermine la taille et le poids du village dans la mobilisation des recettes financières de la collectivité. La figure 5.4 présente la répartition du nombre de contribuables par district.

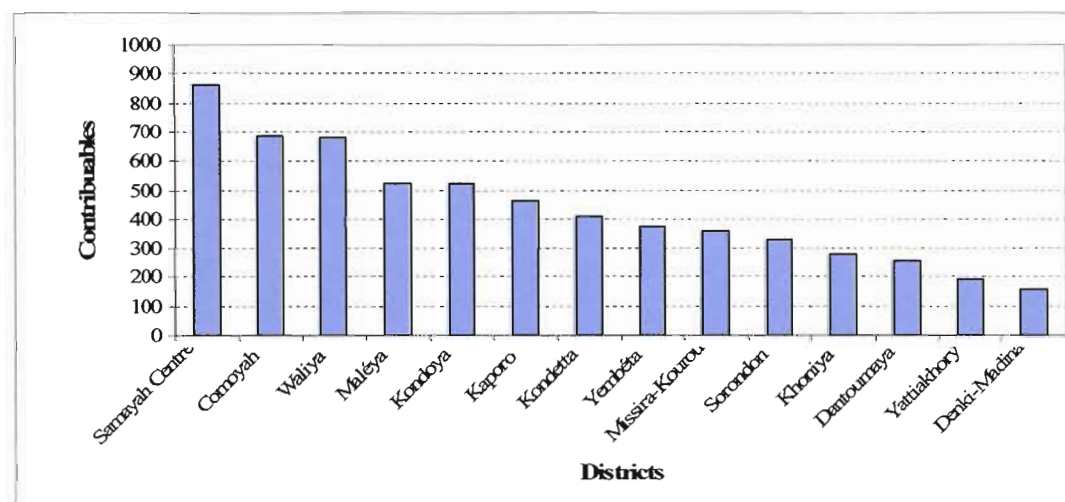


Figure 5.4 Ressources de la CDL, contribuables par district, recensement fiscal 2006.

En terme de proportion, le centre administratif Samayah représente 13% des contribuables de la CRD, suivi de Comoyah et de Waliya qui compte chacun 11% de contribuables. Ainsi, Comoyah et Samayah se disputent la première place en nombre de population et en nombre de contribuables. Le district de Waliya se maintient toujours au troisième rang tant par la taille de la population qu'en nombre de contribuables. Il existe plusieurs similitudes entre les districts en nombre contribuables. Les districts de Maléya et

Kondoya regroupent 9% de contribuables chacun, Yembéta et Missira-kourou 6%, Sorondon et Khoniya 5%, Yattiakhory et Denki-Madina 3%, le plus faible rapport (figure 5.5).

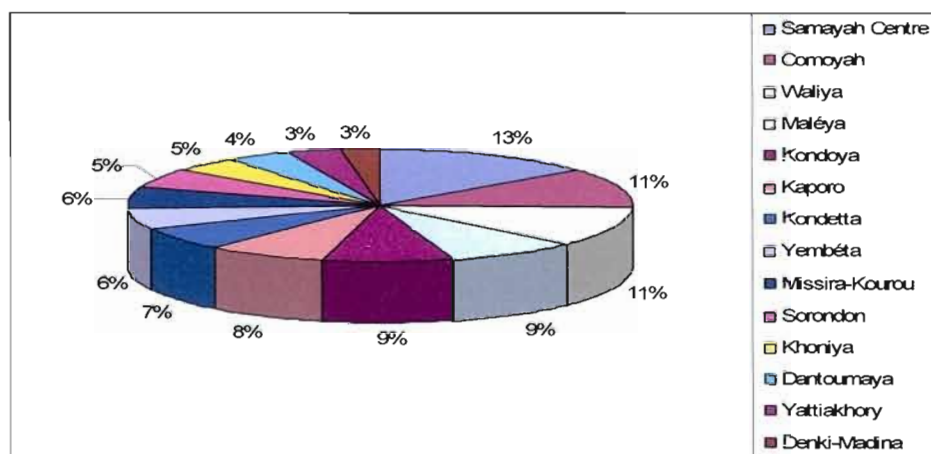


Figure 5.5 Proportion de contribuables par district en 2006, archive de la CRD

L'analyse de la population comme facteur de développement revient à la caractériser en tant qu'acteur. L'approche par terroir a permis de faire cette caractérisation à travers la structure sociale d'exploitation de l'espace. Dans notre zone d'étude, l'exploitation de l'espace est structurée par "clans" de familles (fokhèdè). Le fokhèdè regroupe un certain nombre de familles qui généralement ont le même nom de famille. C'est une procédure ancestrale d'affectation de l'espace qui se perpétue jusqu'à nos jours en milieu rural. Elle se perçoit comme une norme coutumière de gestion d'échelle du terroir villageois. Chaque fokhèdè se voit attribuer une portion du territoire suivant des limites naturelles (sentier, ligne crête, rivière). Toutefois, l'attribution du territoire ne donne pas lieu au droit de propriété. Ce dernier est exclusivement une prérogative du lignage fondateur du village. Cependant, le fokhèdè a toute la latitude reconnue pour la mise en valeur et la gestion de l'espace qui lui est alloué, sans limitation dans le temps.

Le nombre de fokhèdè augmente en fonction de la dynamique démographique du groupe. Il est un indice de resserrement de la responsabilité au territoire. La croissance démographique induit la pression foncière et appelle au contrôle étroit de l'espace. Comme répercussion sur la gestion coutumière, les communautés démultiplient le découpage de l'espace et des organes en charge de sa mise en valeur. Le fokhèdè est de ce fait, l'acteur par

excellence de développement communautaire en milieu rural. Un acteur moral qui renvoie à la responsabilité au territoire. Il est, à notre avis, un acteur territorial à travers lequel doit se réaliser le rôle souhaité des territoires locaux dans la gestion des écosystèmes, formulé dans le cahier des propositions pour le XXI^e siècle (Calame *et al.*, 2005). Il est une force mobilisatrice de la population aux actions développement et maintient la cohésion sociale en transcendant les vicissitudes de droit de propriété foncière coutumière. Le nombre de fokhèdè par village détermine ainsi, des acteurs potentiels de développement. Il y a une moyenne six (6) fokhèdè par village. Certaines agglomérations ont jusqu'au double de la moyenne, Sangaréya et Diguili ont respectivement 12 et 11 fokhèdè. De même, certains villages ne possèdent que la moitié de la moyenne de fokhèdè, Fanyéta (3), Maléya, Kondoya, Waliya, Kondetta, Khoniya et Missira-kourou ont chacun quatre (4) fokhèdè par village. Entre les deux extrêmes, le nombre médian de fokhèdè par village est 5, représenté par Yattiakhory et Siénta. Plusieurs autres villages ont un nombre significatif de fokhèdè, au dessus la valeur médiane; Dantoumaya (8), Dar ès salam et Comoya (7), Denki-Madina et Sorondon (6) (figure 5.6).

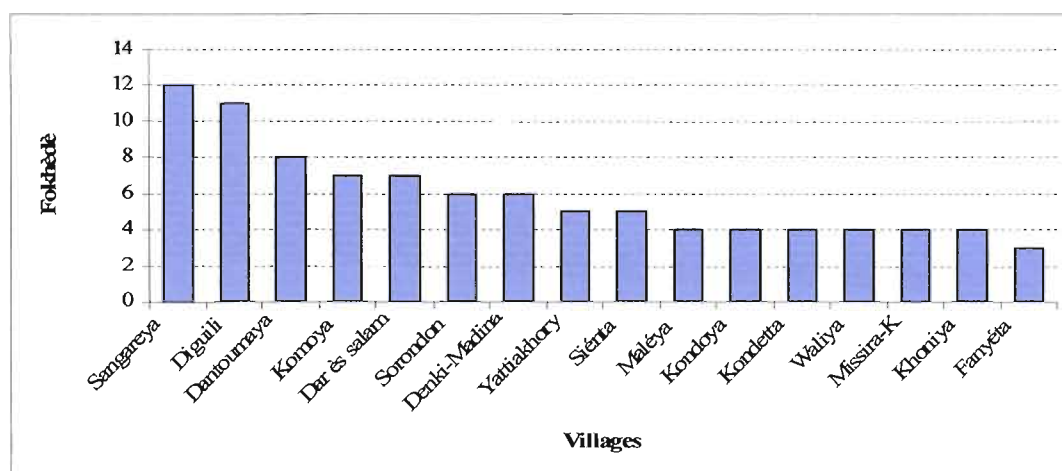


Figure 5.6 Acteurs territoriaux par village, enquête 2006

Le contrôle sur le territoire, avec une moyenne de six fokhèdè par village, est élevé à Samayah. Le resserrement de la responsabilité au territoire par le nombre d'acteurs sociaux n'obéit pas à une structure linéaire. L'hétérogénéité et le clivage territorial obligent la population à prendre des mesures spécifiques de gestion.

5.1.2 Territoire et milieu physique

Le territoire de Samayah, malgré la grande diversité de la structure morphologique du relief, peut être caractérisé en cinq ensembles écologiques (cf figure 4.3) :

- le haut plateau du nord, de l'altitude 650 m à plus 900 m, un écosystème dominé par le socle rocheux dénudé entouré par de la végétation arbustive montagnarde. Il n'existe pratiquement aucune installation humaine dans la zone. De nombreuses têtes sources y prennent naissance irriguant de part et d'autre du sommet du mont "Douniamatodé". D'un côté, Samayah où les eaux se jetant dans la Samou au centre et dans la Baki à l'ouest. La CRD de Bangouya, de l'autre côté, où les eaux se jettent dans la Tawulu et la Baritongo. L'abondance et la forte intensité des précipitations de la saison des pluies font naître de nombreuses têtes de sources et ruisseaux temporaires qui chutent sur les flancs rocheux, influencent considérablement le régime hydrologique dans la zone.
- le centre-est, altitude atténuée, de 400 m jusqu'à la limite de 300 m. C'est le principal bassin versant de la CRD, drainé par un important réseau hydrographique. La zone abrite l'essentiel des agglomérations villageoises (figure 4.2). L'écosystème est fortement anthropisé. Il existe quelques bosquets de forêt à palmiers naturels et à *Parkia* (figure 4.12). Son relief, moyennement ondulé, lui fait bénéficier d'un nombre important de bas-fonds (tableau 5.1).
- l'extrême sud, la végétation est à dominance de savanes arbustives, parsemées d'arbres dominants conservés pour de raisons d'utilité : palmier (huile, feuillage), *Parkia* (amandes et pulpe), *Detarium* (ombrage et bris vent), *Hymenocardia* (fruits et perches). Le relief est plus ou moins uniforme, moindrement ondulé. La zone possède quelques bas-fonds d'une superficie importante (tableau 5.1). Toutefois, les bas-fonds relèvent quasiment de la propriété privée pour le compte des domaines des exploitations coloniales rétrocédées aux particuliers ou reprises par l'État. Ils font l'objet de revendications des collectivités villageoises. Certains constituent déjà des contentieux judiciaires, notamment à Diguili.

- le sud-ouest, le relief est plutôt adouci et très uniforme. La végétation est couverte de forêts secondaires jeunes. L'espace, encore disponible, a une faible valeur agricole à cause de la caractéristique du sol. Le sol latéritique à cuirasse affleurant limite les activités agricoles à cause de la rétention des eaux. Le volume des eaux de rétention de surface est à l'origine de la grande évaporation potentielle dans la zone. Malgré l'abondance des précipitations, on enregistre des années au bilan hydrique déficitaire (1999), affectant le calendrier et des rendements agricoles. Les bas-fonds réels ne se rencontrent que dans la cuvette de Missira-kourou sur des étendues importantes (tableau 5.1), faisant du district, la zone d'agriculture par excellence.
- l'ouest et le nord-ouest, le relief est très accidenté suite à une atténuation brusque et progressive d'altitude sur de courts plateaux entremêlés de grandes excavations où se dressent des rochers géants. La végétation est couverte de formations montagnardes et de savanes à *Parkia*. Les agglomérations humaines sont perchées sur de petits plateaux. La population de cette zone se distingue particulièrement par son arboriculture de montagne, adaptée au relief et qui préserve l'écosystème fragile.

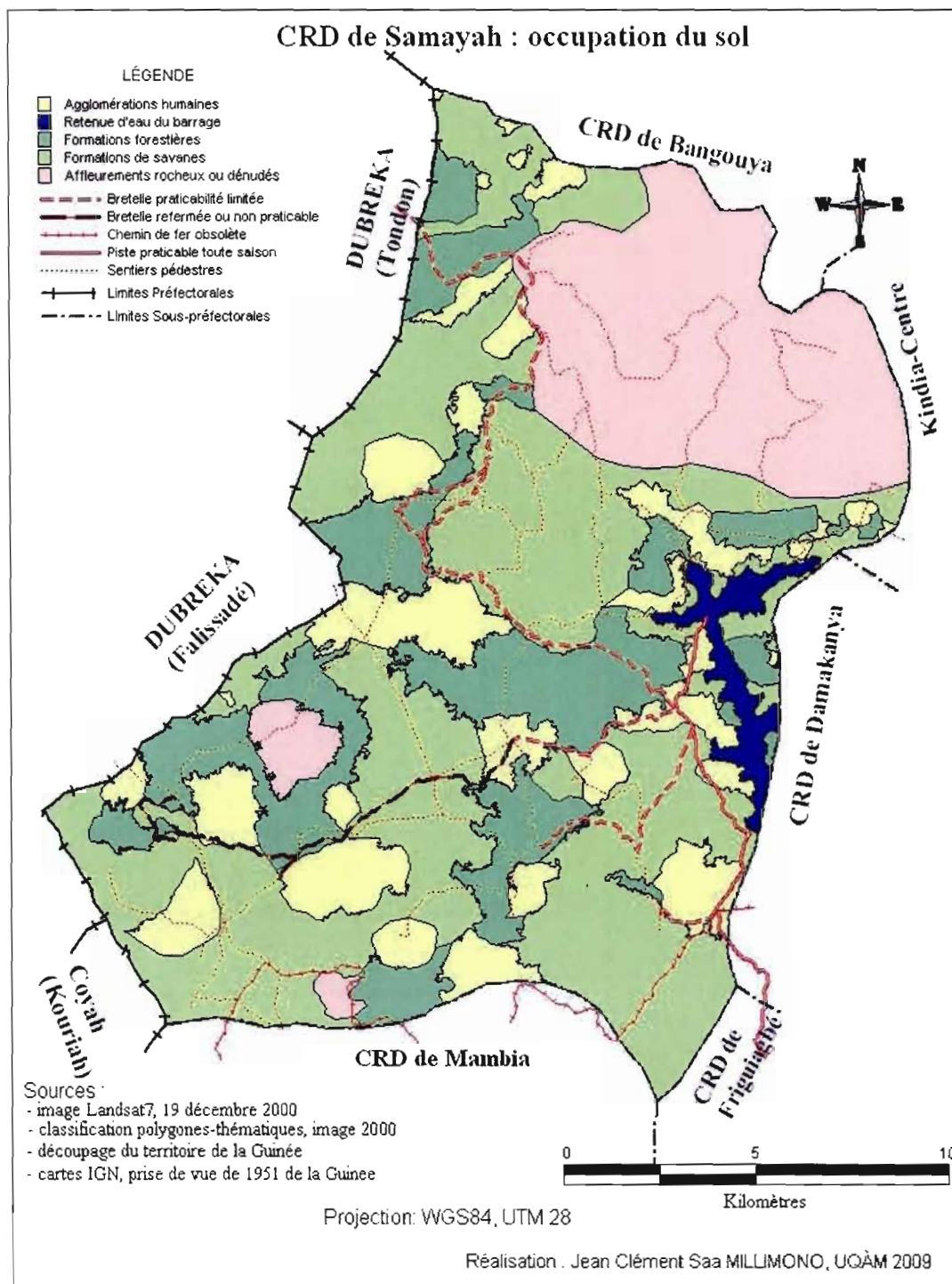
Tableau 5.1 Identification des principaux bas-fonds (source : enquête terrain 2006)

Désignation	Localisation	Nbre exploitants/saison		Superficie estimée (ha)	Propriété
		S. pluies	S. sèche		
Dokorokoro	Siénta	5	-	-	villageoise
Tougandi	Siénta	-	-	9	villageoise
Kotokhouré	Siénta	10	-	8	-
Takhouré	Siénta	9	-	10	villageoise
Yonkon	Comoya	5	-	3	familiale
Dombékhouré	Comoya	10	10	10	familiale
Tormelen	Comoya	10	-	5	familiale
Fommèdé	Comoya	10	-	10	familiale
Tamèrè	Comoya	20	20	10	villageoise
Dornèya	Comoya	5	-	2	villageoise
Bataraya	Comoya	15	15	20	familiale
Khobé	Comoya	10	-	15	familiale
Gbentikoliya	Yattiakhory	-	-	-	villageoise
Fossékhouré	Dar ès salam	2	-	-	familiale
Foungama	Dar ès salam	1	-	-	familiale
Kalémèrè	Dar ès salam	1	-	-	familiale
Lenkima	Missira-kourou	3	-	27	villageoise
Yilikhouré	Missira-kourou	6	-	18	villageoise
Konokhouré	Missira-kourou	5	-	25	villageoise
Mèrègbé	Missira-kourou	18	-	30	villageoise

- information manquante.

Les bas-fonds constituent une alternative à la pression sur l'espace agricole. Ils sont particulièrement propices à l'agriculture par profondeur et l'humidité du sol. Le nombre de ménages par unité de surface témoigne de la pénurie des terres agricoles (tableau 5.1). À part Missira-kourou où il y a une possibilité pour un ménage de disposer près de 9 hectares, dans les autres agglomérations, on dénombre 1 à près de 3 ménages à l'hectare.

L'occupation du sol réalisée à partir de l'image satellitale du 19 décembre 2000 donne les détails de la diversité écologique de Samayah (figure 5.7). La dynamique écologique est discutée plus haut sur trois images diachroniques à la rubrique 4.5. Le milieu physique représente le principal enjeu au développement de la collectivité de Samayah. La fragmentation naturelle du territoire qu'impose la structure du relief est une réalité vitale adoptée par la population. Les activités de production et la valorisation en général des ressources sont limitées par les contraintes écologiques, notamment, les facteurs climatiques. Les indices des paramètres climatiques calculés (tableau 4.2) sur trois décennies caractérisent l'agressivité du climat sur la texture et la structure du territoire. L'érosion hydrique serait très importante et est l'origine de la perte des terres agricoles. Le sol, en général latéritique, durcit sous l'effet de la température dont les maxima restent élevées, pratiquement durant toute l'année.



Les disparités écologiques ainsi décrites et l'occupation humaine de l'espace analysée à la rubrique 4.5, permettent de catégoriser quatre ensembles homogènes de terroirs (figure 5.8). La configuration des ensembles de terroirs homogènes prend en compte, en sus des particularités écologiques et l'occupation humaine de l'espace, le recoupement des enjeux développement du portrait environnemental, les acquis et/ou particularités des activités de production. Ainsi, les espaces-activités configurés (figure 4.16), se trouvent plus ou moins nuancés, l'effet relief étant diffus :

- a) la zone riveraine, relativement plus petite, 17% du territoire soit 132,74km², le terroir est densément peuplé (figure 5.9). L'espace agricole est exploité à saturation. La pression agricole est aggravée par la présence de domaines et fermes agricoles privés qui échappent à la gestion communautaire coutumière. Le terroir est ouvert sur la nationale 1 et sur la Commune Urbaine de Kindia, lui conférant tout le statut périurbain.
- b) Samayah-centre, représentant 21% du territoire soit 171,50km², il abrite les services administratifs et le principal marché hebdomadaire de la CRD. Avec la retenue du barrage hydroélectrique, le maraîchage et la pêche constituent un maillon économique important dans la zone. Une distinction qui mérite d'être faite dans cette zone est son enclavement et sa dépendance quasi exclusive des villages situés derrière la retenue des services de Samayah-centre. Les populations y traversent en longueur de journée l'étendue d'eau de la retenue sur environ 8 km pour y écouler les produits agricoles et s'approvisionner en produits manufacturés.
- c) la zone agropastorale, couvre les 30% du territoire soit 244,28km² au sud-ouest. Elle est caractérisée par de vastes étendues de terres portant un abondant couvert forestier. Il existe d'importantes zones humides le long des rivières Baki et Kolifon, principale destination des troupeaux du bétail en saison sèche. Le terroir est assez fermé par manque de pistes le reliant avec les autres localités de la CRD. Il ne bénéficie que de quelques services des programmes de développement destinés à la CRD voisine de Fallissadé dans la Préfecture de Dubréka. Les échanges se font quasiment dans cette localité.

- d) la zone d'altitude, plus vaste en étendue, 32% du territoire soit 253,73km², dominé par les granites géants, l'espace utile ou utilisable est très restreinte. La zone est traversée par une bretelle taillée de main d'homme, du district de Komoya pour déboucher sur la CRD de Tondon dans la Préfecture de Dubréka. Cette bretelle qui serpente les collines et les falaises manque quasiment d'infrastructures franchissement maintenant la zone dans un état d'enclavement total. Il arrive que les revendeurs des produits agricoles louent le camion jusqu'au district de Maléya, abritant le marché hebdomadaire de la contrée, pour ramener leur marchandise. Mais, souvent à la déception des producteurs et des revendeurs, le camionneur, en cas de pluie, retournent à vide laissant, le chargement des produits agricoles que l'on lui a apprêté, pourrir sur place. La zone est réputée dans la région pour la qualité des fruits et tubercules. Le marché hebdomadaire de Maléya, reliant facilement la côte maritime (Boffa, Dubréka) et Kindia, serait particulièrement fleurissant n'eut été l'impraticabilité de la piste.

Cette description des ensembles socio-écologiques spatialisés discrimine les enjeux territoriaux du développement de la CRD de Samayah. En termes d'action à entreprendre, il est exploré dans cette étude, des grands chantiers à poursuivre à court, moyen et long terme. À la rubrique (5.2), présentés en termes d'axes, les chantiers de développement sont discutés en fonction de la disparité des ressources du territoire.

5.1.3 Eau potable et santé environnementale

L'accès à l'eau potable est un besoin pressant dans la CRD. L'abondance des ressources en eau est à l'origine de plusieurs problèmes de santé environnementale liés à la santé humaine et animale. Tant en saison sèche qu'en saison des pluies, l'ampleur du fléau est toujours préoccupante. Au cours de la saison sèche, le réchauffement des points d'eau favorise le développement bactérien à l'origine des maladies hydriques. Aussi, pendant l'hivernage, les eaux ruisselantes des précipitations drainent dans les points d'eau les débris agricoles et les déjections des animaux qui fermentent et acidifient les eaux. Les eaux fermentées et sédimentées demeurent un milieu particulièrement favorable au développement des virus. La prolifération des virus déclenche des maladies virales qui représentent le principal problème de santé des communautés de Samayah. D'abord animale, les épizooties déciment chaque année des troupeaux entiers, surtout le petit ruminant. La dégradation de la santé animale se traduit par la prolifération des maladies diarrhéiques chez les humains. Si le fléau se généralise sur l'ensemble du territoire, il se pose cependant avec beaucoup plus d'acuité dans des agglomérations en altitude. En hivernage, les têtes de sources qui "bouillonnent" ça et là sont des dépressions d'alluvionnement des eaux de ruissellement. Les dépôts sont en général peu lessivés, maintenant l'eau en teneur élevée de substances organiques, durant toute la saison hivernale. Le scénario des maladies hydriques dans cette zone écologique demeure endémique et mérite de l'attention.

La santé environnementale se trouve au centre des enjeux de développement de la collectivité rurale de Samayah. Elle dénote le lien étroit entre la nécessité d'amélioration des conditions de vie et le besoin du bien être de la population. Le problème de santé environnementale associe, d'après la perception des collectivités, la pénurie d'eau potable, les maladies virales, la production agricole telle qu'illustrée sur la figure 4.14. Les actions à envisager pour venir à bout de ces enjeux, au contexte des collectivités de Samayah, consistent à réaliser des pistes rurales avec établissement d'ouvrages de génie ; le regroupement des éleveurs et l'aménagement de zones de pâture ; l'hydraulique villageoises pour l'aménagement des points d'eau (figure 4.14). Cependant, si les aspects reliés à la santé environnementale semblent se justifier, les actions à entreprendre nécessitent, par contre, de l'interprétation, leur corrélation n'étant pas évidente dans la résolution de la santé

environnementale. Le flou de la causalité représente, du reste, toute la particularité et l'originalité des enjeux de développement à Samayah.

La résolution des problèmes de santé environnementale à Samayah passe tout d'abord par la gestion du problème de mobilité de la population. Il s'agit de faciliter des échanges, l'accès ou la réalisation des services de base (soins de santé, approvisionnement et écoulement des produits agricoles). La gestion de la mobilité est tributaire de la confection des pistes rurales et l'implantation des ouvrages de franchissement. Le second aspect qui doit contribuer à la résolution des problèmes de santé environnementale à Samayah est le regroupement des pasteurs et la définition des zones de pâture. Il constitue un enjeu transversal pour la pression sur l'espace, les conflits entre producteurs et au facteur de déclenchement des maladies virales. Le dernier aspect du maintien de la santé environnementale est l'aménagement des points d'eau, l'hydraulique villageoise. Sur l'ensemble de la CRD, on compte une douzaine de forages qui sont très inégalement répartis : 2 à Samayah centre, 2 à Kaporo, 2 à Comoya, 2 à Missira-kourou, 1 à Kondoya, 1 à Dantoumaya, 1 à Yattiakhory et 1 à Seinta. La plupart des forages manquent de matériel de maintenance et d'entretien, et restent dans un état obsolète. Les besoins en eau potable de la population demeurent par conséquent, non résolus.

5.1.4 Professionnalisation agricole et pression foncière

La professionnalisation agricole a été l'une des principales recommandations des programmes de développement des décennies 1970, 1980 et 1990. La spécialisation agricole souffrant de rentabilité, les experts conseillèrent de mener à la formation d'entreprises agricoles la professionnalisation des petits producteurs et leur regroupement. Ainsi, les secteurs jugés porteurs étaient ceux qui pouvaient garantir une certaine rentabilité par rapport aux investissements qu'ils nécessitent. De là, surgit toute la polémique pour les agriculteurs quant à l'orientation à se donner. Faut-il attendre de voir sa vocation agricole devenue porteuse ou embarrasser un secteur porteur dont on n'a pas nécessairement la vocation ? Le deuxième choix est celui qui est privilégié à cause de la course à la recherche de revenu. Ainsi, sans influence extérieure, l'élevage et ses sous produits tout aussi rentables, sont

devenus une activité attractive en milieu rural. Les agriculteurs, de quelques têtes de bêtes confiées aux bouviers pour se constituer du capital sur pied, en font désormais la profession. D'après les statistiques de la Direction Nationale de l'Élevage, l'élevage se pratique au taux de 6,24% de 1995 à 2000 sur l'ensemble de la Guinée. Il est une activité rentable avec les taux de ventes des animaux de 69,38% pour les bovins et 73,49% pour le petit ruminant (Direction Nationale de l'Élevage, 2004).

En ce qui concerne l'élevage à Samayah, on comptait en 2000 pour les trois principales espèces (bovin, caprin et ovins) 685 éleveurs pour un cheptel de 8 783 bovins, 5 160 ovins et 5 526 caprins. Les chiffres représentent, en termes de rapport, respectivement, 11%, 7%, 14% et 19% sur l'ensemble de la Préfecture de Kindia. L'activité d'élevage place ainsi Samayah au troisième rang derrière les CRD de Bangouya et de Kolenté. L'élevage bovin est au centre de tous les enjeux que représente le secteur au développement de la CRD de Samayah. Il se trouve à cheval entre plusieurs préoccupations de la population. Si le nombre d'éleveurs semble acceptable, la localisation des parcs et le cheptel par localité exercent la pression sur le foncier. Le taux de charge, d'après nos estimations, est de 13 bêtes au km² reporté à l'ensemble du territoire passe du fort à très fort dans les localités abritant un nombre important de bouviers. Il se configure, d'après les effectifs, un corridor spécifique d'élevage au centre de la CRD qui s'étend d'Est en Ouest : Waliya, Kaporé, Samayah, Comoya, Yattiakhory et Missira-Kourou. Il existe un second axe au nord de Maléya à Missira-Néyénkhory en passant par Kondetta. Les deux axes se rejoignent sur les plaines de la Baki et de la Kolifon, principale destination des animaux transhumants en saison sèche. Au sud, les rênes de l'élevage bovin sont tenues par le district de Kondoya. Avec l'implantation des fermes agricoles de Futuragri et de FABIK, il y a un nombre important de cheptel bovin à Kondoya. Mais, Futuragri qui en détient le monopole, pratique un élevage intensif.

La configuration spatiale de la pratique de l'élevage laisse présager l'ampleur de l'impact de l'élevage sur les autres activités de production à Samayah. Les agriculteurs et les éleveurs convoitent les mêmes espaces étant donné qu'ils recherchent les mêmes caractéristiques édaphiques et biophysiques. Les terres inappropriées à l'agriculture semblent l'être également pour l'élevage et, souvent, pour les mêmes facteurs limitant, notamment, les

caractéristiques édaphiques. Les vastes étendues d'espaces de sols à horizon induré semi affleurant et affleurant ne peuvent servir à l'agriculture pour la faible épaisseur du sol arable. De même, ces espaces sont aussi dédaignés par le bétail pour la chaleur qu'ils dégagent aux amplitudes thermiques élevées en saison sèche de novembre à mai et les marais permanents qui se forment en hivernage. Il s'exerce une compétition accrue entre agriculteurs et éleveurs sur les terres arables à l'origine des conflits entre agriculteurs et éleveurs suite à la divagation des animaux et aux dégâts causés aux produits agricoles. Aussi, la période de transhumance, du départ (décembre à mars) au retour des troupeaux (mai à juin), compromet le respect du calendrier agricole.

L'impact de l'élevage à Samayah porte également sur le mouvement du bétail. Les principaux corridors d'élevage décrits ci-haut, sont également des axes du passage à la transhumance des animaux d'autres régions pour la zone côtière (Boffa). Le déplacement très massif de troupeaux favorise la propagation des maladies infectieuses bovines qui font subir des pertes importantes aux éleveurs résidents. Ceci se répercute en corollaire sur la santé humaine, les animaux morts étant souvent consommés par la population. D'après les statistiques de la Direction Nationale de l'élevage, de 2000 à 2004, il aurait été enregistré dans la Préfecture de Kindia une moyenne annuelle de 8 foyers de charbon symptomatique, 3 foyers de la Pasteurellose bovine, 3 foyers du charbon bactérien et 8 foyers de la peste des petits ruminants (Direction Nationale de l'Élevage, 2004).

La problème de l'élevage est un enjeu majeur au développement communautaire de la CRD à 89%. Elle est exprimée, en termes de dispositions à prendre, au regroupement des éleveurs et à l'aménagement des zones de pâture. Le regroupement des éleveurs contribuerait à la résolution des problèmes liés à la gestion du domaine, la gestion des récoltes et l'intégrité du territoire. L'aménagement des zones de pâture, quant à lui, intervient dans la résolution des problèmes liés à protection des productions agricoles, à la prise en compte des disparités territoriales, à la disponibilité de l'eau potable et à la réduction des maladies virales.

5.1.5 Infrastructures

La fourniture des services sociaux est assez disproportionnée sur l'ensemble du territoire de Samayah. L'enclavement physique au sud-ouest et au nord compromet davantage l'accès aux services de base, notamment l'éducation et soins de santé. Il existe des réalisations communautaires, construction d'écoles et de poste de santé comme c'est le cas à Dar ès Salam, Missira-kourou, Maléya, Khoniya et Kondetta. De cet effort conjugué, il existe une école primaire par district de 2 à 3 classes. Certaines agglomérations, Sangaréya et Seinta ont deux écoles faisant au total 16 écoles primaires sur l'ensemble de la CRD. Sur le plan sanitaire, il y a un centre de santé à Samayah centre et quatre (4) postes ou cases de santé dans les districts de Kaporo, Kondoya, Maléya et Missira. Ces infrastructures scolaires et sanitaires, en général vétustes, souffrent du manque de personnel. À défaut de recevoir un Agent de l'État, les collectivités négocient des Agents à leur frais, communément appelés enseignant ou infirmier communautaire. L'agent communautaire, souvent en attente d'une situation meilleure, ne prend aucun engagement formel auprès des collectivités. Il peut, à tout instant, mettre fin à ses services. L'agglomération se retrouve alors de nouveau dans l'impasse. Les collectivités ont exprimé cette problématique à travers des enjeux connexes, notamment, la gestion des récoltes et du domaine. Plusieurs dispositifs sont illustrés en fonction de l'urgence de leurs effets sur les problèmes à résoudre. Il s'agit entre autres : des magasins de stockage pour la conservation des céréales, l'aire de conservation au froid de produits maraîchers et de pêche, les outillages et intrants agricoles. Les axes routiers devraient satisfaire à la promotion des centres d'échange et d'approvisionnement en produits manufacturés. La réalisation des infrastructures est conditionnée à la mobilisation des recettes financières et l'équité et la transparence des investissements.

Le profil environnemental ci-décrit précise la portée des différents enjeux exprimés par la population et analysés dans cette étude. Les actions ciblées à entreprendre interpellent plusieurs programmes de développement communautaire à mettre œuvre. Nous relevons dans la rubrique qui suit, les principaux chantiers à explorer pour le développement de Samayah.

5.2 Axes de développement

Les postulats, élaborés plus haut pour orienter l'information à rechercher dans cette étude, trouvent leur place dans la considération que l'on donne au territoire dans la recherche d'une réponse locale aux enjeux de développement. L'analyse dans cette démarche a nécessité d'asseoir l'appréhension du territoire pour le développement sur les disparités naturelles ou acquises qu'il présente. Elles sont à l'origine des spécificités économiques et environnementales, à l'apanage de la population dans la valorisation du potentiel naturel des ressources du terroir. Là, intervient le deuxième postulat. Il met en relation, inversement proportionnelle les pratiques de la population aux mutations environnementales et économiques. La paupérisation accrue de la population entraînant la course à la recherche à tout prix de revenus qui engendrent des problèmes environnementaux par des pratiques de valorisation non durables de ressources du terroir de la population.

La lecture territoriale des enjeux de développement à travers le terroir villageois comme échelle spatiale d'analyse, apporte une contribution fondamentale dans l'identification d'acteurs territoriaux en cause. Il s'agit d'une réponse à la pertinence d'acteurs de développement qui valorisent la dimension "territoire", désormais essentielle à l'application de l'Action 21 de Rio. La mise en valeur du terroir villageois obéit à une structure sociale d'exploitation de l'espace. Sur une base d'appartenance "familiale", les résidents du village s'organisent en groupes spatiaux (fokhèdè) ouverts à tout nouveau venant, s'identifiant par un pseudonyme. Le fokhèdè jouit d'une personnalité morale définitive qui se décompose pour satisfaire la nécessité d'accroître la responsabilité au contrôle et à la gestion du territoire. Ceci confirme la qualification que fait Lussault (2007) pour l'acteur de développement. Celui-ci doit advenir du contexte territorial dont il est appelé à influencer la configuration.

Le développement de la collectivité rurale de Samayah, de l'analyse spatiale et sociologique qui précède peut être formulé en plusieurs défis (tableau 5.2).

Tableau 5.2 Principaux défis au développement de la CRD de Samayah

Défi	Contenu
Asseoir la gouvernance locale émergente sur les assises sociales traditionnelles, mieux consolider l'intégration des nouvelles institutions.	<ul style="list-style-type: none"> - valider le découpage territorial Préfectoral de 2003 à l'échelle nationale. - maintenir le processus d'élection du Conseil Communal sur les délégations des districts, la représentation politique en milieu n'est pas encore une réalité. - harmoniser le pouvoir local sur l'ensemble de la CRD en intégrant la responsabilité des districts à l'autorité du Conseil Communal, nécessité de revoir l'Article 88 de la Loi Fondamentale sur l'organisation territoriale. - renforcer les capacités des élus sur leurs fonctions (statut, rôle, prérogatives) - adapter les dispositifs législatifs sur mesure, à la réalité socio-territoriale.
Promouvoir un développement territorial.	<ul style="list-style-type: none"> - valoriser les inégalités écologiques et les disparités du potentiel des ressources naturelles pour le développement, une approche sur mesure. - promouvoir et relier les centres d'échanges et d'approvisionnement. - considérer la configuration territoriale et élaborer un plan de développement concerté. - profiler et réaliser des ouvrages de génie des trois tronçons de pistes : Comoya-Missira-nèenyakhory ; Comoyah-Missira-koura ; Comoyah-Bamikhouré. - faciliter le déplacement des personnes et des leurs biens en arrière de la retenue : deux pirogues équipées de moteur hors-bord, une charrette de traction bovine par fokhèdè.
Accroître la mobilisation des recettes et des investissements de la CRD.	<ul style="list-style-type: none"> - définir la matière imposable et faire l'enrôlement exhaustif sur la CRD des différentes ressources financières transférer par l'État aux collectivités locales. - opérationnaliser la mobilisation des recettes propres de la CRD en responsabilisant les responsables des secteurs ou de districts. - motiver les contribuables à s'acquitter de leur devoir de citoyen par l'utilisation équitable des ressources, les réalisations concrètes de services sociaux, des investissements au prorata des contributions par districts. - décentraliser par Secteur et rentabiliser l'émission des documents administratifs : état-civil, Permis divers (circulation, vente petits ruminants, exploitation de carrière, etc.)
Valoriser les investissements publics au développement de la CRD.	<ul style="list-style-type: none"> - réaliser l'électrification rurale imputable au complexe hydroélectrique de Dunkéya. Dans le court terme, il s'agira de mettre en place un réseau de courant domestique avec fourniture de services publics (éclairage, écoles, maison de jeunesse, poissonnerie, bloc administratif, etc.) dans la zone riveraine du sud et le Centre administratif. - rendre la pêche artisanale une activité économique formelle (recensement des pêcheurs, étude de la filière et définition de la matière imposable). - promouvoir l'exploitation des terres agricoles englouties par les eaux de la retenue pendant l'étiage pour la riziculture et adaptation du calendrier agricole - administrer la gestion privée et publique par le Conseil communautaire, l'impôt du domaine étant désormais une ressource propre des CRD en Guinée. Le domaine public, constitué par des exploitations agricoles, pourrait servir à une redistribution éventuelle à la population en pénurie de terres agricole - aménager et rentabiliser les marchés et gares routières de Comoya et Samayah Centre et administrer les taxes de stationnement et du marché.
Élaborer une plate forme d'acteurs locaux de développement de la CRD, situer les responsabilités.	<ul style="list-style-type: none"> - établir une synergie entre les acteurs émergents au développement de la collectivité : décisionnels, spatiaux, professionnels, culturels et/ou coutumiers, groupes d'intérêts, administratifs. Attribuer à chaque catégorie, la responsabilité qui lui incombe et mettre en place des cadres de concertations.
Assurer le bien être humain et animal.	<ul style="list-style-type: none"> - encourager les pratiques traditionnelles écologiques respectueuses de l'environnement. notamment, l'arboriculture sur les versants de montagne, l'exploitation des bas-fonds. - intensifier la production agricole sur terrain propice (plaine, bas-fonds) - définir et fixer un taux de charge du cheptel bovin par zone écologique. - promouvoir un programme compétitif d'accès de la population à l'eau potable. notamment le gèle des ristournes de la CDL. - réglementer la profession d'éleveur : taxe⁸ professionnelle, l'obligation d'entretenir, de cultiver et d'enrichir le pâturage naturel.

⁸ D'après le Code général des impôts, sont assujetties à la taxe profession unique, les personnes physiques exerçant de manière habituelle des activités commerciales, industrielles ou artisanales.

Le tableau 5.2 formule en termes de défis les différents aspects mis en exergue dans les analyses ci-dessus. Le contenu donné à chaque défi illustre la nécessité des actions à entreprendre. Comme orientation à suivre pour venir à bout de ces défis, trois grands chantiers précisent leur portée et fixent les objectifs à atteindre pour guider la conception des programmes d'action au Conseil communautaire.

5.2.1. Concilier la gouvernance locale émergente à la structure communautaire

Il existe une juxtaposition de systèmes politiques et sociaux en milieu rural en Guinée. La succession des réformes territoriales et administratives mal maîtrisée a abouti à une démultiplication des structures administratives. Le programme d'ajustement structurel qui a conduit au désengagement de l'État des actions de développement en monde rural a amené au réveil de l'autorité traditionnelle devant une structure administrative de l'État figurante. Les réformes de l'État; décentralisation et déconcentration, induites au début des années 1990 ont davantage rendu complexe l'organisation administrative et sociale des communautés rurales. Les organes émergents des réformes sont implantés sur une réforme territoriale inachevée, sans harmonie avec les structures classiques qui gardent encore leur notoriété au sein de la population.

Le Conseil communautaire avec à sa tête, le Président de CRD, mal en point, ne pouvant assumer les prérogatives qui lui reviennent de droit qui ne jouit pas d'une grande popularité. De par sa nature juridique de Collectivité Locale, le Conseil communautaire manque de représentativité sur son territoire celui-là étant constitué de Circonscriptions Territoriales n'ayant pas la même vocation juridique⁹.

Objectifs stratégiques

- Apporter le renforcement des capacités au Conseil communautaire sur les enjeux de la décentralisation, la gouvernance locale et l'autorité communale.

⁹ Article 88, titre X : de l'organisation territoriale de la Loi Fondamentale.

- Faire appropriier au Conseil communautaire la diversité et les spécificités territoriales, leurs acquis et vocation de développement pour mieux valoriser le potentiel naturel des ressources tout en maintenant des équilibres écologiques.
- Harmoniser l'autorité de la Collectivité locale avec celles des Circonscriptions territoriales, voir la possibilité d'en faire des organes intégrés au Conseil.
- Admettre localement le nouveau découpage territorial en attendant son approbation nationale par la loi. Il s'agit de considérer d'ores et déjà la structure territoriale pour élargir les acteurs de prise de décisions et la répartition des investissements, un renforcement de l'action citoyenne.
- Asseoir l'autorité locale à travers le processus de l'élection de ses membres en permettant les structures à la base d'y participer dans la transparence.

5.2.2. Organisation et appui aux activités de production

Les principales activités de production (agriculture, arboriculture, élevage, pêche et maraîchage), se pratiquent sur l'ensemble du territoire. Toutefois, les contraintes écologiques imposent aux producteurs de se spécialiser dans une activité plutôt que dans l'autre. Il s'agit d'une rente écologique à favoriser puisque respectueuse de l'environnement. Les producteurs ont très peu de possibilité de satisfaire aux besoins de la mise en culture de nouvelles terres. Les espaces emblavés durant deux ans successifs d'exploitation sont repris après une mise en jachère de plus en plus courte, 2 à 5 ans. Pour optimiser la valorisation et accroître les rendements des producteurs, il est nécessaire d'apporter un appui organisationnel et matériel aux activités de production en fonction de la vocation écologique des zones.

Objectifs stratégiques

- Intensifier la production céréalière dans les bas-fonds et/ou plaines aménageables. Cet objectif est réalisable sur l'ensemble de la zone riveraine, une majeure partie du centre administratif et par endroit sur la zone agropastorale (Missira-kourou).
- Améliorer la qualité de la production des fruits et des tubercules sur la zone d'altitude. Il s'agira de vulgariser les techniques de récolte et de faciliter l'acquisition du matériel d'emballage et de stockage.

- Réglementer la pêche sur la retenue d'eau du barrage de la Samou et rentabiliser les ventes par l'utilisation d'emballage de qualité, de conservation au frais des captures.
- Faciliter la mise en marché local des produits agricoles, de pêche et des sous produits de l'élevage.

5.2.3 Promouvoir la qualité des milieux de vie aux besoins spécifiques de la population

L'attitude plutôt réservée des populations rurales face à l'action publique relève du passé méprisant des administrations coloniale et étatique. Dès lors, il nécessite de repenser une orientation plus opérationnelle de l'action publique dans les collectivités rurales. Le désengagement récent de l'État aux programmes de développement rural a certes réveillé au sein de la population un engagement ferme de subvenir eux-mêmes à leurs besoins mais a compromis profondément leur perception du long terme. Le concret dans le court terme prime pour eux sur toute idéalisation du développement. La politique de l'administration de proximité par la décentralisation se heurte particulièrement à cette exigence pragmatique. La recherche d'alternatives qui rallie la population se formule en une question majeure : Quelles nouvelles valeurs adaptées à l'environnement de la population rurale mettre sur pied pour répondre aux besoins de développement local ? Le profil environnemental dressé dans cette étude tente de donner un élément de réponse sur la manière qu'il faut comprendre les enjeux et orienter les interventions. La durabilité des actions à mener est à entrevoir dans l'efficacité d'une réponse immédiate aux problèmes à se préoccuper sur l'avenir.

Objectifs stratégiques

- Faire des investissements en priorité dans la réalisation d'actions à effet de levier. Il s'agit notamment de faciliter l'écoulement des produits agricoles devant favoriser l'obtention de revenus et l'amélioration du cadre de vie.
- Encourager l'action citoyenne par le partenariat avec les organisations proactives, comités villageois, groupements et associations de producteurs.
- Responsabiliser la population dans la gestion et l'entretien des infrastructures sociales.

CONCLUSION PARTIELLE

Les chantiers à réaliser pour promouvoir le développement de la Collectivité rurale de Samayah intègrent les moyens d'action identifiés pour chaque défi. La problématique que pose actuellement chaque orientation ciblée est reprise pour admettre la pertinence de l'intervention. Chaque chantier s'inspire de la philosophie de mise en œuvre d'un Agenda 21 local. Le premier chantier explore les moyens pour réussir une gouvernance locale qui incarne une autorité approuvée par la population. Le second défend une démarche d'intervention sur mesure en fonction des spécificités contextuelles et des limites écologiques. Le troisième chantier conditionne la promotion de la qualité des milieux de vie à la satisfaction des besoins existentiels de la population. Globalement, il s'agit de recourir au respect des valeurs et priorités de la collectivité. La démarche se veut plutôt itérative, nécessitant une réévaluation périodique de l'état de la situation par les acteurs eux-mêmes afin d'apporter des ajustements pertinents.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Le développement en milieu rural en Afrique subsaharienne a longtemps souffert d'une perception restrictive. Assimilé au développement agricole durant des décennies, le concept développement rural a été élargi à la préoccupation d'un développement territorialisé. La satisfaction des préoccupations du millénaire de la durabilité du développement est appréciée à travers des approches globales et territorialisées. Les appréhensions heuristiques de l'Action 21 admettent la dimension "territoire" essentielle à la réalisation du développement durable. L'importance qui lui est ainsi accordée est la reconnaissance de la dépendance des enjeux que se préoccupe le développement durable de leur support territorial. Les démarches d'appréhension des enjeux territoriaux se limitent, en général, à la détermination de la portée territoriale de propagation de la nuisance. En milieu rural, le caractère diffus des enjeux, fortement lié aux activités anthropiques, nécessite l'emploi d'une démarche interdisciplinaire intégrée. Cette thèse, en ciblant comme échelle d'analyse, le terroir villageois, s'est focalisée sur le couplage de la perspective politico-sociale et de la géographie.

La recension de la littérature retrace une évolution de la place accordée au territoire dans l'administration publique. Les orientations pour le développement durable voudraient faire du territoire un acteur de développement plus qu'une échelle comme il l'a été dans le passé. Admettre le territoire comme acteur est la perception fondamentale du local dans la répercussion de l'Action 21 de Rio. La démarche est ouverte, sans restriction, à toute approche de planification qui permette l'appréhension des enjeux environnementaux et socioéconomiques et la planification du développement. Notre étude a relevé de l'expérience séculaire des populations sur leur terroir, dans une démarche participative, les enjeux et les orientations qui les inspirent. Le paradigme de la recherche participative ou collaborative fut développé pour formaliser l'implication de la population à la recherche. La méthodologie utilise plusieurs outils et se déroule principalement par des concertations communautaires. Elle est de plus en plus utilisée dans les cas où le projet de recherche aborde le « problème »

qui s'enracine dans la communauté elle-même. Elle cherche simultanément la compréhension du problème mais aussi l'identification des transformations structurales à travers l'expérience vécue de la population (Hall, 1981). Si les outils de la recherche participative permettent l'exploitation du savoir traditionnel pour la compréhension des enjeux, ils sont par contre limités quant à l'appréhension du territoire en question. La démarche suivie dans cette thèse vise à combler cette lacune. Appréhender le territoire avec les enjeux qu'il représente au développement des collectivités rurales est l'objectif principal de la thèse. À cet effet, dans un couplage interdisciplinaire, les outils de recherche participative, notamment la réunion publique, les entretiens communautaires, les cartes villageoises de ressources (cartes mentales) ont été intégrés à ceux de l'analyse spatiale, notamment le SIG et la Télédétection.

L'application des outils de la démarche participative a permis dans un premier temps, à travers la réunion publique, de faire l'état des lieux de la CRD. Il s'agissait de relever les préoccupations, les options de développement et la structure socio-territoriale de la population. L'ensemble des informations mobilisées, en général qualitatives, ont été structurées par la démarche d'analyse de construit et traitées par le programme ReplV1.11 du système d'analyse sociale (SAS). Le ReplV a permis de traduire de façon statistique les enjeux relevés au développement de Samayah et les a mis en corrélation avec des pistes d'action ciblées. La structuration de la restitution de la population en plénière de l'atelier quotidien a dressé un portrait d'ensemble de la problématique de développement de Samayah. Le traitement des informations collectées, l'analyse de regroupement et l'analyse en composantes principales (ACP), ont permis de caractériser les enjeux et d'explorer les pistes d'action, ce qui représente le premier objectif de la thèse. En affectant une certaine considération matérielle (pondération) à chaque enjeu, il a été possible de hiérarchiser leur portée par une analyse de similarité. Par la suite, l'analyse en composantes principales a catégorisé les enjeux, en mettant en relation les enjeux et les actions envisagées par la population, en deux composantes principales. Cette analyse de l'avenir souhaité de la population de leur collectivité, pour être pertinente, devrait être reportée au territoire, ce qui constitue la deuxième étape de notre démarche.

Ramener les enjeux de développement au territoire est une autre étape déterminante de la démarche suivie dans cette thèse. Une des contributions de la thèse est d'aborder la

problématique de développement en milieu rural à travers l'appréhension du territoire dans sa diversité morpho-écologique, socio-territoriale et environnementale. Les postulats avancés et les objectifs spécifiques définis pour suivre notre démarche s'interrogent sur les aspects du territoire qui influencent l'amélioration des conditions de vie et du bien être de la population. L'appréhension du territoire est donc l'axe central de ce travail. La démarche a employé plusieurs outils. Le diagnostic participatif communautaire (DPC) a abordé le débat sur la problématique de développement de la collectivité de Samayah, les assises socio-territoriales et la configuration biophysique des espaces-activités. Ainsi, il a été possible de cerner la structure d'occupation du territoire à travers laquelle la cohésion sociale est appréciée et analysée comme élément de distinction des entités de terroirs. Aussi, le DPC a permis d'analyser la structure d'accès à la terre, les normes d'exploitation de l'espace et les principaux acteurs spatiaux. L'organisation sociale et les facteurs de production, notamment les alternatives à la mobilisation de la main d'œuvre, ont été également élucidés.

Les outils du SIG ont servi à mieux d'écrire le territoire physique et sa caractérisation. La structure du relief est caractérisée à travers les courbes hypsométriques en fonction des gradients d'altitude. Dans l'ensemble, le territoire est très accidenté, entrecoupé par de grands talwegs. Certaines localités sont maintenues dans un enclavement total. On y distingue quatre grands ensembles : les hauts plateaux, représentant 32% du territoire avec l'altitude comprise entre 650m à plus de 900 m, les plateaux moyens du centre, représentant 21% du territoire, les bas plateaux de sud-ouest, couvrant 30% du territoire et la pénéplaine du sud, occupant seulement 17% du territoire avec une altitude moyenne de 150 m. La structure du relief reflète différentes disparités écologiques. Les activités anthropiques exercent dans l'ensemble une forte pression sur les écosystèmes. L'utilisation de la télédétection a permis d'analyser, sur trois images satellitaires, la dynamique de l'occupation du sol et de la caractériser sur une appréhension diachronique.

Un portrait environnemental sur une synthèse des différentes analyses de la CRD est élaboré. Le portrait dresse, en interprétant chaque synthèse, le profil environnemental et identifie les axes de développement de la collectivité en mettant l'accent sur la portée de chaque enjeu. Les axes de développement identifient, dans un premier temps, les principaux défis de développement de la CRD et précisent leur contenu. Dans un deuxième temps, ils

formulent les grands chantiers pour réaliser le développement de la CRD en intégrant les aspirations des orientations de l'Agenda 21 local, qui constitue le second aspect de l'objectif principal de la thèse.

La démarche suivie dans cette recherche a permis d'effectuer simultanément une analyse de la construction sociale du paysage et une analyse spatiale du territoire, à l'origine des problèmes et de possibilités de développement. La démarche ne pouvait, par conséquent, être linéaire. Elle a nécessité le recours à différentes approches scientifiques. Son mérite réside surtout dans la distinction et l'usage de multiples outils pour opérationnaliser une démarche holistique de recherche. La construction sociale du paysage élaborée est la base pour organiser le territoire et promouvoir le développement. La démarche s'avère pertinente pour ressortir un aperçu d'ensemble de la problématique de développement et de formuler les axes d'orientation qui intègrent les aspirations de développement durable à travers le contenu de l'Agenda 21 local. L'atteinte des objectifs de la thèse a apporté une contribution à la mise en œuvre d'une démarche concertée d'analyse socio-environnementale et territoriale de la problématique de développement en milieu rural dans une perspective de développement durable. Aussi, la recherche a contribué à la caractérisation de catégories d'acteurs de développement local, notamment, les acteurs paysagers, responsables de la gestion de l'espace; les acteurs territoriaux, plutôt décisionnels; les acteurs administratifs, assurent la représentation de la collectivité; les groupes d'intérêt, proactifs. Elle a révélé que le bien-être est un facteur dépendant du contexte territorial. Elle a également contribué à établir la dynamique d'occupation du sol et à élaborer une vision synoptique des orientations de développement dans la diversité des particularités territoriales.

Toutefois, cette recherche comporte certaines limites qui découlent de la nature exploratoire et qualitative de la démarche. Les relations de la population, en général théoriques, ne peuvent être quantifiées et obéir aux exigences statistiques. Il est, par exemple, difficile de quantifier l'ampleur des enjeux. D'autres limites découlent de la disponibilité et de la qualité des données. Il n'a pas été possible de relier la dynamique d'occupation du sol à partir de 1960, avant l'aménagement des barrages hydroélectriques qui ont été à l'origine de déplacement de la population et des pertes importantes des terres.

Cependant, la démarche méthodologique suivie est applicable à d'autres collectivités rurales pour identifier les enjeux socio-environnementaux et territoriaux et orienter leur prise en compte dans les actions de développement. La démarche territoriale de développement se heurte en général à la question d'échelle et de méthodologie pertinentes d'analyse. Cette thèse, en ciblant l'échelle du terroir, a développé une démarche spatiale d'analyse basée sur la construction sociale du paysage, consolidée par l'emploi des techniques du système d'information géographique (SIG). Cette approche peut être bonifiée en employant des méthodes classiques d'enquête pour quantifier l'ampleur des enjeux spécifiques par les analyses statistiques et servir de méthodologie innovatrice d'analyse de territoire, reposant sur une articulation de méthodes provenant de divers champs scientifiques qui transcende le caractère sectoriel des études. Aussi, à travers la composante terroir, il est possible d'associer à l'analyse de territoire, des méthodes de responsabilisation et la mobilisation d'acteurs.

ANNEXES

ANNEXE I
GRILLES D'ENQUÊTE

**ANALYSE SOCIO-ENVIRONNEMENTALE DE LA CRD DE SAMAYAH
DANS LE CADRE DE LA RECHERCHE SUR : "LE DÉVELOPPEMENT
DURABLE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : LE TERROIR VILLAGEOIS
COMME ÉCHELLE SPATIALE D'ANALYSE EN MILIEU RURAL"**

GUIDE D'ENTRETIEN COMMUNAUTAIRE

Plusieurs études ont été réalisées sur Samayah. Les enquêtes socioéconomiques lors du diagnostic participatif communautaire pour l'élaboration du PDL ont ressortie une masse importante d'informations primaires sur la CRD. En prenant en compte le contenu du Plan de développement Local de juillet 2004 de Samayah, la présente analyse environnementale se focalisera essentiellement sur la gestion de l'espace. La collecte des informations s'appuie sur les concertations communautaires. Ainsi, dans chaque District ou Secteur, l'unité d'étude, il est abordé, par une démarche active de recherche participative, les aspects ci-après :

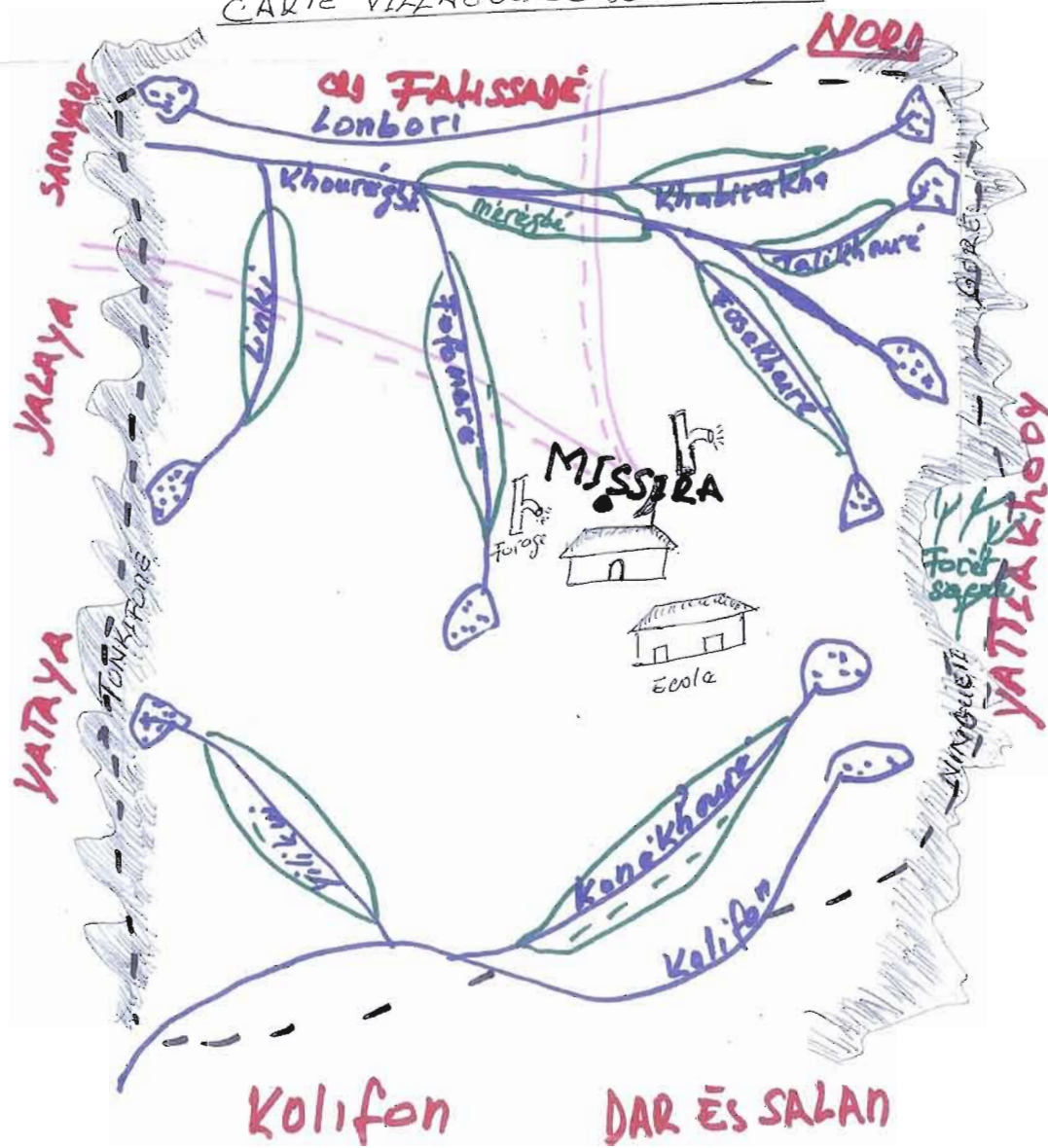
1. Profil historique du Secteur ;
2. Peuplement et nombre de contribuables ;
3. Infrastructures ;
4. Organisation sociale et/ou socioprofessionnelle ;
5. Disponibilité et accès à la terre (propriété foncière, gestion et régulation des conflits ;
6. Événements marquants (aléas naturels) ;
7. Configuration villageoise de l'espace et localisation des principales ressources et activités.
8. Dresser une analyse sommaire sur la dynamique des ressources (état actuel et passé)

La fiabilité des informations relatées se limitera au savoir issu des connaissances, des aptitudes et des pratiques séculaires des paysans.

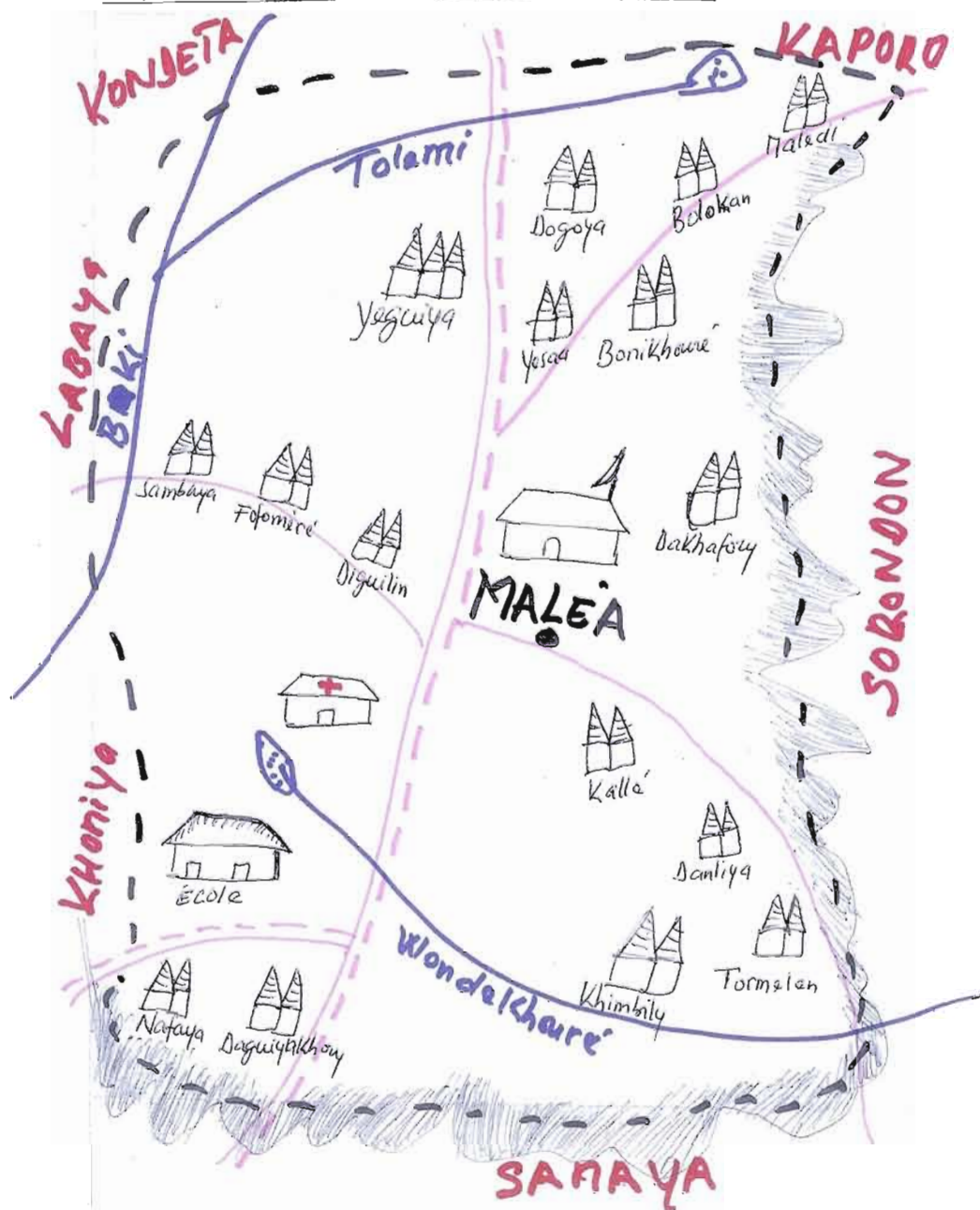
L'identification des activités génératrices de revenu se fera par un questionnaire individuel.

ANNEXE II
CARTES VILLAGEOISES DES RESSOURCES

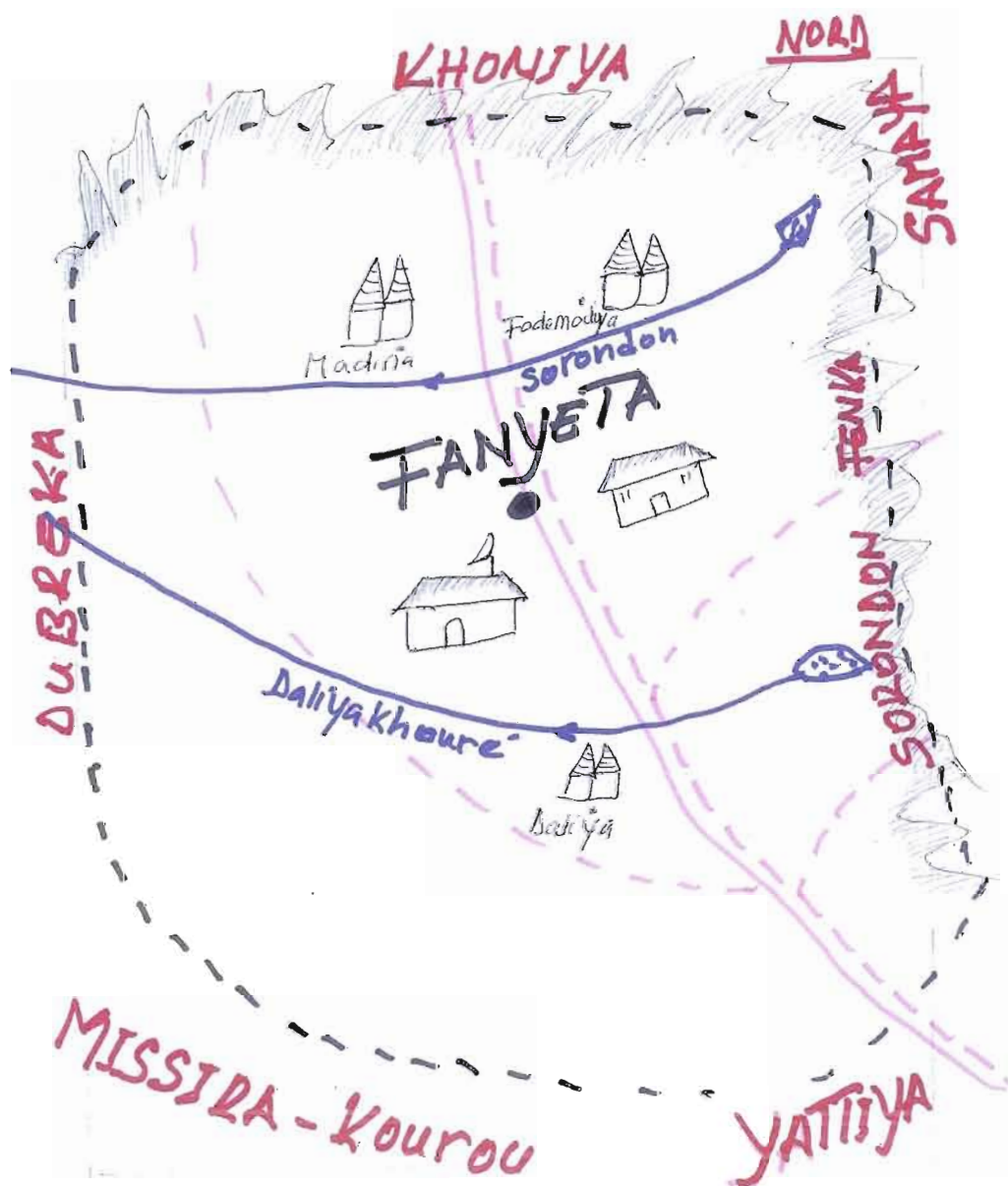
CARTE VILLAGEOISE DE MISSIRA



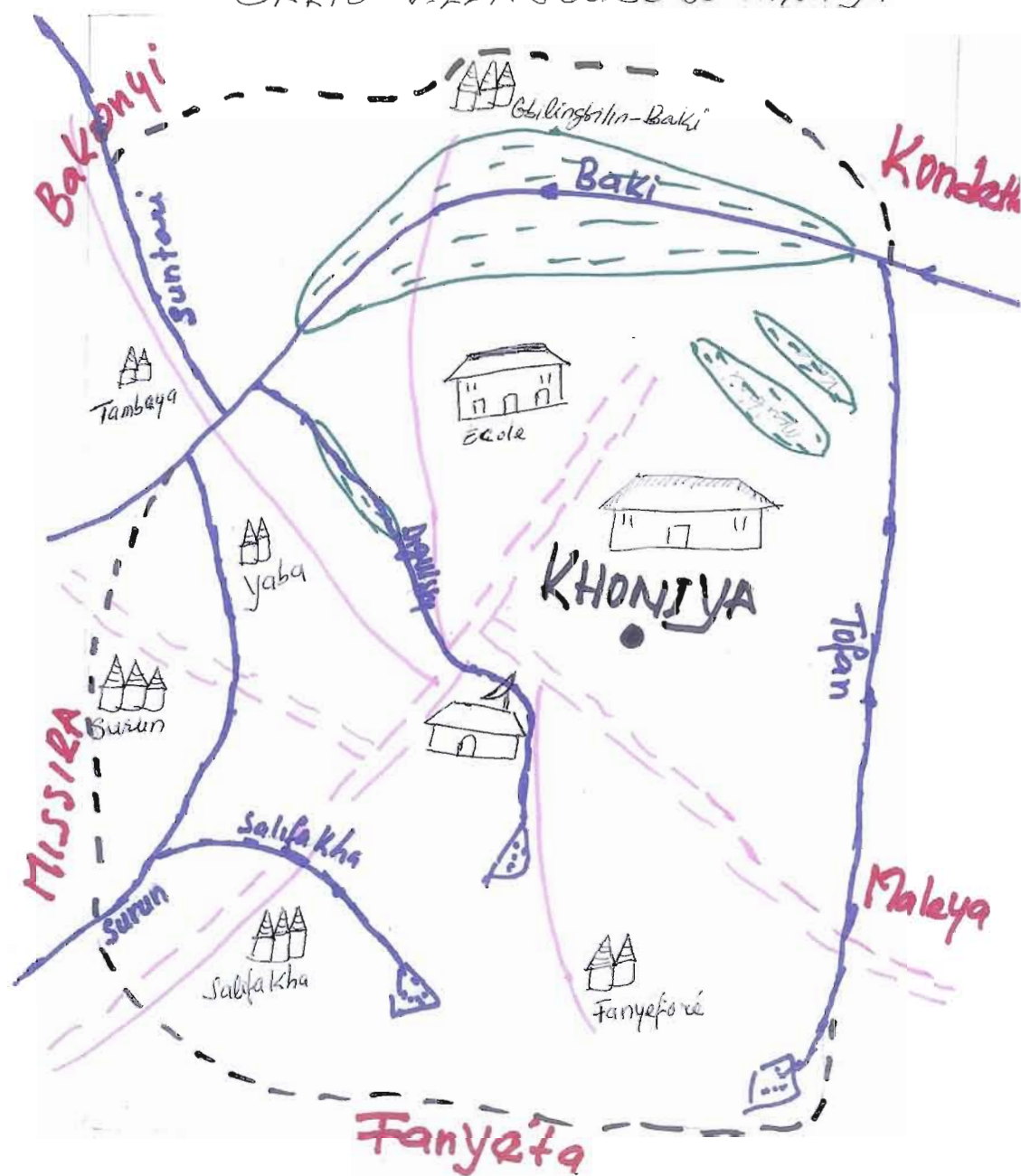
CARTE VILLAGEOISE DE MALEA

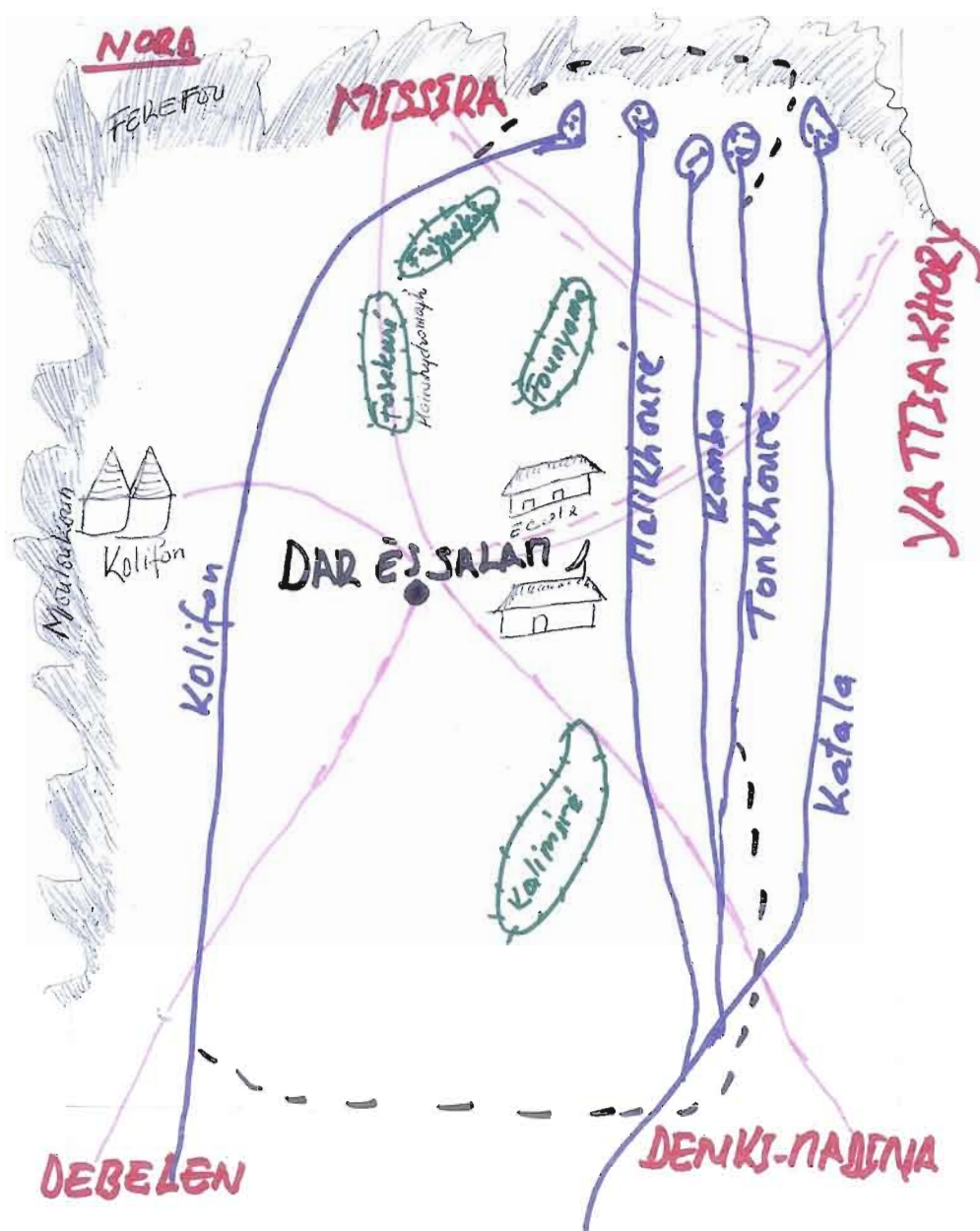


CARTE VILLAGEOISE DE FANYETA

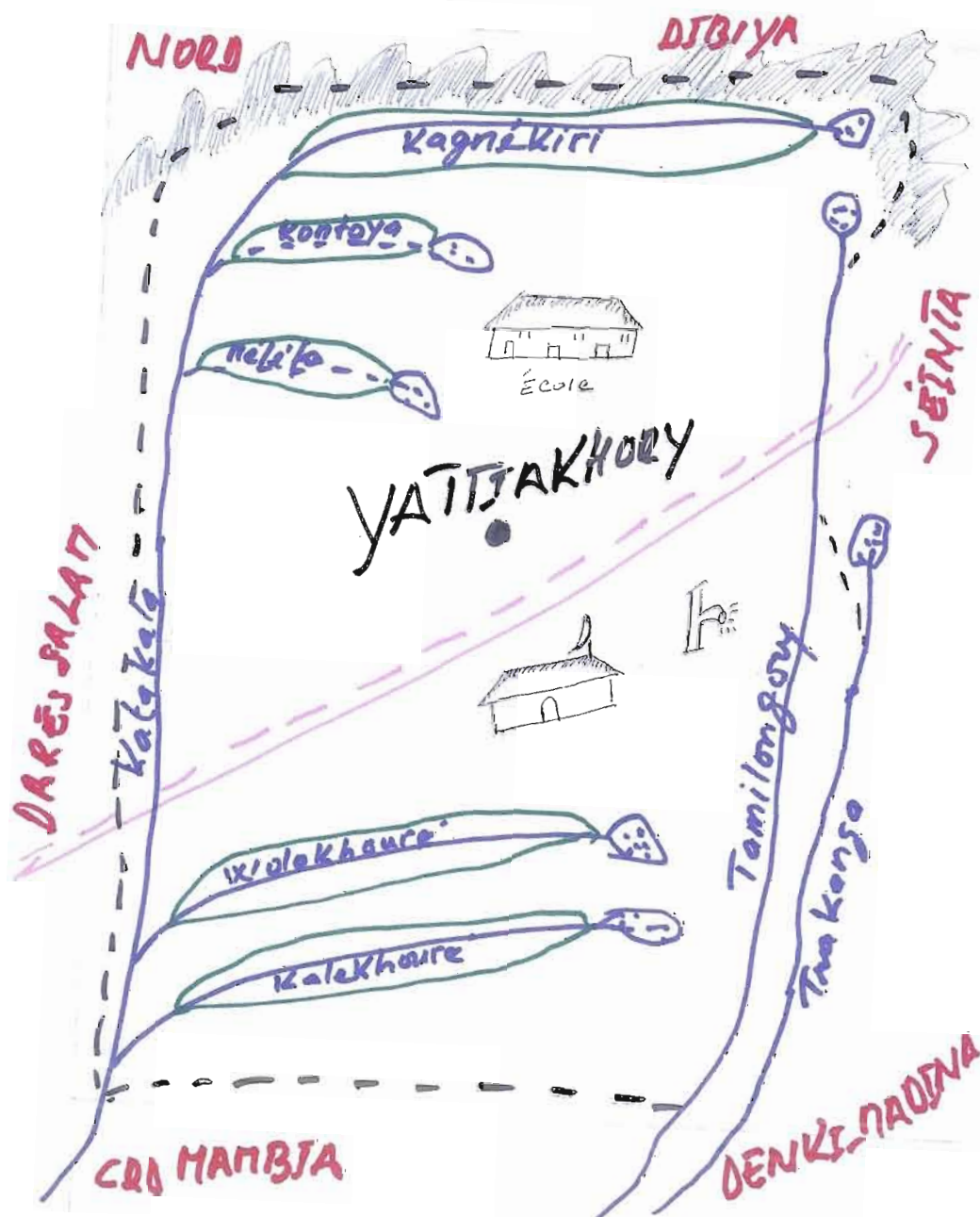


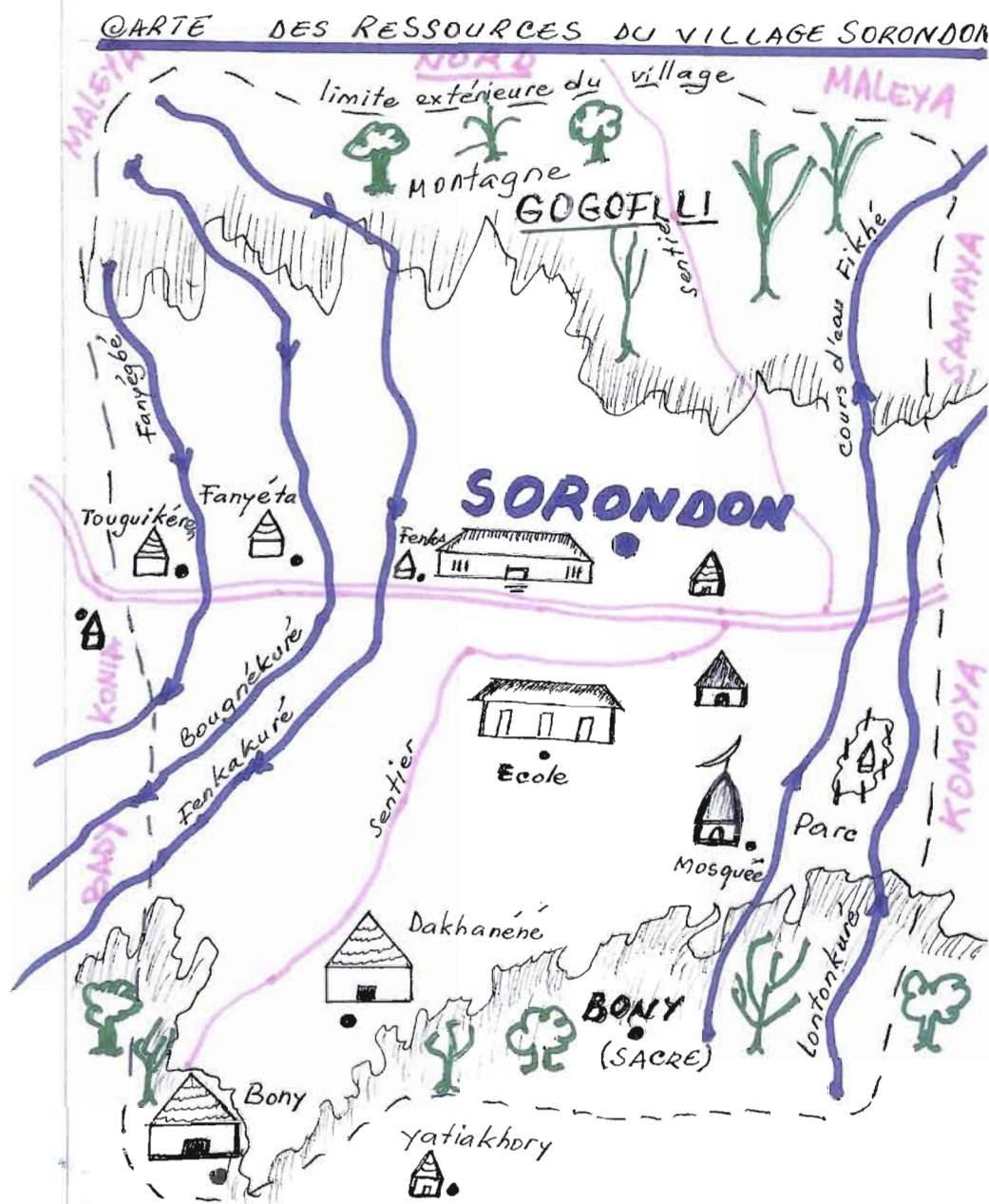
CARTE VILLAGEOISE DE Khoniya



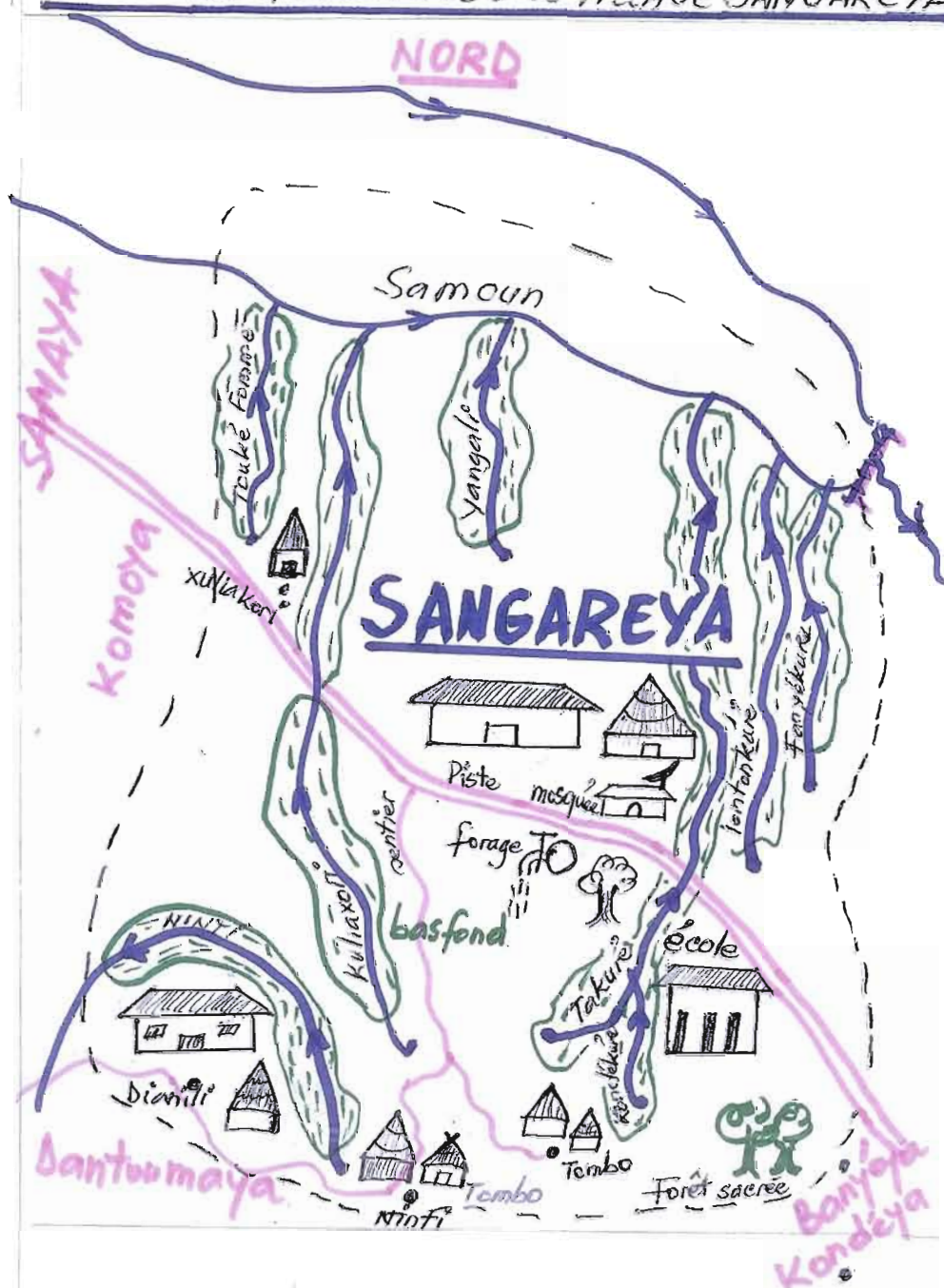
CARTE VILLAGEOISE DE DAR ES SALAM

CARTE VILLAGEOISE DE YATTIAKHORY





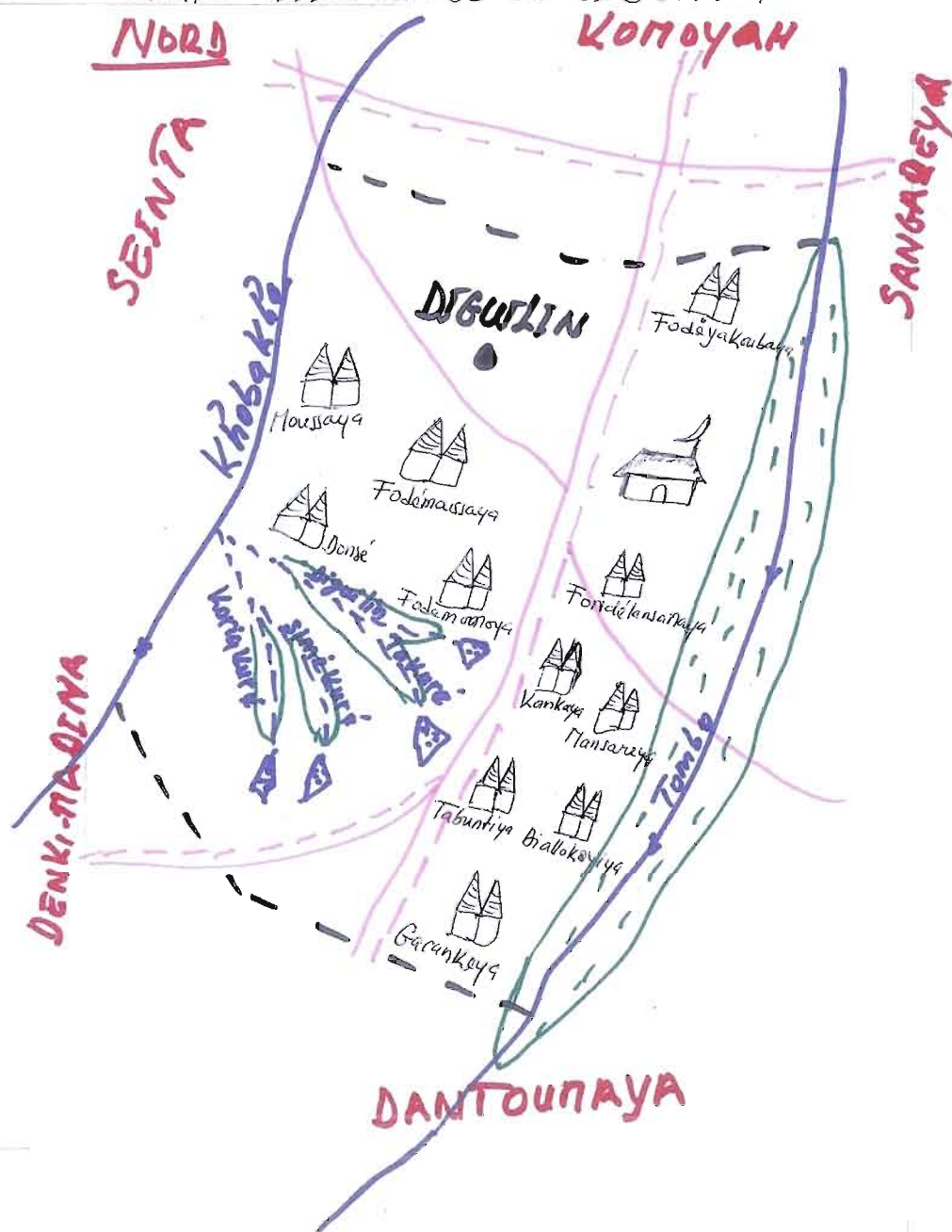
CARTE DES RESSOURCES DU VILLAGE SANGAREYA



CARTE VILLAGEOISE DE DIGUILLIN

NORD

KOMOUAN

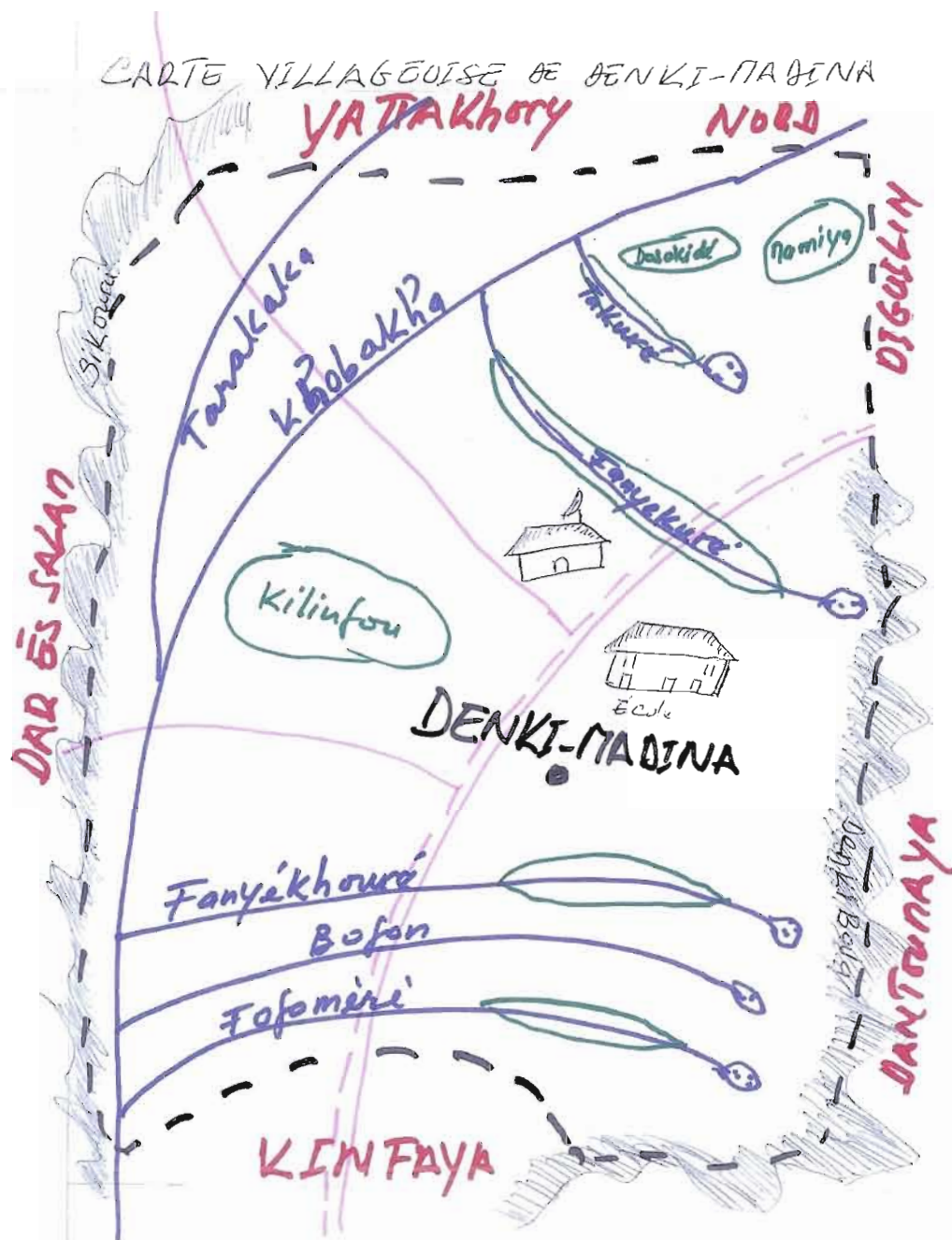


SEINTA

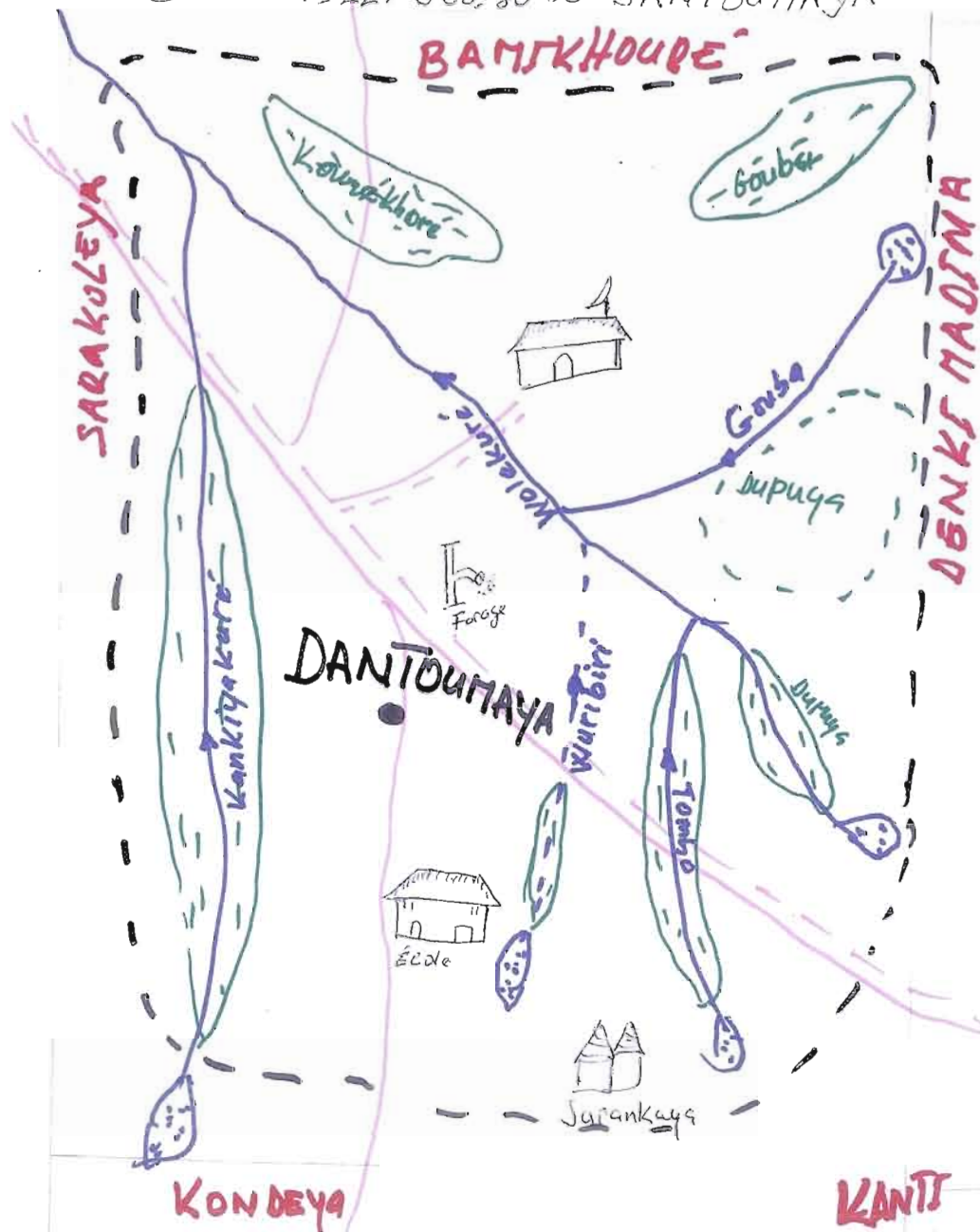
SANGARAYA

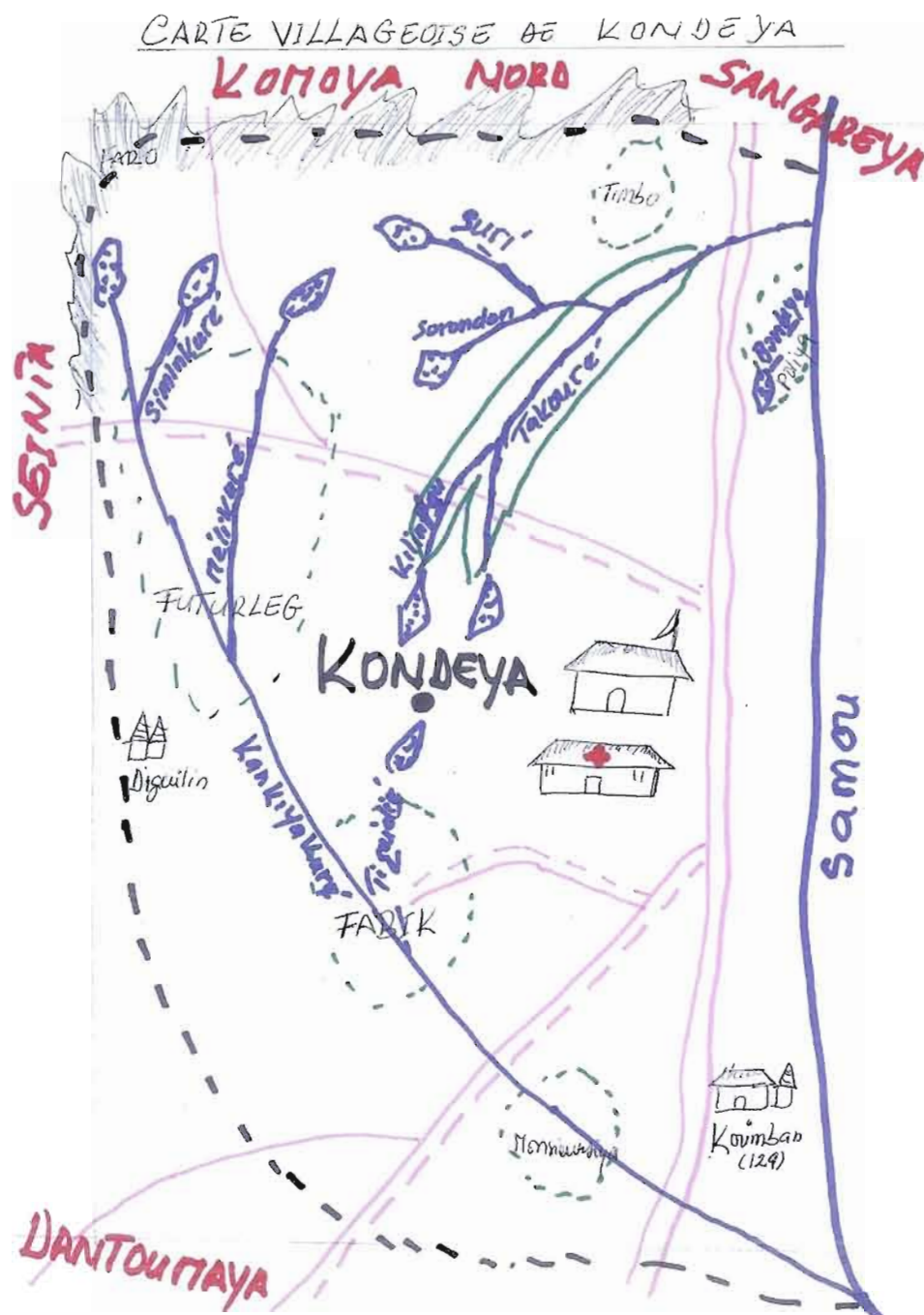
DENKI-MADINA

DANTOUNAYA

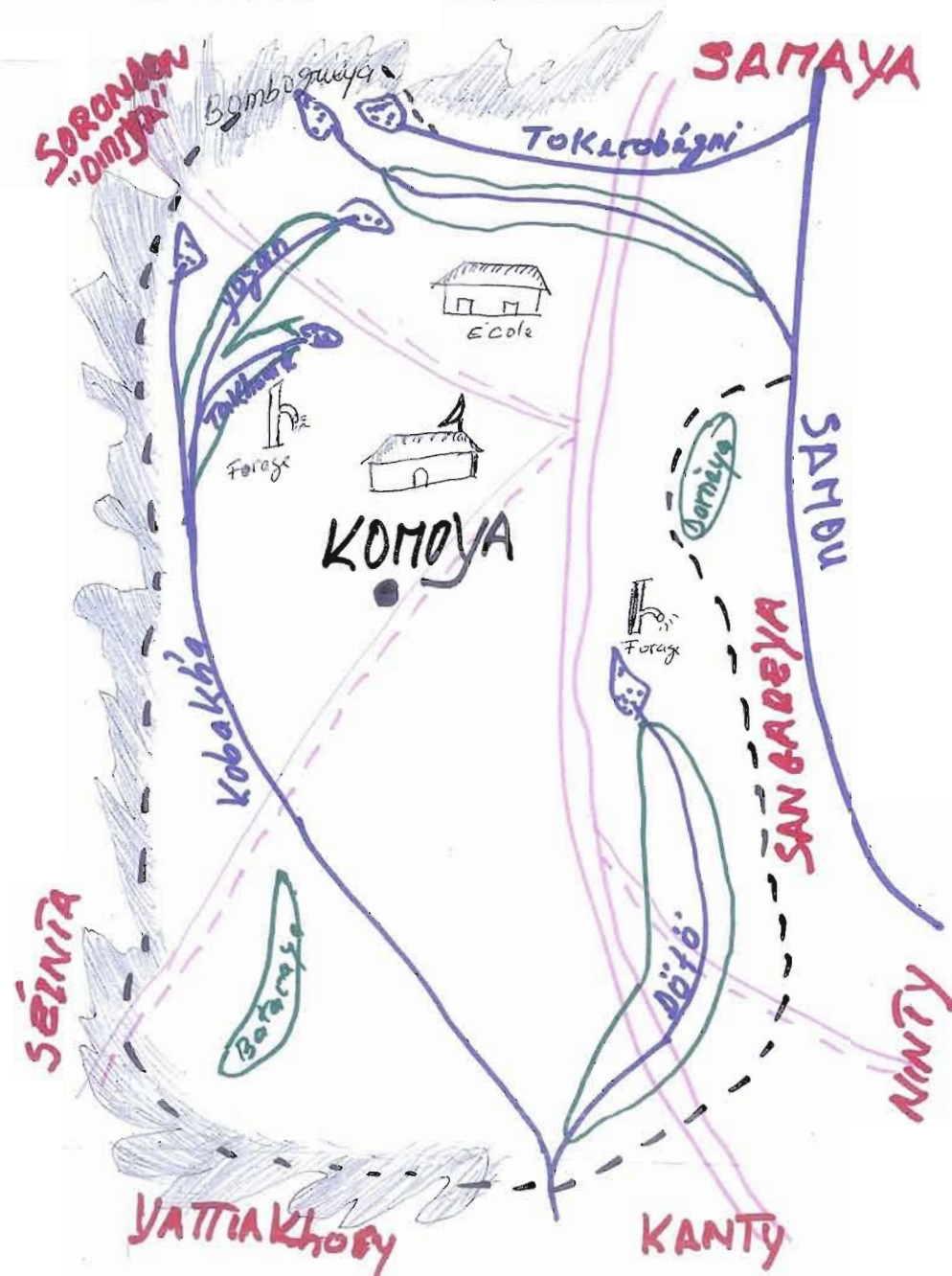


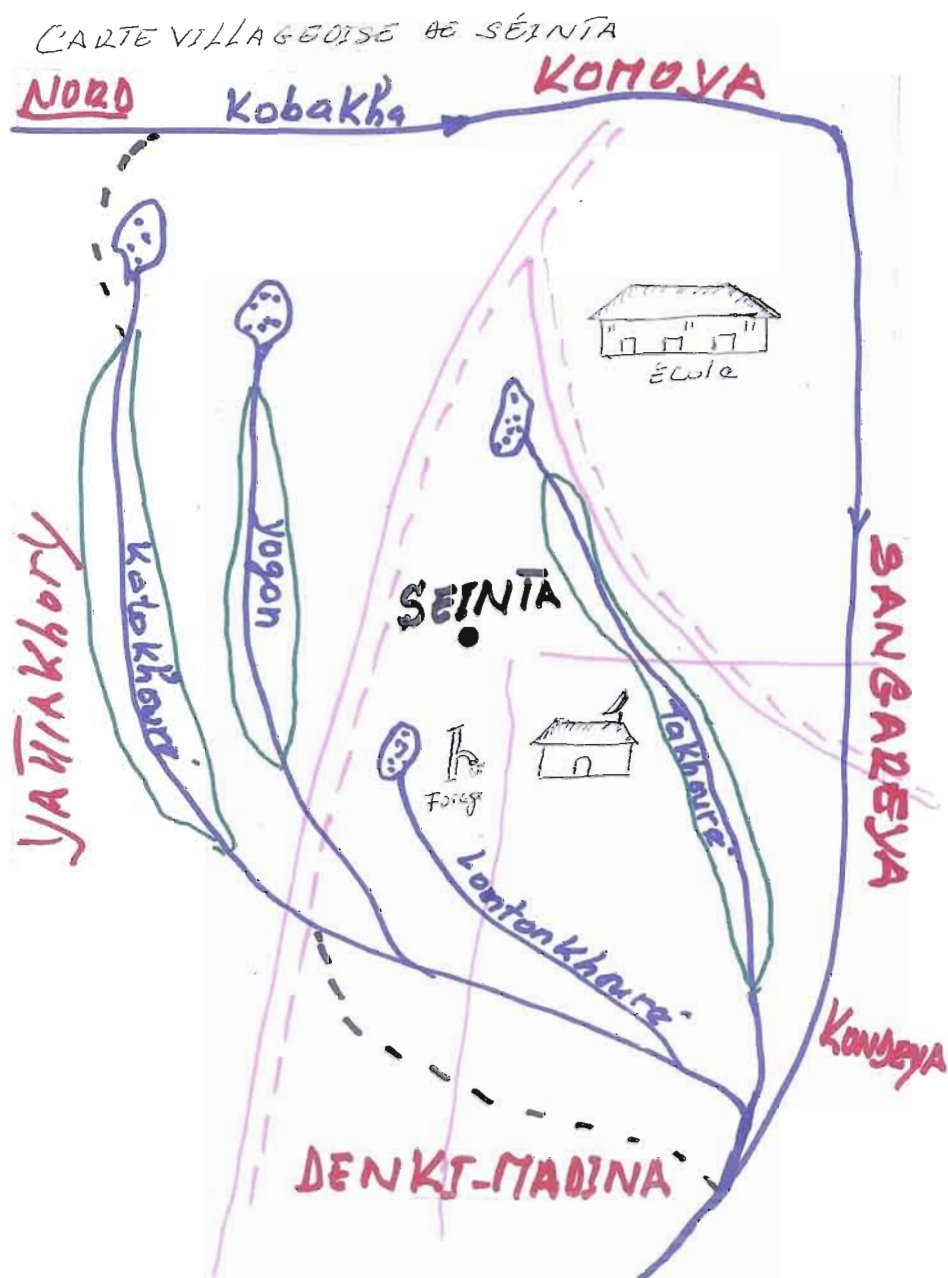
CARTE VILLAGEOISE DE SANTOUMAYA





CARTE VILLAGEOISE DE KOMOYA





RÉFÉRENCES

- Amin, S. (dir). 2005. *Les luttes paysannes et ouvrières face au défi du XXI^{ème} siècle, Les Indes savantes*, 366 p.
- Anadón M. et C. Couture, 2007. «La recherche participative, une préoccupation toujours vivace» dans Anadón, M. (dir) *La recherche participative, multiples regards*, Presses universitaires du Québec, p. 1-7
- Angers, P., C. Bouchard (1978). *École et innovation*, Laval (Québec) édition NHP, 268 p.
- Appadurai, A. 2001. *Après le colonialisme, les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot 273 p.
- Assogba, Y. 1998. «Le paradigme interactionniste et processus du développement communautaire : L'exemple des ONG en Afrique». *Canadian journal of african studies*. vol. 9, n°1, p. 201-218.
- Auriac, F. et R. Brunet. 1986. *Espace, jeux et enjeux* Coll. «Nouvelle encyclopédie des sciences et des techniques». Paris: Fayard-Fondation Diderot, 343p.
- Baguenard, J. 2004. *La décentralisation* 7^e édition fondue. Coll. «Que sais-je?». France: Presses Universitaires de France, 128 p.
- Ballet, J. et D. Bazin. 2004. «Prendre au sérieux les enjeux environnementaux : L'ambiguïté de l'approche par parties-prenantes». *La Revue en Sciences de l'environnement*. vol. 5, no 2, p. 39-48.
- Banque Mondiale. 1998. *Rapport sur le développement dans le monde*: 288 p
- Bardin, L. 1989. *L'analyse de contenu*, Presses Universitaires de Paris, 5^e édition revue et augmentée. Paris, 291 p.
- Barge, O., et T. Joliveau. 1996. «La gestion de l'eau, une approche territoriale ». *Géographie*. vol. 71, no 4, p. 297-309.
- Bartoli, H. 1999. *Répenser le développement, en finir avec la pauvreté*. Paris: UNESCO, 205 p.
- Bassand, M. 1992. «Développement local et processus identitaire». In *Les partenaires du développement face au défi du local*, Groupe de recherche et d'intervention régionale, p. 267-295.
- Benot, Y. 1984. *Sékou Touré : essayer de comprendre, en mémoire*, p. 121-124

- Bérard, G., M. Cegarra, M. Djama, S. Louafi, P. Marchenay, B. Roussel et F. Verdeau. 2005. *Biodiversité et savoirs naturalistes locaux en France*: CIRAD, IDDRI, IFB, INRA, 271 p.
- Boeuf, J-L. et M. Magnan. 2004. *Les collectivités territoriales et la décentralisation*. Coll. «Découverte de la vie publique». France: Documentation Française, 152 p.
- Bourassa, M., R. Pillion et J. Chevalier. 2007. «L'analyse de construit, une co-construction de groupe ». *Éducation et francophonie*. vol. xxxv, no 2, p. 102.
- Brunet, R. et O. Dollfus. 1990. *Mondes nouveaux*. Coll. «Tome 1». Paris: Hachette-RECLUS, 480 p.
- Calame, P., M. Makedonski et I. Ranson. 2005. *Territoires, penser localement pour agir globalement*, Charles Léopold Mayer. Paris, 189 p.
- Caloz, R. et C. Collet. 2001. *Précis de télédection, Traitement numérique d'images de télédection* Presses de l'Université du Québec, no 3: Université Francophone, Agence universitaire de la Francophonie, 386 p.
- Chevallier, J.J. 1983. «Une approche systémique des systèmes d'information du territoire et de leur intégrité, Thèse n°502». Lausanne, Département de génie rural et géomètre École polytechnique Fédérale (É.P.F.L). p. 1-20
- Chossudovsky, M. 1998. *La mondialisation de la pauvreté. Les conséquences des réformes du FMI et de la Banque Mondiale*, Société, 248 p.
- Ciparisse, G. (dir). 1999. *Thésaurus multilingue du foncier*. Rome: FAO, 213 p.
- Clément, J.M. (dir) 1998. *Larousse agricole*. Paris: Librairie Larousse, 1207 p.
- CLUB DU SAHAEL ET L'AFRIQUE DE L'OUEST (CSAO). 2005. *Décentralisation et développement local, Éléments d'analyse et de réflexion à partir de certains travaux du CSAO* 15 p.
- Coll, J-L. 2005. «L'actualité de l'aménagement des territoires». In *L'Aménagement au défi de la décentralisation en Afrique de l'Ouest*, Presses universitaires de Mirail, p. 21-28.
- Colle, C. 1997. *La Guinée à l'aube du III^e millénaire*. Conakry: Guinéoscope, 388 p.
- Collon, M., P. Lascoumes et Y. Barthe. 2001. *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, "la couleur des idées", 358 p.
- Coly, A. 2005. «La dimension internationale de l'aménagement du bassin du fleuve Sénégal». In *L'aménagement au défi de la décentralisation en Afrique de l'Ouest*, Presses universitaires du Mirail, p. 213-224.

- Comeliau, C. 1994. «Développement du développement durable ou blocages conceptuels?». *Tiers-Monde*. vol. 35, no 137, p. 61-76.
- Comeliau, L., N. Holec et J-P. Piéchaud. 2001. «Repères pour l'Agenda 21 local, Approche territoriale du développement durable». *Réseau Dossier et Débats pour le développement durable (4D)*, p. 136.
- Congalton, R. G. 1991. «A review of assessing the accuracy of classifications of remotely sensed data.». *Remote Sensing of Environment*. vol. 37, p. 35-46.
- Debbbarh, A. 2004. Développement durable : leçons et perspectives La Francophonie solidaire pour le développement durable AIF OIF, IEPPF. Ouagadougou, Liaison énergie-Francophone. n°64: p. 25-31
- Delbo, R. 2005. *La décentralisation depuis 1945*. Coll. «Politiques locales». France: Librairie Générale de droit et de Jurisprudence E.J.A, 118 p.
- Denis, P-Y. 1976. *Réalisations récentes et perspectives de développement en Guinée*: Cahiers d'Outre-Mer, 116, 32-47 p.
- Di Castri, F. 2002. *Le développement durable, entre théorie et pratique, entre rêve et réalités* Liaison Énergie-Francophone, 55-56-57 p. 38-45
- Diagne, A. et G. Daffé. 2002. *Le Sénégal en quête d'une croissance durable*, Karthala, 273 p.
- Didier, C. et C. Bouveyron. 1993. *Guide économique et méthodologique des SIG.*, Hermès. Paris, 330 p.
- Dion, R., P.T. Sow et M. Baldé. 2007. *Évaluation finale du PDLG, Rapport final* Conakry: ECI Africa, 65 p.
- Direction Nationale de l'Élevage 2004. Rapport des statistiques de l'élevage (2000-2004), Ministère de l'Agriculture de l'élevage et des Eaux et Forêts. Version provisoire: 57 p.
- Doumbouya, O. 2007. «Changement culturel et développement social : la nouvelle place des femmes en Guinée». Toulouse, Sociologie, Université de Toulouse II-Le Mirail, 401 p.
- Doyle, T. 1998. «Sustainable Development and Agenda 21 : The secular bible of global free markets». In *Third world quarterly* 19, p. 771-786.
- Dubost, J. et A. Lévy. 2003. «Recherche-action et intervention ». In *Vocabulaire de psychosociologie, Références et positions* Éres, p. 391-416.
- Duruflé, G. 1990. *L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar)*. Karthala, 203 p.

- Ela, J-M. 1982. *L'Afrique des villages*, Karthala. Paris, 228 p.
- Ela, J-M. 1990. *Quand l'État pénètre en brousse, Les ripostes paysannes à la crise*, Karthala. Paris, 268 p.
- Ela, J-M. 1994. *Restituer l'histoire aux sociétés africaines, Promouvoir les Sciences Sociales en Afrique Noire* Karthala. Paris, 143 p.
- Ela, J-M. 1998. *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire, Les défis du «monde d'en-bas»*, Harmattan. Paris, 426 p.
- Eyene Mba, J-R-E. 2001. *Démocratie et développement en Afrique face au libéralisme, Essai sur la refondation politique*, L'Harmattan. Coll. «Points de vue». Paris, 141 p.
- Gachon, P., A. Gauthier, A. Bokoye, D. Pauishkura, A. Cotnoir, Y. Tremblay et G. Vigeant 2007. Variabilité, extrême et changement climatique au Sahel: de l'observation à la mobilisation. . Rapport de projet Entente de coopération entre le Centre AGRHYMET et Environnement Canada: p. 10-55
- Gachon, P., A. St-Hillaire, T. Ouarda, VTV. Nguyen, Lin. C., J. Milton, D. Chaumont, J. Goldstein, M. Hessami, T.D. Nguyen, F. Selva, M. Nadeau, P. Roy, D. Parishkura, N. Major, M. Choux et A. Bourque (2005). A first evaluation of the strength and weaknesses of statistical downscaling methods for simulating extremes over regions of eastern Canada. Sub-component , Climate Change Action Fund (CCAF), Final report. Montréal, Québec, Canada, Environnement Canada: 209 p.
- Gagnon, P. et D.J. Coleman. 1990. «La géomatique : une approche systémique intégrée pour répondre aux besoins d'information sur le territoire ». *CISM journal ACSGC*. vol. 44, , no 4, winter 1990, p. 383-389.
- Gaillard, C. 2001. «Amélioration d'un modèle distribué d'érosion hydrique par la prise en compte spatiale de l'influence anthropique en milieu agricole. ». Sherbrooke, Sherbrooke, 178 p.
- Girard, M-C. et M. C. Girard. 1999. *Traitement des données de télédétection* DUNOD. Paris, 529 p.
- Gosselin, G. 1980. *L'Afrique désenchantée, Théorie et politique du développement*, Anthropos, vol. II, 351 p.
- GOYETTE, Gabriel et Michelle LESSARD-HÉBERT (1987). *La recherche-action: ses fonctions, ses fondements et son instrumentation*. Presses de l'université du Québec, Sillery, Québec, 204 pages.
- Gregory, J.W., D.D. Cordelle et V. Piché. 1989. «La mobilisation de la main d'oeuvre burkinabè, 1900-1974 : une vision retropective». *Canadian journal of african studies*. vol. 23, n°1, p. 73-105.

- Hall, B. 1981. «Participatory research, popular knowledge and power : a personal reflection». *Convergence*. vol. 14, no 3, p. 6-19.
- Hamilton, A. et I. Willanson. 1984. «A critique of the FIG définition of land information systems». In *The decision maker and land information systems*, International Symposium, Alberta, Canada, p. 28-34.
- Héron, J. 1996. *Cooperative inquiry : Research into the Human condition*, Londre, Sage, 38 p.
- Hewitt, N. 1995. *Guide Européen des Agenda 21 locaux, Comment s'engager dans un programme d'action à long terme vers le développement durable? Observatoire de l'environnement de la Communauté Urbaine de Lille*. . Région Nord-Pas-de-Calais, 105 p.
- Huillet, C. 1994. «Grandes tendances et évolution des approches du développement rural dans les pays membres de l'OCDE». *CIHEAM-Options Méditerranéennes*. vol. 2, n°4, p. 123-132.
- Jewsiewicki, B. 1985. «Mode de production : Les défis africains, Un débat, un paradigme, une épistémé». *Canadian journal of african studies*. vol. 19, n°1, p. 1-8.
- Joliveau, T. et B. Etliche. 1998. «Les SIG pour une gestion environnementale des territoires». In *Systèmes d'information environnementaux et d'aide à la décision, Méthodes et outils*, Hermes, Revue internationale de géomatique, p. 91-104.
- Karl, T.R. et A. Ghazi 1999. CLVAR/GCOS/WMO workshop on indices and indicator for climate extremes: Workshop summary. *Climatic Change*: 42 p.
- Kessy, M. Z. 2004. *Développement de proximité et gestion des communautés villageoises*. Abidjan: Édition Éburnie, 189 p.
- Kingué, M. D. 1979. «Problèmes et priorités du développement rural en Afrique, Actes du 9^{ème} colloque international de l'ICI». In *Le développement rural en Afrique priorités, problèmes et perspectives*, Univerité d'Ottawa, p. 15-34.
- Klein, J-L. 1998. *Décentralisation et gouvernement local : quelle place pour le social?* 4^{ème} colloque NPS (Université du Québec à Montréal, 3 avril 1998). Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales, 10-19 p.
- Koselleck, R. 1990. *Le futur passé, Contribution à la sémantique des temps historiques*, EHESS. Paris, 334 p.
- Laganier, R., B. Villalba et B. Zuindeau 2002. Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire. *Développement durable et territoires*, http://www.revue-ddt.org/dossier001_A01.htm

- Lammerink, M. P. et I. Wolffer. 1998. *Approches participatives pour un développement durable, Exemples d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie*, Karthala. Paris: IPD, 209 p.
- Latouche, S. 1994. «Développement durable : un concept alibi. Main invisible et mainmise sur la nature». *Tiers-Monde*. vol. 15, n°137, no janvier-mars, p. 78-94.
- Le Berre, M. 1995. «Territoires». In *Encyclopédie de Géographie*, Economica, p. 601-622.
- Leclerc-Olive, M. 2006. «Un pouvoir local peut-il être public?». In *Affaires locales, De l'espace social communautaire à l'espace public politique* Karthala-GEMDEV, p. 215-241.
- Leclerc-Olive, M. 2006. «Un pouvoir local peut-il être public?». In *Affaires locales, De l'espace social communautaire à l'espace public politique*, Karthala-GEMDEV, p. 215-241.
- Lele, U. 1975. *Le développement rural, L'expérience africaine*, Economica. Paris, 341 p.
- Lerond, M., C. Larrue, P. Michel, B. Roudier et C. Sanson. 2003. *L'évaluation environnementale des politiques, plans et programmes, Objectifs, méthodologies et cas pratiques*, TEC & DOC. Paris, 311 p.
- Lussault, M. 2007. *L'Homme spatial, La construction sociale de l'espace humain* Seuil. Paris, 363 p.
- Mback, N. C. 2003. *Démocratisation et décentralisation. Genèse et dynamique comparée des processus de décentralisation en Afrique subsaharienne.*, Karthala et PDM. Paris, 528 p.
- Meadows, D. H., L. Meadows, J. Randers, W.W. Behrens. 1972. *Halte à la croissance, Enquête sur le Club de Rome et Rapport sur les limites à la croissance*, Fayard, Écologie, 314 p.
- MEEF 2004. Recensement national de l'agriculture, Campagne agricole 2000-2001. Ministère de l'Agriculture de l'Élevage des Eaux et Forêts, Service national des statistiques agricoles. I: 98 p.
- Mengin, J. 1989. *Guide du développement local et du développement social*, L'Harmattan. Coll. «Logiques sociales». Paris, 164 p.
- Meyer-Abich, K.M. 2003. «Nachhaltigkeit-die neue Kulturform der wirtschaft». In *Territoires, penser localement pour agir globalement*, Charles Léopold Mayer, Pierre Calame, p. 189.
- Ministère du Plan. 2004. Étude sur les projets et programmes de gouvernance en Guinée. Document 1: inventaire, éléments de définition, bilan: 47 p.
- Ministère du Plan et de la Coopération. 1999. Répartition des ménages ordinaires et de la population résidente par subdivision administrative, Résultats définitifs du

- recensement Général de la population et de l'habitation de décembre 1996. Direction Nationale de la Statistiques: 1-16 p.
- Ministère du Plan et de la Coopération. 1988. Études socioéconomique régionale, Bilan-diagnostic au niveau des Préfectures Direction Nationale du Plan: 8-45 p
- Ministère du Plan et des Affaires étrangères. 2003. Évaluation retrospective de la coopération française en Guinée (1992-2001), 77 p.
- Morin, E. 1991. *La méthode 4 : leurs idées, leur habitat, leur vie, leurs moeurs, leur organisation*, Seuil. Paris, 264 p.
- Mwagiru, W., B.P. Thomas-Slayter et R. Ford. 1998. «Introduction à l'évaluation rurale participative». In *Approches participatives pour un développement durable*, Karthala, M. P. Lammerink et I. Wolffer, p. 43-58.
- Ndao, I. 2003. *Problématique de la démocratie représentative dans la gestion des ressources locales dans un espace local décentralisé, la collectivité locale de Ross Bethio*, 21 p.
- NDiaye, S. 2005. «Économie populaire et développement local en contexte de précarité : L'entrepreneuriat communautaire dans la ville de Saint-Louis (Sénégal)». Thèse présentée comme exigence partielle du doctorat en Sociologie. , Montréal, Sociologie, Université du Québec à Montréal, 442 p.
- Noffke, S. 2002. «Action research: Toward the next generation», dans C. Day, J. Elliott, B. Somekh et R. Winter (dir). *Theory and practice in Action Research : some international perspectives*, Oxford, symposium book, p. 13-26
- Noula, A-G. 1995. «Ajustement structurel et développement en Afrique : l'expérience des années 80». *Afrique et développement*. vol. 20, n°1, p. 5-36.
- Nzeukou, A. 2002. «Variabilité spatiale à moyenne échelle des conditions de propagation des micro-ondes dans les précipitationd. ». Toulouse, Paul Sabatier, 134 p.
- Nzisabira, J. 1997. *Organisation de l'espace : le système dominant et son fonctionnement*, L'Harmattan. Paris, 194 p.
- Osmont, A. 1995. *La Banque Mondiale et les villes. Du développement à l'ajustement*, Karthala, 309 p.
- Pecqueur, B. et J.B. Zimmermann. 2003. *L'économie de proximités*, Hermes-Lavoisier. Paris, 264 p.
- Perrin, D. 2003. *Les politiques de développement rural, Rapport de l'Instance d'évaluation, Conseil national de l'évaluation* Commissariat Général du Plan, 479 p.

- Peterson, T., C. Folland, G. Gruza, W. Hogg, A. Mokssit et N. Plummer 2001. Report on the activities of the working group on Climate Change Detection and Related Rapporteurs 1998-2001. . Geneva, Switzerland, WMO, Rep. WCDMP-47, WMO-TD 1071, : 143 p.
- Pluye, P., et N. Nadeau. 2001. «Comment favoriser la recherche clinique en pédopsychiatrie? Une expérience de recherche-action collaborative.». *Santé mentale au Québec*. vol. 26, no 2, p. 245-266.
- PNUD. 2002. *Programme national de renforcement des capacités et de gouvernance, Secrétariat national au renforcement des capacités* Conakry, 84 p.
- PNUD. 2004. Étude sur les projets et programmes de gouvernance en Guinée, Document 1 : inventaire, éléments de définition, bilan 47 p.
- PNUD. 2005. Rapport mondial sur le développement humain, La coopération internationale à la croisée des chemins, L'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités ECONOMICA: 385 p.
- Pointevin, B. 1990. *La démarche gestion de terroirs. Synthèse d'une expérience dans le Cercle de Kadiolo, Sud Mali, Programme micro-réalisation Canada-Mali* Association française des volontaires du progrès. Coll. «Ducuments méthodologiques n°15», 62 p.
- Poirier, P.R. 1979. «Développement rural en Afrique, Actes du 9^{ème} colloque». In *Le développement rural en Afrique priorités, problèmes et perspectives*, Université d'Ottawa, p. 145-150.
- Polèse, M. et W. J. Coffey. 1982. *Les politiques de développement local, Éléments de définition*. Coll. «Études et documents», no 34: INRS-Urbanisation, 39 p.
- Proulx, M-U. 1994. *L'émergence de la théorie du développement économique local* Transcontinentale et Fondation de l'entrepreneurship. Coll. «Entreprendre». Montréal, p. 21-43
- Provencher, L. et J-M. M. Dubois. 2007. *Précis de Télédétection, Méthodes de photointerprétation et d'interprétation d'image* Presse de l'université du Québec, volume 4: Université Francophone, Agence universitaire de la Francophonie, 468 p.
- Raffestin, C. 1997. «Paysage et territorialité». *Cahier de Géographie du Québec*. vol. 21, n°53-54, p. 123-134.
- Ramonet, M. 2003. *Le développement durable réponse aux enjeux agricoles et environnementaux*: Commission des Affaires économiques, Assemblée Nationale Française, 170 p.
- Raunet, M. 1985. «Bas-fonds et riziculture en Afrique; approches structurale et comparative». *Agronomie Tropicale*. vol. 40, no 3, p. 181-201.

- Réseau des Agences Régionales de l'Énergie et de l'Environnement. 2000. *Le développement durable : une autre politique pour les territoires?*, 68 p.
- Réseau des Agences Régionales de l'Énergie et de l'Environnement. 2004. *Comprendre et agir son territoire, Objectif développement durable, Retours d'expériences et recommandations pour l'Agenda 21 local*, 108 p.
- Rivière, C. 1971. *Mutations sociales en Guinée*. Paris: Rivières et Cie, 351 p.
- Roche, V. 2004. *Éléments d'argumentation en faveur de l'introduction des Agendas 21 locaux au Québec (dir) de Christiane Gagnon*, 77 p.
- Rossi, G., D. Bazzo, M. Lauffer, N. Moreau, A. Fontana et M. Sow. 2000. *Atlasinfogéographique de la Guinée Maritime* Ministère de l'Agriculture et de l'élevage, IRD: 179 p
- Sachs, I. 1994. «Le développement reconsidéré : Quelques réflexions inspirées par le sommet de la terre». *Tiers-Monde*. vol. 15, no 137, janvier-mars, p. 53-60.
- Sagno, N. F., El. O. Kouyaté et A. Condé (2005). Évaluation de la stratégie de développement socio-économique "Guinée, vision 2010". . Ministère du Plan, PNUD: 32 p.
- Salais, R. 1998. «Action publique et convention ». In *La métamorphose de la régulation politique*, LGDJ, p. 55-81.
- Samoura, M. 2005. «L'expérience guinéenne de décentralisation ». In *L'Aménagement au défi de la décentralisation en Afrique de l'Ouest*, Presses universitaires du Mirail, p. 99-112.
- Sautter, G. 1968. *Les structure agraires en Afrique tropicale* Centre de documentation universitaire. Coll. «Les cours de Sorbonne». Paris V, 267 p.
- Schutz, A. 1962. *Collected Papers*: Kluwer Academic, p. 294-305
- Schwarz, A. (dir). 1980. *Les faux prophètes de l'Afrique ou l'Afr(eu)canisme*: Les Presses de l'Université Laval, 244 p.
- Seck, A. T. 1997. *La Banque Mondiale et l'Afrique de l'Ouest, L'exemple du Sénégal*, Publisud, 2000 p.
- Shaw, M. et B. Gaines. 1992. «Kelly's "Geometry of Psychological Space" and its significance for cognitive modeling ». *The New psychologist*, p. 23-31.
- Steinberg, J. 2000. *Cartographie, Télédétection, Système d'information géographique SEDES*. Coll. «Campus Géographie». Paris, 160 p.

- Stiglitz, J. E. 2003. *La grande désillusion*, Librairie Générale Française. Paris, 408 p.
- Susman, G.I. Et R.D. Evered, 1978. Assesment of the scientific merits of action research, in administrative science quarterly, vol. 23, n°4, décembre pp 582-603
- Thériault, M. 1995. *Systèmes d'information géographiques, concepts fondamentaux, notes et documents de cours* Département de géographie de l'Université de Laval, Saint-Foy, Québec, 165 p.
- Torres, E. 2000. «Adapter localement la problématique du développement durable : rationalité procédure et démarche-qualité». In *Développement durable et territoire*, Presses Universitaires, p. 72-105.
- Tremblay, D-G. et J-M. Fontan. 1994. *Développement économique local : la théorie, les pratiques, les expériences* Télé-Université et presses de l'Université du Québec. Montréal, 579 p.
- Vachon, B. 1994. «La synergie des partenaires en développement économique local : entrepreneurship et systèmes productifs locaux». In *Développement économique : clé de l'autonomie locale*, Transcontinentale et Fondation de l'entrepreneurship, p. 191-220.
- Vachon, B. et F. Coallier. 1993. *Le développement local : théories et pratiques, Réintroduire l'humain dans la logique de développement*, Gaétan Morin. Montréal, 331 p.
- Wade, P. M., B. S. Diawara, S. B. Sidibé et A. Camara (2006). Programme National de lutte contre la désertification. Organe national de coordination de la mise en œuvre de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, Ministère de l'Agriculture de l'Élevage des Eaux et Forêts, 116 p.
- William, J-C. 1996. «Trajectoire de la démocratie, gouvernance : concepts de base pour l'analyse». In *Démocratie, enjeux fonciers et pratiques locales en Afrique, Conflits, gouvernance et turbulences en Afrique de l'Ouest et Centrale* L'Harmattan-CEDAF, p. 10-25.
- Williamson, O. et S. Winter. 1991. *The nature of the firm*. New York: Oxford University Press, p. 18-33.
- Zuindeau, B. 1996. «La problématique du développement durable : les enseignements de l'approche spatiale. ». *Écologie, Société, Économie*, p. 12.
- Zuindeau, B. (dir). 2000. *Développement durable et territoire*, Presses Universitaires, p. 9-24
- Zuindeau, B. et F-D. Vivien. 2001. «Le développement durable et son espace : antécédents intellectuels et questions pour l'avenir». In *Développement durable et territoires*, Cahiers lillois d'économie et de sociologie, p. 11-39.